



NATIONS
UNIES

EP

UNEP/MED WG.468/17/Corr.1



**PROGRAMME DES NATIONS UNIES
POUR L'ENVIRONNEMENT
PLAN D'ACTION POUR LA MÉDITERRANÉE**

9 Septembre 2019
Original : anglais

Réunion des points focaux du PAM

Athènes, Grèce, 10 - 13 septembre 2019

Point 5 de l'ordre du jour Questions spécifiques pour examen et décision par la réunion, y compris les projets de Décisions

Projet de Décision : Programme de travail et budget 2020 - 2021 du PAM

Rectificatif

Le livrable attendu de l'activité 2.1.1.5.b) pour les options 1 et 2

Substituer au texte actuel :

b) Mécanisme de mobilisation d'équipements d'intervention et d'experts en cas d'urgence mis en œuvre

Les livrables attendus de l'activité 2.2.1.3.d) et 2.2.1.3.f) pour les options 1 et 2

Substituer au texte actuel :

d) CECIS intégré dans le Système de notification des situations d'urgence en Méditerranée (MedERSys);

f) Etude sur la question des déversements marins de condensats préparée.

Les livrables attendus de l'activité 2.7.1.2 pour les options 1 et 2

Substituer au texte actuel :

a) Feuille de route pour la préparation d'une soumission à l'OMI pour désigner la zone de la mer Méditerranée comme zone de contrôle des émissions (ECA) d'oxydes de soufre (SO_x) en vertu de l'Annexe VI de MARPOL, mise en œuvre

b) Les études suivantes préparées et supervisées par le Comité technique d'experts sur une ECA de SO_x :

i) analyses des impacts sur le transport commercial international, ainsi que sur le report modal commercial en dehors de la Méditerranée,

ii) analyses des impacts sur l'activité de transport à courte distance, ainsi que sur le développement économique et social des îles et des zones insulaires et reculées, et

iii) analyses complémentaires d'approvisionnement en combustible et de technologie (production régionale de carburant, disponibilité du carburant et technologies de mise en conformité de substitution)

c) Les principaux éléments techniques d'un projet de soumission à l'OMI élaborés par le Comité technique d'experts sur une ECA de SO_x

Pour des raisons de coût et de protection de l'environnement, le tirage du présent document a été restreint. Il est aimablement demandé aux délégations d'apporter leur copie de ce document aux réunions et de s'abstenir de demander des copies supplémentaires.



NATIONS
UNIES

EP

UNEP/MED WG.468/17



**PROGRAMME DES NATIONS UNIES
POUR L'ENVIRONNEMENT
PLAN D'ACTION POUR LA MÉDITERRANÉE**

UNEP

2 août 2019
Français
Original : anglais

Réunion des points focaux du PAM

Athènes, Grèce, 10 - 13 septembre 2019

Point 5 de l'ordre du jour Questions spécifiques pour examen et décision par la réunion, y compris les projets de décisions

Projet de Décision : Programme de travail et budget 2020 - 2021 du PAM

Pour des raisons de coût et de protection de l'environnement, le tirage du présent document a été restreint. Il est aimablement demandé aux délégations d'apporter leur copie de ce document aux réunions et de s'abstenir de demander des copies supplémentaires.

PNUE/PAM
Athènes, 2019

Note du Secrétariat

Le Programme de travail et Budget proposés pour 2020-2021 ont été préparés conformément au mandat donné par la Décision IG.23/14 de la CdP 20 (Tirana, Albanie, 17-20 décembre 2017) et sont soumis à la réunion des Points focaux du PAM pour examen.

Le PdT proposé pour 2020-2021 est entièrement aligné sur la SMT et est construit en tenant compte des principes et des orientations en matière de planification et de programmation énoncés dans le document sur la Gouvernance adopté par la Décision IG.17/5 de la CdP 15 (Almeria, Espagne, 15-18 Janvier 2008) ainsi que des règles et procédures financières de la Convention de Barcelone, adoptées par la décision IG.21/15 de la CdP 18 (Istanbul, Turquie, 3-6 décembre 2013).

Le PdT proposé pour 2020-2021 couvre le dernier exercice biennal du cycle de programmation stratégique de six ans du système PNUE/PAM. Ambitieux, réaliste et tourné vers l'avenir, il vise à garantir la réalisation des résultats stratégiques et des résultats clés de la Stratégie à moyen terme 2016-2021, en cohérence et en continuité avec les résultats obtenus au cours des deux Programmes de Travail biennaux précédents (2016-2017 et 2018-2019).

Sa mise en œuvre repose sur les ressources du Fonds d'affectation spéciale pour la Méditerranée (MTF) complétées par des ressources externes, partiellement mobilisées ou en cours de négociation. Les détails sur les ressources externes mobilisées sont présentés dans le récit ci-joint et dans les tableaux du PdT proposé.

La mise en œuvre du PdT proposé sera dirigée par l'Unité de coordination afin d'assurer la cohérence et l'intégration, d'optimiser l'efficacité et d'assurer l'unité d'action du système PAM, grâce à une collaboration étroite avec toutes les composantes du PAM et les partenaires concernés.

Conformément à la procédure 2 des règles et procédures financières de la Convention de Barcelone, le Secrétariat a consulté le siège du PNUE et soumis pour approbation le projet de Programme de travail et de Budget pour 2020-2021 ci-joint, qui a été reçu le 2 août 2019.

Ce document est composé d'un projet de Décision et d'une Annexe, contenant les tableaux du PdT et du Budget proposés pour 2020-2021 et des détails pertinents. Une partie narrative expliquant la raison d'être des activités proposées et le budget correspondant est présentée ci-dessous.

Logique du programme de travail proposé pour 2020-2021

Introduction

1. La décision IG.23/14 « Programme de travail et budget pour 2018-2019 » a chargé le Secrétariat, en consultation avec le Bureau, et conformément aux dispositions pertinentes du document sur la Gouvernance, de la Décision IG.17/05 (CdP 15) et de la Stratégie à moyen terme PNUE/PAM pour 2016-2021 (SMT), de la Décision IG.22/01 (CdP 19), de préparer pour examen et approbation par la CdP 21 un Programme de travail et un Budget pour 2020-2021 axés sur les résultats, simplifiés et plus stratégiques, expliquant les principes et hypothèses clés sur lesquels ils reposent, en tenant compte des progrès réalisés lors de la mise en œuvre du PdT pour 2018-2019.

2. Conformément à la décision IG.23/14, le PdT proposé pour 2020-2021 vise à assurer la cohérence et la continuité des résultats obtenus au cours du présent exercice biennal afin de mettre en œuvre efficacement la SMT d'ici à 2021, en appliquant les grands principes suivants :

a. Forte appropriation par les Parties contractantes grâce à des consultations régulières au cours du processus préparatoire et à une réflexion optimale sur les priorités régionales et les besoins des pays ;

b. Cohérence avec les évolutions les plus récentes des processus mondiaux, telles que la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030, la préparation du cadre de la biodiversité pour l'après-2020, les résolutions de l'ANUE, l'Accord de Paris et les Accords environnementaux multilatéraux (AME), et justification et les liens entre l'action proposée et ces processus mondiaux, le cas échéant ;

c. Transparence interne, consultation, communication, efficacité et flexibilité ;

d. Tirer les leçons des exercices biennaux actuels et précédents (conception et mise en œuvre) ;

e. Unité d'action du système PAM et fonctionnement intégré ;

f. Partenariats efficaces et sensibilisation pour renforcer la mise en œuvre et l'efficacité ;

g. Planification, suivi et compte rendu de la mise en œuvre rigoureux et transparent ;

h. Examen des priorités et des thèmes qui influenceront l'élaboration de la prochaine SMT.

3. Lors de la conception du PdT 2020-2021, les facteurs de fond et opérationnels suivants ont été pris en compte :

a. Tenir compte de l'importance spécifique de l'exercice 2020-2021 en tant que dernier exercice de la SMT, dans le but de parvenir à sa pleine réalisation ;

b. Mettre l'accent sur les résultats stratégiques qui n'ont pas été pleinement pris en compte au cours des deux derniers exercices biennaux et qui pourraient avoir un impact concret et visible sur la réalisation des objectifs de la SMT ;

c. Assurer la cohérence et la continuité avec les objectifs atteints au cours des exercices biennaux actuel et précédents, y compris les mesures correctives nécessaires, et établir une programmation visant à ce que les objectifs restants concrétisent efficacement la SMT d'ici à 2021 ;

d. Assurer l'intégration, la complémentarité et l'amplification de l'impact des activités financées par les ressources de base et les autres ressources ;

- e. Examiner les leçons tirées de la mise en œuvre de l'UMOJA et son impact sur la programmation et l'établissement des priorités ;
 - f. Examiner les questions émergentes pertinentes d'importance mondiale et régionale, notamment l'uniformisation de la parité/égalité entre les sexes dans tous les domaines thématiques ;
 - g. Intégrer une dimension prospective : des réflexions ont été menées sur les priorités possibles pour le nouveau cycle de la SMT et ses liens avec les objectifs de développement durable et les initiatives et programmes mondiaux pertinents ;
 - h. Mieux mettre en évidence les liens et les synergies clés entre les thèmes et les résultats stratégiques de la SMT ; assurer et renforcer l'intégration des Composantes du PAM afin qu'elles fonctionnent de manière efficace, en accordant la priorité aux produits et activités communs ; renforcer les partenariats aux niveaux régional et mondial avec les principaux acteurs concernés, en particulier avec les AME mondiaux gérés par le PNUE ; et renforcer le rôle moteur du système du PAM dans le cadre du programme du PNUE pour les mers régionales ;
 - i. Assurer, le cas échéant, un équilibre géographique des sites pour les activités menées aux niveaux sous-régional et national.
4. Lors de la préparation du PdT pour 2020-2021, l'attention a été portée sur les travaux axés sur un programme de travail simplifié et plus stratégique, basé sur les résultats, comme demandé par la CdP 20, en :
- a. Regroupant, dans la mesure du possible, les activités principales et en assurant un meilleur équilibre de leur nombre par résultat ; et définissant de claires réalisations ;
 - b. Évaluant les activités/résultats menées et/ou obtenus dans le cadre des PdT 2016-2017 et 2018-2019 par rapport aux résultats et produits stratégiques globaux de la SMT et en identifiant les lacunes à combler au cours du prochain exercice biennal pour parvenir à la pleine mise en œuvre de la SMT d'ici à 2021 ;
 - c. Évaluant les objectifs du programme de travail des deux premiers exercices biennaux de la SMT ;
 - d. Examinant les résultats/réalisations du PdT de l'exercice en cours par rapport aux indicateurs convenus et, le cas échéant, aux valeurs de référence correspondantes ;
 - e. Maintenant, dans la mesure du possible, les mêmes indicateurs et objectifs connexes des autres exercices biennaux de la SMT, lorsqu'ils sont réalistes et conformes aux résultats attendus ; les indicateurs et les cibles supplémentaires qui n'étaient pas recommandés sauf s'ils étaient indispensables - ceci également dans le but de rendre l'évaluation de la SMT aussi précise et efficace que possible ;
 - f. Examiner en priorité les résultats clés de la SMT qui n'ont donné lieu qu'à peu ou pas d'activités au cours des deux derniers exercices biennaux de la SMT en cours.
5. Le Programme de travail proposé pour 2020-2021 et sa mise en œuvre efficace ont pour objectif de renforcer encore davantage le rôle moteur du système PAM-Convention de Barcelone en tant qu'accord régional unique, juridiquement contraignant, et cadre de collaboration efficace réunissant les États côtiers de la Méditerranée et l'Union européenne dans un partenariat avec d'autres acteurs, y compris la société civile, pour la protection de la mer Méditerranée et de ses régions côtières, afin d'atteindre le bon état écologique et de contribuer à leur développement durable dans le

cadre de la Stratégie méditerranéenne pour le développement durable (SMDD).

6. Le PdT proposé pour 2020-2021 s'articule autour de 40 résultats stratégiques et 70 productions clés tirés de la SMT, qui doivent être atteints grâce à la mise en œuvre de 144 activités principales, réparties sur le thème général (Gouvernance, comprenant 45 activités), 3 thèmes principaux (Pollutions terrestres et marines, Biodiversité et Écosystèmes, Interactions et Processus terrestres et maritimes regroupant respectivement 33, 24 et 12 activités) et 3 thèmes transversaux (Gestion intégrée des zones côtières - GIZC, Consommation et production durables - CPD, Adaptation au changement climatique, comprenant respectivement 8, 11 et 11 activités).

7. Afin de mesurer les progrès et les résultats de la mise en œuvre des activités, un ensemble de 53 Indicateurs et Objectifs correspondants est proposé, répartis sur les 7 thèmes (15 sous Gouvernance, 5 sous Pollutions terrestres et maritimes, 12 sous Biodiversité et Écosystèmes, 5 sous Interactions et Processus terrestres et maritimes, 5 sous Gestion intégrée des zones côtières, 7 sous Consommation et production durables et 4 sous Adaptation au changement climatique).

Thème général : Gouvernance

8. Les activités envisagées devraient promouvoir et soutenir le processus de ratification et faire en sorte que tous les Protocoles entrent en vigueur. Les activités devraient en outre contribuer à la mise en place d'un mécanisme efficace d'établissement de rapports et de respect des obligations, qui permettra une analyse en profondeur de la mise en œuvre du cadre réglementaire de la Convention de Barcelone, élément essentiel pour continuer à promouvoir cette mise en œuvre, ainsi que la crédibilité, l'efficacité et la visibilité du PAM. En tant que fonction fondamentale du Secrétariat, il est envisagé que plusieurs activités assurent un processus décisionnel efficace et un examen de la mise en œuvre par les organes compétents du PAM (CdP, Bureau, PAM et Points focaux des Composantes du PAM, CMDD et son Comité de pilotage, Comité de respect des obligations, etc.).

9. L'évaluation de la SMT 2016-2021 et la préparation de la SMT pour la période suivante (2022-2027) constituent un résultat essentiel pour l'exercice biennal en cours. Ces objectifs seront atteints par le biais d'un processus inclusif, participatif et piloté par les Parties contractantes, qui comprendra une réunion des Points focaux du PAM spécifique au premier semestre 2021.

10. La poursuite de la mise en œuvre de la Feuille de route de l'Approche écosystémique est envisagée à travers le développement de plusieurs politiques et stratégies, y compris le développement d'un IMAP coordonné et l'exécution de la Feuille de route du Rapport 2023 sur la qualité de la Méditerranée (2023 MED QSR), complétés par des activités relevant de plusieurs thèmes principaux du PdT touchant à l'élaboration de mesures régionales, de critères d'évaluation et de seuils, etc.

11. La préparation de trois documents politiques majeurs tels que le PAS BIO prenant en compte le Programme biodiversité pour l'après 2020, la Stratégie régionale de prévention et de lutte contre la pollution marine causée par les navires (après 2021) et la politique de gestion des données du PAM font partie des principaux instruments politiques prévus pour définir la voie à suivre pour les 10 à 15 prochaines années dans les domaines connexes de la région méditerranéenne.

12. Le PdT proposé pour 2020-2021 prévoit également des travaux sur la mise en œuvre de la SMDD, focalisés sur le tableau de bord méditerranéen de la durabilité, conformément à la décision IG. 23/4 et aux travaux visant à renforcer et à maintenir le mécanisme simplifié d'examen par les pairs (SIMPEER).

13 Le PdT proposé pour 2020-2021 prévoit la mise en œuvre et la mise à jour de la Stratégie de mobilisation des ressources ainsi que l'exécution en temps opportun et coordonnée et l'examen de projets du PAM avec un financement externe, avec le lancement des six projets relatifs aux enfants dans le cadre du Programme pour la mer Méditerranée du Fonds mondial pour l'environnement et la conception et la mise en œuvre d'autres projets.

14. Une dimension importante du PdT proposé est le renforcement des partenariats avec les principaux acteurs régionaux et mondiaux afin d'optimiser les synergies, la participation aux initiatives mondiales et régionales, ainsi que le renforcement de la participation et de l'engagement de la société civile, y compris pour les défis spécifiques tels que les déchets marins et le changement climatique.

15. En ce qui concerne la gestion des connaissances, le PdT proposé reflète l'intention de renforcer le rôle du système du PAM dans les travaux d'évaluation dans la région et sa contribution aux processus d'évaluation mondiaux, en particulier dans le cadre du PNUE. Il a pour objectif de mettre en œuvre les actions définies dans la Feuille de route du 2023 MED QSR et de soutenir la mise en œuvre coordonnée du IMAP au niveau régional, sous-régional et national. D'autres travaux seront encouragés sur les produits thématiques en s'appuyant sur les conclusions du Rapport 2019 sur l'état de l'environnement et du développement (SoED) à des fins de sensibilisation, tandis que le PdT visera également à développer et à mettre en œuvre le deuxième ensemble d'activités inclus dans la Feuille de route du Med.

16. Plusieurs outils de technologies de l'information et de la communication (TIC) devraient être fournis pour traiter, diffuser et partager des informations, des connaissances et des outils, dans le but d'améliorer le niveau d'informations environnementales atteignant les décideurs et le public et d'accroître la visibilité et l'impact du système PAM-Convention de Barcelone. Le système d'information pilote du IMAP sera étendu à tous les Indicateurs communs du IMAP, créant ainsi les conditions de la collecte et du téléchargement des données du 2023 MED QSR.

17. Le PdT proposé pour 2020-2021 comprend également des activités visant à établir/développer des collaborations et à promouvoir des programmes éducatifs en coopération avec des établissements universitaires.

18. Enfin, le PdT envisage également des activités visant à sensibiliser aux activités du système PAM-Convention de Barcelone et à renforcer sa visibilité et son impact grâce à la mise en œuvre et à la mise à jour de la Stratégie de communication opérationnelle du PAM/PNUE et à sa contribution aux événements nationaux, régionaux et mondiaux.

Thèmes : Pollution provenant de sources situées à terre et en mer

19 L'objectif principal du PdT proposé pour 2020-2021 pour ce thème principal est de continuer à soutenir la mise en œuvre des PAN actualisés (Protocole LBS, 1996), des Plans régionaux sur les déchets marins, les POP, la DBO et le mercure, de la Stratégie régionale pour la prévention et la lutte contre la pollution marine par les navires (2016-2021), du Plan d'action offshore pour la Méditerranée et du Plan d'action régional pour la consommation et la production durables en Méditerranée. Il vise également à élaborer ou à mettre à jour les principaux Plans régionaux et annexes de protocoles relatifs à la pollution et à continuer de mettre en œuvre le IMAP pour le groupe pollution et déchets marins en améliorant la surveillance, l'évaluation et le signalement de la pollution, y compris la qualité et le contrôle des données. Enfin, des efforts seront déployés pour identifier les questions émergentes présentant un intérêt particulier pour la région méditerranéenne (par exemple, le bruit sous l'eau, les

déchets électroniques, etc.) qui nécessitent des réponses à élaborer pour la prochaine période de la SMT.

20. Plus spécifiquement, le PdT proposé pour 2020-2021 prévoit de :

- a. Évaluer la mise en œuvre des mesures ciblées préparées pour les Plans régionaux sur le mercure, les POP et la DBO parallèlement aux rapports en cours d'établissement pour l'exercice biennal 2018-2019 sur les Plans régionaux existants ;
- b. Mettre à jour les annexes des protocoles « LBS », « Immersions », « Déchets dangereux » et « Offshore » liés à la pollution et partager les meilleures pratiques en matière de mise en œuvre des lignes directrices relatives au Protocole « Immersion » ;
- c. Mettre à jour des lignes directrices pour évaluer les charges polluantes provenant de sources diffuses et d'intrants fluviaux dans les eaux de transition ;
- d. Faciliter la coopération internationale et l'assistance mutuelle dans le cadre du Protocole « Immersions et situations critiques » en élaborant/actualisant les recommandations, les outils et les lignes directrices ;
- e. Élaborer / mettre à jour les Plans régionaux relatifs au traitement des eaux usées municipales, à la gestion des boues d'épuration et à la gestion des déchets marins ;
- f. Renforcer les efforts pour la mise en œuvre coordonnée du groupe IMAP sur la pollution et les déchets marins et continuer à soutenir les programmes nationaux de surveillance des déchets marins, des contaminants et de l'eutrophisation conformément au IMAP, au Protocole « LBS » et au Plan régional sur la gestion des déchets marins en Méditerranée ; y compris le renforcement des capacités ;
- g. Renforcer la génération et la communication de nouvelles données de surveillance nationale, de qualité garantie, au Système d'information du IMAP ;
- h. Mettre à jour des produits d'évaluation thématique liés au groupe du IMAP sur la pollution et les déchets marins provenant de sources de pollution terrestres et marines ;
- i. Mettre en œuvre des projets pilotes dans plusieurs pays méditerranéens sur l'enlèvement, l'élimination et la prévention des PCB et du mercure, et décontamination des sites sur la base des points sensibles des PAN ;
- j. Fournir une assistance technique et renforcer les capacités nationales afin de mettre en œuvre la Stratégie régionale pour la prévention et la lutte contre la pollution marine causée par les navires, principalement en ce qui concerne la lutte contre les accidents de déversement d'hydrocarbures et/ou de substances nocives et potentiellement dangereuses ;
- k. Élaborer une feuille de route pour la désignation de la mer Méditerranée ou de parties de celle-ci, en tant que zone (s) de contrôle des émissions de SO_x, en étroite coordination avec l'OMI.

Thème principal : Biodiversité et écosystèmes

21. L'objectif principal du PdT proposé pour ce thème principal est de renforcer la mise en œuvre

du Protocole relatif aux Aires spécialement protégées et à la Diversité biologique en Méditerranée (Protocole « ASP/DB », 1995) et de son Programme d'action stratégique pour la conservation de la diversité biologique dans la région méditerranéenne (PAS BIO, 2003), y compris la mise à jour/l'élaboration de plans d'action nationaux (PAN) liés à la biodiversité pour réaliser le BEE. Il vise également à soutenir la mise en œuvre active des Plans d'action régionaux et des Stratégies pour la conservation des espèces en voie de disparition et des espèces menacées et de leurs habitats.

22. Plus spécifiquement, le PdT proposé pour 2020-2021 prévoit de :

a. Soutenir l'élaboration/la mise à jour des plans d'action nationaux (PAN) liés au PAS BIO, conformément aux objectifs du PAS BIO, au BEE et aux objectifs connexes ainsi qu'aux objectifs et engagements mondiaux pertinents ;

b. Améliorer la gestion des AMP/ASPIM et la conservation des espèces en voie de disparition/menacées et des habitats clés grâce à l'élaboration de lignes directrices, de manuels et d'outils techniques, et à l'organisation de réunions importantes, y compris le Groupe ad hoc d'experts pour les AMP en Méditerranée (AGEM) et le Forum 2020 sur les AMP ;

c. Soutenir et renforcer l'identification et la déclaration des AMP/ASPIM et la mise en place de plans de gestion efficaces ;

d. Développer et élargir davantage les programmes de jumelage des AMP/ASPIM dans la région afin de renforcer les capacités en matière d'activités de gestion, de suivi et d'application ;

e. Évaluer le statut des AMP méditerranéennes, le compléter par une analyse de l'état d'avancement des autres mesures efficaces de conservation par zone (OECM) en mer Méditerranée, et élaborer un document stratégique sur les AMP et les OECM conformément au Cadre de la biodiversité pour l'après 2020 de la CDB ;

f. Renforcer les efforts pour la mise en œuvre coordonnée du groupe IMAP sur la biodiversité et les espèces non indigènes (ENI) et continuer à soutenir la surveillance et l'évaluation nationales de la biodiversité et des ENI conformément au IMAP et au protocole ASP/DB, y compris les programmes de surveillance conjoints compatibles avec le IMAP ;

g. Mettre en œuvre et/ou mettre à jour les principaux plans et stratégies régionaux liés à la biodiversité (par exemple, sur les cétacés, les habitats sombres, les tortues marines, la végétation marine, les habitats pélagiques, etc.), y compris la mise à jour de la Stratégie méditerranéenne sur la gestion des eaux de ballast des navires et des Plans d'action pour atteindre le BEE ;

h. Soutenir l'intégration des éléments de conservation de la biodiversité et des écosystèmes dans la mise en œuvre de la GIZC et de la SMT ;

i. Fournir une assistance technique et des activités de renforcement des capacités en matière de surveillance et d'observation des espèces et des habitats, de planification et de gestion des AMP, y compris des aspects socio-économiques, de collecte de fonds et de financements innovants ;

j. Continuer à développer et à promouvoir la coopération en matière de mesures de protection et de gestion basées sur l'espace sur la biodiversité marine.

Thème principal : Processus et Interaction entre la Terre et la Mer

23. L'objectif principal du PdT proposé pour ce thème principal est de faciliter la compréhension des interactions entre la terre et la mer, de réduire les pressions sur les écosystèmes marins et côtiers et de mettre en œuvre des projets concrets en vue de proposer des mesures adéquates de prévention, de

conservation et/ou de restauration.

24. Plus spécifiquement, le PdT proposé pour 2020-2021 prévoit de :

- a. Soutenir la mise en œuvre de projets CAMP (programmes de gestion de zones côtières) représentant l'activité principale dans le cadre du thème ITM (Interactions et Processus terrestres et maritimes), y compris un CAMP national et au moins un CAMP transfrontalier/transnational, en s'appuyant sur les résultats des études de faisabilité menées au cours du présent exercice biennal ;
- b. Promouvoir et soutenir davantage la mise en œuvre cohérente, à l'échelle régionale, de la planification de l'espace maritime (PEM), conformément à la Convention de Barcelone et aux protocoles pertinents, et en conformité avec le IMAP/BEE et les objectifs connexes ;
- c. Soutenir l'élaboration de plans de gestion (planification de l'espace maritime et/ou plan de gestion intégré) dans les zones côtières des Parties contractantes, en s'appuyant sur les connaissances générées et les outils/méthodologies mis au point au cours du présent exercice biennal ;
- d. Renforcer les capacités nationales en matière d'analyse et d'intégration des ITM dans la mise en œuvre de la GIZC/PEM, y compris l'analyse de l'utilisation des terres et des changements d'affectation des terres ;
- e. Renforcer les efforts pour la mise en œuvre coordonnée du groupe IMAP sur la côte et l'hydrographie et soutenir davantage la surveillance et l'évaluation au niveau national conformément aux dispositions du IMAP ;
- f. Soutenir davantage le réseau des projets CAMP, y compris la promotion et la mise à l'essai d'outils des technologies de l'information et de la communication (TIC) ;
- g. Évaluer les aspects socioéconomiques des interactions terre-mer et identifier les moyens de promouvoir l'économie bleue à l'appui de la mise en œuvre de l'ODD 14 en Méditerranée.

Thème transversal : Gestion intégrée des zones côtières (GIZC)

25. L'objectif principal du PdT proposé pour ce thème transversal est de contribuer à la mise en œuvre du Protocole « GIZC » et de son Cadre régional commun (qui doit être adopté d'ici-là CdP 21). Les activités proposées contribueront également à la mise en œuvre du Programme de surveillance et d'évaluation intégré (IMAP) pour ce qui concerne les objectifs écologiques liés aux côtes (Objectif écologique 7 et Objectif écologique 8).

26. Plus spécifiquement, le PdT proposé pour 2020-2021 prévoit de :

- a. Soutenir la préparation et l'adoption de stratégies et de plans nationaux en matière de GIZC dans plusieurs Parties contractantes ;
- b. Améliorer les connaissances et les compétences régionales sur la conceptualisation des liens entre le IMAP, les ITM et la PEM dans le cadre de la mise en œuvre de la GIZC ;
- c. Entreprendre des analyses et des consultations et émettre des recommandations pour soutenir la ratification du Protocole « GIZC » dans plusieurs Parties contractantes ;
- d. Mettre à jour les Indicateurs communs du groupe IMAP sur la côte, sur la base de nouvelles données et informations sur l'élévation du niveau de la mer ;

e. Soutenir la mise en place et le fonctionnement de mécanismes de coordination nationaux ou infranationaux, y compris des cadres de coordination interministérielle (ICM) à l'appui de la préparation et/ou mise en œuvre des stratégies et des projets en matière de GIZC

f. Fournir des outils d'apprentissage et des TIC pour appuyer les travaux nationaux sur la mise en œuvre de la GIZC (formations MedOpen, plate-forme GIZC, etc.).

Thème transversal : Consommation et Production Durables (CPD)

27. L'objectif principal du PdT proposé pour ce thème transversal est de faciliter la mise en œuvre des activités du Plan d'action régional CPD, en se concentrant sur les 4 principaux domaines de consommation et de production sélectionnés en fonction de leur pertinence par rapport aux Protocoles « LBS », « Déchets dangereux » et « GIZC » et à leur contribution en tant que source de pollution principale dans les zones marines et côtières : (i) alimentation, pêche et agriculture, (ii) fabrication de biens, (iii) tourisme, (iv) logement et construction.

28. Plus spécifiquement, le PdT proposé pour 2020-2021 prévoit de :

a. Soutenir l'élaboration de plans d'action nationaux CPD/économie circulaire dans plusieurs parties contractantes ;

b. Réaliser une évaluation à mi-parcours du plan d'action régional CPD ;

c. Élaborer et mettre en œuvre des projets pilotes CPD afin d'identifier des opportunités d'économie circulaire en mettant l'accent sur les secteurs de l'alimentation et du textile ;

d. Enrichir l'ensemble des Indicateurs CPD conformément à la décision IG.23/4 adoptée par la CdP 20 ;

e. Soutenir l'évaluation des performances environnementales et socio-économiques des entrepreneurs verts et des entreprises circulaires, ainsi que l'élaboration de mesures clés et de structures de soutien, telles que des systèmes de label/norme ;

f. Renforcer les capacités des entrepreneurs verts, des start-ups et des PME en tant que moteurs de la CPD, par le biais de formations et d'outils ciblés, et soutenir leur accès à des moyens de financement ;

g. Renforcer les solutions CPD en Méditerranée en augmentant la visibilité de produits et services durables, en proposant des services de coaching et en soutenant des plateformes d'innovation et de jumelage ouvertes ;

h. Développer plus avant les réseaux et les alliances CPD pour l'échange de connaissances et la diffusion des meilleures pratiques.

Thème transversal : Adaptation au Changement Climatique

29. L'objectif principal du PdT proposé pour ce thème transversal est de contribuer à renforcer la résilience des systèmes naturels et socio-économiques méditerranéens au changement climatique en intégrant les considérations pertinentes dans la mise en œuvre des stratégies régionales, plans d'action et mesures régionaux et de soutenir la mise en œuvre du Cadre régional d'adaptation au changement

climatique.

30. Plus spécifiquement, le PdT proposé pour 2020-2021 prévoit de :
- a. Soutenir l'intégration du changement climatique dans la mise en œuvre des instruments existants (y compris la fiscalité environnementale, l'impact du changement climatique sur la biodiversité, etc.) ;
 - b. Identifier et promouvoir des mesures efficaces d'adaptation au changement climatique ;
 - c. Soutenir la préparation de stratégies nationales d'adaptation au changement climatique et l'intégration d'éléments de conservation de la biodiversité et de solutions fondées sur la nature dans plusieurs Parties contractantes ;
 - d. Rationaliser les éléments d'adaptation au changement climatique dans les stratégies et plans nationaux de gestion des zones côtières ;
 - e. Évaluer et promouvoir les énergies marines renouvelables alternatives (c'est-à-dire l'énergie éolienne et marémotrice) en Méditerranée ;
 - f. Enrichir et diffuser les indicateurs des impacts du changement climatique sur la diversité biologique et les ressources naturelles, en tenant également compte des tendances socio-économiques ;
 - g. Promouvoir les connaissances, la sensibilisation et l'engagement des parties prenantes sur le changement climatique, au moyen d'études de cas, d'orientations, d'outils et du partage des meilleures pratiques et des enseignements tirés.

Principes fondamentaux de la préparation du budget

31. Conformément aux paragraphes 14 et 15 de la décision IG.23/14 « Programme de travail et budget 2018-2019 », le Secrétariat a préparé deux propositions de budget différentes pour l'exercice biennal 2020-2021 (avec des augmentations respectives de 0 et 4% du budget approuvé pour 2018-2019) et une troisième comprenant l'utilisation partielle du solde positif du Fonds d'affectation spéciale pour la Méditerranée (MTF). Ces propositions ont été soumises et examinées lors de la 88^{ème} Réunion du Bureau, tenue à Rome, en Italie, en mai 2019.

32. Le Bureau s'est félicité de ces propositions et a encouragé le Secrétariat à finaliser les travaux en ce sens afin de les soumettre à la réunion des Points focaux du PAM. Le Bureau est convenu qu'un montant supplémentaire de 720 000 euros pourrait être prélevé sur le solde positif du MTF pour couvrir : (a) les mandats supplémentaires, comme expliqué dans le Rapport sur les questions spécifiques UNEP/MED BUR.88/6 ; (b) la contribution à la contrepartie en espèces au Programme pour la mer Méditerranée ; et (c) l'augmentation de 2% des coûts de fonctionnement des CAR. Cela serait fondé sur des informations supplémentaires sur le solde indicatif du MTF pour l'exercice biennal 2018-19, ainsi que sur des détails et des justifications de l'état actuel et de l'augmentation proposée des coûts de fonctionnement des CAR. Ces informations supplémentaires sur les coûts de fonctionnement des CAR, demandées par le Bureau, figurent à l'Appendice de la présente Décision, tandis que les informations sur le solde indicatif du MTF sont présentées aux paragraphes 48 à 51 ci-dessous. Le Bureau a également demandé au Secrétariat de porter à l'attention de la réunion des points focaux du PAM la nécessité de nommer en temps utile les représentants des Parties contractantes afin d'éviter une augmentation des frais de déplacement et une perte d'efficacité, et de rechercher d'autres moyens de réduire ces coûts.

33. Sur la base de ce qui précède, le Secrétariat a élaboré deux propositions de budget à soumettre à la réunion des Points focaux du PAM. Dans la première proposition, les recettes s'élèvent à 13 296 144

euros et les engagements totaux à 13 803 222 euros, ce qui inclut, comme il a été approuvé pour le budget 2018-2019, l'utilisation d'économie de 545 111 euros. Dans la seconde proposition, les recettes s'élèvent à 13 296 144 euros et les engagements totaux à 14 993 169 euros, qui comprennent l'utilisation de 1 793 528 euros. Les deux solutions incluent le même montant de financement externe garanti, d'environ 13 264 000 euros. La première option prévoit environ 8 763 millions d'euros de ressources externes non garanties, tandis que la seconde prévoit environ 7 726 millions d'euros de ressources externes non garanties.

34. En ce qui concerne le budget des dépenses de base (à l'exclusion de la contribution de la Grèce, pays hôte), dans la première proposition, il est maintenu au niveau de 2018-2019 en termes nominaux, avec un montant de 13 113 620 euros (PSC incluses), tandis que dans la deuxième proposition, il est augmenté et atteint 14 303 569 euros¹ (PSC incluses). Ce chiffre comprend un montant de 528 421 euros qui correspond à une augmentation de 4% du budget biennal approuvé pour 2018-2019² en valeur nominale. Il comprend également le montant de 720 000 euros, qui servira à couvrir les besoins de financement suivants : a) 381 423³ euros pour les mandats supplémentaires importants, tels que la préparation de la SMT 2022-2027, l'achèvement du système d'information du IMAP, la préparation du PAS BIO mis à jour et la mise en œuvre du plan d'action offshore, ainsi que la préparation de plans régionaux au titre du Protocole « LBS » de la convention de Barcelone, qui nécessiteront des ressources financières et humaines substantielles ; b) la contribution à la contrepartie en espèces au Programme pour la mer Méditerranée estimée à 189 204 euros pour l'exercice biennal 2020-2021 ; et (c) l'augmentation de 2 % par an au cours de l'exercice biennal des dépenses d'appui administratif des CAR, soit 90 900 euros pour l'exercice biennal.

35. Les deux options comprennent les coûts salariaux prévus pour le personnel professionnel de l'UC pour l'exercice biennal 2020-2021 pour les postes d'expert chargé du programme QSR (P3) et de responsable de l'information et de la communication (P3). Conformément à la pratique du PNUE/PAM et en consultation avec le Siège, les dépenses liées aux postes et aux coûts de fonctionnement du Secrétariat (Unité de coordination (UC), y compris le MED POL) sont estimées en utilisant les coûts budgétés pour 2019, avec une augmentation de 2% par an pour les coûts salariaux du personnel professionnel visant à couvrir les augmentations automatiques d'échelon, l'inflation et les fluctuations du taux de change, tout en maintenant les coûts salariaux des agents des services généraux et les autres coûts de fonctionnement aux niveaux de 2019. Il en va de même pour les coûts estimés du REMPEC.

36. Dans les deux cas, l'augmentation des postes projetée indiquée ci-dessus est absorbée par une diminution des allocations budgétaires respectives pour les activités de toutes les composantes du PAM, à l'exception de l'UC. Les allocations budgétaires du MED POL pour les activités absorbent 52 % de cette augmentation des postes afin de minimiser autant que possible la réduction substantielle des allocations budgétaires allouées aux activités des CAR. Toutefois, dans la deuxième option, l'augmentation de 4 % et l'utilisation de 720 000 euros du solde positif du MTF entraînent une augmentation du budget alloué aux activités pour toutes les composantes du PAM, à l'exception du MED POL.

37. Dans la première proposition, le budget total des activités pour l'exercice biennal 2020-2021 est réduit de 601 543 euros (hors PSC) par rapport à l'exercice biennal 2018-2019.

38. Dans la deuxième proposition, le budget total des activités pour l'exercice biennal 2020-2021 est augmenté de 371 066 euros (hors PSC) par rapport à l'exercice biennal 2018-2019 et de 972 609 euros par rapport à la première proposition. Dans la deuxième option, les coûts projetés des activités sont augmentés pour toutes les Composantes, à l'exception du MED POL, comme indiqué ci-dessus. Le

1 Chiffres arrondis

2 L'augmentation de 4 % est calculée sur les coûts directs pour 2018-2019 (hors PSC) et en ajoutant les 13 % des PSC au montant calculé de 467 634 euros, ce qui donne un total de 528 421 euros.

3 Chiffres arrondis

montant supplémentaire au titre de la deuxième option, tiré du solde positif du MTF, est utilisé pour financer la hausse des coûts des activités, y compris la contribution en espèces au Programme pour la mer Méditerranée du Fonds mondial pour l'environnement (MedProgramme/FEM), l'augmentation de 2 % des coûts de fonctionnement des CAR et l'augmentation de la réserve de trésorerie.

39. Le PdT proposé pour 2020-2021, tel qu'indiqué dans la section précédente, est conçu pour mettre pleinement en œuvre la SMT. Par conséquent, dans les deux scénarios, les ressources du MTF envisagées sont insuffisantes pour l'exécution complète du PdT proposé. Le Secrétariat envisage un soutien supplémentaire, apporté par des sources externes, pour soutenir les ordres du jour du IMAP et des AMP (4 millions d'euros de l'UE pour une période de 42 mois à compter de juillet 2019) ; ainsi que près de 22 500 000 dollars des É.-U. octroyés par le MedProgramme/FEM, qui seront alloués au système PAM-Convention de Barcelone pour soutenir : 1) l'ADT révisée ; 2) l'élaboration de normes régionales sur la gestion des eaux usées ; 3) l'élimination des POP et du mercure ; 4) la GIZC ; 5) la gestion des aquifères côtiers et de la GIRE ; 6) la gestion efficace des AMP ; et 7) les investissements consacrés à la mise en œuvre des PAN approuvés. Des travaux sont en cours pour négocier et préparer d'autres projets visant à appuyer la mise en œuvre de la Feuille de route de l'approche écosystémique, du Plan régional pour les déchets marins et des Mesures de contrôle de la pollution ; etc.

40. Les mandats importants, d'une importance cruciale pour la réalisation des travaux du système PAM-Convention de Barcelone, tels que la préparation de la SMT 2022-2027, l'achèvement du système d'information du IMAP, la préparation du PAS BIO mis à jour et la mise en œuvre du Plan d'action offshore pour la Méditerranée, ainsi que la préparation des Plans régionaux relevant du Protocole « LBS » de la Convention de Barcelone, nécessiteront des ressources financières et humaines substantielles. On estime que la réalisation des mandats susmentionnés au cours de l'exercice 2020-2021 nécessite au moins 500 000 euros, compte tenu des vastes processus de consultation requis avec les Parties contractantes ainsi que du travail intégré entre les Composantes du PAM. En outre, le Secrétariat suggère que le budget proposé pour 2020-2021 comprenne un crédit de 600 000 dollars des États-Unis sur cinq ans pour sa contribution en espèces au MedProgramme (pour un montant total projeté d'environ 42 300 000⁴ dollars des États-Unis), sur laquelle 240 000 dollars des États-Unis seront fournis pour la période biennale 2020-2021 et 360 000 dollars des États-Unis pour les trois années restantes (2022-2024), au titre des futures contributions en espèces.

41. Compte tenu de ce qui précède, la deuxième option, à la lumière d'un actif net total du MTF à 8,1 millions de dollars des États-Unis au 31 décembre 2017, est considérée par le Secrétariat comme la plus appropriée, bien que son financement soit encore insuffisant pour soutenir pleinement le PdT proposé.

42. L'utilisation d'une partie de l'excédent du MTF, comme suggéré ci-dessus, permettra de disposer d'un solde de trésorerie net en plus de la réserve de trésorerie, comme expliqué ci-après. Compte tenu de ce qui précède et si le budget de la seconde proposition est approuvé, ce solde sera d'environ 5,9 millions de dollars des États-Unis (3,8 millions de dollars É.-U. + 2,1 millions de dollars É.-U. - voir paragraphe 54).

43. Compte tenu des besoins de l'UMOJA, il est recommandé d'approuver explicitement la partie du budget consacrée aux programmes au niveau des produits et des résultats stratégiques, et non plus au niveau des activités, par composante principale du PAM. Cela augmente la flexibilité et simplifie le suivi des dépenses.

⁴ Sur ce montant total projeté, 22 500 000 dollars des É.-U. seront alloués au système PAM-Convention de Barcelone (voir par. 39) et le montant restant, de 20 000 000 de dollars des É.-U. (environ), sera alloué aux partenaires régionaux.

Barème ajusté des quotes-parts de contribution

44. Le tableau des contributions annexé au présent projet de Décision repose sur le barème des quotes-parts de l'ONU pour la période 2019-2021, adopté par l'Assemblée générale des Nations Unies à sa 73e session, le 22 décembre 2018, dans la résolution A/RES/73/ 271. Le barème des quotes-parts pour les contributions ordinaires au Fonds d'affectation spéciale pour la Méditerranée repose sur le barème des quotes-parts de l'ONU établi pour 2019 à 2021. Dans ses conclusions, le Bureau a appuyé la proposition du Secrétariat relative à la méthodologie appliquée pour l'adaptation du barème des quotes-parts de contribution au MTF au barème actuel des quotes-parts de l'ONU et a demandé qu'elle soit soumise aux Points focaux du PAM et aux Parties contractantes lors de leurs prochaines réunions, pour examen et approbation.

45. Le Bureau, à sa 88^{ème} réunion, a également demandé au Secrétariat de soumettre une analyse de la méthodologie d'application du barème ajusté des quotes-parts et de soumettre une proposition à la prochaine réunion des Parties contractantes en vue de l'application en temps opportun du barème des quotes-parts en tant que procédure permanente, applicable à partir de l'année 2020. Le barème des quotes-parts de l'ONU est mis à jour tous les trois ans, tandis que le Programme de travail et le Budget du PAM sont adoptés tous les deux ans. Par conséquent, le barème mis à jour des quotes-parts de l'ONU ne sera pas connu au moment de l'approbation du budget ou ne pourra pas être estimé à l'avance pour des exercices biennaux spécifiques. Dans ces conditions, deux options pourraient être suivies. La première permettrait l'application directe du nouveau barème de quotes-parts avant la décision formelle de la CdP, sur la base de l'approbation du barème des Nations Unies à New York par les Parties contractantes. Cependant, cette solution serait en contradiction avec la Procédure 4 des Règles et procédures financières des fonds de la Convention de Barcelone, qui exigent l'adoption par consensus du barème évalué « sur la base du barème des quotes-parts de l'ONU (Assemblée générale des Nations Unies) applicable ». L'autre option consiste à informer les Parties contractantes, immédiatement après l'adoption du barème ajusté des quotes-parts par l'Assemblée générale, des quotes-parts de contribution attendues pour chaque Partie contractante, dans l'attente de leur adoption par consensus à la r réunion des Parties contractantes suivante, afin de permettre un délai plus long pour leur examen et la planification des budgets nationaux. Dans ce cas, toutefois, les factures officielles seraient toujours émises sur la base du barème des quotes-parts précédent et pourraient être suivies d'une facture ajustée « provisoire ». Le Secrétariat continue d'explorer ces options et partagera davantage d'informations avec les Points focaux du PAM, en tenant compte de l'approche suivie par d'autres AME.

Réserve de trésorerie

46. Depuis 2015, une réserve de trésorerie a été créée conformément à la Procédure 3 des Règles et procédures financières des fonds de la convention de Barcelone. Le niveau de la réserve de trésorerie est déterminé par consensus par la réunion des Parties contractantes, en tenant compte de l'opportunité de ramener son niveau au taux recommandé par les Nations Unies de 15 % du budget annuel moyen pour l'exercice biennal, y compris les dépenses d'appui au programme. Conformément à la décision IG.21/17 de la CdP 18, la réserve de trésorerie a été établie à hauteur de 15 % des dépenses annuelles.

47. Pour l'exercice biennal 2020-2021, la réserve de trésorerie totale de la première option est identique à celle de l'exercice biennal en cours. Pour la deuxième option, la réserve de trésorerie devrait être reconstituée avec un montant de 96 502 euros.

État du solde positif du MTF et conservation du solde de trésorerie net

Solde positif du MTF.

48. L'actif net total de 8,1 millions de dollars des États-Unis, comme l'indique l'État de la situation financière certifiée et audité pour l'exercice clos le 31 décembre 2017, comprend la réserve

de trésorerie de 1 133 000 dollars des États-Unis et l'excédent accumulé de 6 985 000 dollars des États-Unis.

49. L'excédent accumulé comprend : a) Un montant de contributions statutaires à recevoir de 500 342 dollars des États-Unis. Est déduite des comptes débiteurs la provision pour créances douteuses (AFDA), qui est une provision pour créances irrécouvrables et créances douteuses enregistrées sur la base du fait générateur à la fin de la période de référence, tandis que la valeur résiduelle des contributions à recevoir, indiqué dans l'état de la situation financière, peut inclure des arriérés pour lesquels une provision inférieure à 100 % est calculée, le tout conformément au cadre de politique IPSAS des Nations Unies ; b) des transferts anticipés de 339 799 dollars des États-Unis qui n'ont pas encore été comptabilisés en tant que dépenses. Dès que les dépenses respectives sont enregistrées, l'actif net total sera réduit en conséquence ; et (c) d'autres postes comptables de 19 594 dollars des États-Unis (c'est-à-dire d'autres actifs et immobilisations corporelles). Le résultat de la déduction de la somme des éléments susmentionnés, soit 859 735 dollars des États-Unis, de l'excédent accumulé de 6 985 902 dollars des États-Unis est le solde de trésorerie nette, soit 6 126 167 dollars des États-Unis à la fin de l'année 2017. Une analyse similaire des comptes de 2018 et de 2019 ne peut pas être terminée avant la fin de l'exercice biennal et la finalisation des états financiers pour les deux années.

50. Plusieurs facteurs interviennent dans l'accumulation de l'excédent du MTF. Suite au déficit de 4,5 millions de dollars des États-Unis du MTF en 2009, la mise en œuvre des recommandations d'examen fonctionnel a permis de réaliser des économies importantes sur les coûts de personnel du PNUÉ/PAM (Unité de coordination et MED POL), soit en supprimant des postes, soit en rétrogradant ou en fusionnant plusieurs postes. Des économies sur les coûts de personnel ont également été générées par les postes vacants en raison de la longueur des processus de sélection et de recrutement. En outre, et afin de renforcer le solde positif du MTF, les frais de personnel pour trois postes, à savoir le coordonnateur (D1), le coordonnateur adjoint (P5) et le responsable du programme de gouvernance (P4), ont été provisoirement imputés à QML, ce qui a fait augmenter l'excédent du MTF d'environ 0,9 million de dollars des États-Unis par exercice biennal.

51. En outre, au cours des exercices biennaux précédents, les attributions de budget ont été inférieures aux montants approuvés, en raison principalement des retards dans le paiement des contributions, qui ont empêché la programmation en temps opportun de l'ensemble du budget approuvé, conformément à la décision des Parties contractantes de ne programmer que les montants correspondants aux contributions déjà reçues. Enfin, l'impact des fluctuations des taux de change sur les recettes et les dépenses, qui dépend de la période et de l'ampleur des mouvements de devises étrangères ainsi que du décalage entre le moment où les contributions sont reçues et le moment où les dépenses sont engagées, est estimé approximativement à 5 % à 10 % de l'excédent accumulé.

Conserver un solde de trésorerie net

52. Comme indiqué ci-dessus, la réserve de trésorerie a été créée en 2015. Le niveau de la réserve de trésorerie a été déterminé par consensus par la CdP à hauteur de 15% du budget annuel moyen de l'exercice biennal, y compris les dépenses d'appui au programme. Des prélèvements dans la réserve de trésorerie peuvent être autorisés par le Directeur exécutif et seront reconstitués dès que possible à partir de contributions ou de gains de change.

53. Outre la réserve de trésorerie, il est recommandé de conserver un solde de trésorerie net, équivalent à un budget de six mois, pour chaque cycle budgétaire biennal, afin de garantir la continuité des opérations. Grâce à ce mécanisme, il sera garanti que le calendrier des paiements des contributions n'affectera pas la mise en œuvre du programme de travail, en particulier le déblocage des fonds du budget annuel des CAR qui est prévu pour le début de chaque exercice. Ce solde de trésorerie net doit

être maintenu, pour chaque cycle budgétaire biennal, à un niveau suffisant pour faire face à des besoins imprévus, financer temporairement des projets ou des phases de projets imprévus et atteindre les autres objectifs que la réunion des Parties contractantes peut fixer de temps à autre. Des soirées. Conserver un solde de trésorerie net est la pratique des autres AME. De plus amples informations sur ce point, y compris un avis du siège du PNUE, seront fournies à l'occasion de la réunion des PF du PAM.

54. Augmenter le niveau de la réserve de trésorerie au-delà de 15 % afin de mieux soutenir le bon fonctionnement du système pendant au moins six mois au lieu de conserver un solde de trésorerie positif n'est pas une option recommandée, car son utilisation nécessiterait un long processus d'approbation et administratif qui ne serait pas adaptée à une mesure financière urgente devant être prise pour faire face à des besoins imprévisibles. Pour l'exercice biennal 2020-2021, un solde de trésorerie net approprié est estimé à environ six mois de fonctionnement du système MAP, soit 3,3 millions d'euros (soit 3,8 millions de dollars des É.-U.)⁵.

Exécution financière du Programme de travail et budget 2018-2019

55. Pour le MTF (Fonds : 40MEL), le taux de consommation budgétaire pour l'exercice biennal 2018-2019 avait atteint, au 30 juin 2019, le niveau approximatif de 94 %, dont 56 % représentent le niveau des dépenses et 38 % le niveau des engagements. Il faut noter que, pour l'année 2019, les dépenses d'appui au programme ainsi que les dépenses engagées par les partenaires d'exécution par rapport aux montants engagés ne sont pas reflétées dans les taux présentés ci-dessus (dans la mesure où elles n'étaient pas encore enregistrées au moment où les données ont été extraites d'Umoja). De ce fait, en ce qui concerne les dépenses engagées par les partenaires d'exécution, le taux des dépenses devrait augmenter et les engagements réduire en conséquence, dès que les rapports respectifs auront été transmis et enregistrés. En ce qui concerne les dépenses d'appui au programme, qui ne sont pas intégrées dans les engagements, il est attendu que le taux des dépenses ainsi que le taux de consommation budgétaire global augmentent d'au moins 2 %, dès que les dépenses respectives seront enregistrées. Au vu de ce qui précède et en tenant compte des dépenses additionnelles qui seront engagées au cours du dernier semestre de l'exercice biennal, il est attendu que le taux de consommation budgétaire avoisine 100 %.

Coûts d'appui au Programme (PSC)

56. La part des recettes affectées aux coûts d'appui au programme pour 2019 a considérablement augmenté par rapport aux années précédentes, permettant ainsi de renforcer l'appui apporté aux activités du PNUE/PAM. Afin de renforcer les capacités des activités financières et administratives du PNUE/PAM, cette situation permettra la création de trois nouveaux postes financés par l'OTA.

57. Les postes additionnels seront affectés à l'organisation des réunions et des voyages ainsi qu'à des fonctions administratives de programmation et à des services IT permanents (en remplacement du contrat actuel d'assistance IT fournissant un soutien facturé à l'heure). Les postes proposés seront de niveau G5 (deux postes, dont l'un créé mais pas financé) et P2 (un poste). L'Unité Finance et administration du PAM a travaillé avec un niveau de soutien très réduit. Étant donné les activités additionnelles planifiées de l'Unité de coordination et du MEDPOL, les besoins administratifs additionnels et les échéances pour l'appui aux réunions et le temps additionnel passé sur l'Umoja, qui distingue les fonctions et les procédures et constitue une source d'apprentissage constant dans la mesure où de nouveaux modules sont introduits, un appui supplémentaire est nécessaire afin d'atteindre

⁵ Le "solde de trésorerie net" à conserver est calculé sur les recettes ordinaires attendues et est converti d'euros en dollars des É.-U. au taux de change moyen de 0,862 (6 648 072 euros / 12 mois * 6 mois = 3 324 036 euros → 3 324 036 euros / 0,862 = 3 856 190 dollars des É.-U.).

en temps voulu les résultats souhaités par le PNUE, nos partenaires d'exécution et les donateurs.

58. Les postes recommandés de Responsable de l'appui aux activités du programme (P2) ainsi que d'Assistant IT (G5) et d'Assistant Paiements et voyages (G5, déjà créé mais pas financé) occasionneront une augmentation des coûts actuels de 399 894 euros, faisant passer le total des coûts de financement du personnel financé par l'OTA de 821 348 euros à 1 221 242 euros pour l'exercice biennal.

Versement des contributions et des arriérés

59. Le niveau des contributions évaluées reçues annuellement au cours de l'exercice biennal 2016-2017 a atteint 97 %. Au cours de l'exercice biennal actuel, ce niveau a été de 97,40 % (2018) et de 82,23 % (au 1er juillet 2019).

60. Le versement anticipé des contributions évaluées demeure un défi. La Décision IG.21/15 relatives aux Règles et procédures financières pour les fonds de la Convention de Barcelone, adoptée lors de la COP 18 (Istanbul, Turquie, décembre 2013), stipule que « les contributions pour chaque année civile doivent être versées ponctuellement et intégralement au premier trimestre de l'année concernée ». Au premier trimestre 2019, le taux de collecte était de 30,77 % seulement. Les Parties contractantes sont exhortées à procéder au versement anticipé des contributions en 2020-2021 afin de permettre la mise en œuvre pleine et effective du Programme de travail.

61. En date du 1^{er} juillet 2019, quatre Parties contractantes présentaient des arriérés de paiement de leurs contributions excédant les deux années complètes précédentes, comme présenté en détail dans l'état des contributions figurant en annexe. Les quatre pays présentant des arriérés pour plus de 24 mois ainsi que pour leurs engagements non-versés en 2018 et pour les années précédentes, en date du 1^{er} juillet 2019, sont indiqués ci-dessous.

• État de Libye	EUR 614,466
• République arabe syrienne	EUR 104,124
• Algérie	EUR 148,829
• Liban	EUR 45,644

62. Il est à noter que le paiement des arriérés de l'Egypte a été reçu le 1er juillet 2019.

Renforcement du Secrétariat et des composantes du PAM

63. À sa 88e réunion, qui s'est tenue à Rome, en Italie, en mai 2019, le Bureau des Parties contractantes a recommandé que la Stratégie à moyen terme pour 2022-2027 (SMT), qui sera élaborée au cours de l'exercice biennal 2020-2021, soit accompagnée d'une évaluation en profondeur de la structure et des besoins actuels en vue de permettre au Secrétariat de produire la nouvelle SMT, et en particulier l'Unité de coordination, y compris le MED POL, et d'autres composantes du PAM.

64. Suite à l'examen des coûts et des besoins des CAR, exposé au paragraphe 32 ci-dessus et présenté en Appendice de la présente Décision, et suite à l'analyse de l'appui administratif financé par l'OTA, le Secrétariat, afin de fournir des indications préliminaires relatives au profil souhaitable pour le Secrétariat, a formulé quelques réflexions internes initiales qui sont résumées ci-dessous.

65. Il est nécessaire de créer un poste de scientifique spécialiste du milieu marin (en faisant éventuellement passer le poste existant de Spécialiste de la gestion du programme QSR du grade P3 à

P4) afin de soutenir la mise en œuvre de la feuille de route de l'Approche écosystémique et en particulier de l'IMAP, un poste de Responsable de la gestion du programme déchets marins au niveau P2/P3 pour soutenir la mise en œuvre du Plan régional sur la gestion des déchets marins, faire passer le poste de Responsable de la gestion du programme MED POL du grade P4 à P5 pour coordonner la mise en œuvre du programme MED POL, créer un poste supplémentaire d'Assistant de programme pour le MED POL, faire passer le poste de Chef du bureau du REMPEC du grade P4 au grade P5 et ajouter un nouveau poste PNUE/PAM de niveau P2/P3 afin de soutenir la mise en œuvre du Protocole « offshore », basé à Malte au sein du REMPEC. Étant donné l'augmentation du degré de responsabilités et d'activités, le reclassement des deux postes de Coordonnateur et de Coordonnateur adjoint aux niveaux précédents pourrait également être envisagé.

66. Cela occasionnera des coûts additionnels d'approximativement 700 000 euros par exercice biennal.

Autres questions

67. Un taux de change de 0,862, correspondant à la moyenne calculée du taux de change opérationnel des Nations Unies pour la période allant du 1er janvier 2018 au 30 juin 2019, est appliqué pour la conversion des montants en dollars US vers l'euro.

68. La valeur indicative en euros de la contribution des pays hôtes en 2020-2021 est légèrement inférieure à celle de 2018-2019 en raison des différents taux de change appliqués pour la conversion de la somme de 400 000 dollars US en euros.

69. La Partie C (Contributions des pays hôtes des CAR) du tableau 2 « Revenus Ordinaires Prévus » présentée en Annexe de la présente Décision sera complétée après réception de la valeur attendue des contributions de la part des pays hôtes hébergeant des CAR et sera présentée à la CdP 21.

70. Les fonds de base (contributions ordinaires évaluées et contributions discrétionnaires de la CE) du Fonds d'affectations spécial pour la Méditerranée (MTF) sont alloués aux activités prioritaires dans le cadre du PdT proposé. Les ressources externes compléteront les fonds de base dans la mise en œuvre des activités du PdT. Le libellé « Ressources externes » comporte deux colonnes, à savoir « financements externes Assurés » et « financements externes pas encore assurés » pour l'exercice biennal 2020-2021.

71. L'accord entre la République hellénique et les Nations Unies concernant le siège de l'Unité de coordination du Plan d'action pour la Méditerranée (accord de pays hôte), qui a été ratifié par la loi grecque No. 1511 le 11 janvier 1985, identifie les obligations du pays hôte concernant le siège. L'Article II, section 3 de l'accord de pays hôte stipule : « le Gouvernement accorde aux Nations Unies et les Nations Unies acceptent de la part du Gouvernement, l'utilisation et l'occupation permanentes de locaux pour le siège pour l'Unité, qui pourront être définis dans les accords complémentaires conclus entre les Nations Unies et le Gouvernement ». Le premier accord complémentaire, signé le 18 juin 1982, spécifie dans sa section 1 qu' « aux fins de l'Accord de siège, le siège auquel la section 3 se réfère est défini comme correspondant au deuxième étage du bâtiment sis 48, Avenue du roi Constantin, Athènes, d'une superficie de 800 mètres carrés ».

72. Un contrat de location allant du 1er juin 1982 au 30 mai 1987 a été signé et celui-ci n'a été que tacitement renouvelé depuis. Malheureusement, les locaux du siège des Nations Unies accueillant l'Unité de coordination n'ont bénéficié d'aucun entretien pendant au moins dix ans, ceux-ci sont inadaptes et posent problème en termes de responsabilité dans la mesure où ils présentent des risques

pour la santé et la sécurité. La situation s'est gravement détériorée au cours des trois dernières années. En réponse aux efforts répétés du coordonnateur en vue de régler la situation, le ministère de l'Environnement a généreusement recherché les options possibles parmi les bâtiments détenus par l'État et a mis d'autres locaux à disposition en 2017, qui ont toutefois été perdus pour des raisons économiques au profit d'un investisseur privé en janvier 2018. Les efforts visant à relocaliser l'Unité de coordination du PNUE/PAM se sont révélés non concluants jusqu'à présent.

73. En 2019, le Secrétariat a commencé à rechercher de nouveaux bureaux dans le secteur privé, dans la mesure où les conditions actuelles du bâtiment ne sont plus acceptables. Cette situation a conduit à une proposition adressée au Gouvernement de la République hellénique à travers le ministère de l'Environnement, demandant de lancer la procédure nécessaire en vue d'élaborer un nouvel accord complémentaire qui doit être finalisé avec le ministère des Affaires étrangères de la République hellénique.

Projet de décision IG.24/14

Programme de travail et budget 2020 - 2021

La 21^e réunion des Parties contractantes à la Convention de Barcelone sur la protection du milieu marin et du littoral de la Méditerranée, ci-après dénommée « la Convention de Barcelone »,

Rappelant les Articles 18 et 24(2) de la Convention de Barcelone et la Décision IG.21/15 de la CdP 18 (Istanbul, Turquie, 3-6 décembre 2013) relative aux Règles et procédures financières pour les fonds de la Convention de Barcelone,

Rappelant la Décision IG.22/1 de la CdP 19 (Athènes, Grèce, 9-12 février 2016) adoptant la Stratégie à moyen terme 2016-2021 (SMT) comme cadre d'élaboration et de mise en œuvre du Programme de travail du PNUE/PAM,

[Rappelant également sa Décision IG.24/... relative à l'élaboration de la Stratégie à moyen terme 2022-2027,]

Se félicitant du rapport sur l'état d'avancement des activités menées lors de l'exercice biennal 2018-2019 et du rapport de dépenses connexe,

Souhaitant la nécessité de disposer de ressources financières stables, appropriées et prévisibles pour le Plan d'action pour la Méditerranée et le Fonds d'affectation spéciale pour la Méditerranée,

Se félicitant de l'amélioration du taux de collecte des contributions évaluées, y compris d'une partie des arriérés, ainsi que de la création et du maintien de la Réserve opérationnelle,

Saluant l'orientation fournie au Secrétariat par le Bureau des Parties contractantes à la Convention de Barcelone au cours de l'exercice biennal 2018-2019,

Exprimant une profonde reconnaissance aux Parties contractantes et aux autres partenaires qui ont fourni des ressources financières supplémentaires et autres pour la mise en œuvre des activités de l'exercice biennal 2018-2019, y compris l'Accord de coopération avec l'Italie, et se félicitant des ressources financières mobilisées par le Secrétariat, y compris les Centres d'activités régionale pour le même objectif,

1. *Approuve* le Programme de travail et le budget 2020-2021 figurant en l'annexe de la présente Décision,

2. *Approuve* les affectations budgétaires telles que prévues au tableau 1 « Aperçu des revenus et des engagements » de l'annexe à la présente Décision, le montant s'élevant à 13.296.144 euros, composés de 11.413.577 euros pour le Fonds d'affectation spéciale pour la Méditerranée, de 1.192.968 euros pour la contribution discrétionnaire de l'Union européenne et de 689.600 euros (800.000 dollars US) pour la contribution du pays hôte ainsi que l'utilisation du montant épargné provenant du solde positif du MTF d'un montant de [545 111 euros] [1 793 528 euros],

3. *Approuve* les contributions ordinaires évaluées pour 2020-2021 des Parties contractantes présentées dans le tableau 2 « Revenu ordinaire prévu » de l'annexe à la présente Décision, qui reflète l'échelle de calcul de 2019-2021 adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies lors de sa 73^e session le 23 décembre 2015 dans la résolution A/RES/73/271,

4. *Demande* au Directeur exécutif du PNUE, en consultation avec l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement, de prolonger le Fonds d'affectation spéciale pour la Méditerranée jusqu'au 3 décembre 2021,

5. *Approuve* la dotation en personnel de l'Unité de coordination, y compris du MED

POL pour l'exercice biennal 2020-2021 comme indiqué dans le tableau 4a « Détails des salaires et des coûts administratifs du Secrétariat » dans l'annexe à la présente Décision,

6. *Prend note* de la dotation en personnel du REMPEC pour l'exercice biennal 2020-2021, comme indiqué dans le tableau 4b « Détails des salaires et des coûts administratifs du REMPEC » figurant à l'annexe de la présente Décision,

7. *Exhorte* les Parties contractantes d'adhérer strictement à la Procédure 4.2 des Règles et procédures financières et de verser leurs contributions au Fonds d'affectation spéciale pour la Méditerranée (MTF) au premier trimestre de chaque année afin de permettre la mise en œuvre intégrale et effective du Programme de travail,

8. *Demande* au Secrétariat de tenir à jour les informations sur l'état des contributions des Parties contractantes au Fonds d'affectation spéciale de la Méditerranée et de continuer à les publier dans un espace du site Internet du Programme d'action pour la Méditerranée accessible au public,

9. *Exhorte* les Parties contractantes de se conformer aux dates limites de désignation de leurs représentants aux réunions du système du Programme d'action pour la Méditerranée et d'éviter les modifications ou annulations de leur voyage afin de réduire au minimum les incidences financières et les pertes découlant de l'augmentation des tarifs aériens et des frais d'annulation,

10. *Invite* les Parties contractantes à envisager l'augmentation de leurs contributions volontaires en espèces ou en nature en soutien à la mise en œuvre du Programme de travail 2020- 2021,

11. *Exhorte* les Parties contractantes et les autres partenaires, y compris le secteur des industries, de fournir des ressources humaines et financières adéquates pour répondre aux besoins de financement externe pour les priorités encore non financées dans le cadre du Programme de travail et budget 2020-2021 et de soutenir les activités du Secrétariat relatives à la mobilisation des ressources,

12. *Approuve* la partie programmatique du budget au niveau des résultats,

13. *Exhorte* le Gouvernement de la République hellénique d'entreprendre toutes les actions nécessaires en vue de garantir que des locaux totalement adaptés soient mis à disposition de l'Unité de coordination dans les plus brefs délais et conformément à ses engagements en vertu de l'accord de pays hôte, et demande au Secrétariat de transmettre un rapport aux Parties contractantes et au Bureau sur les progrès effectués dans ce sens,

14. *S'accorde* sur la nécessité de maintenir un solde net de trésorerie à un niveau maximum équivalent à un budget semestriel lorsque les conditions le permettent, comme mesure permettant de faire temporairement face aux besoins imprévus de la mise en œuvre du Programme de travail, de préfinancer des projets et pour toutes autres nécessités susceptibles d'être périodiquement identifiées par la Réunion des Parties contractantes,

15. *Demande* au Secrétariat de préparer, en consultation avec le Bureau, pour examen et approbation par la COP 21, un Programme de travail et budget axé sur les résultats pour 2022-2023, en expliquant les principes et les hypothèses clés sur lesquels il se base et en tenant compte des progrès réalisés au cours de la mise en œuvre du Programme de travail 2020-2021, en conformité totale avec la Stratégie à moyen terme.

16. *Demande également* au Secrétariat de proposer deux options pour le budget 2020-2021, l'une reflétant une absence d'augmentation par rapport au budget approuvé pour 2020-

2021 et l'autre proposant une augmentation suffisante pour couvrir aussi bien la mise en œuvre des mandats potentiellement élargis en vertu de la Stratégie à moyen terme 2022-2027 que les capacités additionnelles requises et les coûts opérationnels de l'ensemble du Secrétariat, y compris les composantes du PAM.

Annexe

Programme de travail et budget 2020 - 2021

Option 1

Tableau 1 : Aperçu des revenus et des engagements

Tous les montants en €

Part A (Financement principal)	Taux de change			Proposition de budget 2020-2021 Option 1 ⁽¹⁾		
	€	€	€	€	€	€
	Approuvés 2018	Approuvés 2019	Total 2018-2019	Proposés 2020	Proposés 2021	Total 2020-2021
A. Revenus						
<i>Expected Ordinary Income</i>						
MTF Contributions ordinaires	5.706.788	5.706.788	11.413.576	5.706.788	5.706.788	11.413.576
Contribution discrétionnaire de l'UE	596.484	596.484	1.192.968	596.484	596.484	1.192.968
Contribution du gouvernement hôte de la Grèce ⁽²⁾	367.200	367.200	734.400	344.800	344.800	689.600
TOTAL des Revenus Ordinaires Prévus	6.670.472	6.670.472	13.340.944	6.648.072	6.648.072	13.296.144
B. Économies des années précédentes	374.771	170.336	545.107	38.494	506.617	545.111
Total des fonds disponibles	7.045.243	6.840.808	13.886.051	6.686.566	7.154.689	13.841.255
C. Engagements						
Activités	2.197.582	1.904.304	4.101.886	1.547.883	1.952.460	3.500.343
Postes et autres coûts administratifs ⁽³⁾	4.019.821	4.200.264	8.220.085	4.418.379	4.461.726	8.880.105
Coûts de soutien au Programme	720.959	701.815	1.422.774	682.272	740.502	1.422.774
TOTAL des Engagements Réguliers	6.938.362	6.806.383	13.744.745	6.648.534	7.154.688	13.803.222
<i>Provision des Réserves de Trésorerie (incl. CSP) ⁽⁴⁾</i>	38.031		38.031	38.031		38.031
Total général	6.976.393	6.806.383	13.782.776	6.686.565	7.154.688	13.841.253
Différence entre les Revenus et les Engagements (CAL) ⁽⁵⁾	68.850	34.425	103.275	0	0	0

Part B (Financement Externe)

	Total 2018-2019	Total 2020-2021
Financement de Projets PAM/PNUE	9.018.339	4.595.500
Ressources mobilisées par les composantes	2.720.000	8.668.871
Ressources à mobiliser	2.345.000	8.763.500
TOTAL	14.083.339	22.027.871

Part C (Contributions des Pays hôtes des CAR) ⁽⁶⁾

Pays (Centre)	2018	2019	Total 2018-2019	2020	2021	Total 2020-2021 ⁽⁷⁾
Croatie (CAR/PAP)	159.666	159.666	319.332			0
France (CAR/PB)			0			0
Italie (CAR/INFO)	100.000	100.000	200.000			0
Malte (REMPEC)	255.000	255.000	510.000			0
Espagne (CAR/CPD)			0			0
Tunisie (CAR/ASP)	90.000	90.000	180.000			0
TOTAL des Contributions des Pays hôtes (en espèces/en nature)	604.666	604.666	1.209.332	0	0	0

(1): Option 1 correspond à une augmentation nulle du budget 2018-2019 en valeur nominale.

(2): L'équivalent de 400 000 USD en EUR en utilisant le taux du budget (0,862 pour 2020-2021 sur la base du taux moyen calculé pour la période 01/2018-06/2019 et 0,918 pour 2018-2019).

(3): Le chiffre proposé inclut la contribution de la Grèce, pays hôte, tandis que le tableau 3 l'exclut.

(4): Le besoin en Fonds de Roulement pour 2018-2019 a été retenu dans le budget proposé pour 2020-2021 car le montant des dépenses réelles pour 2018-2019 n'est pas encore disponible.

(5): Le recouvrement du déficit ayant été achevé en 2019, aucune transaction supplémentaire n'est requise pour l'exercice biennal 2020-2021.

(6): Contributions nationales versées par les pays hôtes respectifs aux Centres d'activités régionales (CAR) du PAM.

(7): Les informations concernant les contributions des pays hôtes des CAR pour la période 2020-2021 seront fournies dès qu'elles seront disponibles.

Tableau 2. Revenus Ordinaires Prévus

Contribution ordinaires évaluées réparties entre les Parties à la Convention de Barcelone pour le biennium 2020-2021 (EUR)¹

Parties contractantes	Barème des quotes-parts MTF 2018-2019 appliquée %	Contributions ordinaires approuvées pour 2018 (en €)	Contributions ordinaires approuvées pour 2019 (en €)	Barème des quotes-parts de l'ONU (2019-2021) - [ST / ADM / SER.B / 992] %	Barème des quotes-parts ajustée sans l'UE-C.O.E * (2019-2021) %	Barème des quotes-parts ajustée de 2,5% pour UE C.O.E.* (2019-2021) %	Contributions ordinaires révisées pour 2019 (en €)	Différence entre les Contributions ordinaires révisées et approuvées pour 2019 (en €)	Augmentation de 0% du total des contributions fixées		
									'Contributions ordinaires proposées pour 2020 (en €)	Contributions ordinaires proposées pour 2021 (en €)	'Contributions ordinaires proposées pour 2020-2021 (en €)
Albanie	0,06	3.217	3.217	0,008	0,062	0,061	3.467	250	3.467	3.467	6.933
Algérie	1,13	64.746	64.746	0,138	1,075	1,048	59.801	-4.945	59.801	59.801	119.603
Bosnie-Herzégovine	0,09	5.228	5.228	0,012	0,093	0,091	5.200	-28	5.200	5.200	10.400
Croatie	0,70	39.813	39.813	0,077	0,600	0,585	33.367	-6.445	33.367	33.367	66.735
Chypre	0,30	17.292	17.292	0,036	0,280	0,273	15.600	-1.692	15.600	15.600	31.201
UE	2,50	142.670	142.670		-	2,500	142.670	0	142.670	142.670	285.339
Égypte	1,07	61.126	61.126	0,186	1,449	1,412	80.602	19.475	80.602	80.602	161.203
France	34,24	1.954.037	1.954.037	4,427	34,478	33,616	1.918.407	-35.629	1.918.407	1.918.407	3.836.815
Grèce	3,32	189.412	189.412	0,366	2,850	2,779	158.603	-30.808	158.603	158.603	317.207
Israël	3,03	172.924	172.924	0,490	3,816	3,721	212.338	39.414	212.338	212.338	424.676
Italie	26,41	1.507.250	1.507.250	3,307	25,755	25,112	1.433.064	-74.187	1.433.064	1.433.064	2.866.128
Liban	0,32	18.499	18.499	0,047	0,366	0,357	20.367	1.868	20.367	20.367	40.734
Libye	0,88	50.268	50.268	0,030	0,234	0,228	13.000	-37.268	13.000	13.000	26.001
Malte	0,11	6.434	6.434	0,017	0,132	0,129	7.367	932	7.367	7.367	14.734

Monaco	0,07	4.021	4.021	0,011	0,086	0,084	4.767	745	4.767	4.767	9.534
Monténégro	0,03	1.609	1.609	0,004	0,031	0,030	1.733	124	1.733	1.733	3.467
Maroc	0,38	21.716	21.716	0,055	0,428	0,418	23.834	2.118	23.834	23.834	47.668
Slovénie	0,59	33.780	33.780	0,076	0,592	0,577	32.934	-846	32.934	32.934	65.868
Espagne	17,22	982.447	982.447	2,146	16,713	16,296	929.953	-52.494	929.953	929.953	1.859.906
Syrie	0,17	9.652	9.652	0,011	0,086	0,084	4.767	-4.885	4.767	4.767	9.534
Tunisie	0,20	11.260	11.260	0,025	0,195	0,190	10.834	-427	10.834	10.834	21.667
Turquie	7,17	409.387	409.387	1,371	10,678	10,411	594.113	184.726	594.113	594.113	1.188.225
TOTAL DES CONTRIBUTIONS ORDINAIRES (MTF)	100	5.706.788	5.706.788	12,840	100	100	5.706.788	0	5.706.788	5.706.788	11.413.576

CONTRIBUTIONS SUPPLEMENTAIRES

		Contributions pour 2018 (en €)	Contributions attendues pour 2019 (en €)						Contributions attendues pour 2020 (en €)	Contributions attendues pour 2021 (en €)	Contributions attendues pour 2020-2021 (en €)
Contributions Discretionnaires de l'UE		596.484	596.484						596.484	596.484	1.192.968
Pays hôte (Grèce) ⁽²⁾		367.200	367.200						344.800	344.800	689.600

(1): Les contributions proposées pour 2020-2021 sont alignées sur les taux actuels évalués par l'ONU (2019-2021).

(2): L'équivalent de 400 000 USD en EUR en utilisant les taux (0,862 pour 2020-2021 et 0,918 pour 2018-2019).

*C.O.E = Contribution ordinaire évaluée

Tableau 3. Résumé des Activités et des Coûts Administratifs par Composante (MTF/UE discr.)

(en €)	Budget approuvé (en €)				Budget proposé (en €) 2020-2021			
					OPTION 1			
	2018	2019	Total	2018-2019	2020	2021	Total	2020-2021
UC								
TOTAL DES ACTIVITES	299.863	747.969	1.047.832		292.602	755.230	1.047.832	
POSTES ET COÛTS OPÉRATIONNELS	1.199.860	1.342.540	2.542.400		1.526.211	1.551.060	3.077.271	
TOTAL	1.499.723	2.090.509	3.590.232		1.818.813	2.306.290	4.125.103	
MEDPOL								
TOTAL DES ACTIVITES	762.773	335.000	1.097.773		397.417	386.462	783.879	
POSTES ET COÛTS OPÉRATIONNELS	594.093	590.274	1.184.367		604.152	613.938	1.218.090	
TOTAL	1.356.866	925.274	2.282.140		1.001.569	1.000.400	2.001.969	
REMPEC								
TOTAL DES ACTIVITES	222.000	86.000	308.000		171.608	71.000	242.608	
SOUTIEN ADMINISTRATIF	595.704	602.861	1.198.565		611.402	620.114	1.231.516	
TOTAL	817.704	688.861	1.506.565		783.010	691.114	1.474.124	
CAR/BP								
TOTAL DES ACTIVITES	280.800	90.600	371.400		161.650	161.650	323.300	
SOUTIEN ADMINISTRATIF	452.700	452.700	905.400		452.700	452.700	905.400	
TOTAL	733.500	543.300	1.276.800		614.350	614.350	1.228.700	
CAR/PAP								
TOTAL DES ACTIVITES	157.146	168.735	325.881		141.546	141.546	283.092	
SOUTIEN ADMINISTRATIF	438.317	438.317	876.634		438.317	438.317	876.634	
TOTAL	595.463	607.052	1.202.515		579.863	579.863	1.159.726	
CAR/ASP								
TOTAL DES ACTIVITES	275.000	301.000	576.000		231.000	265.118	496.118	
SOUTIEN ADMINISTRATIF	346.547	346.547	693.094		346.547	346.547	693.094	
TOTAL	621.547	647.547	1.269.094		577.547	611.665	1.189.212	
CAR/INFO								
TOTAL DES ACTIVITES	80.000	70.000	150.000		55.606	73.000	128.606	
SOUTIEN ADMINISTRATIF	39.250	39.250	78.500		39.250	39.250	78.500	
TOTAL	119.250	109.250	228.500		94.856	112.250	207.106	
CAR/CPD								
TOTAL DES ACTIVITES	120.000	105.000	225.000		96.454	98.454	194.908	
SOUTIEN ADMINISTRATIF	55.000	55.000	110.000		55.000	55.000	110.000	
TOTAL	175.000	160.000	335.000		151.454	153.454	304.908	
SOUS TOTAL	5.919.053	5.771.793	11.690.846		5.621.462	6.069.386	11.690.848	
CSP*	720.959	701.815	1.422.774		682.272	740.502	1.422.774	
GRAND TOTAL	6.640.012	6.473.608	13.113.620		6.303.734	6.809.888	13.113.622	

<i>TOTAL ACTIVITES</i>	2.197.582	1.904.304	4.101.886		1.547.883	1.952.460	3.500.343	
<i>TOTAL ADMIN & OPERAT.</i>	3.721.471	3.867.489	7.588.960		4.073.579	4.116.926	8.190.505	
<i>COÛTS DIRECTS</i>	5.919.053	5.771.793	11.690.846		5.621.462	6.069.386	11.690.848	
<i>CSP</i>	720.959	701.815	1.422.774		682.272	740.502	1.422.774	
GRAND TOTAL	6.640.012	6.473.608	13.113.620		6.303.734	6.809.888	13.113.622	

* Calculs CSP de 13% et 4,5% au prorata du revenu respectif.

Tableau 4a. Détails des salaires et des coûts administratifs (Secrétariat)

Secrétariat	Budget approuvé (en €)			Budget proposé (en €) avec 2% d'augmentation		
	2018	2019	Total 2018-2019	2020	2021	Total 2020-2021
	MTF	MTF	MTF	MTF	MTF	MTF
Personnel professionnel ³						
Coordinateur - D.1	227.405	229.679	457.084	234.273	238.958	473.231
Coordinateur Adjoint - P.5	205.215	207.268	412.483	211.413	215.641	427.054
Administrateur de programme (Gouvernance) - P.4	176.451	178.215	354.666	181.780	185.415	367.195
Administrateur de programme (MED POL) - P.4	176.451	178.215	354.666	181.780	185.415	367.195
Administrateur de programme (Administrateur de surveillance et d'évaluation MED POL) - P.3	149.247	150.740	299.987	153.755	156.830	310.585
Administrateur de programme (Activités socioéconomiques/Développement durable) - P.3	149.247	150.740	299.987	153.755	156.830	310.585
Le poste a été financé par les économies réalisées en 2019. (Pollution MED POL) - P.3 ⁵	149.247	150.740	299.987	153.755	156.830	310.585
Conseiller juridique - P.3	149.247	150.740	299.987	153.755	156.830	310.585
Administrateur de programme - Expert Rapport sur la Qualité - P3 ⁴	0	150.740	150.740	153.755	156.830	310.585
Administrateur chargé de l'Information et la Communication-P3 ⁵	0	0	0	153.755	156.830	310.585
Administrateur Admin/Gestion de fonds - P.4 ¹	0	0	0	0	0	0
Administrateur de programme/Programmation - P.2 ¹	0	0	0	0	0	0
Total Professional Staff	1.382.510	1.547.077	2.929.587	1.731.776	1.766.409	3.498.185
Personnel de service général						
Assistant Réunion et Achats - G.6 ¹	0	0	0	0	0	0
Assistant Paiements et Voyage - G.5 ¹	0	0	0	0	0	0
Assistant Budget - G.6 ¹	0	0	0	0	0	0
Assistant administratif - G.6 ¹	0	0	0	0	0	0
Assistant Information- G.5	54.000	54.000	108.000	54.000	54.000	108.000
Assistant de Programme - G.5	54.000	54.000	108.000	54.000	54.000	108.000
Assistant de Programme - G.5	54.000	54.000	108.000	54.000	54.000	108.000
Assistant de Programme (MEDPOL) - G.5	54.000	54.000	108.000	54.000	54.000	108.000
Agent administratif - G.4 / G.5 ¹	0	0	0	0	0	0
Assistant informatique / G.5 ¹	0	0	0	0	0	0
Total du Personnel de service général	216.000	216.000	432.000	216.000	216.000	432.000
TOTAL DES POSTES	1.598.510	1.763.077	3.361.587	1.947.776	1.982.409	3.930.185
Autres Coûts Administratifs						
Voyages officiels du personnel	120.000	120.000	240.000	120.000	120.000	240.000
Autres coûts de bureau ²	75.443	49.737	125.180	62.590	62.590	125.180
Total des autres coûts administratifs	195.443	169.737	365.180	182.590	182.590	365.180
TOTAL DES POSTES ET AUTRES COÛTS ADMINISTRATIFS	1.793.953	1.932.814	3.726.767	2.130.366	2.164.999	4.295.365

(1) Le poste est couvert par les coûts d'appui au programme.

(2) Allocation pour la formation du personnel du PAM, les services TIC et l'élaboration d'un plan d'urgence pour le bureau du PAM.

(3) Augmentation de 2% du coût du personnel international en 2020 et 2021.

(4) En 2019 ce poste a été financé par les Économies des années précédentes.

(5) La poste a été financé par le gouvernement italien en 2018-2019.

Tableau 4b. Détails des salaires et Coûts administratifs (REMPEC)⁵

REMPEC	Budget approuvé (en €)			Budget proposé (en €) 2% d'augmentation		
	2018	2019	Total 2018-2019	2020	2021	Total 2020-2021
	MTF	MTF	MTF	MTF	MTF	MTF
Personnel professionnel⁽⁴⁾						
Chef du bureau P4	165.080	166.731	331.811	170.066	173.467	343.533
Administrateur de Programme (Prévention) P.3	126.167	127.429	253.596	129.977	132.577	262.554
Administrateur de Programme (OPRC) P.3	131.573	132.888	264.461	135.546	138.257	273.803
Agent de programme (Offshore) P.3 ⁽¹⁾	0	0	0	0	0	0
Agent professionnel associé (APO) ⁽²⁾	0	0	0	0	0	0
Total du Personnel professionnel	422.820	427.048	849.868	435.589	444.301	879.890
Personnel de service général						
Assistant Administratif/Financier - G7 ⁽³⁾	24.644	25.773	50.417	25.773	25.773	51.546
Assistant au Directeur - G.7	36.319	37.408	73.727	37.408	37.408	74.816
Secrétaire - G.5	26.293	27.004	53.297	27.004	27.004	54.008
Total du Personnel de service général	87.256	90.185	177.441	90.185	90.185	180.370
TOTAL DES POSTES	510.076	517.233	1.027.309	525.774	534.486	1.060.260
Autres coûts administratifs						
Voyages officiels du personnel	35.000	35.000	70.000	35.000	35.000	70.000
Coûts du Bureau	50.628	50.628	101.256	50.628	50.628	101.256
Total des autres coûts administratifs	85.628	85.628	171.256	85.628	85.628	171.256
TOTAL DES POSTES ET AUTRES COÛTS ADMINISTRATIFS	595.704	602.861	1.198.565	611.402	620.114	1.231.516

(1) Les activités proposées dans le programme de travail pour la période biennale 2020/2021 en rapport avec le plan d'action offshore sont sujettes à la disponibilité de ressources financières pour ce poste.

(2) Ce poste sera à la charge de l'État membre de l'Organisation Maritime Internationale dans le cadre du programme de fonctionnaire associé de l'OMI. Agent professionnel associé.

(3) Ce poste est partiellement couvert par la contribution de l'OMI (13 000 euros par an), financée à partir de la quote-part des coûts d'appui aux projets de l'OMI.

(4) Augmentation annuelle de 2% du coûts du personnel international pour 2020 et 2021.

(5) Le tableau final sera fourni par le REMPEC et sera présenté lors de la COP21.

Thème 1: GOUVERNANCE											
Objectifs stratégiques:											
<p>1.Consolider les mécanismes de gouvernance régionaux et nationaux, la disponibilité des ressources et la capacité de la mise en œuvre et de la conformité avec la Convention de Barcelone, ses Protocoles, la Stratégie Méditerranéenne du Développement Durable et les Plans d'action et Stratégies adoptés à l'échelle régionale ;</p> <p>2.Mobiliser des ressources supplémentaires destinées au Fonds d'Affectation Spéciale pour la Méditerranée afin d'en augmenter les impacts;</p> <p>3.Renforcer les synergies, les complémentarités et la collaboration entre les partenaires régionaux et internationaux et les organisations actives dans la Région Méditerranéenne et consolider la sensibilisation et la participation des parties prenantes ;</p> <p>4.Affecter des évaluations sur la base des connaissances de l'environnement méditerranéen et développer des scénarios pour le travail des parties prenantes et de la prise de décision éclairée;</p> <p>5.Assurer la visibilité du PAM/de la Convention de Barcelone, de son rôle et de ses réalisations.</p>											
Indicateurs 2020-2021:											
<p>1. Nombre des nouvelles ratifications de la Convention de Barcelone et de ses Protocoles;</p> <p>2. (a) Niveau de satisfaction à l'égard des services offerts aux réunions du PAM;</p> <p>(b) Nombre de "réunions vertes" organisées;</p> <p>3. Part des ressources financières externes mobilisées pour cofinancer le MTF pour la mise en œuvre de la Stratégie à Moyen Terme;</p> <p>4. (a) Nombre de Parties contractantes élaborant des rapports concernant la mise en œuvre de la Convention de Barcelone et de ses Protocoles;</p> <p>(b) Nombre de questions / sections de rapport complétées;</p> <p>5. Nombre d'instruments régionaux de programmation et de politique élaborés;</p> <p>6. Pourcentage de l'augmentation biennale des organisations de la société civile et du secteur privé établissant un partenariat avec le PAM;</p> <p>7. Nombre des Mémoires d'Entente/Mémoires de Coopération conclus ou mis à jour;</p> <p>8. Nombre des activités conjointes avec les partenaires;</p> <p>9. (a) Nombre de pays mettant à jour et mettant en œuvre des programmes nationaux de surveillance et d'évaluation compatibles avec l'IMAP;</p> <p>(b) Nombre d'indicateurs communs de l'IMAP remplis à l'aide de données pour 2019-2020;</p> <p>10. Nombre de rapports, de fiches d'information et d'autres publications scientifiques produites par le Système PAM;</p> <p>11. (a) Nombre de services Info / PAM fournis;</p> <p>(b) Nombre de services Info/PAM assurés et des services/ensembles de données disponibles à travers la plateforme Info/PAM;</p> <p>12. Nombre de téléchargements de publications disponibles sur les sites web du système PAM;</p> <p>13. Nombre des produits de communication publiés;</p> <p>14. Nombre des événements illustrant le système PAM ;</p> <p>15. Nombre de hits sur les sites web des composantes du PAM et du PNUF/PAM annuellement.</p>											
<p>CMES 2020-2021:</p> <p>1. Au moins 4 ratifications additionnelles de Protocoles et d'amendements à un protocole entrées en vigueur;</p> <p>2. (a) 80% de niveau de satisfaction;</p> <p>(b) Au moins 50% de réunions;</p> <p>3. Au moins 40% du budget MTF;</p> <p>4. (a) 22 rapports nationaux soumis en ligne;</p> <p>(b) Au moins 80% de rapport en format questions / sections complétées par instrument juridique;</p> <p>5. Au moins 4 instruments régionaux de programmation et de politique élaborés;</p> <p>6. Au moins 30% par rapport au nombre actuel;</p> <p>7. 4 Mémoires d'Entente/Mémoires de Coopération conclus ou mis à jour;</p> <p>8. Au moins 20 activités conjointes avec les partenaires;</p> <p>9. (a) 21 pays;</p> <p>(b) Au moins 15 indicateurs communs IMAP remplis par pays;</p> <p>10. 25 rapports, fiches d'information et autres publications scientifiques;</p> <p>11. (a) Au moins 7 sur 10;</p> <p>(b) 6 ensembles de données / services;</p> <p>12. 5.000 téléchargements par an;</p> <p>13. Au moins 12 communiqués de presse en ligne et 30 nouvelles;</p> <p>14. 30 événements / événements parallèles;</p> <p>15. Au moins 30.000 pages vues au total par an.</p>											
Principales Activités	Moyens de Mise en Œuvre	Direction: UC (Unité de Coordination) ou Composantes	Autre: UC et / ou Composantes	Partenaires	Livrables Attendus	FINANCEMENT DE BASE: MTF			Ressources Externes		Commentaires
						MTF 2020	MTF 2021	MTF TOTAL 2020-2021	Financement externe sécurisé TOTAL 2020-2021	Financement externe non sécurisé TOTAL 2020-2021	
1.1. Parties contractantes soutenues dans l'application et le respect de la Convention de Barcelone, ses Protocoles, les stratégies et plans d'action régionaux.						377.602 €	1.124.602 €	1.502.204 €	2.471.500 €	688.000 €	
1.1.1. La ratification de la Convention de Barcelone et de ses Protocoles par toutes les Parties contractantes est soutenue						0 €	0 €	0 €	0 €	10.000 €	
1. Suivre et promouvoir la ratification de la Convention de Barcelone en se concentrant sur ses Protocoles qui ne sont pas encore entrés en vigueur, ou qui sont ratifiés à moins de 50% par les Parties contractantes	Envoyer des courriers et organiser des missions pour les Parties contractantes concernées; Communiquer avec le Dépositaire et les PC, ainsi que les ambassades à Athènes. Renforcer les capacités afin d'augmenter le nombre de ratifications (ateliers de travail et matériel de communication).	UC	MED POL, CAR/PAP, REMPEC, CAR/ASP	Parties contractantes respectives	a) Augmentation du nombre de ratifications des Protocoles, b) 1 Protocole entré en vigueur d'ici fin 2021 au plus tard.			0 €	10.000 €		
1.1.2. Un soutien juridique, politique et logistique efficace est apporté au processus de prise de décision du PAM, notamment dans les réunions des organes consultatifs.						280.000 €	1.028.000 €	1.308.000 €	0 €	610.000 €	
1. Organiser la CGP22.	Expertise en interne, préparation par le pays hôte ; documents de travail de la pré-session et durant la session en 4 langues, documents d'information, assurer les services de conférence, organisation d'événements parallèles, organisation d'un voyage pour 1 participant par PC et jusqu'à 10 représentants des partenaires du PAM (société civile) et du Secrétariat.	UC	Toutes les Composantes du PAM	Autorités du pays hôte, Parties contractantes, Partenaires du PAM	a) 22 COP organisée avec succès, b) Examen et reconnaissance des progrès accomplis au cours de l'exercice biennal 2020-2021, c) Déclaration de la COP 22, révision et adoption des Décisions comprenant la nouvelle SMT 2022-2027 et le Pdt 2022-2023, examen des recommandations du Comité de respect des obligations et de la CMDO, d) Révision de l'état de la mise en œuvre de la Convention de Barcelone et de ses Protocoles, e) Renforcement de la visibilité et de la diffusion du PAM.	0 €	300.000 €	300.000 €	60.000 €	Les chiffres présentés comme ressources externes indiquent tous les coûts additionnels qui pourraient dépasser le budget approuvé et qui seront engagés par la Partie contractante se proposant d'accueillir les réunions.	
2. Organiser les 89e, 90e, et 91e réunions du Bureau, y compris la réunion à la veille de la CGP22.	Expertise en interne, documents de travail en 2 langues, documents d'information, services de conférence, organisation du voyage pour 1 délégué par membre du Bureau et pour le Secrétariat.	UC	Toutes les Composantes du PAM		a) Organisation réussie des 89e, 90e et 91e réunions du Bureau ainsi que de la réunion du Bureau à la veille de la COP 22, b) Progrès réalisés dans la mise en œuvre du Pdt 2020-2021 du PAM examinés tous les six mois, c) Orientation fournie au Secrétariat et aux Parties contractantes sur des questions spécifiques, d) Définition des principales orientations du nouveau Pdt 2022-2023 et de la SMT 2022-2027.	65.000 €	35.000 €	100.000 €	35.000 €		
3. Organiser la réunion des Points focaux du PAM, précédée par les réunions des Points focaux des Composantes du PAM / Thématiques et la réunion du Groupe de coordination de l'EcAp.	Expertise en interne, documents de travail en 2 langues, documents d'information, services de conférence, l'organisation du voyage pour un délégué par PC et pour le Secrétariat.	UC	Toutes les Composantes du PAM	Points focaux du PAM, Partenaires du PAM	a) Réunion des points focaux du PAM et Réunion du Groupe de coordination de l'EcAp organisées avec succès, b) Examen et reconnaissance des progrès réalisés dans la mise en œuvre du Pdt 2020-2021 du PAM, c) Projets de Décisions sont élaborés, révisés et finalisés pour soumission à la COP 22, d) Nouvelle SMT 2022-2027 et Pdt et Budget 2022-2023 révisés en profondeur pour soumission et considération par la COP 22.		120.000 €	120.000 €	65.000 €		
4. Organiser les réunions du Comité de respect des obligations.	Documents de travail et d'information en deux langues, services de conférence, modalités de participation d'un maximum de 14 membres du Comité de respect des obligations et / ou de suppléants; Expertise interne.	UC	MED POL, SPA/RAC, REMPEC, PAP/RAC, SCP/RAC, INFO/RAC	Comité de respect des obligations	a) 2 réunions du comité de respect des obligations organisées avec succès, b) Cas de non-respect des obligations traités et portés à l'attention de la COP 22, c) Orientation fournie aux Parties contractantes comme il convient, d) Organisation des sessions communes possibles avec les Comités de respect des obligations d'autres AME.	35.000 €	35.000 €	70.000 €	50.000 €		
5. Organiser la 19e réunion de la CMDO et les réunions annuelles de son comité de pilotage; Entreprendre et finaliser les évaluations à mi-parcours de la SMDO et du Plan d'action régional sur la CPD.	Expertise en interne, conseil, accord avec le pays hôte, documents de travail en anglais et en français, documents d'information, services de conférence, organisation de voyages pour les membres de la CMDO et du Comité de pilotage de la CMDO, ateliers de travail régionaux.	UC, CAR/Plan Bleu, CAR/CPD	Toutes les autres composantes du PAM	La CMDO et son comité directeur, partenaires du PAM	a) 19e réunion de la CMDO organisée avec succès, conclusions et recommandations transmises aux Parties contractantes, b) 2 réunions du Comité de pilotage de la CMDO, dont au moins l'une des deux en face à face, organisées avec succès, c) Évaluation à mi-parcours de la SMDO et du Plan d'action régional CPD réalisée avec succès (analyse documentaire, expertise externe, document de consultation, consultation en ligne, groupes de travail et ateliers participatifs).	55.000 €	103.000 €	158.000 €	35.000 €	Les chiffres présentés comme ressources externes indiquent tous les coûts additionnels qui pourraient dépasser le budget approuvé et qui seront engagés par la Partie contractante se proposant d'accueillir les réunions.	
6. Formuler la Stratégie à Moyen Terme du PAM pour 2022-2027 par le biais d'un processus inclusif et participatif piloté par les Parties contractantes.	Expertise en interne, conseil, réunions des Points focaux du PAM (documents de travail en 2 langues, documents d'information, services de conférence).	UC	Toutes les composantes du PAM	Parties contractantes partenaires du PAM	a) Évaluation et révision de la SMT 2016-2021 réalisées avec succès, b) Élaboration et soumission de la SMT 2022-2027 aux points focaux du PAM et à la COP 22 à travers un processus participatif et sous la direction des Parties.	25.000 €	50.000 €	75.000 €	30.000 €	Les chiffres présentés comme ressources externes indiquent tous les coûts additionnels qui pourraient dépasser le budget approuvé et qui seront engagés par la Partie contractante se proposant d'accueillir les réunions.	
7. Formuler, en coordination avec les organes régionaux, un programme d'action stratégique post-2020 pour la conservation de la biodiversité et la gestion durable des ressources naturelles dans la région méditerranéenne (SAP BIO 2021-2035).	Réunions régionales, services de conférence, expertise en interne et coordination, organisation du voyage des membres du comité consultatif, conseil, réunions de coordination, y compris correspondants nationaux PAS BIO.	CAR/CPD	UC et autres composantes du PAM, selon le cas	Parties Contractantes, Organisations des membres du comité consultatif PAS BIO, Points focaux du CAR/ASP, ACCOBAMS, CDB, FAO, CGPM, UIUC, MedPAN, MedWet, WWF	a) Création et réunion du Comité consultatif du PAS BIO, b) Orientation générale et spécifique fournie pour l'élaboration du PAS BIO 2021-2035, basé sur l'Approche écosystémique, aligné sur les Objectifs de développement durable (ODD) et harmonisé avec le Cadre mondial de la biodiversité pour l'après 2020 de la CDB, c) Préparation et soumission du PAS BIO 2021-2035 aux réunions des points focaux thématiques du CAR/ASP et de la diversité biologique, du Groupe de coordination de l'EcAp, des points focaux du PAM et de la COP 22, d) Programme d'action stratégique 2021-2035 pour la conservation de la diversité biologique et la gestion durable des ressources naturelles en région méditerranéenne (PAS BIO 2021-2035) aligné avec les Objectifs de développement durable (ODD), harmonisé avec le Cadre mondial de la biodiversité pour l'après 2020 de la CDB et basé sur les conclusions et recommandations du PAS BIO 2004-2019, élaboré et présenté à la réunion des points focaux ASP/DB, du Groupe de coordination EcAp, des points focaux du PAM et de la COP 22.	50.000 €	35.000 €	85.000 €	150.000 €	Financement externe non garanti provenant potentiellement de la fondation MAVA.	
8. Élaborer / mettre à jour des stratégies / Plans d'action régionaux pour lutter contre la pollution marine.	Expertise en interne, conseil, réunions régionales, voyages, interprétation, traduction.	REMPEC, UC	Composantes du PAM	Parties contractantes, OFOG, OMI, industries offshore	a) Préparation de la Stratégie régionale pour la prévention et la lutte contre la pollution marine par les navires (post 2021), basée sur l'Approche écosystémique et alignée avec les ODD pertinents, pour soumission aux réunions des points focaux du REMPEC, du Groupe de coordination de l'EcAp, des points focaux du PAM et de la COP 22, b) Mise en œuvre renforcée du Plan d'action offshore méditerranéen soumise à un examen régulier lors des réunions des points focaux du Protocole « offshore ».	50.000 €		50.000 €	55.000 €	Financement externe non assuré provenant potentiellement du PICT 2020 de l'OMI.	
9. Développer la politique de gestion des données du PAM, y compris sur le système d'information de l'IMAP.	Expertise en interne, services de conférence, traduction, interprétation, rapports, réunion(s) régionale(s), modalités de participation des délégués des PC.	CAR/INFO	Toutes les Composantes du PAM	Plates-formes régionales de systèmes d'information, ALE, etc.	Politique en matière de données de l'IMAP élaborée pour soumission aux réunions des points focaux thématiques/composantes du PAM pertinents, du Groupe de coordination de l'EcAp et des points focaux du PAM et, comme il convient, à la COP 22 et mise en œuvre de cette politique assurée de manière coordonnée.			0 €	110.000 €	Financement externe non assuré en cours de négociation.	
10. Améliorer la durabilité des opérations du PAM.	Expertise en interne, réunions du groupe de travail sur les opérations durable du PAM.	UC, toutes les Composantes du PAM	Toutes les composantes du PAM, Groupe de travail sur les opérations du PAM durable		a) Développement d'une série de critères et d'indicateurs permettant de mesurer la durabilité des activités du PAM, b) Application de pratiques durables assurée dans le cadre des activités et réunions/événements du PAM (réunions sans papier, calcul des émissions de CO2, etc.), c) Organisation des réunions des groupes de travail internes de l'Unité de coordination et des réunions opérationnelles et/ou d'équipe de chaque composante du PAM.			0 €	10.000 €		
1.1.3. Renforcement des liens entre les thèmes généraux et transversaux et facilitation de la coordination au niveau national dans l'ensemble des secteurs.						3.000 €	2.000 €	5.000 €	31.000 €	58.000 €	
1. Rationaliser, dans les politiques nationales pertinentes, les stratégies actualisées du PAM et les cibles du Bon Etat Ecologique (BEE) fondées sur une approche écosystémique (SMDO, Plan d'Action sur la CPD, Stratégie régionale sur la prévention et la lutte contre la pollution provenant des navires, Plan d'Action de la GIZC, Plan d'Action Offshore, Cadre Régional pour l'Adaptation au Changement Climatique pour les Aires Côtières et Marines Méditerranéennes).	Expertise en interne, consultations et réunions.	UC, MED POL, CAR/PAP, CAR/ASP, REMPEC	Composantes du PAM	Parties contractantes	Les principales conclusions et recommandations émergeant de l'examen des PAN telluriques, des Stratégies nationales de GIZC, des PAN de lutte contre la pollution marine, des PAN sur la biodiversité, évaluant le degré d'intégration du BEE, sont examinées par les points focaux thématiques/des composantes et d'autres organes du PAM.			0 €	28.000 €		
2. Poursuivre les travaux sur les outils régionaux, y compris les lignes directrices, sur le tourisme durable, en mettant un accent particulier sur les activités nautiques et la navigation de plaisance, y compris les croisières.	Expertise en interne, conseil, activités de consultation et de diffusion, y compris atelier(s) participatif(s) et publication(s)	Plan Bleu	UC et autres composantes (principalement CAR/ASP, CAR/PAP et REMPEC)	UN-WTO, UNEP/DITIE, UNESCO, UE/CE, Agence française de développement	Développement de lignes directrices ou de codes de conduite volontaires concernant le tourisme durable (avec un accent particulier placé sur la navigation de croisière et de plaisance), en s'appuyant les activités de capitalisation et les synthèses méthodologiques produites en 2018-2019 à travers un processus participatif conforme à la Vision et aux objectifs 2016-2025 de la SMDO, en tenant particulièrement compte du Plan d'action/CPD, du Protocole « GIZC », du PAS BIO et du Plan régional pour la gestion des déchets marins.	3.000 €	2.000 €	5.000 €	31.000 €	30.000 €	Financement externe assuré à travers le programme InterMED (suivi de la Phase 1). Financement externe non garanti provenant potentiellement de l'ADEME.

1.1.4. Des possibilités de financement des priorités nationales et régionales sont identifiées, les donateurs/partenaires sont informés et engagés, par le biais de la Stratégie de mobilisation des ressources remise à jour, et les Parties contractantes sont aidées dans la mobilisation des ressources.						94.602 €	94.602 €	189.204 €	2.440.500 €	10.000 €
1. Mettre en œuvre et mettre à jour la stratégie de mobilisation des ressources.	Expertise en interne, réunions	UC	Toutes les Composantes du PAM	Organisations partenaires et IFA	a) Mise en œuvre coordonnée de la Stratégie de mobilisation des ressources (SMR) actualisée, b) Fiches de projet actualisées et examinées par l'Unité de coordination, c) Réunion bilatérale avec les donateurs organisés avec succès et ressources externes additionnelles assurées, d) Soumission coordonnée des propositions de projet conformément à la SMR, e) SMR actualisée conformément à l'élaboration de la nouvelle SMT.			0 €		10.000 €
2. Assurer une exécution ponctuelle et coordonnée et un examen des progrès des projets du PAM avec un financement externe.	Expertise en interne, conseil, établissement des postes des projets.	UC, toutes les Composantes du PAM	Toutes les Composantes du PAM	FEM, ONUDI, Division de l'économie des Nations Unies, UNESCO WFP, EIB, EBRD, UICN, WWF Méditerranée, GWP Med.	a) MedProgramme : - Six Child Projects du MedProgramme lancés avec succès et démarrage de la phase d'exécution, - Unité de coordination du programme mise en place, Réunions du Comité directeur organisées, - Plan de travail du projet mis en œuvre en temps voulu. b) IMAP/MedMAP : - Exécution poursuivie avec succès, - Réunions du comité directeur organisées, - Plan de travail du projet mis en œuvre en temps voulu. c) FEM-projet Adriatique : - Exécution poursuivie avec succès, - Réunions du Comité directeur organisées, - Plan de travail du projet mis en œuvre en temps voulu. d) SwitchMed : - Exécution poursuivie avec succès, - Réunions du Comité directeur organisées, - Plan de travail du projet mis en œuvre en temps voulu. e) Deux nouvelles propositions de projet en bonne et due forme préparées et soumises.	94.602 €	94.602 €	189.204 €	2.440.500 €	a) Le total des fonds gérés par le PNUE/PAM pour le MedProgramme s'élève à 36 626 147 dollars US pour la période 2020-2025. 23 257 063 dollars US seront directement exécutés par le PNUE/PAM et les CAR. Il est estimé qu'approximativement 45 % de ces fonds seront utilisés au cours de la période 2020-2021. La dotation du MTF représente la contribution en espèce apportée au Programme pour les deux premières années sur les 600 000 dollars US alloués pour la durée totale du Programme, b) 1 800 000 euros (approximativement) pour 2020-2021 sur un total de 4 millions d'euros, c) 630 000 dollars US sur le budget total de 1 817 900 dollars US pour la période 2017-2020, d) 3 419 025 euros (approximativement) pour 2020-2021 sur un total de 6 362 379 euros.
1.2. Parties contractantes soutenues conformément à la Convention de Barcelone, ses Protocoles, stratégies et plans d'action régionaux.						3.000 €	3.000 €	6.000 €	0 €	70.000 €
1.2.1. Les mécanismes de respect des obligations fonctionnent efficacement et des avis techniques et juridiques sont fournis aux Parties contractantes, ainsi qu'une assistance technique afin de renforcer la mise en œuvre de la Convention et ses Protocoles, y compris le système des rapports.						3.000 €	3.000 €	6.000 €	0 €	70.000 €
1. Fournir une assistance technique et des conseils aux Parties contractantes dans la mise en œuvre de la Convention de Barcelone et de ses Protocoles.	Expertise en interne, lignes directrices, coordination interne	UC, CAR/INFO	Toutes les Composantes du PAM	Partenaires du PAM, Parties contractantes	a) Orientation fournie concernant la mise en œuvre nationale de la Convention de Barcelone et ses Protocoles, b) Audits informels organisés par le Comité de respect des obligations, si nécessaire.			0 €		10.000 €
2. Fournir des conseils aux Parties contractantes en vue de faciliter le processus de rédaction de rapports sur la mise en œuvre nationale de la Convention.	Expertise juridique et technique en interne	UC, CAR/INFO	Toutes les Composantes du PAM		a) Document explicatif pour la rédaction de rapports élaboré afin de faciliter le processus national d'établissement de rapports, b) Document de type « questions/réponses » élaboré pour traiter des difficultés/défis principaux en matière d'établissement de rapports, c) Développement d'une base de données compilant les législations nationales mettant en œuvre la Convention de Barcelone et ses Protocoles (Informes).	0 €	0 €	0 €		50.000 €
3. Évaluer l'état d'avancement de la mise en œuvre de la Convention de Barcelone et de ses Protocoles à travers les rapports soumis par les Parties contractantes pour la période 2018-2019, pour soumission au Comité du respect des obligations et à la COP 22.	Expertise juridique et technique en interne	UC	Toutes les Composantes du PAM		a) Préparation d'une analyse approfondie des rapports nationaux de mise en œuvre de la Convention de Barcelone et de ses Protocoles, b) Évaluation de l'état d'avancement de la mise en œuvre, c) enjeux généraux et spécifiques soulignés et portés à l'attention des points focaux du PAM et des composantes concernés, d) Préparation d'une évaluation de l'analyse des tendances pour 2018-2019.	3.000 €	3.000 €	6.000 €		10.000 €
1.3. Participation, engagement, synergies et complémentarités renforcés parmi les institutions mondiales et régionales						15.000 €	14.628 €	29.628 €	0 €	165.000 €
1.3.1. Des activités de coopération régionale promouvant le dialogue et un engagement actif des organisations et partenaires régionaux et mondiaux, y compris sur le PAS BIO, les déchets marins, la CPD, la GIZ et la PSM (par ex. conférence régionale, réunions des donateurs).						5.000 €	5.000 €	10.000 €	0 €	60.000 €
1. Encourager les ONG à devenir des partenaires du PAM et faciliter leur contribution aux objectifs du PAM, y compris les discussions annuelles de table ronde, en tandem avec d'autres réunions.	Expertise en interne, conseil, consultation en ligne pour les documents d'orientation, soutien de la participation aux réunions du PAM	UC	Toutes les Composantes du PAM	Partenaires du PAM, Parties contractantes	a) Organisations de la société civile davantage impliquées dans l'élaboration et la mise en œuvre de politiques, conformément aux Décisions pertinentes de la COP; contribution des partenaires du PAM fournies à la nouvelle SMT, b) Partenaires du PAM impliqués dans l'élaboration de la nouvelle SMT, c) Développement d'un mécanisme/stratégie d'engagement pour les organisations de la société civile dans la région méditerranéenne, d) Renouvellement de l'accréditation des partenaires du PAM existants, e) Nouveaux partenaires ajoutés à la liste des partenaires du PAM.	5.000 €	5.000 €	10.000 €		
2. Entreprendre des examens périodiques de la coopération bilatérale avec les organisations partenaires afin de renforcer les synergies et l'impact sur le terrain dans des domaines d'intérêt commun.	Expertise en interne, préparation de documents, réunions en parallèle ou séparées.	UC, Composantes du PAM	Composantes du PAM, UC	OMI, LC/LP, BRS, FAO/GFCM, ACCOBAMS, Conventions et plans d'action pour les mers régionales, AEE, IAEA, IPECA, IOGP, CEFIC, FEDERCHIMICA, MOIG, WWF-MedPo, MEDPAN, CDI-UNESCO/PH UNESCO, GWP-Med, Benguela Current Commission	a) Nouveaux domaines dans lesquels le PAM joue un rôle plus défini (ex : développement durable, ODD, déchets marins, GIZC, gouvernance des océans), b) Mise à jour des accords de coopération avec au moins deux partenaires, c) Nouveaux domaines de coopération identifiés et ajoutés aux programmes de coopération bilatérale existants (ex : planification spatiale marine, immersion des munitions), d) Renforcement de la coopération avec l'industrie du pétrole et du gaz ainsi qu'avec l'industrie chimique, e) Synergies renforcées avec les initiatives sous régionales, f) Plan d'action global élaboré comprenant les étapes clés, les budgets et les ressources humaines nécessaires à la mise en œuvre du Protocole « offshore » dans les pays méditerranéens, g) Préparation d'activités communes pour la prévention de la pollution plastique et des substances chimiques toxiques et signature de nouveaux accords entre le CAR/CPD et le Secrétariat BRS (faisant suite au mémorandum d'accord signé entre les Secrétariats de Barcelone et de BRS), h) Programme de travail commun avec ACCOBAMS mis en œuvre et examiné, i) Renforcement supplémentaire de la collaboration avec la FAO/CGPM.			0 €		
3. Co-organiser avec les Co-Présidents les réunions annuelles des sous-groupes pour le renforcement des capacités, le contrôle et l'examen de l'H2020 de l'UpM	Expertise en interne; réunions de travail.	UC, MED POL	CAR/CPD/Plan Bleu, CAR/INFO	UpM, UE/AEE, IFIs including EIB, EBRD, etc.	a) Réunions des sous-groupes d'examen et de suivi et de renforcement des capacités de l'Initiative H2020 de l'UpM organisées avec succès, b) Coopération renforcée avec l'AEE, la BSI et l'UpM dans le cadre de l'Initiative H2020, c) Suivi continu du programme de travail des trois composantes H2020 et renforcement de leurs synergies avec les activités de l'ONU Environnement/PAM-MED POL, activités communes développées et mises en œuvre comme il convient.			0 €		Une nouvelle phase de l'Initiative H2020 devrait commencer en 2020.
4. Coordonner, avec des partenaires clés, le soutien à la mise en œuvre du Plan régional sur les déchets marins ; renforcer et étendre la Plate-forme régionale de collaboration pour la lutte contre les déchets en Méditerranée établie en septembre 2016 ; améliorer la collaboration avec les mers régionales concernant la lutte contre déchets marins et d'autres questions d'intérêt commun.	Expertise en interne, coordination, conseil, réunions	MED POL	UC, CAR/CPD, REMPEC, CAR/ASP	Partenaires de la plate-forme de collaboration, Initiative UpM H2020, programmes et conventions sur les mers régionales, PMDM, RFMOS	a) Une campagne de communication sur les actions de prévention destinées à lutter contre les déchets marins organisée conjointement par les membres de la Plateforme de coopération régionale sur les déchets marins; b) Site internet méditerranéen (Mediterranean Node) mis à jour comme suit : - Des séminaires en ligne relatifs aux déchets marins mis à disposition de la communauté méditerranéenne à travers le site Internet méditerranéen, - Rapports, projets et fichiers d'experts téléchargés, c) Renforcement de la visibilité du travail effectué en matière de déchets marins en Méditerranée et partage au niveau mondial, d) Travail entrepris au niveau régional, y compris par l'ORPG, davantage coordonné et liens avec les instruments mondiaux renforcés (y compris les plans d'action du G7 et du G20), e) Les possibilités de synergies entre le Plan régional de gestion des déchets marins en Méditerranée et le Plan d'action de l'OMI ayant pour but de lutter contre les déchets plastiques provenant des navires, ainsi qu'd'autres plans ou initiatives pertinents, sont étudiées et mises en place.	0 €	0 €	0 €		60.000 €
1.3.2. Participation aux initiatives et dialogues internationaux nouveaux ou existants pertinents (par exemple ZHUN, AMP, Offshore, développement durable) pour mettre en relief les particularités régionales méditerranéennes et développer les synergies.	Préparer des événements parallèles, des supports de communication et de visibilité, coordination et expertise en interne, suivi / participation aux réunions, prises de position, soumissions formelles, conseil, échanges et réunions de coordination, mise en œuvre des accords, travail en interne	UC, MED POL, REMPEC, CAR/ASP, CAR/PAP, CAR/CPD, CAR/Plan Bleu, CAR/INFO	Toutes les Composantes	OMI, LDP, CBD, BSR Conventions, EUSAIR, UE MSFD, EU IMP, Initiative Adriatique Ioniene UNGA, UE, FEM, UNESCO, Points focaux thématiques SPA / BD, GFCM, UICN CBD Secretariat	a) Le rôle et la visibilité de la Convention de Barcelone et du PNUE/PAM sont promus dans les forums internationaux et de nouveaux partenariats sont créés, b) Contribution apportée à l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement, Programme pour les mers régionales du PNUE, c) Rapport sur l'état d'avancement des activités du REMPEC soumis à chaque session de l'OMI/MEPC et aux sessions pertinentes du Comité de la coopération technique de l'OMI, d) Les informations relatives au travail du PAM visant à mettre en œuvre la Convention de Barcelone et ses Protocoles sont transmises aux organes directeurs du Protocole de Londres, de la CDB, des Conventions BRS et de la BBNJ, e) Participation au Groupe de travail de l'UE sur la PSM et au Groupe de travail mixte de l'UE sur la GIZ et la PSM, à EUSAIR, WESTMED et d'autres stratégies macro régionales pertinentes, f) Collaboration renforcée avec les commissions OSPAR, HELCOM et de la mer noire et mise en place de synergies avec d'autres Programmes pour les mers régionales, g) Synergies créées avec le Plan d'action de l'OMI visant à lutter contre les déchets plastiques provenant des navires (activité liée au point 1.3.1.4.e), h) Documents de prise de position, préparation de matériels de communication dans le domaine de (i) contrôle des eaux de ballast des navires et (ii) gestion des PSSA en mer Méditerranée, i) Événement parallèle sur le PAM/Convention de Barcelone - Protocole ASP/DB organisé dans le cadre de la COP 15 de la CDB (Beijing, 2020), j) Atelier/événement parallèle portant sur la biodiversité en mer Méditerranée au titre du PAM/Convention de Barcelone organisé avec succès dans le cadre du Congrès mondial pour la conservation de l'UICN 2020 (Marseille, 2020), k) Apporter des contributions au Cadre de la biodiversité pour l'après 2020 de la CDB dans une perspective méditerranéenne, l) Suivi du processus en cours de BBNJ en vue d'une harmonisation avec les aspects pertinents de l'élaboration du nouveau PAS BIO 2021-2035, m) Promotion du Protocole « GIZC » et du Cadre régional commun pour la GIZC (devant être adopté par la COP 21), maximisation des synergies comme il convient.	10.000 €	9.628 €	19.628 €	0 €	30.000 €
1.3.3. La mise en œuvre de la SMDD est mise en place par le biais d'actions sur la visibilité et le renforcement des capacités et la préparation de lignes directrices pour aider les pays à adapter la Stratégie à leurs contextes nationaux.						0 €	0 €	0 €	0 €	75.000 €
1. Renforcer et soutenir le SIMPEER (Mécanisme simplifié d'examen par les pairs)	Expertise en interne, coordination et gestion, conseil; réunions, atelier de travail, plate-forme Web	Plan Bleu	UC, Composantes du PAM	Parties contractantes	a) Extension du processus de révision par les pairs pour inclure 2 à 4 Parties contractantes supplémentaires, b) Plateforme Internet actualisée, c) Méthodologie du SIMPEER actualisée, y compris à travers des collaborations et un suivi avec les précédents pays participants, d) Maintien des liens entre le processus de SIMPEER et les examens nationaux volontaires du HLPF.	0 €	0 €	0 €		75.000 €
1.4. Meilleure connaissance et compréhension de l'état de la mer Méditerranée et de son littoral par des évaluations prescrites aux fins de décisions informées.						91.606 €	111.000 €	202.606 €	409.000 €	1.045.000 €
1.4.1. Des évaluations périodiques basées sur l'approche DPSIR et publiées, abordent entre autre le statut de la qualité du milieu marin et côtier, l'interaction entre l'environnement et le développement ainsi que des scénarios et une analyse prospective du développement sur le long terme. Ces évaluations s'intéressent aussi dans leurs analyses aux changements climatiques – et aux vulnérabilités et risques associés sur les zones marines et côtières, ainsi qu'aux lacunes de connaissances sur la pollution marine, les services des écosystèmes, la dégradation du littoral, les impacts cumulatifs et les impacts de la consommation et de la production.						52.000 €	73.000 €	125.000 €	150.000 €	285.000 €
1. Entreprendre les actions définies dans la feuille de route MED QSR 2023 relative au cluster IMAP sur la pollution en vue d'une évaluation intégrée du BEE.	Expertise en interne, conseil, réunions de travail d'équipes d'experts et composantes du PAM	UC, MED POL	Toutes les composantes du PAM, groupe de travail IMAP	Parties contractantes, Partenaires du PAM, FEM	a) Les feuilles d'orientation de l'IMAP sur la pollution et les déchets marins sont régulièrement mises à jour pour examen lors des réunions du CorMon sur la pollution et les déchets marins, b) Le concept méthodologique sur lequel s'appuie l'évaluation de l'interrelation entre pressions/impacts/états de l'environnement marin, conformément aux approches fournies dans le cadre de l'analyse des questions transversales de l'IMAP pour le Groupe Pollution est développé et proposé, c) Le concept méthodologique permettant de mieux soutenir l'intégration des produits de l'évaluation thématique liés aux indicateurs communs de l'IMAP (pollution et déchets marins), c'est-à-dire l'intégration des objectifs écologiques (au niveau national, sous régional et régional) est approuvé et testé, d) Le Comité directeur pour l'élaboration du processus d'analyse diagnostique transfrontalière (TDA) 2015 est établi, e) Définition des principaux éléments de la nouvelle TDA.			0 €	50.000 €	
2. Soutenir la préparation du QSR 2023 en capitalisant sur les résultats du RED 2019, du tableau de bord de la SMDD et du rapport d'évaluation MedECC.	Coordination et gestion en interne, expertise et services externes, réunions	Plan Bleu	UC, Composantes du PAM	MedECC	Les contributions, pistes d'informations et leçons tirées découlant de FEED et de la SMDD alimentent la préparation du QSR 2023, y compris les contributions et pistes d'informations sur le lien et la coïncidence géographique entre l'état et les pressions ainsi qu'entre les pressions et les enjeux.	0 €	0 €	0 €		30.000 €

3. Préparer des produits thématiques pour la sensibilisation en s'appuyant sur les conclusions du Rapport 2019 sur l'état de l'environnement et du développement.	Expertise en interne, conseil, services spécialisés	Plan Bleu	UC et autres Composantes	ADEME, AFD, Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse, CIHEAM, CMI/World Bank, AEE, FAO, UIUC, MedECC, OME, Maison Méditerranéenne des Sciences de l'Homme, Tour du Valat, etc.	Synthèses thématiques de 4 à 16 pages préparées et diffusées.		12.000 €	13.000 €	25.000 €		50.000 €	Financement externe non garanti provenant potentiellement de l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse (contribution pour 2019-2020). D'autres sources de financement à identifier.
4. Développer et mettre en œuvre le deuxième ensemble d'activités incluses dans la Feuille de route Med 2050	Expertise en interne, conseil, Plate-forme Web, mise en réseau	Plan Bleu	UC et autres Composantes	Parties contractantes, IPEMED, CIHEAM, UIUC, OME, CMI / Banque mondiale, autres, y compris réseaux régionaux et sous-régionaux, représentants de la société civile, du secteur privé et des gouvernements locaux (à confirmer)	a) Le réseau MED2050 est animé et produit des newsletters, b) Les synthèses thématiques du MED 2050 sont produites, c) Le site Internet du MED2050 est créé et utilisé, d) Étude/ateliers sur les visions contrastées dans la région méditerranéenne organisés avec succès, e) Production du rapport analysant ces visions, f) Diffusion des analyses scientifiques sur les tendances et facteurs de perturbation dans un cadre intégré, g) Finalisation des ateliers et du rapport d'analyse sur les scénarios de transition, h) Rapport sur les activités 2020-2021 préparé pour considération et orientation de la part de la COP 22.		40.000 €	60.000 €	100.000 €	100.000 €	205.000 €	170.000 attendus du MedProgramme du FEM, contribution volontaire en nature de la part des Parties contractantes, contribution en nature de la part des partenaires (rédaction de chapitres/sous-chapitres, etc.). Différentes demandes en cours ou pré-identifiées à confirmer.
1.4.2. L'application de la SMDD est surveillée et évaluée périodiquement selon les besoins par le biais d'un ensemble d'indicateurs convenu, conformément aux ODD et au tableau de bord de la durabilité.							18.000 €	17.000 €	35.000 €	100.000 €	180.000 €	
1. Améliorer les travaux sur les indicateurs du Tableau de bord méditerranéen de la durabilité conformément à la Décision IG.23/4	Expertise en interne, conseil.	Plan Bleu, UC, CAR/CPD, et membres de la CMDM	Autres Composantes	AEE, GFN, NU, SD, UIUC-Med, OME, autres (à confirmer)	a) Indicateurs du tableau de bord alimentés et mis à jour afin de montrer les tendances, b) Construction/amélioration de la série d'indicateurs de base pour le suivi de la mise en œuvre de la SMDD en synergie avec le travail en cours concernant les ODD au niveau mondial, c) Fiches d'information connexes et mise à jour du tableau de bord méditerranéen de la durabilité.		8.000 €	7.000 €	15.000 €		30.000 €	
2. Echange des meilleures pratiques en matière de données et d'indicateurs entre les observatoires nationaux et les réseaux d'observation (en synergie avec le tableau de bord de la SMDD, les indicateurs IMAP, SEIS) et actualisation de l'observatoire régional.	Expertise en interne, conseil, missions dans les pays, ateliers de travail.	Plan Bleu	UC, CAR/INFO et autres Composantes	AEE, centres thématiques européens	a) Ateliers organisés avec la participation d'observatoires nationaux et de réseaux d'observation (afin d'échanger sur les meilleures pratiques concernant les indicateurs des ODD, le tableau de bord de la SMDD, le suivi des SNDD, les indicateurs IMAP et le SEIS), b) Élaboration des rapports relatifs aux ateliers, c) Production et diffusion de fiches d'information sur les meilleures pratiques, d) Observatoires nationaux des Parties contractantes et observatoires régionaux pertinents référencés sur le site Internet du Plan Bleu.		5.000 €	5.000 €	10.000 €	100.000 €	120.000 €	Financement externe assuré à travers les Child Projects 1.1 et 2.1 du FEM, sur des pays et aspects spécifiques. Ressources externes supplémentaires nécessaires pour assurer une pleine mobilisation régionale, y compris des visites dans les pays participants.
	Expertise en interne, services externes	Plan Bleu	UC et autres Composantes		e) Mise à jour de l'observatoire régional sur le site Internet du Plan Bleu sur la base des dernières conclusions d'évaluation, cartes et infographies et augmentation de la visibilité.		5.000 €	5.000 €	10.000 €		30.000 €	
1.4.3. L'application du PISE (Programme intégré de surveillance et d'évaluation basé sur l'ÉCaP) est coordonnée, y compris les fiches d'information des indicateurs communs de BEE, est soutenue par un Centre de données à intégrer à la plateforme Info/PAM.							0 €	0 €	0 €	0 €	410.000 €	
1. Soutenir la mise en œuvre coordonnée de l'IMAP aux échelles régionale, sous-régionale et nationale.	Expertise et coordination en interne, réunion(s), conseil, organisation de réunions de groupes de travail en ligne, organisation de voyages et services de conférence.	UC	Composantes du PAM, groupe de travail IMAP	ACCOBAMS, GFN, UIUC, AEE	a) Approche coordonnée mise en œuvre pour organiser les réunions du CoRMon, b) Fiches d'orientation sur les indicateurs communs de l'IMAP (OE XYZ) mises à jour, c) Élaboration d'indicateurs communs et de fiches d'orientation concernant l'OE4 et l'OE6, d) Actions de la feuille de route du QSR 2023 relatives aux composantes de l'IMAP, concernant l'échelle de surveillance et d'évaluation; assurance de qualité des données et évaluation intégrée du BEE développées conformément aux délais convenus, e) Politique de partage des données connexes révisées et mise en œuvre.				0 €		410.000 €	
1.4.4. L'interface entre science et prise de décision est renforcée par une meilleure coopération avec les institutions scientifiques régionales et mondiales, des plateformes de partage des connaissances, des dialogues, des échanges des bonnes pratiques et des publications.							16.000 €	16.000 €	32.000 €	159.000 €	125.000 €	
1. Mettre en œuvre, entretenir et renforcer le mécanisme d'assistance à la Convention de Barcelone à l'aide d'institutions scientifiques et promouvoir leur participation aux activités de recherche et de développement et faciliter le transfert de technologie.	Expertise en interne, consultations, atelier de travail, publications.	UC, Plan Bleu	Toutes les Composantes du PAM	CMDD	a) Lignes directrices visant à renforcer le dialogue entre les sphères scientifiques et politiques, y compris le secteur des entreprises et la société civile, fondées sur la Stratégie scientifique du PNUE.				0 €		10.000 €	
	Expertise en interne, consultations, atelier de travail, publications.	Plan Bleu	UC et autres Composantes	European Topic Center - Université de Malaga (ETC UMA), Région métropolitaine de Barcelone (MedCities), CRPM, UNIMED, REC	b) Base de données de la communauté scientifique tenue à jour, recensement des parties prenantes mis à jour et davantage développé, c) Documents politiques élaborés avec les communautés de parties prenantes, notamment les scientifiques, le secteur privé et les gouvernements locaux et plaidoyer auprès des décideurs politiques sur la gestion durable de la biodiversité, le tourisme durable et/ou l'économie bleue, d) Assistance fournie aux parties prenantes pertinentes dans la région méditerranéenne, afin d'assurer des synergies au sein de cette communauté et d'augmenter la visibilité et les impacts des résultats de leurs projets en vue d'atteindre les objectifs stratégiques communs identifiés, e) Le plan Bleu agit en tant qu'interface science-politique afin de promouvoir l'échange d'expériences et le partage de connaissances et donc de favoriser un changement politique et des comportements dans la région méditerranéenne.		11.000 €	11.000 €	22.000 €	144.000 €	0 €	Financement externe assuré par les projets InterregMED sur la protection de la biodiversité et Croissance bleue phase II.
	Expertise en interne, dialogue entre les parties prenantes avec les IPH et les membres de la CMDM, exercices de consultation, communication, mise en réseau, services externes, réunions nationales de l'interface science-politique.	Plan Bleu		Parties contractantes, membres de la CMDM, Union pour la Méditerranée, MedECC, Université Aix-Marseille, CIEM, MedCoast, MedCIVar, MISTRALS, Institut de recherche pour le développement, ADEME, Monaco	f) Examen, finalisation et diffusion du rapport d'évaluation sur les facteurs et risques associés aux changements climatiques et environnementaux ainsi que du Résumé à l'attention des décideurs politiques.		5.000 €	5.000 €	10.000 €	15.000 €	105.000 €	Financement externe assuré provenant de l'ADEME. Financement externe non garanti à mobiliser, pour couvrir jusqu'à trois axes thématiques et déclinaisons territoriales.
2. Contribuer au renforcement de l'interface science-politique en Méditerranée en ce qui concerne la mise en œuvre de l'IMAP et combler les lacunes en matière de connaissances afin de promouvoir des mesures efficaces permettant de parvenir au BEE.	Expertise en interne, partenaire de mise en œuvre et consultations lors des réunions du PAM.	MED POL	Toutes les Composantes du PAM	Parties contractantes et partenaires du PAM	a) Participation active à des groupes de travail, des comités directeurs de projets, des groupes de plaidoyer, des panels scientifiques et implication dans des institutions académiques dans le but de renforcer le rôle du PAM/MED POL et d'échanger les données et informations nécessaires afin de soutenir/promouvoir les activités entreprises par le PAM/MED POL et d'intégrer les priorités du MED POL comme il convient au travail de la communauté scientifique dans la région méditerranéenne.				0 €		0 €	
	Expertise en interne, voyages.	REMPEC		OMI, HELCOM, BIONN AGREEMENT, MONGOODS, HCMR, Cedre, ISFRA, ATRAC, AASTMT, etc.	b) information diffusée sur les activités et programmes de R&D, y compris le partage de données et de projets, en coopération avec d'autres accords régionaux.				0 €		10.000 €	
1.4.5. Des programmes éducatifs, notamment des plateformes d'apprentissage en ligne et des diplômes de niveau universitaire sur la gouvernance et les sujets thématiques en rapport avec le PAM sont organisés en coopération avec les institutions compétentes.							5.606 €	5.000 €	10.606 €	0 €	45.000 €	
1. Élaborer ou étendre davantage les activités éducatives et promouvoir des programmes éducatifs, en mettant un accent sur les sujets marins et côtiers, en vue de favoriser la formation sur le développement durable.	Expertise en interne, réunion de coordination et de gestion	UC		Institutions académiques, y compris MEPIELAN / Université Panteion, Université égéenne et autres universités	a) Développement de cours universitaires communs de troisième cycle sur les questions relatives au PAM, b) Accords préparés et signés avec les institutions académiques pertinentes en vue d'inclure la formation MedOpen dans le programme académique.				0 €		10.000 €	
		CAR/PAP	UC	PC et leurs universités					0 €			
		CAR/INFO	UC, toutes les Composantes du PAM	Toutes les composantes, PC, institutions académiques	c) Plateforme d'apprentissage en ligne opérationnelle afin de soutenir la formation en ligne, d) Matériel de formation du PAM rassemblé et préparé, e) Cours de formation du PAM intégrés à la plateforme.		5.606 €	5.000 €	10.606 €		35.000 €	
		Plan Bleu	UC et autres Composantes	PC et leurs universités, réseaux universitaires et institutions de gestion des connaissances	f) Accords préparés et signés avec les institutions académiques et de gestion des connaissances pertinentes.		0 €	0 €	0 €			
1.5. Connaissance du PAM et informations sur le système du PAM améliorées et accessibles pour la prise de décision, meilleure sensibilité et une meilleure compréhension							85.000 €	33.000 €	118.000 €	0 €	790.000 €	
1.5.1. Des plateformes pleinement opérationnelles et plus développées (à savoir la plateforme Info/PAM pour la mise en œuvre du PISE), connectées aux systèmes d'information des composantes PAM et autres plateformes régionales de connaissances pertinentes, pour faciliter l'accès à la connaissance des gestionnaires et des décideurs, ainsi que des parties prenantes et du grand public.							75.000 €	23.000 €	98.000 €	0 €	770.000 €	
1. Renover l'infrastructure InfoMAP et entretenir et mettre à jour ses modules	Coordination et expertise en interne, contrat de service	CAR/INFO	UC, toutes les Composantes du PAM	Plateformes de système d'information régional	a) Amélioration des modules existants du système InfoMAP, b) Amélioration des infrastructures technologiques, c) Système d'information du MED POL intégré au système IMAP, d) Intégration des données et métadonnées provenant des organisations régionales, e) Intégration de la base de données et des résultats du PAM, f) Appui technique à des composantes du PAM assés.		40.000 €	13.000 €	53.000 €		80.000 €	
2. Terminer le développement du système d'information de l'IMAP pour tous les indicateurs communs de l'IMAP et développer davantage les dictionnaires de données, les normes d'information et les contrôles de qualité.	Coordination et expertise en interne, contrat de service	CAR/INFO	UC, toutes les Composantes du PAM	Plateformes de système d'information régional	a) Finalisation du système d'information de l'IMAP, b) Sélection du flux de données dans le Centre de données pour soutenir l'IMAP, c) Mise en œuvre de l'ensemble des indicateurs de l'IMAP, d) Amélioration et développement de dictionnaires de données et de normes en matière d'informations, e) Amélioration et développement du contrôle de la qualité des formats de données et de la cohérence des données.				0 €		235.000 €	Financement externe non garanti en cours de négociation.
		CAR/INFO							0 €		135.000 €	
3. Réaliser l'analyse des données du tableau de bord analytique.	Coordination et expertise en interne, contrat de service	CAR/INFO	UC, toutes les Composantes du PAM		a) Développement du tableau de bord analytique des données, b) Adaptation du tableau de bord analytique des données.				0 €		75.000 €	
4. Développer un prototype de plateforme d'adaptation concernant le changement climatique.	Coordination et expertise en interne, contrat de service	CAR/INFO	UC, Plan Bleu, CAR/PAP, autres composantes du PAN		Développement du prototype de la Plateforme pour l'adaptation au changement climatique.				0 €		50.000 €	
5. Maintenir, mettre à niveau et mettre en œuvre les bases de données et plates-formes de données des composantes du PAM	Coordination et expertise en interne, contrat de service, conseil	CAR/INFO MEDPOL	UC, CAR/ASP, CAR/PAP	PC	a) La base de données de suivi historique du MED POL est intégrée avec succès au système d'information de l'IMAP, b) Le nouveau flux de données de suivi du MED POL est pleinement intégré au système d'information de l'IMAP, c) Les protocoles de données pour les interconnexions entre le BCS, le système d'information sur les NBB/PRTR, l'IMAP et l'InfoMAPNode sont préparés et testés.				0 €		100.000 €	
		CAR/ASP, CAR/INFO		Parties contractantes, MedPAN, UIUC, ACCOBAMS, HCMR, partenaires des plans d'action	a) La Plateforme méditerranéenne de la biodiversité est actualisée, les données sont mises à jour (data.rac-spa.org) et reliées aux autres ISD pertinents (Emondnet, InfoMAP), b) Le contenu de la base de données MAMIAS est mis à jour et harmonisé avec FEASIN et AquaNIS et la collaboration est formalisée, c) L'application en ligne SDF est mise à jour (y compris les données) et est reliée à la Plateforme méditerranéenne de la biodiversité, d) La base de données MAPMED est mise à jour et complétée avec les données existantes.		25.000 €	10.000 €	35.000 €		45.000 €	Financement non garanti en cours de négociation.
		REMPEC, CAR/INFO		Parties contractantes	a) le système existant d'information et de communication du REMPEC ainsi que les outils d'aide à la décision (c.-à-d. site Internet du REMPEC, Profil de pays, gestion des déchets issus des déversements d'hydrocarbures en Méditerranée, MEDGIS-MAR, système d'information du MENEIAS, version bêta du Guide méditerranéen sur la coopération et l'assistance mutuelle pour l'intervention d'urgence en cas d'événement de pollution marine) sont améliorés, mis à jour et interconnectés, comme il convient, b) Les Parties contractantes et les partenaires pertinents sont en mesure de partager les données conformément aux exigences du Protocole « Prévention et situations critiques » de 2002 et de l'IMAP		10.000 €		10.000 €		20.000 €	
6. Procéder à la refonte du système d'évaluation en ligne des ASPIM.	Coordination et expertise en interne, consultations, services	CAR/ASP	CAR/INFO	Correspondants du CAR / ASP concernés, responsables des ASPIM	Le système d'évaluation en ligne des ASPIM est remanié et opérationnel.				0 €		30.000 €	
1.5.2. Le système de rapport en ligne de la Convention de Barcelone (SRCB) est à jour, opérationnel, amélioré, entretenu, complété et intégré à d'autres exigences relatives aux rapports.							10.000 €	10.000 €	20.000 €	0 €	20.000 €	
1. Assurer le fonctionnement efficace du système de reporting en ligne du PAM (BCRS).	Coordination et expertise en interne, contrat de services	CAR/INFO, UC	Toutes les Composantes du PAM		Le système de transmission des rapports en ligne du BCRS est adapté et amélioré.		10.000 €	10.000 €	20.000 €		20.000 €	
1.6. Meilleure sensibilisation et vulgarisation.							55.500 €	24.500 €	80.000 €	175.000 €	750.500 €	
1.6.1. La stratégie de communication du PAM/PNUE a été actualisée et mise en œuvre.							55.500 €	24.500 €	80.000 €	175.000 €	750.500 €	
1. Mettre en œuvre la stratégie de communication opérationnelle	Expertise en interne, conseil, contrats de service, voyages	CAR/INFO, UC	Toutes les Composantes du PAM	PAM COMM TF	a) Sites Internet du PAM et des composantes du PAM mis à jour régulièrement				0 €		35.000 €	

Thème 2 : POLLUTION PROVENANT DE SOURCES SITUÉES À TERRE ET EN MER														
Objectifs écologiques : 1. L'eutrophisation d'origine humaine est évitée, principalement ses effets négatifs tels que les pertes de biodiversité, la dégradation de l'écosystème, les efflorescences algales nuisibles et le manque d'oxygène dans les eaux de fond ; 2. Les contaminants n'ont aucun impact significatif sur les écosystèmes côtiers et marins et sur la santé ; 3. Les déchets marins et côtiers n'affectent pas de manière négative les environnements côtiers et marins ; 4. Le bruit des activités humaines n'a pas d'impact significatif sur les écosystèmes marins et côtiers ; 5. Les problèmes nouveaux et émergents liés à la pollution tellurique sont identifiés et gérés, le cas échéant.														
Objectifs stratégiques: 1. Éliminer, dans la mesure du possible, prévenir, réduire et contrôler les apports de contaminants sélectionnés/réglementés, rejets et déversements massifs d'hydrocarbures ; 2. Prévenir, réduire et contrôler la production des déchets marins et leur impact sur le milieu marin et côtier.														
Indicateurs 2020-2021: 1. Nombre de politiques et d'instruments réglementaires de contrôle et de prévention de la pollution marine mis à jour et développés; 2. Nombre de lignes directrices nouvelles et mises à jour et autres instruments de mise en œuvre rationalisant les outils de CPD pour les secteurs-clés et les domaines de consommation et de production; 3. Nombre de pays soumettant des rapports sur les charges polluantes et les données de surveillance de la pollution pour les polluants conenus; 4. (a) Nombre de projets identifiés et/ou préparés pour éliminer les points chauds de pollution et répondre à la pollution marine; (b) Quantités de produits chimiques obsolètes et de déchets marins éliminés de manière écologiquement rationnelle / réduites dans des zones sélectionnées; 5. Nombre d'entreprises, d'entrepreneurs, d'agents financiers et d'organisations de la société civile capacités pour promouvoir des solutions de CPD alternatives aux POP et aux produits chimiques et réduction des déchets marins					Cibles 2020-2021: 1. 7 instruments / politiques réglementaires régionaux élaborés / mis à jour; 2. 6 lignes directrices nouvelles / mises à jour et autres instruments de mise en œuvre développés / mis à jour; 3. 21 Parties contractantes ; 4. (a) Au moins 7 projets pilotes sur la pollution marine; (b) 600 tonnes de PCB éliminés de manière écologiquement rationnelle dans des zones sélectionnées; 1 400 tonnes de PCB et 30 tonnes de mercure préparées de manière écologiquement rationnelle dans des zones sélectionnées pour préparer au cours du prochain exercice biennal les déchets à éliminer; tendance à la baisse en matière de réduction des déchets de plage en vue d'atteindre l'objectif de réduction de 20% d'ici 2024 dans les zones pilotes; 5. Au moins 100 stagiaires.									
Principales Activités	Moyens de Mise en Œuvre	Direction: UC (Unité de Coordination) ou Composantes	Autre: UC et / ou Composantes	Partenaires	Livrables Attendus	FINANCEMENT DE BASE: MTF			Ressources Externes		Commentaires			
						MTF 2020	MTF 2021	MTF TOTAL 2020-2021	Financement externe sécurisé TOTAL 2020-2021	Financement externe non sécurisé TOTAL 2020-2021				
2.1. Renforcer l'application régionale des obligations en vertu de la Convention de Barcelone et des 4 Protocoles portant sur la pollution, et des programmes de mesures dans les stratégies et plans d'action régionaux existants pertinents.						81.500 €	31.448 €	112.948 €	50.000 €	195.000 €				
2.1.1. Les mesures ciblées des stratégies/ plans régionaux sont facilitées et appliquées						81.500 €	31.448 €	112.948 €	50.000 €	195.000 €				
1. Évaluer la mise en œuvre des plans / mesures régionaux existants élaborés au titre de l'article 15 du protocole tellurique, y compris une analyse socio-économique.	Expertise en interne, consultants, réunion(s) régionale(s)	MED POL	CAR/CPD	PC, UFM H2020, projet SEIST	a) Révision des rapports soumis par les Parties contractantes pour l'exercice biennal 2018-2019 concernant la mise en œuvre des Plans régionaux existants, b) Évaluation finale de la mise en œuvre des mesures ciblées (au plus tard en 2021) préparée pour les Plans régionaux pour la réduction du mercure, des POP et de la BOD5, c) Meilleures pratiques relatives à la mise en œuvre des Plans régionaux et autres mesures communes partagées au niveau régional et identification des lacunes et priorités concernant le développement de l'appui technique et du renforcement des capacités.	11.000 €	6.500 €	17.500 €		25.000 €	Cette activité sera mise en œuvre conjointement avec l'activité 2.1.1.2.			
2. Promouvoir l'utilisation d'instruments et de mesures d'incitation appropriés pour réduire ou interdire l'utilisation unique du plastique, réduire l'utilisation de bouteilles en plastique, etc.	Expertise en interne, consultations, réunion(s) régionale(s), Partenaire(s) de mise en œuvre.	MED POL	CAR/CPD	Division de l'économie de l'environnement des Nations Unies, SWITCH MED, FAO, CGPM, Marlice, ACCOBAMS, WWF / MEDPO	a) Meilleures pratiques identifiées et partagées avec les Parties contractantes au niveau régional, b) Renforcement des capacités techniques des Parties contractantes en vue de faciliter la mise en œuvre des mesures juridiquement contraignantes du Plan régional pour la gestion des déchets marins en Méditerranée, c) Identification des lacunes et priorités en matière d'appui technique et de renforcement des capacités,	10.000 €	10.000 €	20.000 €		60.000 €	Financement externe non garanti en cours de négociation.			
	Consultations, atelier(s) de travail / régionale(s) / sous-régionale(s)	CAR/CPD	MED POL		d) Meilleures pratiques partagées au niveau régional concernant les nouvelles mesures, c.-à-d. relatives à la pollution plastique, aux systèmes REP pour les emballages plastiques, à l'ajout intentionnel de microplastiques dans les processus de production et aux produits en plastique à usage unique, afin de faciliter la mise en œuvre du Plan régional pour la gestion des déchets marins, e) Identification des lacunes et priorités en matière d'appui technique et de renforcement des capacités,	0 €	0 €	0 €	0 €	20.000 €	Financement externe non garanti provenant potentiellement du Projet WES (Water and Environment Support) (UE DG NEAR).			
	Expertise en interne, conseil	REMPEC	MED POL	PC, IMO, EBRD	f) Appui technique fourni aux Parties contractantes qui le demandent pour la mise en œuvre du Plan d'action de l'OMI pour la lutte contre les déchets plastiques provenant des navires et des dispositions connexes du Plan régional pour la gestion des déchets marins en Méditerranée, comme il convient.			0 €		30.000 €	Financement externe non garanti provenant potentiellement de l'ITCP 2020-2021 : activités du PRF national.			
3. Promouvoir la réduction des eaux usées municipales des petites agglomérations en utilisant des solutions basées sur la nature; et la prévention de l'entrée dans l'environnement marin des boues d'épuration et des déchets liés aux eaux pluviales à l'aide de BAT / BEP, et en particulier des technologies de valorisation énergétique des déchets (W-ET).	Expertise en interne, réunion(s) régionale(s), partenaire(s) de mise en œuvre	MED POL	CAR/CPD, Plan Bleu	UFM H2020, FEM	a) Meilleures pratiques identifiées et partagées avec les Parties contractantes au niveau régional, b) Renforcement des capacités techniques des Parties contractantes afin de faciliter la mise en œuvre des mesures juridiquement contraignantes du Plan régional de réduction de la BOD5 provenant des eaux urbaines résiduelles, c) Élaboration des principaux éléments des stratégies et plans.	5.000 €	13.948 €	18.948 €	50.000 €	40.000 €	Financement externe assuré à travers le Child Project 1.2 du MedProgramme du FEM. Financement externe non garanti en cours de négociation.			
4. Promouvoir l'utilisation d'instruments pertinents pour l'identification et la mise en œuvre de solutions de remplacement des POP et du mercure aux niveaux régional et sous-régional.	Expertise en interne, consultations, atelier(s) de travail régional/sous régional	CAR/CPD	MEDPOL	FEM, Service des produits chimiques pour l'environnement des Nations Unies, Secrétariat du BRSC	a) Expériences et meilleures pratiques concernant les stratégies de prévention des nouveaux POP partagées avec les Parties contractantes au niveau régional afin de faciliter la mise en œuvre des Plans régionaux relatifs aux POP, b) Lacunes et priorités identifiées concernant l'appui technique et le renforcement des capacités.	0 €	0 €	0 €	0 €	20.000 €	Financement externe non garanti provenant potentiellement du Projet WES (Water and Environment Support) (UE DG NEAR).			
5. Renforcer les capacités de chaque État côtier à répondre efficacement aux événements de pollution marine par la création d'accords et de plans d'urgence sous-régionaux opérationnels et améliorer les niveaux des équipements de première intervention prépositionnés en cas de déversements sous le contrôle direct des États côtiers méditerranéens.	Expertise en interne, réunions, voyages	REMPEC	UC	OMI Accord OSPAR / Bonn, HELCOM, ITOPI, Cedre, ISPR, etc.	a) Appui technique fourni aux Parties contractantes qui en font la demande afin d'évaluer, de préparer, d'adopter, de mettre à jour et de mettre en œuvre et de tester les plans nationaux d'urgence et les accords/plans d'urgence sous régionaux portant sur la préparation et la réponse en cas de déversements d'hydrocarbures et de SNPD par les navires, les infrastructures portuaires situées en mer, les installations de manutention des hydrocarbures et les installations offshore, b) Mécanisme de mobilisation d'équipement et d'experts en cas d'urgence mis en œuvre dans les pays de Méditerranée occidentale	24.500 €		24.500 €						
	Expertise en interne	REMPEC		ATRAC, Cedre, FEDERCHIMICA, ISPR, MONGOOOS, SAF, IMO	c) L'Unité méditerranéenne d'assistance (UMA) est maintenue et, le cas échéant, élargie et le fonds spécial renouvelable de l'UMA est reconstitué.	1.000 €	1.000 €	2.000 €						
6. Améliorer le suivi des événements de pollution, contrôler et surveiller les rejets illicites et améliorer le niveau d'application de la loi et de poursuite des contrevenants.	Réunion, voyages, interprétation, traduction, expertise en interne	REMPEC	UC	OMI, Cedre, INTERPOL, CBSS (ENPRO), OSPAR (NSN), Bonn accord	a) Réunion du MENELAS organisée et recommandations mises en œuvre grâce à l'appui technique fourni aux Parties contractantes qui en font la demande, b) Promotion et soutien des opérations de surveillance aérienne coordonnées visant à détecter les déversements illicites par les navires.	30.000 €		30.000 €						
2.2.Élaboration ou remise à jour de plans d'action nouveaux/existants, programmes et mesures, normes et critères communs, lignes directrices.						74.108 €	18.000 €	92.108 €	182.720 €	330.000 €				
2.2.1 Les lignes directrices, les outils d'aide à la prise de décision, les normes et critères communs prévus dans les Protocoles et les Plans régionaux sont élaborés ou actualisés pour les substances ou secteurs prioritaires essentiels.						48.108 €	12.000 €	60.108 €	152.720 €	185.000 €				
1. Mettre à jour les annexes des protocoles relatifs à la pollution.	Expertise en interne, Partenaire(s) de mise en œuvre	MED POL	UC, CAR/CPD	BRSC, OMI	a) Groupe(s) de travail établi(s) pas la COP 21 et les annexes des Protocoles « tellurique » et « immersion » mis à jour le cas échéant pour soumission à la COP 22, b) Annexes du Protocole « déchets dangereux » actualisées dans la lignée des efforts continus visant à actualiser les annexes de la Convention de Bâle, comme convenu, pour soumission à la COP 22	0 €	0 €	0 €	25.000 €	45.000 €	Financement externe assuré par le Child Project 1.2 du MedProgramme du FEM.			
		REMPEC	UC, MED POL	OMI	c) Groupe de travail mis en place (OFOG) et annexes du Protocole « offshore » actualisées pour considération à la COP 22.			0 €		60.000 €				
2. Élaborer / mettre à jour des lignes directrices techniques concernant les sources diffuses, (la mise en place de récifs artificiels) et la pollution plastique.	Expertise en interne, Partenaire(s) de mise en œuvre	MED POL	CAR/INFO, Plan Bleu	Règlement REACH de l'UE, Convention de Minamata, Directive-cadre de l'UE sur l'eau, E-PRTR	a) Lignes directrices sur les BBN mises à jour concernant : - Les sources diffuses de pollution, - Les apports provenant du secteur de l'aquaculture et des fleuves pour les eaux de transition, - L'écart entre les rapports PRTR et BBN,	10.000 €	10.000 €	20.000 €		30.000 €				
		REMPEC	UC	PC, (OFOG), IOGP	b) Lignes directrices offshore méditerranéennes pour l'évaluation d'impact sur l'environnement (EIE), révisées par le Groupe travail du pétrole et du gaz en mer (OFOG) de la Convention de Barcelone, finalisées et soumises pour considération à la COP 22.					50.000 €				

		MED POL	CAR/CPD	OMI Convention de Londres et protocole de Londres, CGPM	c) Rapport mis à jour sur les récifs artificiels préparé pour soumission aux réunions des points focaux du MED POL, du groupe de coordination de l'EcAp, des points focaux du PAM et de la COP 22.	6.000 €	2.000 €	8.000 €			
	Expertise en interne, consultations	CAR/CPD	MEDPOL	Initiative H2020, organisations européennes, nationales et internationales travaillant sur la prévention des plastiques	d) Élaboration de lignes directrices techniques sur les mesures visant à réduire/prévenir les articles en plastique à usage unique autres que les sacs plastiques.	28.000 €	0 €	28.000 €	0 €	0 €	
3. Réviser les recommandations, principes et lignes directrices existantes et en élaborer de nouveaux visant à faciliter la coopération internationale et l'assistance mutuelle dans le cadre du Protocole de 2002 relatif à la prévention et aux situations d'urgence.	Expertise en interne, consultations, contrat de service	REMPEC	UC	OMI, OSPAR/Bonn Agreement, HELCOM, ITOFF, Cedre, ISRA, etc	a) Élaboration de lignes directrices interrégionales pour la réponse aux déversements de SNPD, b) Mise à jour et amélioration du Système intégré d'Information maritime d'aide à la décision (MIDIS-TROCS), c) Développement d'un manuel et d'outils permettant d'évaluer les capacités de gestion des déversements d'hydrocarbures, d) Amélioration du Système de notification des situations d'urgence (MedERSys), e) Orientation pour le développement d'un mécanisme national pour la mobilisation d'équipements et d'experts en situations d'urgence, f) Élaboration de lignes directrices pour les SNPD spécifiques.	4.108 €		4.108 €	127.720 €		Financement externe assuré de la part du WestMOPOCo.
2.2.2 Les programmes régionaux de mesures sont identifiés et négociés pour les polluants/ catégories (secteurs) montrant des tendances croissantes, notamment la révision des plans régionaux existants et des zones de consommation et de production.						26.000 €	6.000 €	32.000 €	30.000 €	145.000 €	
1. Développer le plan régional de traitement des eaux usées municipales.	Expertise en interne, consultations, réunion(s) régionale(s)	MED POL	CAR/CPD Plan Bleu	UjM, Initiative H2020, Partenaires MAP	« Plans régionaux élaborés/améliorés pour soumission aux réunions des points focaux du MED POL, du Groupe de coordination de l'EcAp, des points focaux du PAM et de la COP 22 : a) Plan régional sur le traitement des eaux usées municipales, b) Plan régional (nouveau) sur la gestion des boues d'épuration, c) Amélioration du Plan régional sur les déchets marins ou préparation d'annexes techniques intégrées au Plan régional existant ».	6.000 €	6.000 €	12.000 €	10.000 €	65.000 €	Financement externe assuré par le Child Project 1.2 du MedProgramme du FEM.
2. Développer le plan régional de gestion des boues d'épuration.		MED POL				10.000 €	0 €	10.000 €	10.000 €	40.000 €	
3. Améliorer le plan régional des déchets marins / ou élaborer de nouvelles annexes techniques pour incorporer de nouveaux éléments, notamment les microplastiques et les polluants émergents, selon le cas.		MED POL				10.000 €	0 €	10.000 €	10.000 €	40.000 €	
2.3 Renforcement et application de la législation et des politiques de prévention et de contrôle de la pollution marine au niveau national, notamment par leur exécution et leur intégration dans les processus sectoriels.						34.417 €	20.000 €	54.417 €	30.000 €	270.000 €	
2.3.1 Les PAN adoptés (art. 15, Protocole «tellurique») sont mis en œuvre et les principaux produits prévus sont livrés en temps voulu.						24.417 €	20.000 €	44.417 €	30.000 €	180.000 €	
1. Soutenir l'intégration des mesures du PAN aux systèmes nationaux de réglementation et leur mise en œuvre	Expertise en interne, conseil, réunions nationales, atelier de travail régional ou sous-régional	MED POL	CAR/CPD	PC, IMPEL, UIM-H2020, BRSC	a) Des modèles présentant les aspects essentiels concernant les réglementations nationales sont préparés pour promouvoir l'utilisation des MTD/MPE ainsi que des standards/BEE pour différents contaminants/polluants s'inscrivant dans les priorités nationales et/ou régionales dans des secteurs industriels clés, y compris la législation en matière d'établissement de rapports par les industries sur les rejets de polluants (PRI) et les risques d'accidents, b) Meilleures pratiques et informations partagées concernant l'octroi de permis et l'inspection sur la base des lignes directrices techniques du PAM les plus récentes, ainsi que concernant la prévention et la gestion des risques liés aux accidents industriels pour l'environnement marin et côtier, c) Rapport d'évaluation à mi-parcours du Plan d'action national soumis à la réunion des points focaux du MED POL et à d'autres organes du PAM comme il convient,	24.417 €	20.000 €	44.417 €		100.000 €	Financement externe non garanti provenant potentiellement du Projet WES (Water and Environment Support) (UE DG NEAR – H2020).
	Expertise en interne, conseil, réunions nationales	CAR/CPD	MED POL	PC	d) Au moins 3 pays soutenus dans l'élaboration de nouvelles réglementations pour la réduction de la production et de l'utilisation de plastiques à usage unique, y compris les systèmes REP,	0 €	0 €	0 €	0 €	80.000 €	Financement externe non garanti en cours de négociation.
		CAR/CPD		PC, FEM, Division de l'économie de l'environnement des Nations Unies, BRSC, OMS	e) Au moins 3 pays soutenus dans la préparation de réglementation visant à limiter l'importation et l'utilisation de produits contenant du PFO et de l'APFO, des PCCC et du HBCD (Liban, Maroc et Tunisie).			0 €	30.000 €		Financement externe assuré par le MedProgramme du FEM – Child Project 1.1.
2.3.2. Les PAN sont élaborés pour mettre en œuvre la Stratégie régionale pour la prévention et la lutte contre la pollution marine par les navires.						10.000 €	0 €	10.000 €	0 €	10.000 €	
1. Promouvoir la ratification et la mise en œuvre des conventions maritimes internationales pertinentes relatives à la protection du milieu marin et renforcer l'efficacité des administrations maritimes.	conseil, réunions, voyages, interprétation, traduction, expertise en interne	REMPEC	UC	OMI	Appui technique fourni aux Parties contractantes qui en font la demande : a) Pour préparer, mettre à jour et mettre en œuvre leurs PAN, et b) Pour ratifier et mettre en œuvre les conventions maritimes internationales pertinentes relatives à la protection de l'environnement marin.	10.000 €		10.000 €		10.000 €	
2.3.3 Plan d'action régional CPD (activités liées à la pollution) intégré dans et mis en œuvre par le biais des PAN et des processus nationaux, tels que les plans d'action nationaux SCP et SNDD.						0 €	0 €	0 €	0 €	80.000 €	
1. Soutenir la mise en place de mesures réglementaires et économiques liées à la mise en œuvre de la CPD ou de l'économie circulaire.	Expertise en interne, conseil, réunions nationales	CAR/CPD	MED POL, Plan Bleu	Division de l'économie de l'environnement des Nations Unies	Mesures d'économie circulaire développées dans 2 pays pour des secteurs clés du Plan d'action régional CPD, en particulier dans le secteur agroalimentaire, en mettant l'accent sur le rôle des biodéchets.	0 €	0 €	0 €		80.000 €	
2.4 Surveillance et évaluation de la pollution marine.						270.000 €	203.014 €	473.014 €	0 €	605.000 €	
2.4.1. Les programmes nationaux de surveillance de la pollution et des déchets sont actualisés pour y inclure les indicateurs PISE de pollution et de déchets, appliqués et soutenus par l'assurance et le contrôle de la qualité des données.						210.000 €	189.292 €	399.292 €	0 €	535.000 €	
1. Poursuivre le soutien aux programmes nationaux actualisés de surveillance des déchets marins, des contaminants et de l'eutrophisation conformément à l'IMAP, au Protocole « tellurique » et au Plan régional sur les déchets marins.	Expertise en interne, conseil, partenaire(s) de mise en œuvre, réunions régionale.	MED POL	UC, Groupe de travail IMAP	IAEA, MSFD UE, laboratoires nationaux désignés par MED POL, institutions scientifiques compétentes ACCOBAMS, INDICIT	a) Appui de scientifiques et d'experts fourni pour l'application des règles d'intégration et d'agrégation pour la surveillance et l'établissement de rapports relatifs aux données de surveillance nationale en vue de parvenir à une transmission régulière des rapports de la part des Parties contractantes concernant l'état d'avancement de la mise en œuvre des IMAP nationaux et pour fournir au minimum 3 séries de données sur les indicateurs communs de l'IMAP (OE5, OE9, OE10, OE11) en 2019-2020 et en 2021-2022, b) Mise en œuvre des programmes nationaux de surveillance de la pollution marine soutenus en menant des programmes communs spécifiques de surveillance de la biodiversité et de la pollution dans les AMP et dans les zones soumises à d'importantes pressions, notamment en fournissant des données de qualité connexes ainsi que les rapports nationaux respectifs utilisant le Système d'information pilote de l'IMAP.	0 €	0 €	0 €		405.000 €	
2. Consolider les dictionnaires et les standards de données pour tous les indicateurs communs de l'IMAP, relatifs à la pollution et appliquer des schémas de contrôle.	Expertise en interne, conseil, partenaire(s) de mise en œuvre, réunions régionales, réunion CorMon sur la pollution	MED POL	UC, Groupe de travail IMAP	EMODnet, UE MSFD, TG DATA	a) Dictionnaires de données et normes en matière de données finalisés au niveau du contenu pour l'ensemble des indicateurs communs de l'IMAP, y compris les indicateurs communs 18, 19 et 20, b) Compatibilité assurée avec les modèles de données nationaux. Tous les résultats ci-dessus seront soumis pour examen lors des réunions respectives du CorMon sur la pollution et les déchets marins.	10.000 €	5.000 €	15.000 €		50.000 €	
3. Entreprendre des programmes coordonnés d'assurance qualité et de formation (eutrophisation, contaminants tant à l'échelle régionale que nationale)	Expertise en interne, conseil, partenaire(s) de mise en œuvre, réunions régionale, réunion CorMon sur la pollution	MED POL	UC, Groupe de travail IMAP	IAEA/ NAEL/ MESL, Quasimeme, Université d'Alessandria, National Laboratoires désignés MED POL, institutions scientifiques compétentes.	Laboratoires nationaux MED POL/IMAP soutenus dans l'application de bonnes pratiques pour la surveillance des contaminants dans le biote et les sédiments, de l'eutrophisation (nutriments et chlorophylle a) de l'eau de mer et des déchets marins, y compris les tests de compétence et les protocoles d'analyses QA/QC.	110.000 €	100.000 €	210.000 €	0 €	30.000 €	

4. Harmoniser et normaliser les méthodes de surveillance et d'évaluation de la pollution et des déchets marins conformément à l'IMAP.	Expertise en interne, conseil, partenaire(s) de mise en œuvre, réunions régionale	MED POL	UC Groupe de travail IMAP	UE MSFD WG GES, TGML, TG DATA, institutions scientifiques compétentes	a) Élaboration de protocoles pour l'application de bonnes pratiques en laboratoire. b) Élaboration/mise à jour et approbation de protocoles de surveillance (maximum 6) relatifs à la pollution (eutrophisation et contaminants), aux déchets marins et à l'échantillonnage et à l'analyse des microplastiques dans les stations de traitement des eaux usées, c) Approbation et mise à jour des échelles de surveillance et des échelles des produits d'évaluation, proposition de critères/seuils/valeurs de référence pour les évaluations, format de rapports ajusté aux échelles convenues de surveillance et de produits d'évaluation, d) Réunions du CorMon sur la pollution et les déchets marins organisées annuellement et création de groupes de travail en ligne. Tous les résultats ci-dessus seront soumis pour examen aux réunions respectives du CorMon sur la pollution et les déchets marins.	90.000 €	84.292 €	174.292 €	0 €	50.000 €	
2.4.2. Les inventaires des charges polluantes (BBN, inventaires des émissions et des transferts de matières polluantes provenant de sources situées à terre et des bases offshore et des navires) sont régulièrement mis à jour, transmis et évalués.						0 €	0 €	0 €	0 €	20.000 €	
1. Assurer une rédaction de rapports efficace sur les BBN/RRTP et soutenir jusqu'à 10 Parties contractantes, notamment en matière de contrôle assurance qualité des données	Expertise en interne, réunions régionales / sous-régionales	MED POL	CAR/INFO,	PC, UPM H2020	a) Cycle de rapport BBN 2018-2019 analysé au niveau des bassins versants nationaux, sous régionaux et régionaux afin de contribuer à l'évaluation de la mise en œuvre du PAN, b) Évaluation des lacunes en matière de rapports et identification et partage des besoins en matière d'appui technique avec les Parties contractantes.	0 €	0 €	0 €		20.000 €	
2.4.3. Des outils d'évaluation de la pollution marine (évaluations thématiques approfondies, cartes et fiches d'information sur les indicateurs) sont élaborés et actualisés pour les polluants et secteurs clés dans le cadre de l'EcAp.						60.000 €	13.722 €	73.722 €	0 €	50.000 €	
1. Mettre à jour les produits d'évaluation thématique liés au groupe IMAP sur la pollution et les déchets marins, y compris les secteurs industriels dominants et les polluants prioritaires / secteurs traités dans les plans régionaux; et les sources de pollution marines.	Expertise en interne, conseil, réunions régionales	MED POL	Plan Bleu, CAR/INFO	AEE	a) Fiches techniques d'évaluation mises à jour élaborées avec les nouvelles données provenant de la mise en œuvre de l'IMAP, b) Fiches techniques d'évaluation mises à jour élaborées pour le PAN/H2020/Protocole « tellurique », c) Évaluation de l'état et des impacts des nutriments, des contaminants, de l'aquaculture et des eaux de ruissellement urbaines sur l'environnement marin préparée en s'appuyant autant que possible sur les informations existantes, d) Évaluation de la mise en œuvre des Plans régionaux en intégrant les données de surveillance des BBN/PRTR au niveau régional/sous régional préparée en s'appuyant autant que possible sur les données existantes, e) Évaluation des principaux produits en plastique à usage unique dans la région méditerranéenne et de leur contribution à la génération et au déversement de microplastiques dans l'environnement marin préparée en s'appuyant autant que possible sur les informations existantes, f) Évaluation et cartographie de la contribution de la pêche et de l'aquaculture à la génération de déchets marins dans la Méditerranée	50.000 €	13.722 €	63.722 €		50.000 €	
	Expertise en interne, conseil	REMPEC	CU, MED POL, Plan Bleu, CAR/INFO	OMI	g) Étude de la pollution marine provenant des navires (pollution accidentelle et opérationnelle, déchets marins, pollution atmosphérique, etc.) et des tendances du trafic maritime en Méditerranée préparée et diffusée.	10.000 €		10.000 €			
2.5 Capacités améliorées aux niveaux national, sous-régional et régional y compris assistance technique et renforcement des capacités.						57.000 €	65.000 €	122.000 €	2.393.820 €	985.000 €	
2.5.1 Des programmes et ateliers de formation se déroulent aux niveaux sous-régional et régional dans des domaines tels que la surveillance de la pollution, les inventaires de polluants, l'application des politiques, les lignes directrices techniques communes, les organes d'autorisation et d'inspection, le respect des législations nationales.						47.000 €	60.000 €	107.000 €	33.820 €	325.000 €	
1. Soutenir les pays dans la mise en œuvre de l'IMAP avec un accent particulier sur l'échelle d'évaluation, la surveillance offshore, l'intégration des indicateurs en vue de parvenir au BEE et la surveillance conjointe.	Expertise en interne, conseil, partenaire(s) de mise en œuvre, réunions, atelier(s) de formation	MED POL	UC Groupe de travail IMAP	UE, MSFD-WG GES, TGML, ACCOBAMS	a) Appui technique fourni et capacités renforcées afin de soutenir la mise en œuvre de l'IMAP (y compris les Groupes de travail Pollution, Déchets marins et Bruit) en fonction des besoins nationaux, en se concentrant particulièrement sur l'agrégation et l'intégration des données de surveillance et des produits d'évaluation, les échelles de surveillance et d'évaluation, la surveillance offshore, l'intégration des indicateurs pour le BEE et la surveillance conjointe, b) Organisation d'ateliers sous régionaux/régionaux et de formations en lien avec les groupes de travail Pollution et Déchets marins de l'IMAP concernant les besoins en capacités communes et les lacunes au niveau des connaissances (minimum 2 par sous région).	20.000 €	15.000 €	35.000 €	0 €	135.000 €	Financement externe non garanti en cours de négociation.
2. Partager les meilleures pratiques sur la mise en œuvre des lignes directrices du Protocole Immersion aux niveaux régional / sous-régional / national	Expertise en interne, conseil, partenaire(s) de mise en œuvre, réunions régionale	MED POL	REMPEC, CAR/ASP	OMI, «Convention de Londres et protocole de Londres	a) Meilleures pratiques identifiées et partagées avec les Parties contractantes lors des réunions régionales. b) Informations détaillées fournies sur le travail entrepris par le pays pour mettre en œuvre le Protocole « immersion » et ses lignes directrices, c) Optimisation des synergies avec le travail du Protocole de Londres de l'OMI, d) Priorités identifiées concernant le renforcement des capacités et l'appui technique fourni aux Parties contractantes.	15.000 €	45.000 €	60.000 €		20.000 €	
3. Développer des programmes de formation sur les thèmes clés de la CPD et de l'économie circulaire	Expertise en interne, conseil, réunions régionales	CAR/CPD	MED POL, Plan Bleu	Division de l'économie de l'environnement des Nations Unies, ONUDI	Développement d'au moins 5 activités de renforcement des capacités afin de renforcer les connaissances en matière de CPD/économie circulaire (notamment sur l'augmentation de la durée de vie des produits et sur la question des emballages)	0 €	0 €	0 €		80.000 €	Financement non garanti provenant potentiellement du Projet WES (Water and Environment Support) (UE DE NEAR).
4. Améliorer, autant que possible, le niveau de connaissances dans le domaine de la prévention, de la préparation et de la réaction face à la pollution marine par les hydrocarbures et d'autres substances nocives.	Expertise en interne, atelier(s) de formation, voyages, interprétation, traduction	REMPEC	UC	OMI, OSPAR/Bonn accord, HELCOM, ITOFF, Cedre, ISRA, etc	Appui technique fourni et des capacités nationales renforcées : a) sur la réponse en cas d'accidents de déversements d'hydrocarbures et/ou de SNPD, et b) sur les conventions maritimes internationales pertinentes relatives à la protection de l'environnement marin.	12.000 €		12.000 €	33.820 €	90.000 €	Financement externe assuré de la part du WestMOPOCO. Financement externe non garanti provenant potentiellement de l'ITCP 2020-2021 de l'OMI : 3 x activités sous régionales.
2.5.2 Des projets pilotes sont mis en œuvre sur les déchets marins, les POP, le mercure et les rejets illicites réduits, y compris moyennant des solutions CPD pour des alternatives aux POP et produits chimiques et la réduction des sources en amont de déchets marins pour les entreprises, les entrepreneurs, les institutions financières et la société civile.						0 €	0 €	0 €	2.360.000 €	660.000 €	
1. Élargir les projets pilotes sur "Fishing for Litter" et « Adopter une plage » et d'autres projets pilotes d'élimination, de réduction et de prévention des déchets marins (CPD) (axés en particulier sur les plastiques et les microplastiques).	Expertise en interne, conseil, partenaire(s) de mise en œuvre, réunion(s)	MED POL	CAR/ASP	PC, CGPM, membres de la plateforme de coopération régionale sur les déchets marins en Méditerranée	a) Projets à petite échelle visant à appliquer les dispositions des lignes directrices de la FAO relatives à la réduction des quantités d'ALDFGS et les lignes directrices « Pêche aux déchets » mis en œuvre dans 7 pays méditerranéens, b) Les objectifs approuvés par la COP 19 en matière de réduction des déchets marins sont atteints sur les sites du projet pilote, c) Lignes directrices de la FAO appliquées en vue de réduire les ALDFG			0 €	0 €	600.000 €	Financement externe non garanti en cours de négociation.
		CAR/CPD	MED POL	PC, Division de l'économie de l'environnement des Nations Unies, BeMed Club	d) 2 activités pilotes développées pour soutenir l'élaboration de nouvelles solutions innovantes en matière d'économie circulaire pour lutter contre la pollution plastique.			0 €		60.000 €	Financement externe non garanti en cours de négociation.
2. Mettre en œuvre un projet pilote sur la réduction et la prévention des PCB et des nouveaux POP, ainsi que sur la décontamination des sites, sur la base des points chauds / zones sensibles des PAN actualisés.	Expertise en interne, conseil, partenaire(s) de mise en œuvre,	MED POL	CAR/CPD	CPs, GEF, BRSC, UN Environment (Including Chemicals Branch), Economy Division	a) Conception et lancement du projet pilote, b) Élimination d'approximativement 600 tonnes de BPC et de déchets de BPC en Algérie et au Liban, c) Élaboration d'inventaires détaillés des stocks de BPC, principalement en Albanie et en Algérie,			0 €	400.000 €		Financement externe assuré par le Child Project 1.1 du MED Programme du FEM.
	Expertise en interne, conseil, assistance technique, réunion(s) nationale(s)	CAR/CPD	UC, MED POL		d) Préparation d'un processus d'échantillonnage et d'analyse des mousses extinctrices, des sols et des eaux souterraines pour les PFQ/APFO sur les sites d'incendies, des matériaux en EPS et XPS utilisés par les entreprises et des PCCC et PCCM importés pour la production de PVC dans 3 pays (Liban, Maroc et Tunisie), e) Démonstrations pilotes, substitution des mousses PFOS et du HBCD dans les polystyrènes EPS et XPS à travers des alternatives respectueuses de l'environnement réalisées dans 3 pays, f) Capacités renforcées dans 3 pays concernant la « gestion des nouveaux POP ».			0 €	90.000 €		Financement externe assuré par le Child Project 1.2 du MED Programme du FEM.
3. Mettre en œuvre un projet pilote sur la réduction et la prévention du mercure et la décontamination des sites sur la base des points chauds / zones sensibles des PAN actualisés.	Expertise en interne, conseil, partenaire(s) de mise en œuvre,	MED POL	CAR/CPD	PC, FEM, BRSC, ONU Environnement (y compris la Direction des produits chimiques), Division de l'économie, Convention de Minamata, OMS	a) Travail préparatoire entrepris en vue de l'élimination de 30 tonnes de mercure d'ici 2022 de manière écologiquement rationnelle, b) Élaboration d'inventaires détaillés concernant le mercure,			0 €	1.600.000 €		Financement externe assuré par le Child Project 1.1 du MED Programme du FEM.
	Expertise en interne, conseil, assistance technique, réunion(s) nationale(s)	CAR/CPD	UC, MED POL		c) Audits réalisés dans les hôpitaux publics de 2 pays (Tunisie et Liban), d) Renforcement des capacités en matière de gestion du mercure dans 2 pays, e) Remplacement du matériel médical contenant du mercure, en particulier les thermomètres, par des alternatives écologiquement rationnelles dans 2 pays.			0 €			Financement externe assuré par le Child Project 1.2 du MED Programme du FEM.
									270.000 €		

Thème 3: BIODIVERSITÉ ET ÉCOSYSTÈMES

Objectifs écologiques / Impacts ciblés à long terme :
 1. La diversité biologique est maintenue ou renforcée. La qualité et la fréquence des habitats côtiers et marins et la distribution et l'abondance d'espèces côtières et marines sont conformes aux conditions physiographiques, hydrographiques, géographiques et climatiques qui prévalent ;
 2. Les espèces non indigènes introduites par les activités humaines sont à des niveaux qui n'affectent pas l'écosystème ;
 3. Les populations de poissons et crustacés sélectionnés et exploités commercialement sont à l'intérieur des limites biologiques de sécurité, et affichent une distribution de l'âge et de la taille de la population qui témoigne de la bonne santé du stock ;
 4. Les altérations aux composantes des chaînes alimentaires marines causées par l'extraction de ressources ou des changements environnementaux provoqués par l'homme n'ont pas d'effets négatifs à long terme sur la dynamique de la chaîne alimentaire et la viabilité ;
 5. L'intégrité du sol marin est maintenue, principalement dans les habitats benthiques prioritaires.

Objectifs Stratégiques:
 1. Consolider la gestion, y compris les aspects socio-économiques, et élargir le réseau des Zones Protégées Marines et Côtiers, y compris les ASPIM ;
 2. Consolider la mise en œuvre de plans d'action sur les espèces menacées et en danger, les habitats-clés et les Espèces Non Indigènes ;
 3. Promouvoir les Zones Protégées Marines et Côtiers, contribuant à l'Economie Bleue ;
 4. Consolider la résilience des systèmes naturels et socio-économiques méditerranéens aux impacts du changement climatique.

Indicateurs 2020-2021: 1. Nombre de pays qui mettent en œuvre les Plans d'Action pour la conservation d'espèces méditerranéennes menacées et en danger et des habitats-clés, ainsi que le Plan d'Action sur l'Introduction d'Espèces et sur les Espèces Envahissantes; 2. Nombre des lignes directrices et d'autres outils développés/mis à jour et disséminés; 3. Nombre de lignes directrices et autres outils élaborés / mis à jour et diffusés; 4. Nombre de PC pris en charge pour la mise en œuvre du programme de surveillance des espèces en péril et des habitats clés; 5. Nombre des PAN développés ou mis à jour en ligne avec SAP BIO, Ecap, les Objectifs Aichi et le Protocole Nagoya, y compris la rationalisation du Plan d'Action Régional de la CPD et du changement climatique; 6. (a) Nombre de mesures réglementaires développées et convenues à l'échelle nationale; (b) Nombre d'AMP disposant d'un plan de gestion opérationnelle élaboré avec le soutien du CAR / ASP; 7. Nombre d'actions liées à la biodiversité mises en œuvre dans les PAC nationaux; 8. Nombre de réunions scientifiques convoquées sur la biodiversité marine en Méditerranée; 9. Nombre de stratégies conjointes et/ou de programmes de travail développés avec les Partenaires; 10. Nombre de formations sur la conservation de la biodiversité marine; 11. Nombre d'ASPIM examinés pour évaluer l'efficacité de leur gestion; 12. (a) Nombre de projets pilotes sur les déchets marins dans les AMP / ASPIM; (b) Nombre d'AMP / ASPIM ayant un plan de gestion en place concernant les déchets marins.	Cibles 2020-2021 : 1. 11 pays; 2. 3 stratégies / plans régionaux élaborés / mis à jour; 3. 5 Lignes directrices / outils; 4. 5 Parties Contractantes 5. 6 PAN; 6. (a) 6 mesures réglementaires nationales; (b) 3 AMP; 7. 1 action; 8. 9 réunions; 9. 1 stratégie commune renforcée; 10. 10 formations; au moins 100 experts nationaux formés; 11. 11 ASPIM examinés; 12. (a) 8 projets pilotes; (b) 8 AMP / ASPIM dotées d'un plan de gestion des déchets marins en place.
---	---

Principales Activités	Moyens de Mise en Œuvre	Direction: UC (Unité de Coordination) ou Composantes	Autre: UC et / ou Composantes	Partenaires	Livrables Attendus	FINANCEMENT DE BASE: MTF			Ressources Externes		Commentaires
						MTF 2020	MTF 2021	MTF TOTAL 2020-2021	Financement externe sécurisé TOTAL 2020-2021	Financement externe non sécurisé TOTAL 2020-2021	
3.1. Renforcer l'application régionale des obligations en vertu de la Convention de Barcelone, et ses Protocoles pertinents et autres instruments.						18.000 €	2.000 €	20.000 €	60.000 €	515.000 €	
3.1.1. Feuille de route pour un réseau global et cohérent d'AMP bien gérées, y compris ASPIM, pour réaliser les 11 objectifs d'Aichi en Méditerranée.						18.000 €	2.000 €	20.000 €	60.000 €	505.000 €	
1. Élaborer et renforcer une gestion efficace des Aires spécialement protégées d'importance méditerranéenne (ASPIM)	Coordination et expertise en interne, consultations, réunion(s)	CAR/ASP	UC et autres Composantes	ACCOBAMS, CBD,AEE,GFCM, IUCN MedPAN, OCEANA, WWF	a) Groupe ad hoc d'experts pour les AMP (AGEM) opérationnel, (si renouvelé par la 14e réunion des points focaux thématiques ASP/DB), b) Conseil scientifique et technique fourni au CAR/ASP par l'AGEM sur i) les orientations futures dans la planification et la gouvernance des AMP et ii) l'élaboration d'une stratégie régionale pour les AMP de la mer Méditerranée conformément au Cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020 de la CBD (contribution à l'activité 3.2.1.1).			0 €			
	Coordination et expertise en interne, consultations, services, enquêtes sur le terrain, réunions de coordination, ateliers nationaux, visites d'échange	CAR/ASP		Gestionnaires des ASPIM, Points Focaux du CAR / ASP concernés, Parties prenantes nationales et locales, organisations de la société civile nationales et locales	c) Programmes de jumelage développés et mis en œuvre entre les ASPIM Partenaires (8 AMP/ASPIM engagées dans le programme de jumelage), expérience partagée concernant les meilleures pratiques et les leçons tirées, d) Activités de gestion, de surveillance et de mise en œuvre harmonisées et améliorées, e) Mise en œuvre d'activités de renforcement des capacités, d'ateliers de formation et de visites d'échange, f) Parties prenantes locales et société civile impliquées dans la gestion des ASPIM, g) Amélioration de la reconnaissance et de la visibilité du label ASPIM.			0 €		480.000 €	
2. Organiser le Forum 2020 sur les aires marines protégées méditerranéennes.	Coordination et expertise en interne, manifestation régionale, consultations, services, réunion du comité d'organisation	CAR/ASP	UC et autres Composantes	MedPAN (coorganisateur), autorités du pays hôte, ACCOBAMS,CBD, GFCM, IUCN,, MedWet / Tour du Valat, Plan Bleu, WWF, Fédération Europarc, AFB, Conservatoire du littoral, etc.	a) Organisation du Forum 2020 des Aires marines protégées en Méditerranée, b) Élaboration et diffusion du rapport 2020 sur l'état d'avancement des AMP en méditerranée au cours du forum, c) Élaboration de la Déclaration du Forum 2020 des AMP d) Mise en ligne des actes du Forum 2020 des AMP. Les recommandations du Forum 2020 des AMP alimenteront le processus d'élaboration d'un document stratégique pour l'après 2020 sur les AMP et d'autres mesures efficaces de conservation par zone en Méditerranée (3.2.1.1).	15.000 €		15.000 €	60.000 €		Financement externe assuré via le projet IMAP/AMP (UE).
3. Rédiger les concepts et les critères de la Journée ASPIM et du Prix ASPIM (diplôme méditerranéen).	Coordination et expertise en interne, conseil	CAR/ASP	UC et autres Composantes	Correspondants CAR / ASP, gestionnaires des ASPIM, Partenaires régionaux, donateurs	Les concepts et critères relatifs à la Journée des ASPIM et au Prix des ASPIM (Diplôme méditerranéen) sont élaborés, examinés par les points focaux ASP/DB et soumis à la COP 22.	3.000 €	2.000 €	5.000 €		25.000 €	Financement externe non garanti en cours de négociation.
3.1.2. La plupart des mesures de gestion basées sur les aires sont identifiées et mises en œuvre en coopération avec les organisations mondiales et régionales pertinentes, grâce à des outils régionaux et mondiaux (ASPIM, ZPL, zones maritimes particulièrement sensibles – ZMPS, etc.), y compris pour la conservation des ZHJN, en prenant en considération les informations sur les EBSA méditerranéennes.						0 €	0 €	0 €	0 €	10.000 €	
1. Soutenir l'identification et la conservation des écosystèmes marins vulnérables des grands fonds marins et des grands fonds marins dans les zones relevant de la juridiction nationale et au-delà, en collaboration avec les pays respectifs et les organismes compétents, et promouvoir leur conservation au moyen d'outils et de mesures appropriés, notamment spatiaux.	Coordination et expertise en interne, conseil, services, réunions de coordination avec la CGPM et la CDB, atelier(s) sous-régional / régional, accord(s) de mise en œuvre appropriés, notamment spatiaux.	CAR/ASP	UC et autres Composantes	PC, FAO, GFCM, CBD, ACCOBAMS, IUCN, OCEANA,AEE	a) un certain nombre d'écosystèmes pélagiques et des fonds marins vulnérables sont identifiés dans des zones ne relevant pas de la juridiction nationale, b) Des documents d'appui sont élaborés, en collaboration avec les Parties contractantes concernées, la CGPM et d'autres organismes pertinents, c) Promotion de leur conservation à travers les outils et les mesures appropriés, notamment les autres mesures efficaces de conservation par zone (OECM), y compris les mesures préventives, et en particulier les mesures spatiales, lors d'événements institutionnels (réunions et ateliers de la FAO, de la CGPM et de la CDB, etc.).			0 €		10.000 €	
3.2. Élaborer de nouveaux plans d'action, programmes et mesures, normes et critères communs, lignes directrices pour la conservation de la diversité biologique et des écosystèmes marins et côtiers.						40.000 €	40.000 €	80.000 €	519.000 €	65.000 €	
3.2.1. Les Plans d'action régionaux pour la conservation des espèces menacées ou en voie de disparition et habitats clés méditerranéens, sur les introductions d'espèces ainsi que la Stratégie méditerranéenne et le Plan d'action sur la gestion des eaux de ballast sont mis à jour afin de parvenir au BEE.						20.000 €	30.000 €	50.000 €	495.000 €	65.000 €	
1. Élaborer un document stratégique pour l'après-2020 sur les aires marines protégées et d'autres mesures de conservation efficaces en Méditerranée, conformément au cadre mondial pour la biodiversité de la CDB pour l'après-2020	Coordination et expertise en interne, conseil, réunion(s) de coordination	CAR/ASP	UC et autres Composantes pertinentes	Points Focaux CAR / ASP, membres AGEM, ACCOBAMS, CDB, CGPM, IUCN, MedPAN, MedWet / Tour du Valat, Plan Bleu, WWF, Fédération Europarc, AFB, Conservatoire du littoral, Participants au Forum MPA 2020	Un document stratégique sur les AMP et les autres mesures efficaces de conservation par zone (OECM) en Méditerranée, conformément au Cadre mondial de la biodiversité pour l'après 2020 de la CDB, au PAS BIO 2021-2035 et à d'autres processus mondiaux et régionaux, est élaboré et soumis à la COP 22 à travers les réunions des points focaux ASP/DB, du Groupe de coordination de l'Ecap et des points focaux du PAM.	10.000 €	10.000 €	20.000 €	80.000 €		Financement externe assuré par le projet IMAP/PAM (UE).

2. Mettre en œuvre ou mettre à jour des Plans d'action régionaux pour la conservation des espèces menacées et en voie d'extinction et des habitats clés en Méditerranée, sur l'introduction d'espèces ainsi que la Stratégie méditerranéenne et le Plan d'action sur la gestion des eaux de ballast des navires pour parvenir au BEE.	Coordination et expertise en interne, expertise externe, travail sur le terrain, atelier de travail, réunion(s) d'experts (expertise externe et réunion d'experts désignées par les pays)	CAR/ASP	UC, REMPEC et autres Composantes pertinents	Partenaires et Partenaires du plan d'action, ACCOBAMS, CGPM, projets IUCN-Med, Initiative mondiale du WWF, projets MAVA dans le domaine des tortues marines et des espèces Partenaire, ONG, points focaux du SPA, RAMOGE	a) Mise à jour des plans d'action concernant les cétacés et les habitats sombres; b) Élaboration de documents scientifiques pertinents contribuant à la mise à jour des connaissances et à au renforcement des actions de conservation des espèces menacées ou en danger et des habitats clés en Méditerranée tels que : - identification des sites importants de nidification des tortues marines, - élaboration de la distribution de la mégafaune vulnérable (mammifères marins, oiseaux, élastombranes et tortues marines), - élaboration de la distribution et de la caractérisation des habitats marins clés (végétation marine, coralligènes et grottes sous-marines); c) Mise en œuvre des Plans d'action régionaux pour la conservation des espèces menacées ou en danger et des habitats clés en Méditerranée soutenue à travers des actions pilotes au niveau national et régional : mise en œuvre des programmes de surveillance nationaux de la biodiversité et des espèces non indigènes (surveillance de l'interaction entre les activités de la pêche et les cétacés ainsi qu'avec les espèces d'oiseaux) ; d) Évaluation de la mise en œuvre des Plans d'action régionaux pour les habitats sombres et les cétacés ; e) Mise en œuvre du Programme commun basé sur la mise à jour du Plan d'action pour la conservation des cétacés (2016-2020) (en cours de préparation) entre le CAR/ASP le Secrétariat de l'ACCOBAMS ; f) Identification des premiers éléments en vue de l'élaboration de la liste de références des types d'habitats pélagiques en Méditerranée.	10.000 €	20.000 €	30.000 €	415.000 €	40.000 €	Financement externe assuré par le MAVA et l'UE.
3. Soutenir la mise en œuvre de la Stratégie Méditerranéenne et du Plan d'action sur la gestion des eaux de ballast des navires et soutenir le contrôle et la gestion de l'encrassement biologique des navires afin de réduire au minimum le transfert d'espèces aquatiques envahissantes.	Expertise interne, conseil, réunion(s), voyage, interprétation, traduction	REMPEC, CAR/ASP	UC	OMI, CU, FEM, PNUD	a) Mise à jour de la Stratégie et du Plan d'action méditerranéens concernant la gestion des eaux de ballast des navires en vue d'atteindre le BEE, b) Appui technique fourni aux Parties contractantes qui le demandent en vue de la ratification et de la mise en œuvre de la Convention AFS et des lignes directrices sur l'encrassement biologique.			0 €		25.000 €	Financement externe non garanti provenant de l'ITCP 2020-2021 de l'OMI.
3.2.2. Des lignes directrices et autres outils pour la conservation des espèces marines et côtières méditerranéennes menacées ou en voie de disparition, des habitats clés, pour le contrôle et la prévention des espèces non-indigènes ainsi que la gestion des aires marines sont développées/mises à jour et diffusées.						20.000 €	10.000 €	30.000 €	24.000 €	0 €	
1. Élaborer des lignes directrices et des outils techniques pour améliorer la gestion des AMP et la conservation des espèces menacées ou en danger et des habitats clés en Méditerranée.	Coordination et expertise interne, conseil, réunion(s) de coordination	CAR/ASP	UC et autres Composantes pertinentes	Plans d'action régionaux Associés et Partenaires, MedPAN, IUCN, WWF	a) Élaboration d'un outil de gestion efficace des AMP dans la région méditerranéenne, mises à disposition des gestionnaires et planificateurs des AMP, b) Élaboration de lignes directrices pour la conservation du phoque moine, des tortues marines, des poissons cartilagineux et de la végétation marine (basées sur les résultats de la mise à jour des Plans d'action régionaux pertinents et de la stratégie), c) Élaboration du « Manuel d'interprétation » de la nouvelle liste de référence des types d'habitats marins benthiques en Méditerranée,	20.000 €	10.000 €	30.000 €	10.000 €		Financement externe assuré à travers le MAVA.
		CAR/ASP		BirdLife International, GFCM, ACCOBAMS, IUCN, MEDASSET	d) Proposition d'une Stratégie/Plan d'action méditerranéen 2020-2030 pour la réduction des prises accidentelles d'espèces vulnérables élaborée conjointement par les Partenaires des projets « bycatch » et « species », e) Élaboration du « Manuel pour la collecte de données de surveillance standardisées pour les prises accidentelles d'espèces vulnérables en mer Méditerranée et en mer Noire », avec la collaboration du CAR/ASP pour l'alignement avec les besoins de mise en œuvre des Plans d'action régionaux pour les espèces et habitats vulnérables, f) Mise en œuvre du portail de la base de données méditerranéenne en ligne de la CGPM pour la collecte de données relatives aux prises accidentelles, avec la contribution du CAR/ASP pour l'alignement avec les besoins de mise en œuvre des Plans d'action régionaux pour les espèces et habitats vulnérables.			0 €	14.000 €		Financement externe assuré à travers le MAVA.
3.3. Renforcer l'application au niveau national des politiques de conservation de la diversité biologique, et des mesures stratégiques et législatives.						23.000 €	17.000 €	40.000 €	495.500 €	80.000 €	
3.3.1. Les PAN pour la conservation des espèces et principaux habitats en danger ou menacés en Méditerranée et sur les introductions d'espèces et les espèces envahissantes sont élaborés/ actualisés.						15.000 €	10.000 €	25.000 €	85.500 €	80.000 €	
1. Soutenir les pays dans la mise à jour ou l'élaboration de nouveaux PAN sur le PAS BIO sur la biodiversité, y compris pour la conservation des espèces menacées et en voie d'extinction et des habitats clés en Méditerranée.	Coordination et expertise en interne, expertise externe, conseil, atelier de travail	CAR/ASP	Composantes du PAM, le cas échéant	Experts et organisations nationales, ONG, Points Focaux SPA, Partenaires des plans d'action	Élaboration de nouveaux Plans d'action nationaux pour la conservation des espèces menacées ou en danger et des habitats clés de la Méditerranée (ou mise à jour des plans existants) (ex : 3 PAN sur les coralligènes pour le Liban, le Maroc et l'Algérie, 2 PAN sur la végétation en Tunisie et au Monténégro, 1 PAN sur les espèces non indigènes à Malte).	10.000 €	5.000 €	15.000 €			
2. Soutenir les Parties contractantes et les partenaires dans la production et la publication d'une documentation scientifique pertinente, contribuant à la mise à jour des connaissances et à la consolidation des actions de conservation entreprises en faveur de la conservation des espèces énumérées à l'annexe II du Protocole ASP/DB	Coordination et expertise en interne, expertise externe, conseil, atelier de travail	CAR/ASP	Composantes du PAM, le cas échéant	National experts and organizations, NGOs, SPA Focal Points, Action Plans Partners; BirdLife International, GFCM, ACCOBAMS, IUCN, MEDASSET Experts et organisations nationales, ONG, Points Focaux SPA, Partenaires des plans d'action; BirdLife International, GFCM, ACCOBAMS, IUCN, MEDASSET	a) Appui à la production et à la publication de documents scientifiques pertinents concernant les espèces reprises en Annexe II du Protocole ASP/DB, b) Élaboration de documents scientifiques relatifs aux prises accidentelles d'espèces vulnérables, c) Soutien à la mise en œuvre du programme d'observation multi-espèces visant à collecter des données sur les prises accidentelles d'espèces vulnérables en Tunisie.	5.000 €	5.000 €	10.000 €	85.500 €	80.000 €	Financement externe à travers le MAVA.
3.3.2. Des mesures nationales sont élaborées et appliquées pour renforcer la protection et la gestion des sites marins et côtiers pertinents, en particulier ceux contenant des habitats et espèces sous-représentés (y compris habitats en eaux profondes).						8.000 €	7.000 €	15.000 €	410.000 €	0 €	
1. Fournir un appui au niveau des pays en élaborant des études et des enquêtes ciblées, y compris des plans de gestion pour la déclaration, la création et l'extension des AMP.	Coordination et expertise en interne, expertise externe, conseil, atelier de travail	CAR/ASP	UC et autres Composantes pertinentes	MEER, CNL (Algérie), MoE (Liban), EGA (Libya), Tyre Coast managers	a) 3 études écologiques complémentaires, notamment des cartes basées sur le SIG pour la future AMP Cap de Garde-Edough (Algérie), la réserve naturelle de la côte de Tyr/ASPIM (Liban) et le golfe de Syrte (Libye), b) 3 études socioéconomiques/sur les pêches complémentaires pour la future AMP Cap de Garde-Edough (Algérie), la réserve naturelle de la côte de Tyr/ASPIM (Liban) et le golfe de Syrte (Libye), c) 3 plans de gestion pour la future AMP Cap de Garde-Edough (Algérie), la réserve naturelle de la côte de Tyr/ASPIM (Liban) et le golfe de Syrte (Libye) d) 3 plans opérationnels pour la future AMP Cap de Garde-Edough (Algérie), la réserve naturelle de la côte de Tyr/ASPIM (Liban) et le golfe de Syrte (Libye),			0 €	130.000 €		Financement externe assuré à travers le projet IMAP/AMP (UE).
		CAR/ASP		Correspondants concernés du CAR / ASP et gestionnaires des AMP, parties prenantes nationales et locales	e) Mise en œuvre/élaboration d'études diagnostiques écologiques/socioéconomiques visant à soutenir 1 ou 2 pays (ex : Syrie) dans la déclaration de nouvelles AMP,	8.000 €	7.000 €	15.000 €			
		CAR/ASP		HCEFLCD (Morocco), APAL (Tunisia)	f) Organisation d'ateliers de renforcement des capacités, renforcement des unités locales de gestion et développement des meilleures pratiques, appliquées en vue d'une gestion efficace des futures AMP de Jbel Moussa (Maroc) et des îlots nord-est de l'archipel de Kerkennah (Tunisie),			0 €	180.000 €		Financement externe assuré à travers le projet IMAP/AMP (UE).
		CAR/ASP		EGA (Libya), IUCN-Med, WWF	g) Élaboration d'un inventaire national des sites marins et côtiers d'intérêt pour la conservation en Libye, h) Élaboration de plans de gestion des AMP, i) Préparation et lancement d'une plateforme participative pour les organisations de la société civile (OSC), j) Cartographie des habitats marins clés et surveillance de la mégafaune marine (mammifères, oiseaux marins, tortues et poissons cartilagineux), k) Personnel national libyen formé à la planification et à la gestion du réseau d'AMP, l) Élaboration et lancement de la mise en œuvre de campagnes et de matériel de sensibilisation et de communication portant sur la valeur et l'importance des AMP.			0 €	100.000 €		Financement externe assuré à travers le MedProgramme du FEM.

3.3.3. Les actions de protection de la diversité biologique en Méditerranée sont intégrées dans les PAC et autres projets d'application du Protocole GIZC et des évaluations stratégiques d'impact sur l'environnement.						0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
1. Entreprendre la mise en œuvre de la composante biodiversité marine et côtière dans les programmes PAC.	Coordination et expertise en interne, expertise externe, conseil, atelier de travail	CAR/ASP	RAC/PAP, UC et autres Composantes pertinentes	Point focal du CAR / ASP, autorités environnementales de Bosnie-Herzégovine	Mise en œuvre de l'analyse des lacunes et de l'étude rapide d'évaluation nécessaires à l'identification, la caractérisation, la conservation et la gestion de la biodiversité marine en Bosnie-Herzégovine.			0 €			
3.4. Surveillance, inventaire et évaluation de la diversité biologique en mettant l'accent sur les espèces menacées ou en danger, les espèces non indigènes et les habitats clefs.						50.000 €	56.000 €	106.000 €	820.000 €	0 €	
3.4.1. Des programmes de surveillance des espèces et habitats principaux ainsi que des espèces envahissantes, conformément au PISE sont élaborés et appliqués, y compris sur l'efficacité des zones marines et côtières protégées et sur les impacts du changement climatique.						35.000 €	56.000 €	91.000 €	230.000 €	0 €	
1. Soutenir l'élaboration et la mise en œuvre de programmes de surveillance nationaux ou sous-régionaux conformes au groupe de l'IMAP sur la biodiversité.	Expertise et coordination en interne, expertise externe, organisation d'ateliers, travail sur le terrain, conférence, réunion CorMon sur la biodiversité et les NEI	CAR/ASP	UC, Groupe de travail IMAP	Associés et Partenaires du plan d'action, ACCOBAMS, CGPM, IUCN-Med, Initiative Med du WWF, projet MAVA sur les tortues marines, Partenaires, ONG	Programmes nationaux de surveillance pour les espèces menacées et en danger et les habitats clés menés dans le cadre de la mise en œuvre des Plans d'action régionaux pour la conservation des espèces menacées et en danger et des habitats clés en Méditerranée (c.-à-d. PAN Végétation en Égypte et en Algérie) en tenant compte de l'IMAP, des fiches d'indicateurs et des protocoles de surveillance. Les résultats ci-dessus seront soumis lors de la réunion du CORMON sur la biodiversité et les espèces non indigènes.	5.000 €	10.000 €	15.000 €			
	Expertise et coordination en interne, expertise externe, organisation d'ateliers, conférence, réunion CorMon sur la biodiversité et les NEI	CAR/ASP		Points Focaux CAR / ASP, autorités environnementales des Parties contractantes concernées	a) Appui à la mise en œuvre de l'IMAP au niveau national ; partage des meilleures pratiques, b) Mise en œuvre de l'IMAP par les Parties contractantes dans les AMP et les zones soumises à d'importantes pressions, c) Série de données sur les indicateurs communs de la biodiversité rapportée et téléchargée sur la plateforme InfoMAP du PNUE/PAM et assurance de la qualité réalisée, d) Mise à jour des fiches d'orientation sur les indicateurs communs de l'IMAP de la biodiversité, e) Mise à jour des fiches d'orientation sur les indicateurs communs de l'IMAP relatifs aux pêches, f) Réunion du CorMon sur la biodiversité et les espèces non indigènes organisées annuellement. Les résultats ci-dessus seront soumis à la réunion du CORMON sur la biodiversité et les espèces non indigènes et les conclusions seront ensuite soumises à la réunion du Groupe de coordination de l'EcAp.	10.000 €	30.000 €	40.000 €	210.000 €	Secured external funding through IMAP/MPA project (EU).	
	Coordination et expertise en interne, consultations, services, enquêtes sur le terrain, réunion(s) de coordination, atelier(s) national(aux) et régional(s),	CAR/ASP	UC, CAR/PAP, MEDPOL	Parties contractantes concernées et Points Focaux du CAR / ASP et du FEM pour l'Adriatique Coordinateurs nationaux	Programme sous régional de surveillance sur les indicateurs communs de la biodiversité mis en œuvre au niveau sous régional dans la mer Adriatique, conformément au groupe thématique de l'IMAP sur la biodiversité et les pêches afin de soutenir la PSM et la GIZC.			0 €	20.000 €	Financement externe assuré à travers le projet Adriatique du FEM.	
2. Exécuter l'examen périodique ordinaire des ASPIM	Coordination et expertise en interne, conseil (2 experts indépendants par ASPIM), visites sur le terrain, réunions de la commission consultative technique	CAR/ASP		Points Focaux du CAR / ASP concernés, responsables des ASPIM	a) L'examen périodique ordinaire destiné à réaliser une évaluation en profondeur de l'efficacité de la gestion des ASPIM est entrepris pour les 11 ASPIM concernées : 5 ASPIM en 2020 (Lara-Toxefra (CY), Torre Guaceto (IT), Tavolara-Punta Coda Cavallo (IT), Miramare (IT), Plemmirio (IT)) et 6 ASPIM en 2021 (Archipel de Cabrera (ES), falaises de Mara-Cerra Gordo (ES), Bouches de Bonifacio (FR), Capo Caccia-Isola Piana (IT), Punta Campanella (IT), Al Hoceima (MA), b) Soumission du rapport, des principales conclusions et des recommandations à la réunion du point focaux CAR/ASP en 2021.	20.000 €	16.000 €	36.000 €			
3.4.2. Des outils d'évaluation de la conservation de la diversité biologique (évaluation thématique approfondie, cartes et fiches d'information sur les indicateurs) sont élaborés et actualisés pour montrer les tendances aux niveaux national, sous-régional et régional, et mesurer l'efficacité des PAN de PAS BIO et de l'application des Plans d'action régionaux.						15.000 €	0 €	15.000 €	0 €	0 €	
1. Elaborer le rapport de situation 2020 sur les AMP méditerranéennes	Coordination et expertise en interne, conseil, services	CAR/ASP	UC	MedPAN, GFCM, ACCOBAMS, IUCN, WWF	a) Rapport 2020 sur l'état d'avancement des AMP en Méditerranée élaboré, diffusé et soumis à la réunion des points focaux CAR/ASP, b) Elaboration de l'état des lieux des mesures de conservation dans les AMP et d'autres zones de la Méditerranée.	15.000 €		15.000 €			
3.4.3. Des indicateurs communs EcAp sur la biodiversité et les espèces non-indigènes sont surveillés au moyen du PISE dans les AMP et ASPIM et les séries de données pertinentes sont établies.						0 €	0 €	0 €	490.000 €	0 €	
1. Coopérer à l'échelle sous-régionale pour tester les activités conjointes de surveillance dans une zone ou des zones sélectionnées(s), aidant ainsi les pays à mettre en œuvre de programmes conjoints de surveillance conformes aux recommandations de l'IMAP dans les AMP/ASPIM.	Coordination et expertise en interne, conseil, services, réunion(s) de coordination, atelier(s) national(aux) et régional (aux), réunions CorMon	CAR/ASP	UC, MEDPOL et autres Composantes pertinentes Groupe de travail IMAP	Points Focaux du CAR / ASP, correspondants du MED POL, autorités responsables de l'environnement des Parties contractantes concernées	a) IMAP mis en œuvre sur une base comparable, b) Série de données sur les indicateurs communs de l'IMAP rapportée à la plateforme Info/PAM du PNUE/IMP. Tous les résultats ci-dessus seront soumis aux réunions du CORMON sur l'ensemble des groupes thématiques de l'IMAP.			0 €	490.000 €	Financement externe assuré à travers le projet IMAP/AMP (UE).	
3.4.4. Un inventaire des écosystèmes marins et côtiers fragiles et vulnérables et une évaluation de la sensibilité et des capacités d'adaptation des écosystèmes marins et côtiers aux changements d'état du milieu marin ainsi que le rôle des services qu'ils apportent à la capacité d'adaptation au changement climatique ont été élaborés.						0 €	0 €	0 €	100.000 €	0 €	
1. Aide aux Parties contractantes à l'élaboration des cartes de répartition et de sensibilité des principaux habitats marins.	Coordination et expertise en interne, consultations, services, enquêtes sur le terrain, réunion(s) de coordination, atelier national	CAR/ASP	UC	Points Focaux du CAR / ASP concernés, experts et organisations nationales, ONG, Partenaires des plans d'action	Cartes de distribution et de sensibilité des principaux habitats marins, à Malte et en Turquie, et bases de données spécifiques élaborées et mises à disposition sur la Plateforme méditerranéenne de la biodiversité et d'autres plateformes pertinentes. .			0 €	100.000 €	Financement externe assuré à travers le projet MAVA.	
3.5. Assistance technique et renforcement des capacités aux niveaux régional, sub-régional et national pour renforcer l'application des politiques et le respect des législations nationales relatives à la diversité biologique.						15.000 €	25.118 €	40.118 €	635.000 €	80.000 €	
3.5.1. Des programmes de renforcement des capacités en matière de développement et de gestion des zones marines et côtières protégées, de conservation et de surveillance des espèces côtières et marines et d'habitats clefs menacés ou en danger en Méditerranée, et le suivi des questions de surveillance portant sur le changement climatique et la diversité biologique sont élaborés et mis en œuvre.						15.000 €	25.118 €	40.118 €	475.000 €	20.000 €	
1. Organiser des formations spécifiques, des ateliers et des symposiums relatifs à la conservation et à la surveillance d'espèces marines et côtières menacées et en voie d'extinction, des habitats clés et des espèces non indigènes en Méditerranée.	Expertise et coordination en internes, services contractuels, consultants, Partenaires	CAR/ASP	UC, RAC/INFO et autres Composantes pertinentes	ACCOBAMS, MAVA Marine turtles project partners, MAVA species Project partners, Berne convention, IUCN Marine turtles' specialists Group for the Mediterranean, ONG, universités, points focaux du ASP, Partenaires des plans d'action pour la Méditerranée et associés	a) Organisation de la 7e Conférence méditerranéenne sur les tortues marines (Maroc), b) Organisation de la Conférence biennale sur les cétacés pour les pays du sud de la Méditerranée, c) Organisation de la session de formation régionale sur l'identification des habitats marins clés (Indicateurs communs IC-1, OE1 et IC-2, OE1 de l'IMAP) et l'utilisation de l'application Web SDF, d) Organisation d'un atelier sur les zones importantes pour les tortues marines (projet MAVA sur les tortues marines), e) Organisation d'ateliers techniques visant à identifier les zones importantes pour les espèces vulnérables sur la base des données collectées dans le cadre du projet MAVA pour les espèces, f) Organisation de formations sous régionales sur les espèces menacées et en danger, g) Organisation d'une session de formation régionale sur l'utilisation de la Plateforme méditerranéenne de la biodiversité.	10.000 €	15.000 €	25.000 €	70.000 €	20.000 €	Financement externe assuré à travers les projets MAVA et de l'UE.

Thème 4 : PROCESSUS ET INTERACTION ENTRE LA TERRE ET LA MER													
Objectifs écologiques / Impacts ciblés à long terme: 1. Les dynamiques naturelles des zones côtières sont maintenues et les écosystèmes et paysages côtiers sont préservés; 2. L'altération des conditions hydrographiques n'affecte pas de manière négative les écosystèmes côtiers et marins.													
Objectifs Stratégiques: 1. Réduire la pression anthropique sur les zones marines et côtières pour prévenir ou réduire leur dégradation ; 2. Garantir la préservation de l'intégrité des écosystèmes côtiers ainsi que des paysages côtiers et de la géomorphologie côtière ; 3. Adopter des mesures pour réduire les effets négatifs des aléas naturels et en particulier des changements climatiques ; 4. Faire en sorte que les activités sur les parties terrestre et marine des zones côtières soient compatibles et mutuellement complémentaires.													
Indicateurs 2020-2021: 1. Nombre d'outils et de documents méthodologiques élaborés pour la mise en œuvre par les Parties contractantes et / ou testés / diffusés; 2. Nombre de projets en cours, y compris les CAMP, portant sur les interactions entre la terre et la mer; 3. Réseaux côtiers établis et fonctionnels; 4. Nombre de projets pilotes MSP intégrant LSI développés et mis en œuvre; 5. (a) Nombre de formations sur la mise en œuvre du MSP organisées; (b) Nombre d'experts nationaux formés.					Cibles 2020-2021 : 1. 5 outils / documents méthodologiques; 2. 1CAMP national mis en œuvre et un CAMP transfrontalier lancé; 3. Fonctionnement du réseau CAMP; 4. Au moins un pilote MSP; 5. (a) 2 formations tenues; (b) 50 experts nationaux formés.								
Principales Activités	Moyens de Mise en Œuvre	Direction: UC (Unité de Coordination) ou Composantes	Autre: UC et / ou Composantes	Partenaires	Livrables Attendus	FINANCEMENT DE BASE: MTF			Ressources Externes		Commentaires		
						MTF 2020	MTF 2021	MTF TOTAL 2020-2021	Financement externe sécurisé TOTAL 2020-2021	Financement externe sécurisé TOTAL 2020-2021			
4.1 Renforcer l'application régionale des obligations en vertu de la Convention de Barcelone et ses Protocoles, et des programmes de mesures dans les stratégies et plans d'action régionaux existants.						8.000 €	0 €	8.000 €	5.000 €	30.000 €			
4.1.1. Les Parties contractantes sont aidées dans l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation des mesures et outils spécifiques visant à réduire les pressions sur les zones marines et côtières (par ex. zones non constructibles, mesures de politiques foncières, zonage, etc.).						8.000 €	0 €	8.000 €	5.000 €	30.000 €			
1. Soutenir l'évaluation socio-économique des mesures dans les stratégies et plans d'action régionaux.	Expertise en interne; Conseil	Plan Bleu	UC et autres Composantes	Partenaires du projet MEDREGION, sous la coordination du HCMR	Elaboration de lignes directrices métrologiques visant à soutenir les Parties contractantes et les parties prenantes procédant à des évaluations socioéconomiques des mesures comprises dans les Stratégies et les Plans d'action régionaux, adaptées entre autres aux mesures de réduction et de prévention des déchets plastiques.	8.000 €		8.000 €	5.000 €	30.000 €			
4.2. Elaboration de nouveaux plans d'action, programmes et mesures, normes et critères communs, lignes directrices.						30.000 €	31.546 €	61.546 €	200.000 €	20.000 €			
4.2.2. La Planification de l'espace maritime est définie et appliquée à tous les Plans d'action et Programmes de mesures pertinents, le cas échéant.						30.000 €	31.546 €	61.546 €	200.000 €	20.000 €			
1. Soutenir l'application cohérente de la PSM à l'échelle régionale, y compris ses liens avec la GIZC et les problèmes transfrontaliers, ainsi que la mise en œuvre des projets pilotes de la PSM.	Expertise, coordination et gestion en interne, expertise et services externes, atelier de travail / réunion régional	PAP/RAC	UC et autres Composantes	PC, DG MARE, IOC-UNESCO	a) Meilleures pratiques partagées et capacités renforcées en matière de mise en œuvre de la PSM, à travers des sessions de formation/atelier régional, en se concentrant sur la cartographie de l'ITM et son utilisation dans le cadre des processus de GIZC et de PSM, b) Identification des priorités en matière d'appui technique et de renforcement des capacités, apacity building identified;		31.546 €	31.546 €		20.000 €			
		PAP/RAC		FEM, autorités et institutions nationales et locales du Monténégro	c) Elaboration de la planification spatiale marine pour les eaux marines relevant de la compétence du Monténégro,			0 €	200.000 €		Financement externe assuré à travers le FEM.		
		PAP/RAC		PC, DG MARE, HELCOM, OSPAR, BSC	d) Définition d'une boîte à outils pour la phase analytique du processus de PSM, e) Orientation spécifique fournie quant à son utilisation afin de renforcer les capacités nationales.	30.000 €		30.000 €					
4.3 Renforcement de l'application au niveau national.						80.000 €	70.000 €	150.000 €	0 €	625.000 €			
4.3.1. Une nouvelle génération de PAC est préparée pour promouvoir l'interaction terre-mer, en s'intéressant aussi aux aspects transfrontaliers, selon les nécessités.						80.000 €	70.000 €	150.000 €	0 €	625.000 €			
1. Mettre en œuvre des projets PAC pour un certain nombre de Parties contractantes, y compris, le cas échéant, une dimension transfrontière / transnationale et des liens entre les zones côtières et les zones de haute mer soumises à des pressions majeures.	Expertise, coordination et gestion en interne, expertise et services externes, réunion(s) nationale(s) / régionale(s)	PAP/RAC	UC et autres Composantes	PC, Autorités et institutions nationales et locales	a) Réunion de lancement du projet CAMP organisée en Bosnie-Herzégovine, b) Création d'équipes de travail, c) Lancement des activités du projet : activités horizontales (renforcement des capacités, infrastructures des données spatiales) et activités spécifiques (habitats marins et zones protégées, surveillance de l'environnement marin et côtier, tourisme durable, prévention des déchets marins),			0 €			Activité partiellement mise en œuvre au cours de l'exercice biennal 2018-2019. Il est proposé de rééchelonner les économies de 65 000 euros sur l'exercice biennal 2020-2021.		
		PAP/RAC			d) Accord signé avec les pays hôtes pour un projet CAMP transfrontière, basé sur les conclusions et recommandations de l'étude de faisabilité préparée pour l'exercice biennal 2018-2019, et lancement des activités du CAMP.	80.000 €	70.000 €	150.000 €		625.000 €	Financement externe non garanti en cours de négociation.		
4.4. Surveillance et évaluation.						9.150 €	9.150 €	18.300 €	140.000 €	270.000 €			
4.4.1. La cartographie des mécanismes d'interactions sur le milieu marin et côtier aux niveaux régional et local est élaborée, y compris l'évaluation des risques de hausse du niveau de la mer et d'érosion côtière et leurs impacts sur l'environnement côtiers et les communautés.						9.150 €	9.150 €	18.300 €	0 €	190.000 €			
1. Tester la méthodologie pour les interactions terre-mer (ITM).	Expertise en interne, coordination, expertise et services externes, réunion(s) nationale(s) / régionale(s)	CAR/PAP	UC	PC	a) Assistance fournie jusqu'à deux Parties contractantes pour tester la méthodologie ITM développée dans le cadre des projets SIMWESTMED et SUPREME. b) Conclusions et leçons tirées partagées avec l'ensemble des Parties contractantes, c) Priorités identifiées pour le travail à venir.			0 €		100.000 €			
2. Mise en œuvre de l'ODD 14 en Méditerranée en faisant la promotion de l'économie bleue.	Expertise en interne, Ateliers de travail sectoriels; conseil	Plan Bleu	UC et autres Composantes	PC, CIHEAM, CMI / Banque mondiale, CRPM, Commission européenne, FAO, UpM, WWF; secteur privé, ONG et représentants des gouvernements locaux	a) Identification des transitions clés et des instruments politiques correspondants afin de promouvoir l'économie bleue sur la base des innovations locales, notamment les innovations identifiées par les études de cas dans le cadre du PDT 2018-2019 (dans les domaines de la pêche et de l'aquaculture, du transport maritime et des activités portuaires, de l'énergie éolienne, du tourisme et des activités récréatives et des ressources biologiques), b) Recommandations pour une transition vers l'économie bleue en Méditerranée, y compris à travers le développement d'instruments financiers et économiques et de partenariats innovants.	9.150 €	9.150 €	18.300 €		50.000 €			
3. Mettre au point ou renforcer des outils visant à faciliter l'intégration du changement climatique au processus décisionnel	Expertise en interne; conseil; Publications	Plan Bleu	RAC/PAP, UC	PC, institutions scientifiques, y compris MedECC, MedSEA, Banque mondiale, CMI ou EIB (à confirmer)	Elaboration et diffusion d'outils d'évaluation des enjeux économiques et écologiques de la hausse du niveau de la mer et des risques côtiers, en s'appuyant entre autres sur les résultats de la première utilisation de l'indice du risque côtier.	0 €	0 €	0 €		40.000 €			
4.4.2. Des Programmes nationaux de surveillance des côtes et de l'hydrographie sont élaborés et actualisés pour inclure les indicateurs communs PISE, les interactions et les processus pertinents.						0 €	0 €	0 €	140.000 €	80.000 €			
1. Consolider les connaissances communes pour utiliser la PSM comme outil d'application de l'EcAp dans la sous-région Adriatique (lien étroit avec le Produit clé 4.2.2).	Coordination et gestion en interne, expertise et services externes, réunions	RAC/PAP	CU et autres Composantes	FEM, autorités nationales et locales et institutions des deux pays du projet (Albanie et Monténégro)	IMAP nationaux finalisés pour l'Albanie et le Monténégro.			0 €	70.000 €		Financement externe assuré à travers le projet Adriatique du FEM.		

Thème 5: GESTION INTEGREE DES ZONES COTIERES

Impacts à Long Terme ciblés:

1. Le développement durable des zones côtières est facilité si l'on fait en sorte que l'environnement et les paysages soient harmonieusement pris en compte dans le développement économique, social et culturel ;
2. L'utilisation durable des ressources naturelles est assurée, en particulier eu égard à l'usage de l'eau ;
3. Une cohérence est mise en place entre les initiatives publiques et privées et entre toutes les décisions prises par les pouvoirs publics, aux niveaux, national, régional et local, dès lors qu'elles affectent l'utilisation de la zone côtière.

Objectifs stratégiques:

1. Soutenir la mise en œuvre effective du Protocole GIZC à l'échelle locale, nationale et régionale, tel que prévu dans le Plan d'Action 2012-2019;
2. Consolider les capacités des Parties Contractantes à utiliser, d'une manière effective, les processus, les outils, les instruments et les politiques GIZC.

Indicateurs 2020-2021:

2. (a) Nombre de Cours de Formation MedOpen;
- (b) Nombre de personnes formées;
3. Nombre de pays rapportant des plans d'action et de politiques nationales nouveaux/mis à jour, qui rationalisent les mesures CPD et l'adaptation du changement climatique;
4. Nombre des mécanismes de coordination GIZC établis;
5. (a) Nombre de formations sur la GIZC;
- (b) Nombre de personnes formées.

Cibles 2020-2021:

2. (a) 2 cours;
- (b) 30 participants;
3. Au moins 3 pays;
4. 3 cadres de coordination interministériels mis en place;
5. (a) 3 formations tenues;
- (b) 50 personnes formées.

Principales Activités	Moyens de Mise en Œuvre	Direction: UC (Unité de Coordination) ou Composantes	Autre: UC et / ou Composantes	Partenaires	Livrables Attendus	FINANCEMENT DE BASE: MTF			Ressources Externes		Commentaires
						MTF 2020	MTF 2021	MTF TOTAL 2020-2021	Financement externe sécurisé TOTAL 2020-2021	Financement externe sécurisé TOTAL 2020-2021	
5.2 Élaboration de nouveaux plans d'action, programmes et mesures, normes et critères communs, lignes directrices.						0 €	0 €	0 €	0 €	50.000 €	
5.2.2. Un cadre méthodologique pour les interactions terre-mer, prenant en compte notamment la PEM et la GIZC, est élaboré et appliqué.						0 €	0 €	0 €	0 €	50.000 €	
1. Conceptualiser les liens entre IMAP, ITM et PSM et fournir des conseils pertinents.	Expertise, coordination et gestion en interne, expertise et services externes, réunions	CAR/PAP	UC et autres Composantes	Parties contractantes	Élaboration et explication détaillée d'un cadre reliant l'IMAP, l'ITM et la PSM dans le cadre de la GIZC.			0 €		50.000 €	
5.3 Renforcement de l'application au niveau national.						0 €	0 €	0 €	285.000 €	0 €	
5.3.1. Des stratégies nationales de GIZC prenant en compte l'intégration de la pollution, de la diversité biologique, de l'adaptation aux changements climatiques et la CPD, l'interaction terre-mer ainsi que les villes durables, sont préparées et appliquées.						0 €	0 €	0 €	240.000 €	0 €	
1. Mobiliser les ressources et démarrer la préparation des stratégies nationales de GIZC.	Expertise, coordination et gestion en interne, expertise et services externes, réunions nationales	CAR/PAP	UC et autres Composantes	PC, FEM, PNUD	a) Élaboration de stratégies de GIZC pour l'Égypte et le Liban, b) Commentaires transmis concernant la stratégie nationale de GIZC en Tunisie,			0 €	132.000 €		Financement externe assuré à travers les ressources du MedProgramme du FEM devant être utilisées en 2020-2021.
		CAR/PAP		PC, FEM, Fondation MAVVA	c) Élaboration de deux plans de GIZC pour des zones côtières sélectionnées au Monténégro et au Maroc, d) Élaboration d'un plan de gestion pour une zone humide en Tunisie (Ghar El Melh).			0 €	108.000 €		Financement externe assuré à travers le MedProgramme du FEM et le MAVVA.
5.3.2. Les pays sont aidés pour réaliser des analyses des lacunes sur des cadres juridiques ou institutionnels nationaux pour la GIZC afin d'intégrer le cas échéant les dispositions du Protocole GIZC dans les législations nationales.						0 €	0 €	0 €	45.000 €	0 €	
1. Promouvoir la ratification du Protocole GIZC.	Coordination et gestion en interne, expertise et services externes, réunions nationales	CAR/PAP	UC et autres Composantes	PC, FEM	a) Réalisation d'une analyse des cadres juridiques et institutionnels nationaux dans les domaines pertinents dans le cadre du Protocole « GIZC » (en Algérie et en Tunisie), b) Recommandations fournies sur la base des conclusions de l'analyse, c) Identification des actions prioritaires en vue de faciliter la ratification du Protocole « GIZC », d) Consultations nationales organisées pour soutenir la ratification du Protocole « GIZC », e) Commentaires de la part des parties prenantes nationales participant à la consultation obtenus et utilisés dans le cadre du processus de ratification en Algérie, en Égypte et en Tunisie.			0 €	35.000 €		Financement externe assuré à travers les ressources du MedProgramme du FEM devant être utilisées en 2020-2021.
		CAR/PAP						0 €	10.000 €		Financement externe assuré à travers les ressources du MedProgramme du FEM devant être utilisées en 2020-2021.
5.4. Surveillance et évaluation.						0 €	0 €	0 €	0 €	30.000 €	
5.4.1. Des fiches d'information pour les indicateurs GIZC ont été élaborées pour évaluer l'efficacité des mesures de gestion des ressources côtières et marines.						0 €	0 €	0 €	0 €	30.000 €	
1. Mettre à jour le groupe d'indicateurs communs de l'IMAP sur les zones côtières et l'hydrologie.	Coordination et gestion en interne, expertise et services externes	CAR/PAP	UC, Groupe de travail IMAP	PC, AEE, PNUE / GRID	Indicateurs communs de l'IMAP du groupe thématique « Côtier » mis à jour sur la base des nouvelles données et informations pertinentes concernant la hausse du niveau de la mer.			0 €		30.000 €	
5.5. Capacités améliorées aux niveaux national, sous-régional et régional y compris assistance technique et renforcement des capacités.						11.546 €	0 €	11.546 €	135.000 €	0 €	
5.5.1. Le Programme de formation MedOpen sur la GIZC est régulièrement actualisé et mis en œuvre, en coordination avec les PFN concernés.						11.546 €	0 €	11.546 €	135.000 €	0 €	
1. Organiser des formations avancées sur la GIZC.	Expertise, coordination et gestion en interne, expertise et services externes	CAR/PAP	RAC/INFO	PC et FEM	a) Mise à jour de MedOpen afin d'inclure du matériel d'apprentissage récent, b) Une session de formation avancée en anglais et une autre en français organisées.	11.546 €		11.546 €	56.000 €		Financement externe assuré à travers le MedProgramme du FEM et le MAVVA.
2. Soutenir la mise en œuvre du Protocole de la GIZC au niveau sous-régional.	Coordination et gestion en interne, expertise et services externes	CAR/PAP	UC	PC éligibles au FEM	a) Trois formations sous régionales organisées pour les pays éligibles au FEM, b) Assistance technique fournie et capacités renforcées afin de soutenir la mise en œuvre du Protocole « GIZC » de façon cohérente au niveau sous régional.			0 €	79.000 €		Financement externe assuré à travers les ressources du MedProgramme du FEM devant être utilisées en 2020-2021.

5.6. Meilleure coopération aux niveaux nationaux sous régional et régional.						10.000 €	0 €	10.000 €	30.000 €	0 €	
5.6.1. La coordination de la GIZC est améliorée par: i) la Plateforme GIZC méditerranéenne; ii) les organes nationaux de coordination de la GIZC.						10.000 €	0 €	10.000 €	30.000 €	0 €	
1. Assurer et maintenir le fonctionnement de la Plate-forme méditerranéenne de la GIZC.	Expertise, coordination et gestion en interne, expertise et services externes, réunions	CAR/PAP	UC et RAC/INFO	PC et toutes les autres parties prenantes concernées	a) Travail de la Plateforme GIZC coordonné et facilité à travers les informations et connaissances récentes, b) Soutien apporté aux organismes de coordination nationaux responsables de la mise en œuvre du Protocole « GIZC ».	10.000 €		10.000 €			
2. Établir et / ou améliorer les cadres de coordination interministérielle (GIZC).	Expertise, coordination et gestion en interne, expertise et services externes, réunions	CAR/PAP	UC	PC éligibles au FEM	Consultations nationales organisées et propositions pour la GIZC formulées pour la Bosnie-Herzégovine, le Liban et la Tunisie.			0 €	30.000 €		Financement externe assuré à travers les ressources du MedProgramme du FEM devant être utilisées en 2020-2021.
TOTALThème 5: GESTION INTEGREE DES ZONES COTIERES						21.546 €	0 €	21.546 €	450.000 €	80.000 €	

Thème 5: GESTION INTEGREE DES ZONES COTIERES	MTF 2020	MTF 2021	MTF TOTAL 2020-2021	Financement externe sécurisé TOTAL 2020-2021	Financement externe sécurisé TOTAL 2020-2021
Unité Cord.			0 €		
MED POL			0 €		
REMPEC			0 €		
CAR/PB			0 €		
CAR/ASP			0 €		
CAR/PAP	21.546 €	0 €	21.546 €	450.000 €	80.000 €
CAR/INFO			0 €		
CAR/CPD			0 €		
TOTAL	21.546 €	0 €	21.546 €	450.000 €	80.000 €

Somme des résultats Sous-totaux	21.546 €	0 €	21.546 €	450.000 €	80.000 €
Somme des sous-totaux des sorties	21.546 €	0 €	21.546 €	450.000 €	80.000 €

Thème 6 : CONSOMMATION ET PRODUCTION DURABLES (CPD)

Impacts à long terme ciblés:
 1. Une région méditerranéenne prospère est établie, et dotée d'économies non polluantes, circulaires, socialement inclusives fondées sur des modèles de consommation et de production durables, préservant les ressources naturelles et l'énergie, assurant le bien-être des sociétés et contribuant à un environnement propre et des écosystèmes sains qui fournissent des biens et des services aux générations présentes et futures ;
 2. Soutenir l'application effective du Plan d'action régional pour la CPD et sa Feuille de route ;
 3. Renforcer les capacités techniques et faciliter l'accès au financement pour les entreprises, les entrepreneurs, les acteurs financiers et la société civile afin de mettre en œuvre des solutions CPD ;
 4. Promouvoir la CPD dans les secteurs économiques et modes de vie clés constituant des moteurs en amont des produits chimiques et des déchets marins ;
 5. Renforcer les capacités techniques des entreprises, des entrepreneurs, des agents de financement et de la société civile afin de mettre en œuvre des solutions CPD réduisant les produits chimiques et les déchets marins ;
 6. Fournir des services et des produits innovants contribuant à la conservation et à la gestion durable de la biodiversité et des écosystèmes ;
 7. Renforcer les capacités techniques des entreprises, des entrepreneurs, des agents de financement et de la société civile afin de mettre en œuvre des solutions CPD contribuant à la conservation de la biodiversité et des écosystèmes ;
 8. Réduire la pression des activités humaines dans les zones côtières et marines au moyen de la mise en œuvre d'outils CPD.

1. Nombre de nouvelles lignes directrices / mises à jour et d'autres outils de mise en œuvre portant sur les outils de CPD pour les secteurs et les zones de consommation et de production clés ; 2. Nombre de formation et de renforcement des capacités dans l'application du Plan d'action SCP ; 3. Nombre d'entreprises, entrepreneurs, agents financiers et des organisations de la société civile formés pour fournir des solutions CPD et de rejoindre le Réseau d'action méditerranéen CPD, la plate-forme de commutation et le Réseau Vert d'Investissement d'Impact ; 4. Nombre de projets de mise en œuvre le Plan d'Action de la CPD engageant différentes parties prenantes identifiées par les facilitateurs ; 5. Nombre de PNA de la CPD élaborés ; 6. (a) Nombre de partenariats nationaux créés pour le soutien des donneurs d'ordre ; (b) Nombre de partenariats prêts à l'investissement liés aux acteurs financiers ; 7. Nombre d'activités visant à stimuler la demande de produits et services durables.	Cibles 2020-2021 : 1. 4 outils / lignes directrices / documents de politique ; 2. 5 activités ; 3. 800 stagiaires ; 4. 3 projets ; 5. 2 PAN de la CPD ; 6. (a) 8 partenariats ; (b) 80 partenariats prêts à l'investissement liés aux acteurs financiers ; 7. 10 activités.
---	--

Principales Activités	Moyens de Mise en Œuvre	Direction: UC (Unité de Coordination) ou Composantes	Autre: UC et / ou Composantes	Partenaires	Livrables Attendus	FINANCEMENT DE BASE: MTF			Ressources Externes		Commentaires
						MTF 2020	MTF 2021	MTF TOTAL 2020-2021	Financement externe sécurisé TOTAL 2020-2021	Financement externe sécurisé TOTAL 2020-2021	
6.1.Élaboration de nouveaux plans d'action, programmes et mesures, normes et critères communs, lignes directrices et application des textes actuels.						11.454 €	9.000 €	20.454 €	157.000 €	600.000 €	
6.1.1.Des mesures sélectionnées dans le Plan d'action pour la CPD et contribuant directement à la prévention, la réduction et l'élimination de la pollution marine, protégeant/ renforçant la biodiversité et les écosystèmes et abordant le changement climatique dans les zones marines et côtières de la Méditerranée sont identifiées et mises en œuvre.						11.454 €	9.000 €	20.454 €	157.000 €	70.000 €	
1. Soutenir le développement des plans d'action nationaux de la CPD / économie circulaire.	Expertise en interne, conseil, réunion(s) nationale(s) / régionale(s)	CAR/CPD	UC, MED POL	PC	a) Au moins 2 pays soutenus dans l'élaboration de plans de CPD/économie bleue identifiant les chaînes de valeur prioritaires et proposant des actions relatives au renforcement des capacités, aux instruments politiques et aux partenariats, b) Au moins 1 pays soutenu dans le développement d'actions visant à encourager la consommation durable, l'étiquetage écologique et/ou les marchés publics durables c) Au moins 1 pays soutenu dans la décentralisation des initiatives relatives à l'économie circulaire.	11.454 €	9.000 €	20.454 €	0 €	70.000 €	
2. Procéder à une évaluation à mi-parcours du plan d'action régional de la CPD.		CAR/CPD	UC, Plan Bleu	PC, Partenaires SwitchMed	Évaluation à mi-parcours du Plan d'action CPD, venant alimenter le processus d'élaboration de la nouvelle SMT, préparée et soumise à la réunion des points focaux CAR/CPD.	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	Les fonds pour l'évaluation à mi-parcours du Plan d'action CPD sont inclus dans l'activité 1.1.2.5. Cette activité comprend aussi bien les évaluations à mi-parcours de la SMDD et du Plan d'action CPD et les deux processus seront développés en synergie afin d'utiliser efficacement les ressources disponibles.
3. Évaluer le rôle des entreprises et de l'emploi verts pour la protection de l'environnement méditerranéen.		CAR/CPD	UC	ONU/Division de l'économie de l'environnement des Nations Unies	Élaboration d'un document de base et des principales mesures politiques visant à intégrer et à soutenir le développement d'entreprises vertes et circulaires identifiées, examinées par les principales parties prenantes et soumises à la réunion des points focaux CAR/CPD.	0 €	0 €	0 €	157.000 €	0 €	Financement externe assuré à travers SwitchMed II (UE DG NEAR).
6.1.3. Des outils méthodologiques pour l'intégration de la CPD dans les domaines prioritaires de consommation et de production du Plan d'action régional pour la CPD - tourisme, alimentation, logement et fabrication des marchandises - sont mis en œuvre et de nouveaux sont élaborés pour d'autres secteurs.						0 €	0 €	0 €	0 €	530.000 €	
1. Développer des activités pilotes pour l'identification des opportunités d'économie circulaire dans les secteurs clés du plan d'action sur la CPD.	Expertise en interne, conseil, atelier de travail national	CAR/CPD	UC	ONU/Division de l'économie de l'environnement des Nations Unies	a) Élaboration d'un outil pour l'identification des opportunités en matière d'économie circulaire au sein des chaînes de valeur des secteurs de l'alimentation et du textile, b) 1 test pilote réalisé avec un groupement d'entreprises du secteur textile, c) 1 test pilote réalisé avec un groupement d'entreprises du secteur alimentaire, d) Élaboration d'instruments politiques et de procédures pilotes à la fois informatifs et volontaires, au niveau régional et national avec deux pays régionaux et nationaux (engagement volontaire des Switchers)			0 €	0 €	500.000 €	
		CAR/CPD						0 €	0 €	30.000 €	
6.2. Surveillance et évaluation.						0 €	0 €	0 €	113.000 €	0 €	
6.2.1. Les indicateurs des Plans d'action CPD alignés avec le travail pertinent de la SMDD sont identifiés, sélectionnés et des fiches d'information sont élaborées.						0 €	0 €	0 €	113.000 €	0 €	
1. Suivi des indicateurs de CPD dans le cadre du Plan d'action sur la CPD et mise en œuvre de la SMDD	Expertise en interne, conseil	CAR/CPD	UC, Plan Bleu	ONU/Division de l'économie de l'environnement des Nations Unies	Les 25 indicateurs CPD sont complétés afin de fournir une meilleure vision de la situation et des progrès réalisés dans la région.			0 €	83.000 €	0 €	Financement externe assuré à travers SwitchMed II (UE DG NEAR).
2. Évaluer les performances environnementales, sociales et économiques des entrepreneurs verts et des entreprises de l'économie circulaire contribuant à la mise en œuvre du plan d'action sur la CPD.		CAR/CPD			1 système MEAL (suivi, évaluation, redevabilité et apprentissage) visant à évaluer la performance environnementale, sociale et économique des entrepreneurs verts et des entreprises circulaires consolidées.			0 €	30.000 €	0 €	Financement externe assuré à travers SwitchMed II (UE DG NEAR).
6.3. Capacités améliorées aux niveaux national, sous-régional et régional y compris assistance technique et renforcement des capacités.						15.000 €	14.454 €	29.454 €	1.852.500 €	0 €	
6.3.1. Le programme de formation et d'appui pour les entrepreneurs verts et la société civile comme catalyseur de la CPD.						15.000 €	14.454 €	29.454 €	1.852.500 €	0 €	
1. Entreprendre un programme de formation de soutien pour les entrepreneurs verts, start-ups et les PME..	Expertise en interne, conseil, atelier national, formation, coaching, mentoring	CAR/CPD	UC	ONU/Division de l'économie de l'environnement des Nations Unies	a) Élaboration d'une Plateforme en ligne des outils et méthodologies pour le développement d'entreprises vertes, b) Partenariats nationaux de soutien aux Switchers, rassemblant des prestataires de service de développement aux entreprises soutenant les entrepreneurs verts, mis en place dans 8 pays méditerranéens (Maroc, Algérie, Tunisie, Égypte, Jordanie, Palestine, Israël et Liban), c) Transfert des capacités, méthodologies et outils de développement des entreprises vertes vers les prestataires de service de développement des entreprises, d) Programmes de formation et de soutien pour les entrepreneurs verts mis en œuvre par les Partenariats nationaux conçus et facilités, ; e) Mentorat et soutien apportés aux Switchers pour la réplique, f) Promotion d'accords financiers entre les entrepreneurs verts et les acteurs financiers.	15.000 €	14.454 €	29.454 €	1.852.500 €	0 €	Financement externe assuré à travers SwitchMed II (UE DG NEAR).
6.4. Meilleure coopération aux niveaux national, sous-régional et régional pour prévenir et maîtriser la pollution marine.						32.000 €	28.000 €	60.000 €	1.256.331 €	35.000 €	
6.4.1. La mise en place de réseaux et initiatives d'entreprises, d'entrepreneurs et de la société civile proposant des solutions de CPD est soutenue.						0 €	0 €	0 €	517.121 €	0 €	
1. Mettre en place le Réseau d'investissement méditerranéen à impact vert (Switchers Fund).	Expertise en interne, conseil, réunion sous-régionale et nationale	CAR/ASP	UC	ONU/Division des Nations Unies pour l'économie de l'environnement, Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE)	Accès au financement pour les entrepreneurs dans les premières phases de conception de leur projet assuré à travers le Fonds Switchers, en particulier via des rencontres avec les institutions financières régionales et nationales, les organismes de subvention, etc. tables rondes dirigées par des experts avec les institutions de financement vert.	0 €	0 €	0 €	124.654 €	0 €	Financement externe assuré à travers le GIMED (ENI CBC Med).

2. Améliorer les solutions de CPD dans la Région Méditerranée.	CAR/ASP	UC MED POL	ONU/DI, Division de l'économie de l'environnement des Nations Unies, UNCTAD, Fondation Berytech du Liban, Organisation des dirigeants palestiniens, Tunisia Connect, Égypte Association des entreprises d'Alexandrie, Italie Fondation de communication de Messine	a) Augmentation de la visibilité des produits et services durables en partenariat avec les plateformes de détaillants en ligne,	0 €	0 €	0 €	102.743 €	0 €	Financement externe assuré à travers SwitchMed II (UE DG NEAR).	
	CAR/ASP			b) Coaching collectif sur l'accès aux marchés, services d'entreprises B2B et intégration d'une chaîne de valeur développée avec l'organisation Partenaire UNCTAD,	0 €	0 €	0 €	124.654 €	0 €	Financement externe assuré à travers le GIMED (ENI CBC Med).	
	CAR/CPD			c) Création d'une plateforme ouverte en ligne pour l'innovation et le jumelage permettant la création de marchés par les producteurs Partenaires et les entreprises de détaillants.	0 €	0 €	0 €	102.743 €	0 €	Financement externe assuré à travers SwitchMed II (UE DG NEAR).	
3. Mettre en place des structures de soutien pour les entreprises vertes et de l'économie circulaire.	CAR/CPD	UC, MED POL	PC, entreprises privées, Fondation Liban Berytech, Organisation des leaders palestiniens, Tunisia Connect, Égypte Association commerciale d'Alexandrie, Italie Fondation de communication de Messine	a) 1 programme de label pour l'économie verte et circulaire/ norme pour les entreprises/entrepreneurs verts et circulaires élaboré, b) 1 document politique élaboré – recommandations pour l'amélioration des marchés verts et circulaires et soutien aux entreprises éco-innovantes.	0 €	0 €	0 €	62.327 €	0 €	Financement externe assuré à travers le GIMED (ENI CBC Med).	
6.4.2. Une plateforme méditerranéenne de CPD pour les échanges de connaissances et le travail de réseau est pleinement opérationnelle et assure la connexion et les effets de levier pour de nouveaux partenariats et initiatives fournissant des solutions CPD.					32.000 €	28.000 €	60.000 €	739.210 €	35.000 €		
1. Gérer une communauté méditerranéenne de parties prenantes de la CPD jouant le rôle d'espace d'échange de connaissances sur la CPD, de formation et de création d'alliances, d'opportunités de projets et d'opportunités commerciales	Expertise en interne, conseil, événement régional	CAR/CPD	UC, CAR/INFO	ONU/DI, Division de l'économie de l'environnement des Nations Unies, Fondation Berytech pour le Liban, Organisation des dirigeants palestiniens, Tunisia Connect, Égypte Association des entreprises d'Alexandrie, Italie Fondation de communication de Messine	Renforcement de la diffusion des résultats concernant les pratiques relatives à la CPD et à l'économie circulaire dans les pays du sud de la Méditerranée via : a) Le site du Programme de soutien aux Switchers, la plateforme des histoires de Switchers, le site du Fonds Switchers, le site Internet du Programme SwitchMed, le site Internet du projet GIMED, b) L'élaboration des newsletters du Programme SwitchMed et du GIMED, c) la coordination des réseaux sociaux du programme SwitchMed et du GIMED, d) L'organisation d'un événement SwitchMed Connect	32.000 €	28.000 €	60.000 €	739.210 €	35.000 €	Financement externe assuré à travers SwitchMed II (UE DG NEAR).
TOTAL Thème 6 : CONSOMMATION ET PRODUCTION DURABLES (CPD)					58.454 €	51.454 €	109.908 €	3.378.831 €	635.000 €		

Thème 6 : CONSOMMATION ET PRODUCTION DURABLES (CPD)	MTF 2020	MTF 2021	MTF TOTAL 2020-2021	Financement externe sécurisé TOTAL 2020 2021	Financement externe sécurisé TOTAL 2020 2021
Unité Cord.			0 €		
MED POL			0 €		
REMPEC			0 €		
CAR/PB			0 €		
CAR/ASP			0 €		
CAR/PAP			0 €		
CAR/INFO			0 €		
CAR/CPD	58.454 €	51.454 €	109.908 €	3.378.831 €	635.000 €
TOTAL	58.454 €	51.454 €	109.908 €	3.378.831 €	635.000 €

Somme des résultats Sous-totaux	58.454 €	51.454 €	109.908 €	3.378.831 €	635.000 €
Somme des sous-totaux des sorties	58.454 €	51.454 €	109.908 €	3.378.831 €	635.000 €

Thème 7: ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE											
Impacts à long terme ciblés: 1. Renforcer la résilience des systèmes naturels et socioéconomiques marins et côtiers méditerranéens au changement climatique, en promouvant des approches d'adaptation intégrées et une meilleure compréhension des impacts ; 2. Réduire la pression anthropique sur le milieu côtier et marin afin de maintenir sa contribution à l'adaptation au changement climatique.											
Indicateurs 2020-2021: 1. Nombre de stratégies régionales et des plans d'action existants rationalisant les perspectives d'adaptation au changement climatique; 2. Nombre de nouveaux plans d'action, programmes et mesures, des normes et des critères communs, des lignes directrices intégrant l'adaptation au changement climatique; 3. Nombre de pays adoptant/mettant à jour leur stratégie nationale pour l'adaptation au changement climatique et leur plan d'action en prenant en considération les questions liées à l'environnement côtier et marin; 4. Nombre de pays améliorant leur capacité aux niveaux régional, sous régional et national, y compris l'assistance technique et le renforcement des capacités sur les questions d'adaptation au changement climatique.											
Cibles 2020-2021: 1. 1 stratégie régionale/Plans d'Actions mis à jour; 2. 5 instruments; 3. 1 pays; 4. 4 pays.											
Principales Activités	Moyens de Mise en Œuvre	Direction: UC (Unité de Coordination) ou Composantes	Autre: UC et / ou Composantes	Partenaires	Livrables Attendus	FINANCEMENT DE BASE: MTF			Ressources Externes		Commentaires
						MTF 2020	MTF 2021	MTF TOTAL 2020-2021	Financement externe sécurisé TOTAL 2020-2021	Financement externe sécurisé TOTAL 2020-2021	
7.1. Renforcement de l'application régionale des obligations en vertu de la Convention de Barcelone et ses Protocoles, et des programmes de mesures prescrites par les stratégies et plans d'action régionaux existants.						0 €	0 €	0 €	0 €	100.000 €	
7.1.1. Les principales activités de l'adaptation au changement climatique sont identifiées et intégrées dans l'application des stratégies, mesures et plans d'action régionaux existants.						0 €	0 €	0 €	0 €	100.000 €	
1. Promouvoir la fiscalité environnementale, en particulier pour les émissions de combustibles fossiles.	Expertise en interne, consultation	Plan Bleu	UC et autres Composantes	PC, OCDE	Élaboration du rapport sur la taxation environnementale dans les pays méditerranéens.	0 €	0 €	0 €		40.000 €	
2. Promouvoir l'utilisation de sources d'énergie alternatives renouvelables en Méditerranée.	Expertise en interne, conseil, réunion(s) régionale(s)	Plan Bleu	UC	CP, IRENA	a) Élaboration de l'état des lieux de la production et de l'utilisation des énergies marines renouvelables (énergie éolienne, marémotrice, etc.) en Méditerranée, b) Partage des meilleures pratiques, y compris les MTD et MPE, c) Identification des priorités en matière d'assistance technique et de renforcement des capacités.	0 €	0 €	0 €		60.000 €	
7.2 Élaboration de nouveaux plans d'action, programmes et mesures, normes et critères communs, lignes directrices.						0 €	0 €	0 €	20.000 €	70.000 €	
7.2.1. L'adaptation aux changements climatiques, y compris les vulnérabilités et les risques et les principales activités, est intégrée dans l'élaboration de nouveaux plans d'action régionaux, stratégies régionales et mesures abordant la biodiversité, la pollution et l'interaction terre-mer.						0 €	0 €	0 €	20.000 €	0 €	
1. Adapter les lignes directrices du CAR/PAP pour l'adaptation au changement climatique et à la variabilité dans le bassin de l'Adriatique.	Expertise, coordination et gestion en interne, expertise et services externes, réunion(s)	CAR/PAP	CU	Partenaires du projet AdriAdapt: CMCC (Italie), DHMZ (Croatie), IUAV Venezia (Italie), Union des communes du Val du Savio (Italie), ARPA Émilie-Romagne (Italie), commune de Cervia (Italie), comté de Šibenik-Knin (Croatie), Ville de Vodice (Croatie)	a) Production de lignes directrices en croate et en italien sur l'intégration de l'adaptation dans la gestion côtière le long de la côte Adriatique, b) Production de lignes directrices en croate, en anglais et en italien sur le renforcement de la résilience côtière.			0 €	20.000 €		Financement externe assuré à travers AdriAdapt (Interreg Italie-Croatie).
7.2.3. Promotion de l'intégration des réponses fondées sur l'écosystème dans les Stratégies nationales d'adaptation au changement climatique.						0 €	0 €	0 €	0 €	70.000 €	
1. Soutenir les Parties contractantes à renforcer la composante biodiversité marine dans leurs contributions nationales déterminées actualisées (CND), conformément à l'Accord de Paris de la COP21 de la CCNUCC.	Coordination et expertise en interne, consultations, coordination avec la CDB et la CCNUCC	CAR/CPD	UC, Plan Bleu et composants pertinents	Secrétariat de la CCNUCC, Secrétariat de la CDB	Lignes directrices pour le renforcement de la composante biodiversité marine des CDN mises à jour des pays en vue d'accroître l'alignement et l'intégration des préoccupations en matière de biodiversité marine et de l'ODD 14, harmonisée et coordonnées avec les outils connexes et les initiatives de la CCNUCC et de la CDB en vue d'optimiser les synergies.			0 €		10.000 €	
2. Promouvoir l'intégration des solutions basées sur la nature dans les stratégies d'adaptation au changement climatique.	Expertise en interne, atelier de travail, conseil, services contractuels, événement(s) parallèle(s)	Plan Bleu	MED POL, CAR/ASP	CP, AFD, Conservatoire du Littoral, UICN, Tour du Valat, MedWET, MAVA	a) Identification des bonnes pratiques en matière de solutions fondées sur la nature, y compris les instruments politiques innovants, b) Solutions fondées sur la nature promues et diffusées, y compris les événements potentiels parallèles à l'UICN 2020, c) Analyses démontrant l'intérêt des SFN, y compris à travers la valorisation économique des services écosystémiques identifiées/développées et diffusées, d) Élaboration d'un document politique révisé/enrichi pour considération par les gouvernements nationaux et régionaux.	0 €	0 €	0 €		60.000 €	
7.3 Renforcement de l'application au niveau national.						0 €	0 €	0 €	304.000 €	0 €	
7.3.1. Les domaines prioritaires d'adaptation au changement climatique sont définis et intégrés aux politiques PAM pertinentes, selon les besoins.						0 €	0 €	0 €	304.000 €	0 €	
1. Intégrer l'adaptation au changement climatique dans les plans locaux de GIZC.	Expertise, coordination et gestion en interne, expertise et services externes, réunion(s)	CAR/PAP	CU, Plan Bleu	PC, FEM, GWP-Med	Recommandations fournies pour les mesures d'adaptation à intégrer dans les plans locaux de GIZC au Maroc et au Monténégro élaborées dans le cadre du MedProgramme du FEM.			0 €	15.000 €		Financement externe assuré à travers le projet du FSCC du FEM
2. Créer un catalogue de mesures d'adaptation au changement climatique et de politiques d'atténuation.	Expertise, coordination et gestion en interne, expertise et services externes, réunion(s)	CAR/PAP	CAR/INFO	Partenaires du projet AdriAdapt: CMCC (Italie), DHMZ (Croatie), IUAV Venezia (Italie), Union des communes du Val du Savio (Italie), ARPA Émilie-Romagne (Italie), commune de Cervia (Italie), comté de Šibenik-Knin (Croatie), Ville de Vodice (Croatie)	Description consultable des mesures et meilleures pratiques (en donnant la priorité aux expériences de l'Adriatique et européennes) créées et incluses dans la Plateforme européenne d'adaptation au changement climatique Climate-Adapt (en prévision de sa possible extension future à l'ensemble du bassin méditerranéen).			0 €	24.000 €		Financement externe assuré à travers le projet AdriAdapt (Interreg Italie-Croatie).
3. Soutenir la préparation de stratégies d'adaptation au changement climatique.	Coordination et gestion en interne, expertise et services externes, réunion(s)	CAR/PAP	UC	Partenaires du projet AdriAdapt: CMCC (Italie), DHMZ (Croatie), IUAV Venezia (Italie), Union des communes du Val du Savio (Italie), ARPA Émilie-Romagne (Italie), commune de Cervia (Italie), comté de Šibenik-Knin (Croatie), Ville de Vodice (Croatie)	Élaboration de deux stratégies pour l'adaptation aux changements climatiques pour les municipalités de Šibenik et de Vodice en Croatie.			0 €	265.000 €		

7.4 Surveillance et évaluation.					0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
7.4.1. Les questions de vulnérabilité au changement climatique sont prises en compte dans les programmes de surveillance existants.					0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
1. Élaborer des indicateurs de vulnérabilité et d'impact du changement climatique sur la biodiversité et les ressources naturelles en tenant compte également des tendances socioéconomiques	Ateliers, expertise en interne, services contractuels	Plan Bleu	UC et autres Composantes	CP, MedECC, AE RMC, IME	a) Identification d'indicateurs de vulnérabilité et d'impacts du changement climatique sur les ressources naturelles, traitant également les tendances socioéconomiques, b) Observatoire du Plan Bleu enrichi par les informations relatives aux impacts et aux risques liés au changement climatique, y compris les conclusions du MedECC, c) Élaborations de fiches d'informations et d'études de cas connexes, d) Document politique élaboré.	0 €	0 €	0 €		
7.5 Capacités améliorées aux niveaux national, sous-régional et régional notamment l'assistance technique et le renforcement des capacités.					20.000 €	0 €	20.000 €	100.000 €	10.000 €	
7.5.1. La sensibilisation et l'engagement des principales parties prenantes eu égard à l'adaptation aux changements climatiques et à leurs liens avec les thèmes centraux sont renforcés.					20.000 €	0 €	20.000 €	100.000 €	10.000 €	
1. Améliorer l'adaptation des outils existants tels que Imagine pour impliquer les parties prenantes sur les stratégies d'adaptation au changement climatique.	Ateliers, expertise en interne, services contractuels	Plan Bleu	CAR/PAP	FEM, GWP Med (Tunisie)	a) Méthode Climagine (intégrant les questions relatives au changement climatique dans l'approche participative « Imagine ») élaborée et mise en œuvre dans différents sites côtiers, b) Études de cas publiées et diffusées, c) Élaboration et diffusion d'un guide de mise en œuvre de Climagine.	0 €	0 €	0 €	100.000 €	10.000 €
2. Promouvoir le dialogue régional sur les impacts du changement climatique et les stratégies d'adaptation.	Expertise en interne, conseil, mise en réseau avec des institutions scientifiques et des praticiens, atelier de travail régional	Plan Bleu	UC, CAR/PAP et autres composant	CP, MedECC, UpM, AE RMC, ADEME	a) Acteurs régionaux mieux informés concernant les impacts du changement climatique, b) Partage des résultats scientifiques, des leçons tirées et des meilleures pratiques relatives aux stratégies d'adaptation.	20.000 €		20.000 €		
TOTAL Thème 7: ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE					20.000 €	0 €	20.000 €	424.000 €	180.000 €	

Thème 7: ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE	MTF 2020	MTF 2021	MTF TOTAL 2020-2021	2021	2020-2021
Unité Cord.			0 €		
MED POL			0 €		
REMPEC			0 €		
CAR/PB	20.000 €	0 €	20.000 €	100.000 €	170.000 €
CAR/ASP	0 €	0 €	0 €	0 €	10.000 €
CAR/PAP	0 €	0 €	0 €	324.000 €	0 €
CAR/INFO			0 €		
CAR/CPD			0 €		
TOTAL	20.000 €	0 €	20.000 €	424.000 €	180.000 €

Somme des résultats Sous-totaux		20.000 €	0 €	20.000 €	424.000 €	180.000 €
Somme des sous-totaux des sorties		20.000 €	0 €	20.000 €	424.000 €	180.000 €

Option 2

Tableau 1 : Aperçu des revenus et des engagements

Tous les montants en €

Part A (Financement principal)	Taux de change 0,918			Proposition de budget 2020-2021 Option 2 ⁽¹⁾		
	€	€	€	€	€	€
	Approuvés 2018	Approuvés 2019	Total 2018-2019	Proposés 2020	Proposés 2021	Total 2020-2021
A. Revenus						
<i>Expected Ordinary Income</i>						
MTF Contributions ordinaires	5.706.788	5.706.788	11.413.576	5.706.788	5.706.788	11.413.576
Contribution discrétionnaire de l'UE	596.484	596.484	1.192.968	596.484	596.484	1.192.968
Contribution du gouvernement hôte de la Grèce ⁽²⁾	367.200	367.200	734.400	344.800	344.800	689.600
TOTAL des Revenus Ordinaires Prévus	6.670.472	6.670.472	13.340.944	6.648.072	6.648.072	13.296.144
B. Économies des années précédentes	374.771	170.336	545.107	755.325	1.038.203	1.793.528
Total des fonds disponibles	7.045.243	6.840.808	13.886.051	7.403.397	7.686.275	15.089.672
C. Engagements						
Activités	2.197.582	1.904.304	4.101.886	2.103.867	2.369.085	4.472.952
Postes et autres coûts administratifs ⁽³⁾	4.019.821	4.200.264	8.220.085	4.445.015	4.515.531	8.960.546
Coûts de soutien au Programme	720.959	701.815	1.422.774	758.013	801.658	1.559.671
TOTAL des Engagements Réguliers	6.938.362	6.806.383	13.744.745	7.306.895	7.686.274	14.993.169
Provision des Réserves de Trésorerie (incl. CSP) ⁽⁴⁾	38.031		38.031	96.502		96.502
Total général	6.976.393	6.806.383	13.782.776	7.403.397	7.686.274	15.089.671
Différence entre les Revenus et les Engagements (CAL) ⁽⁵⁾	68.850	34.425	103.275	0	0	0

Part B (Financement Externe)

	Total 2018-2019	Total 2020-2021
Financement de Projets PAM/PNUE	9.018.339	4.595.500
Ressources mobilisées par les composantes	2.720.000	8.668.871
Ressources à mobiliser	2.345.000	7.726.500
TOTAL	14.083.339	20.990.871

Part C (Contributions des Pays hôtes des CAR) ⁽⁶⁾

Pays (Centre)	2018	2019	Total 2018-2019	2020	2021	Total 2020-2021 ⁽⁷⁾
Croatie (CAR/PAP)	159.666	159.666	319.332			0
France (CAR/PB)			0			0
Italie (CAR/INFO)	100.000	100.000	200.000			0
Malte (REMPEC)	255.000	255.000	510.000			0
Espagne (CAR/CPD)			0			0
Tunisie (CAR/ASP)	90.000	90.000	180.000			0
TOTAL des Contributions des Pays hôtes (en espèces/en nature)	604.666	604.666	1.209.332	0	0	0

(1): Option 2 correspond à une augmentation nulle du budget 2018-2019 en valeur nominale.

(2): L'équivalent de 400 000 USD en EUR en utilisant le taux du budget (0,862 pour 2020-2021 sur la base du taux moyen calculé pour la période 01/2018-06 / 2019 et 0,918 pour 2018-2019).

(3): Le chiffre proposé inclut la contribution de la Grèce, pays hôte, tandis que le tableau 3 l'exclut.

(4): Le besoin en Fonds de Roulement pour 2018-2019 a été retenu dans le budget proposé pour 2020-2021 car le montant des dépenses réelles pour 2018-2019 n'est pas encore disponible.

(5): Le recouvrement du déficit ayant été achevé en 2019, aucune transaction supplémentaire n'est requise pour l'exercice biennal 2020-2021.

(6): Contributions nationales versées par les pays hôtes respectifs aux Centres d'activités régionales (CAR) du PAM.

(7): Les informations concernant les contributions des pays hôtes des CAR pour la période 2020-2021 seront fournies dès qu'elles seront disponibles.

Tableau 2. Revenus Ordinaires Prévus

Contribution ordinaires évaluées réparties entre les Parties à la Convention de Barcelone pour le biennium 2020-2021 (EUR)¹

Parties contractantes	Barème des quotes-parts MTF 2018-2019 appliquée %	Contributions ordinaires approuvées pour 2018 (en €)	Contributions ordinaires approuvées pour 2019 (en €)	Barème des quotes-parts de l'ONU (2019-2021) _ [ST / ADM / SER.B / 992]%	Barème des quotes-parts ajustée sans l'UE-C.O.E * (2019-2021)%	Barème des quotes-parts ajustée de 2,5% pour UE C.O.E.* (2019-2021) %	Contributions ordinaires révisées pour 2019 (en €)	Différence entre les Contributions ordinaires révisées et approuvées pour 2019 (en €)	Augmentation de 0% du total des contributions fixées		
									Contributions ordinaires proposées pour 2020 (en €)	Contributions ordinaires proposées pour 2021 (en €)	Contributions ordinaires proposées pour 2020-2021 (en €)
Albanie	0,06	3.217	3.217	0,008	0,062	0,061	3.467	250	3.467	3.467	6.933
Algérie	1,13	64.746	64.746	0,138	1,075	1,048	59.801	-4.945	59.801	59.801	119.603
Bosnie-Herzégovine	0,09	5.228	5.228	0,012	0,093	0,091	5.200	-28	5.200	5.200	10.400
Croatie	0,70	39.813	39.813	0,077	0,600	0,585	33.367	-6.445	33.367	33.367	66.735
Chypre	0,30	17.292	17.292	0,036	0,280	0,273	15.600	-1.692	15.600	15.600	31.201
UE	2,50	142.670	142.670		-	2,500	142.670	0	142.670	142.670	285.339
Égypte	1,07	61.126	61.126	0,186	1,449	1,412	80.602	19.475	80.602	80.602	161.203
France	34,24	1.954.037	1.954.037	4,427	34,478	33,616	1.918.407	-35.629	1.918.407	1.918.407	3.836.815
Grèce	3,32	189.412	189.412	0,366	2,850	2,779	158.603	-30.808	158.603	158.603	317.207
Israël	3,03	172.924	172.924	0,490	3,816	3,721	212.338	39.414	212.338	212.338	424.676
Italie	26,41	1.507.250	1.507.250	3,307	25,755	25,112	1.433.064	-74.187	1.433.064	1.433.064	2.866.128
Liban	0,32	18.499	18.499	0,047	0,366	0,357	20.367	1.868	20.367	20.367	40.734
Libye	0,88	50.268	50.268	0,030	0,234	0,228	13.000	-37.268	13.000	13.000	26.001
Malte	0,11	6.434	6.434	0,017	0,132	0,129	7.367	932	7.367	7.367	14.734

Monaco	0,07	4.021	4.021	0,011	0,086	0,084	4.767	745	4.767	4.767	9.534
Monténégro	0,03	1.609	1.609	0,004	0,031	0,030	1.733	124	1.733	1.733	3.467
Maroc	0,38	21.716	21.716	0,055	0,428	0,418	23.834	2.118	23.834	23.834	47.668
Slovénie	0,59	33.780	33.780	0,076	0,592	0,577	32.934	-846	32.934	32.934	65.868
Espagne	17,22	982.447	982.447	2,146	16,713	16,296	929.953	-52.494	929.953	929.953	1.859.906
Syrie	0,17	9.652	9.652	0,011	0,086	0,084	4.767	-4.885	4.767	4.767	9.534
Tunisie	0,20	11.260	11.260	0,025	0,195	0,190	10.834	-427	10.834	10.834	21.667
Turquie	7,17	409.387	409.387	1,371	10,678	10,411	594.113	184.726	594.113	594.113	1.188.225
TOTAL DES CONTRIBUTIONS ORDINAIRES (MTF)	100	5.706.788	5.706.788	12,840	100	100	5.706.788	0	5.706.788	5.706.788	11.413.576

CONTRIBUTIONS SUPPLEMENTAIRES

		Contributions pour 2018 (en €)	Contributions attendues pour 2019 (en €)						Contributions attendues pour 2020 (en €)	Contributions attendues pour 2021 (en €)	Contributions attendues pour 2020-2021 (en €)
Contributions Discrétionnaires de l'UE		596.484	596.484						596.484	596.484	1.192.968
Pays hôte (Grèce) ⁽²⁾		367.200	367.200						344.800	344.800	689.600

(1): Les contributions proposées pour 2020-2021 sont alignées sur les taux actuels évalués par l'ONU (2019-2021).

(2): L'équivalent de 400 000 USD en EUR en utilisant les taux (0,862 pour 2020-2021 et 0,918 pour 2018-2019).

*C.O.E. = Contribution ordinaire évaluée

Tableau 3. Résumé des Activités et des Coûts Administratifs par Composante (MTF/UE discr.)

(en €)	Budget approuvé (en €)				Budget proposé (en €) 2020-2021			
					OPTION 2			
	2018	2019	Total	2018-2019	2020	2021	Total	2020-2021
UC								
TOTAL DES ACTIVITES	299.863	747.969	1.047.832		387.602	807.861	1.195.463	
POSTES ET COÛTS OPÉRATIONNELS	1.199.860	1.342.540	2.542.400		1.526.211	1.551.060	3.077.271	
TOTAL	1.499.723	2.090.509	3.590.232		1.913.813	2.358.921	4.272.734	
MEDPOL								
TOTAL DES ACTIVITES	762.773	335.000	1.097.773		477.000	525.014	1.002.014	
POSTES ET COÛTS OPÉRATIONNELS	594.093	590.274	1.184.367		604.152	613.938	1.218.090	
TOTAL	1.356.866	925.274	2.282.140		1.081.152	1.138.952	2.220.104	
REMPEC								
TOTAL DES ACTIVITES	222.000	86.000	308.000		277.085	76.000	353.085	
SOUTIEN ADMINISTRATIF	595.704	602.861	1.198.565		611.402	620.114	1.231.516	
TOTAL	817.704	688.861	1.506.565		888.487	696.114	1.584.601	
CAR/BP								
TOTAL DES ACTIVITES	280.800	90.600	371.400		207.800	207.800	415.600	
SOUTIEN ADMINISTRATIF	452.700	452.700	905.400		461.754	470.989	932.743	
TOTAL	733.500	543.300	1.276.800		669.554	678.789	1.348.343	
CAR/PAP								
TOTAL DES ACTIVITES	157.146	168.735	325.881		165.896	194.000	359.896	
SOUTIEN ADMINISTRATIF	438.317	438.317	876.634		447.083	456.025	903.108	
TOTAL	595.463	607.052	1.202.515		612.979	650.025	1.263.004	
CAR/ASP								
TOTAL DES ACTIVITES	275.000	301.000	576.000		296.922	306.000	602.922	
SOUTIEN ADMINISTRATIF	346.547	346.547	693.094		353.478	360.547	714.025	
TOTAL	621.547	647.547	1.269.094		650.400	666.547	1.316.947	
CAR/INFO								
TOTAL DES ACTIVITES	80.000	70.000	150.000		157.856	117.554	275.410	
SOUTIEN ADMINISTRATIF	39.250	39.250	78.500		40.035	40.836	80.871	
TOTAL	119.250	109.250	228.500		197.891	158.390	356.281	
CAR/CPD								
TOTAL DES ACTIVITES	120.000	105.000	225.000		133.706	134.856	268.562	
SOUTIEN ADMINISTRATIF	55.000	55.000	110.000		56.100	57.222	113.322	
TOTAL	175.000	160.000	335.000		189.806	192.078	381.884	
SOUS TOTAL	5.919.053	5.771.793	11.690.846		6.204.082	6.539.816	12.743.898	
CSP*	720.959	701.815	1.422.774		758.013	801.658	1.559.671	
GRAND TOTAL	6.640.012	6.473.608	13.113.620		6.962.095	7.341.474	14.303.569	

TOTAL ACTIVITES	2.197.582	1.904.304	4.101.886		2.103.867	2.369.085	4.472.952	
TOTAL ADMIN & OPERAT.	3.721.471	3.867.489	7.588.960		4.100.215	4.170.731	8.270.946	
COÛTS DIRECTS	5.919.053	5.771.793	11.690.846		6.204.082	6.539.816	12.743.898	
CSP	720.959	701.815	1.422.774		758.013	801.658	1.559.671	
GRAND TOTAL	6.640.012	6.473.608	13.113.620		6.962.095	7.341.474	14.303.569	

* Calculs CSP de 13% et 4,5% au prorata du revenu respectif.

Tableau 4a. Détails des salaires et des coûts administratifs (Secrétariat)

Secrétariat	Budget approuvé (en €)			Budget proposé (en €) avec 2% d'augmentation		
	2018	2019	Total	2020	2021	Total
	MTF	MTF	2018-2019 MTF	MTF	MTF	2020-2021 MTF
Personnel professionnel ³						
Coordinateur - D.1	227.405	229.679	457.084	234.273	238.958	473.231
Coordinateur Adjoint - P.5	205.215	207.268	412.483	211.413	215.641	427.054
Administrateur de programme (Gouvernance) - P.4	176.451	178.215	354.666	181.780	185.415	367.195
Administrateur de programme (MED POL) - P.4	176.451	178.215	354.666	181.780	185.415	367.195
Administrateur de programme (Administrateur de surveillance et d'évaluation MED POL) - P.3	149.247	150.740	299.987	153.755	156.830	310.585
Administrateur de programme (Activités socioéconomiques/Développement durable) - P.3	149.247	150.740	299.987	153.755	156.830	310.585
Le poste a été financé par les économies réalisées en 2019. (Pollution MED POL) - P.3 ⁵	149.247	150.740	299.987	153.755	156.830	310.585
Conseiller juridique - P.3	149.247	150.740	299.987	153.755	156.830	310.585
Administrateur de programme - Expert Rapport sur la Qualité - P3 ⁴	0	150.740	150.740	153.755	156.830	310.585
Administrateur chargé de l'Information et la Communication-P3 ⁵	0	0	0	153.755	156.830	310.585
Administrateur Admin/Gestion de fonds - P.4 ¹	0	0	0	0	0	0
Administrateur de programme/Programmation - P.2 ¹	0	0	0	0	0	0
Total Professional Staff	1.382.510	1.547.077	2.929.587	1.731.776	1.766.409	3.498.185
Personnel de service général						
Assistant Réunion et Achats - G.6 ¹	0	0	0	0	0	0
Assistant Paiements et Voyage - G.5 ¹	0	0	0	0	0	0
Assistant Budget - G.6 ¹	0	0	0	0	0	0
Assistant administratif - G.6 ¹	0	0	0	0	0	0
Assistant Information- G.5	54.000	54.000	108.000	54.000	54.000	108.000
Assistant de Programme - G.5	54.000	54.000	108.000	54.000	54.000	108.000
Assistant de Programme - G.5	54.000	54.000	108.000	54.000	54.000	108.000
Assistant de Programme (MEDPOL) - G.5	54.000	54.000	108.000	54.000	54.000	108.000
Agent administratif - G.4 / G.5 ¹	0	0	0	0	0	0
Assistant informatique / G.5 ¹	0	0	0	0	0	0
Total du Personnel de service général	216.000	216.000	432.000	216.000	216.000	432.000
TOTAL DES POSTES	1.598.510	1.763.077	3.361.587	1.947.776	1.982.409	3.930.185
Autres Coûts Administratifs						
Voyages officiels du personnel	120.000	120.000	240.000	120.000	120.000	240.000
Autres coûts de bureau ²	75.443	49.737	125.180	62.590	62.590	125.180
Total des autres coûts administratifs	195.443	169.737	365.180	182.590	182.590	365.180
TOTAL DES POSTES ET AUTRES COÛTS ADMINISTRATIFS	1.793.953	1.932.814	3.726.767	2.130.366	2.164.999	4.295.365

(1) Le poste est couvert par les coûts d'appui au programme.

(2) Allocation pour la formation du personnel du PAM, les services TIC et l'élaboration d'un plan d'urgence pour le bureau du PAM.

(3) Augmentation de 2% du coût du personnel international en 2020 et 2021.

(4) En 2019 ce poste a été financé par les économies des années précédentes.

(5) La poste a été financé par le gouvernement italien en 2018-2019.

Tableau 4b. Détails des salaires et Coûts administratifs (REMPEC)⁵

REMPEC	Budget approuvé (en €)			Budget proposé (en €) 2% d'augmentation		
	2018	2019	Total 2018-2019	2020	2021	Total 2020-2021
	MTF	MTF	MTF	MTF	MTF	MTF
Personnel professionnel⁽⁴⁾						
Chef du bureau P4	165.080	166.731	331.811	170.066	173.467	343.533
Administrateur de Programme (Prévention) P.3	126.167	127.429	253.596	129.977	132.577	262.554
Administrateur de Programme (OPRC) P.3	131.573	132.888	264.461	135.546	138.257	273.803
Agent de programme (Offshore) P.3 ⁽¹⁾	0	0	0	0	0	0
Agent professionnel associé (APO) ⁽²⁾	0	0	0	0	0	0
Total du Personnel professionnel	422.820	427.048	849.868	435.589	444.301	879.890
Personnel de service général						
Assistant Administratif/Financier - G7 ⁽³⁾	24.644	25.773	50.417	25.773	25.773	51.546
Assistant au Directeur - G.7	36.319	37.408	73.727	37.408	37.408	74.816
Secrétaire - G.5	26.293	27.004	53.297	27.004	27.004	54.008
Total du Personnel de service général	87.256	90.185	177.441	90.185	90.185	180.370
TOTAL DES POSTES	510.076	517.233	1.027.309	525.774	534.486	1.060.260
Autres coûts administratifs						
Voyages officiels du personnel	35.000	35.000	70.000	35.000	35.000	70.000
Coûts du Bureau	50.628	50.628	101.256	50.628	50.628	101.256
Total des autres coûts administratifs	85.628	85.628	171.256	85.628	85.628	171.256
TOTAL DES POSTES ET AUTRES COÛTS ADMINISTRATIFS	595.704	602.861	1.198.565	611.402	620.114	1.231.516

(1) Les activités proposées dans le programme de travail pour la période biennale 2020/2021 en rapport avec le plan d'action offshore sont sujettes à la disponibilité de ressources financières pour ce poste.

(2) Ce poste sera à la charge de l'État membre de l'Organisation Maritime Internationale dans le cadre du programme de fonctionnaire associé de l'OMI. Agent professionnel associé.

(3) Ce poste est partiellement couvert par la contribution de l'OMI (13 000 euros par an), financée à partir de la quote-part des coûts d'appui aux projets de l'OMI.

(4) Augmentation annuelle de 2% du coûts du personnel international pour 2020 et 2021.

(5) Le tableau final sera fourni par le REMPEC et sera présenté lors de la COP21.

Thème 1: GOUVERNANCE															
Objectifs stratégiques: 1. Consolider les mécanismes de gouvernance régionaux et nationaux, la disponibilité des ressources et la capacité de la mise en œuvre et de la conformité avec la Convention de Barcelone, ses Protocoles, la Stratégie Méditerranéenne pour le Développement Durable et les Plans d'Action et Stratégies adoptés à l'échelle régionale ; 2. Mobiliser des ressources supplémentaires destinées au Fonds d'Affectation Spéciale pour la Méditerranée afin d'augmenter les impacts ; 3. Renforcer les synergies, les complémentarités et la collaboration entre les partenaires régionaux et internationaux et les organisations actives dans la Région Méditerranéenne et consolider la sensibilisation et la participation des parties prenantes ; 4. Affecter des évaluations sur la base des connaissances de l'environnement méditerranéen et développer des scénarios pour le travail des parties prenantes et de la prise de décision éclairée ; 5. Assurer la visibilité du PAM/de la Convention de Barcelone, de son rôle et de ses réalisations.															
Indicateurs 2020-2021:															
Cibles 2020-2021:															
1. Nombre des nouvelles ratifications de la Convention de Barcelone et de ses Protocoles ; 2. (a) Niveau de satisfaction à l'égard des services offerts aux réunions du PAM ; (b) Nombre de "réunions vertes" organisées ; 3. Part des ressources financières externes mobilisées pour cofinancer le MTF pour la mise en œuvre de la Stratégie à Moyen Terme ; 4. (a) Nombre de Parties contractantes élaborant des rapports concernant la mise en œuvre de la Convention de Barcelone et de ses Protocoles ; (b) Nombre de questions / sections de rapport complétées ; 5. Nombre d'instruments régionaux de programmation et de politique élaborés ; 6. Pourcentage de l'augmentation biennale des organisations de la société civile et du secteur privé établissant un partenariat avec le PAM ; 7. Nombre des Mémoires d'Entente/Mémoires de Coopération conclus ou mis à jour ; 8. Nombre des activités conjointes avec les partenaires ; 9. (a) Nombre de pays mettant à jour et mettant en œuvre des programmes nationaux de surveillance et d'évaluation compatibles avec l'IMAP ; (b) Nombre d'indicateurs communs de l'IMAP remplis à l'aide de données pour 2019-2020 ; 10. Nombre de rapports, de fiches d'information et d'autres publications scientifiques produites par le Système PAM ; 11. (a) Nombre de services Info / PAM fournis ; (b) Nombre de services Info/PAM assurés et des services/ensembles de données disponibles à travers la plateforme Info/PAM ; 12. Nombre de téléchargements de publications disponibles sur les sites web du système PAM ; 13. Nombre des produits de communication publiés ; 14. Nombre des événements illustrant le système PAM ; 15. Nombre de hits sur les sites web des composantes du PAM et du PNUU/PAM annuel.															
1. Au moins 4 ratifications additionnelles de Protocoles et d'amendements à un protocole entrées en vigueur ; 2. (a) 80% de niveau de satisfaction ; (b) Au moins 50% de réunions ; 3. Au moins 40% du budget MTF ; 4. (a) 22 rapports nationaux soumis en ligne ; (b) Au moins 80% de rapport en format questions / sections complétées par instrument juridique ; 5. Au moins 4 "instruments régionaux de programmation et de politique élaborés ; 6. Au moins 30% par rapport au nombre actuel ; 7. 4 Mémoires d'Entente/Mémoires de Coopération conclus ou mis à jour ; 8. Au moins 20 activités conjointes avec les partenaires ; 9. (a) 21 pays ; (b) Au moins 15 indicateurs communs IMAP remplis par pays ; 10. 25 rapports, fiches d'information et autres publications scientifiques ; 11. (a) Au moins 7 sur 10 ; (b) 6 ensembles de données / services ; 12. 5,000 téléchargements par an ; 13. Au moins 12 communiqués de presse en ligne et 30 nouvelles ; 14. 30 événements / événements parallèles ; 15. Au moins 30,000 pages vues au total par an.															
Principales Activités	Moyens de Mise en Œuvre	Direction: UC (Unité de Coordination) ou Composantes	Autre: UC et / ou Composantes	partenaires	Livrables Attendus	FINANCEMENT DE BASE: MTF			Ressources Externes		Commentaires				
						MTF 2020	MTF 2021	MTF TOTAL 2020-2021	Financement externe sécurisé TOTAL 2020-2021	Financement externe non sécurisé TOTAL 2020-2021					
1.1. Parties contractantes soutenues dans l'application et le respect de la Convention de Barcelone, ses Protocoles, les stratégies et plans d'action régionaux.						447.602 €	1.350.029 €	1.597.631 €	2.471.560 €	563.000 €					
1.1.1. La ratification de la Convention de Barcelone et de ses Protocoles par toutes les Parties contractantes est soutenue						0 €	0 €	0 €	0 €	0 €					
1.1.1.1. Suivre et promouvoir la ratification de la Convention de Barcelone en se concentrant sur ses Protocoles qui ne sont pas encore entrés en vigueur, ou qui sont ratifiés à moins de 50% par les Parties Contractantes								0 €		0 €					
1.1.2. Un soutien juridique, politique et logistique efficace est apporté au processus de prise de décision du PAM, notamment dans les réunions des organes consultatifs.						330.000 €	1.053.427 €	1.383.427 €	0 €	515.000 €					
1. Organiser la COP22.								0 €		60.000 €	Les chiffres présentés comme ressources externes indiquent tous les coûts additionnels qui pourraient dépasser le budget approuvé et qui seront engagés par la Partie contractante se proposant d'accueillir les réunions.				
Expertise interne, préparation de l'accord de pays hôte; documents de travail de la pré-session et durant la session en 4 langues, documents d'information, assurer les services de conférence, organisation d'événements parallèles, organisation d'un voyage pour 1 participant par PC et jusqu'à 10 représentants des partenaires du PAM (société civile) et du Secrétariat.						UC	Toutes les Composantes du PAM	Autorités des pays hôte, Parties contractantes, partenaires du PAM	a) 22 COP organisée avec succès, b) Examen et reconnaissance des progrès accomplis au cours de l'exercice biennal 2020-2021, c) Déclaration de la COP 22, révision et adoption des Décisions comprenant la nouvelle SMT 2022-2027 et le Pdt 2022-2023, examen des recommandations du Comité de respect des obligations et de la CMDO, d) Révision de l'état de la mise en œuvre de la Convention de Barcelone et de ses Protocoles, e) Renforcement de la visibilité et de la diffusion du PAM.						
2. Organiser les 89e, 90e, et 91e réunions du Bureau, y compris la réunion à la veille de la COP22.						UC	Toutes les Composantes du PAM		a) Organisation réussie des 89e, 90e et 91e réunions du Bureau ainsi que de la réunion du Bureau à la veille de la COP 22, b) Progrès réalisés dans la mise en œuvre du Pdt 2020-2021 du PAM examinés tous les six mois, c) Orientation fournie au Secrétariat et aux Parties contractantes sur des questions spécifiques, d) Définition des priorités orientations du nouveau Pdt 2022-2023 et de la SMT 2022-2027.	70.000 €	35.000 €	105.000 €	30.000 €		
3. Organiser la réunion des Points focaux du PAM, précédée par les réunions des Points focaux des Composantes du PAM / Thématiques et la réunion du Groupe de coordination de l'Ecap.						UC	Toutes les Composantes du PAM	Points focaux du PAM, partenaires du PAM	a) Réunion des points focaux du PAM et Réunion du Groupe de coordination de l'Ecap organisées avec succès, b) Examen et reconnaissance des progrès réalisés dans la mise en œuvre du Pdt 2020-2021 du PAM, c) Projets de Décisions sont élaborés, révisés et finalisés pour soumission à la COP 22, d) Nouvelle SMT 2022-2027 et Pdt 2022-2023 révisés en profondeur pour soumission et considération par la COP 22.		120.000 €	120.000 €	50.000 €		
Expertise interne, documents de travail en 2 langues, documents d'information, services de conférence, l'organisation du voyage pour un délégué par PC, pour le Secrétariat et les composantes respectives du PAM.						MED POL, CAR/PAP, CAR/Plan Bleu, REMPEC, CAR/CPD, CAR/ASP, CAR/INFO	UC	Points focaux du PAM, partenaires du PAM	a) Réunions des composantes/points focaux thématiques organisées avec succès, b) Aspects techniques de la mise en œuvre des Protocoles examinés, c) Examen des progrès réalisés dans la mise en œuvre du Pdt 2020-2021 menés par les composantes du PAM, d) Documents techniques et politiques révisés en vue d'un examen ultérieur de la part d'un organe supérieur du PAM, y compris les projets de Décisions, les documents d'orientation, les produits des évaluations, etc., e) Activités proposées du Pdt 2022-2023 révisées en vue d'une soumission à la réunion des points focaux du PAM.		350.000 €	350.000 €	10.000 €	MED POL PF Reunions: €50,000; CAR/PAP PF Reunions: €40,000; CAR/ASP PF Reunions: €70,000; REMPEC PF Reunions: €70,000; CAR/CPD PF Reunions: €45,000; Plan Bleu PF Reunions: €40,000; CAR/INFO PF Reunions: €35,000.	
4. Organiser les réunions du Comité de respect des obligations.						UC	MED POL, CAR/ASP, REMPEC, CAR/PAP, CAR/CPD, CAR/INFO	Comité de respect des obligations	a) 2 Réunions du comité de respect des obligations organisées avec succès, b) Cas de non-respect des obligations traités et portés à l'attention de la COP 22, c) Orientation fournie aux Parties contractantes comme il convient, d) Organisation des sessions communes possibles avec les Comités de respect des obligations d'autres AME.	45.000 €	45.000 €	90.000 €	30.000 €		
5. Organiser la 13e réunion de la CMDO et les réunions annuelles de son comité de pilotage. Entreprendre et finaliser les évaluations à mi-parcours de la SMDO et du Plan d'action régional sur la CPD.						UC, CAR/Plan Bleu, CAR/CPD	Toutes les autres composantes du PAM	La CMDO et son comité directeur, partenaires du PAM	a) 13e réunion de la CMDO organisée avec succès, conclusions et recommandations transmises aux Parties contractantes, b) 2 réunions du Comité de pilotage de la CMDO, dont au moins l'une des deux en face à face, organisées avec succès, c) Évaluation à mi-parcours de la SMDO et du Plan d'action régional CPD réalisée avec succès (analyse documentaire, expertise externe, document de consultation, consultation en ligne, groupes de travail et ateliers participatifs).	55.000 €	103.427 €	158.427 €	30.000 €	Les chiffres présentés comme ressources externes indiquent tous les coûts additionnels qui pourraient dépasser le budget approuvé et qui seront engagés par la Partie contractante se proposant d'accueillir les réunions.	
6. Formuler la Stratégie à Moyen Terme du PAM pour 2022-2027 par le biais d'un processus inclusif et participatif piloté par les Parties contractantes.						UC	Toutes les composantes PAM	Parties contractantes partenaires du PAM	a) Évaluation et révision de la SMT 2016-2021 réalisées avec succès, b) Élaboration et soumission de la SMT 2022-2027 aux points focaux du PAM et à la COP 22 à travers un processus participatif et sous la direction des Parties.	25.000 €	60.000 €	85.000 €	20.000 €	Les chiffres présentés comme ressources externes indiquent tous les coûts additionnels qui pourraient dépasser le budget approuvé et qui seront engagés par la Partie contractante se proposant d'accueillir les réunions.	
7. Formuler, en coordination avec les organes régionaux, un programme d'action stratégique post-2020 pour la conservation de la biodiversité et la gestion durable des ressources naturelles dans la région méditerranéenne (SAP BIO 2021-2035).						CAR/CPD	UC et autres composantes du PAM, selon le cas	Parties contractantes, Organisations des membres du comité consultatif PAS BIO, Points focaux du CAR/ASP, ACCOBAS, CDB, IAD, CGPM, UICN, MedPAM, MedWet, WWF	a) Création et réunion du Comité consultatif du PAS BIO, b) Orientation générale et spécifique fournie pour l'élaboration du PAS BIO 2021-2035, basé sur l'Approche écosystémique, aligné sur les Objectifs de développement durable (ODD) et harmonisé avec le Cadre mondial de la biodiversité pour l'après 2020 de la CDB, c) Préparation et soumission du PAS BIO 2021-2035 aux réunions des points focaux thématiques du CAR/ASP et de la diversité biologique, du Groupe de coordination de l'Ecap, des points focaux du PAM et de la COP 22, d) Programme d'action stratégique 2021-2035 pour la conservation de la diversité biologique et la gestion durable des ressources naturelles en région méditerranéenne (PAS BIO 2021-2035) aligné avec les Objectifs de développement durable (ODD), harmonisé avec le Cadre mondial de la biodiversité pour l'après 2020 de la CDB et basé sur les conclusions et recommandations du PAS BIO 2004-2019, élaboré et présenté à la réunion des points focaux ASP/DB, du Groupe de coordination Ecap, des points focaux du PAM et de la COP 22.	55.000 €	30.000 €	85.000 €	150.000 €	Financement externe non garanti provenant potentiellement de la fondation MAVVA.	
8. Élaborer / mettre à jour des stratégies / Plans d'action régionaux pour lutter contre la pollution marine.						REMPEC, UC	Composantes du PAM	Parties contractantes, OFDG, OMI, industries offshore	a) Préparation de la Stratégie régionale pour la prévention et la lutte contre la pollution marine par les navires (post 2021), basée sur l'approche écosystémique et alignée avec les ODD pertinents, pour soumission aux réunions des points focaux du REMPEC, du Groupe de coordination de l'Ecap, des points focaux du PAM et de la COP 22, b) Mise en œuvre renforcée du Plan d'action offshore méditerranéen soumise à un examen régulier lors des réunions des points focaux du Protocole « offshore ».	70.000 €		70.000 €	35.000 €	Financement externe non assuré provenant potentiellement du PICT 2020 de l'OMI.	
9. Développer la politique de gestion des données du PAM, y compris sur le système d'information de l'IMAP.						CAR/INFO	Toutes les Composantes du PAM	Plates-formes régionales de systèmes d'information, AIE, etc.	Politique en matière de données de l'IMAP élaborée pour soumission aux réunions des points focaux thématiques/composantes du PAM pertinents, du Groupe de coordination de l'Ecap et des points focaux du PAM et, comme il convient, à la COP 22 et mise en œuvre de cette politique assurée de manière coordonnée.	10.000 €		10.000 €	100.000 €	Financement externe non assuré en cours de négociation.	
10. Améliorer la durabilité des opérations du PAM.						UC, toutes les Composantes du PAM	Toutes les composantes du PAM, Groupe de travail sur les opérations du PAM durable		a) Développement d'une série de critères et d'indicateurs permettant de mesurer la durabilité des activités du PAM, b) Application de pratiques durables assurée dans le cadre des activités et réunions/événements du PAM (réunions sans papier, calcul des émissions de CO2, etc.), c) Organisation des réunions des groupes de travail internes de l'Unité de coordination et des réunions opérationnelles et/ou d'équipe de chaque composante du PAM.		10.000 €	10.000 €	0 €		
1.1.3. Renforcement des liens entre les thèmes généraux et transversaux et facilitation de la coordination au niveau national dans l'ensemble des secteurs.						13.000 €	2.000 €	15.000 €	31.000 €	48.000 €					
1. Rationaliser, dans les politiques nationales pertinentes, les stratégies actualisées du PAM et les cibles du Bon Etat Ecologique (BEE) fondées sur une approche écosystémique (SMDO, Plan d'Action sur la CPD, Stratégie régionale sur la prévention et la lutte contre la pollution provenant des navires, Plan d'Action de la GIZC, Plan d'Action Offshore, Cadre Régional pour l'Adaptation au Changement Climatique pour les Aires Côtières et Marines Méditerranéennes).						UC, MED POL, CAR/PAP, CAR/ASP, REMPEC	Composantes du PAM	Parties Contractantes	Les principales conclusions et recommandations émergeant de l'examen des PAM telluriques, des Stratégies nationales de GIZC, des PAM de lutte contre la pollution marine, des PAM sur la biodiversité, évaluant le degré d'intégration du BEE, sont examinées par les points focaux thématiques/des composantes et d'autres organes du PAM.	10.000 €		10.000 €	18.000 €		
2. Poursuivre les travaux sur les outils régionaux, y compris les lignes directrices, sur le tourisme durable, en mettant un accent particulier sur les activités nautiques et la navigation de plaisance, y compris les croisières.						Plan Bleu	UC et autres composantes (principalement CAR/ASP, CAR/PAP et REMPEC)	UN-WTO, UNEP/DTIE, UNESCO, UE/CE, Agence française de développement	Développement de lignes directrices ou de codes de conduite volontaires concernant le tourisme durable (avec un accent particulier placé sur la navigation de croisière et de plaisance), en s'appuyant sur les activités de capitalisation et les synthèses méthodologiques produites en 2018-2019 à travers un processus participatif conforme à la Vision et aux objectifs 2016-2025 de la SMDO, en tenant particulièrement compte du Plan d'Action/CPD, du Protocole « GIZC », du PAS BIO et du Plan régional pour la gestion des déchets marins.	3.000 €	2.000 €	5.000 €	31.000 €	30.000 €	Financement externe assuré à travers le programme InterMED (suivi de la Phase 1). Financement externe non garanti provenant potentiellement de l'ADEME.

1.1.4. Des possibilités de financement des priorités nationales et régionales sont identifiées, les donateurs/partenaires sont informés et engagés, par le biais de la Stratégie de mobilisation des ressources remise à jour, et les Parties contractantes sont aidées dans la mobilisation des ressources.						104.602 €	94.602 €	199.204 €	2.440.500 €	0 €
1. Mettre en œuvre et mettre à jour la stratégie de mobilisation des ressources.	Expertise en interne, réunions	UC	Toutes les Composantes du PAM	Organisations partenaires IFA	Mise en œuvre coordonnée de la Stratégie de mobilisation des ressources (SMR) actualisée, b) Fiches de projet actualisées et examinées par l'Unité de coordination, c) Réunion bilatérale avec les donateurs organisées avec succès et ressources externes additionnelles assurées, d) Soumission coordonnée des propositions de projet conformément à la SMR, e) SMR actualisée conformément à l'élaboration de la nouvelle SMT.	10.000 €		10.000 €		0 €
2. Assurer une exécution ponctuelle et coordonnée et un examen des progrès des projets du PAM avec un financement externe.	Expertise en interne, conseil, établissement des postes des projets.	UC, toutes les Composantes du PAM	Toutes les Composantes du PAM	FEM, ONUDI, Division de l'économie des Nations Unies, UNESCO IHP, UE, EIB, EBRD, UICN, WWF Méditerranée, GWP Med.	a) MedProgramme : Six Child Projects du MedProgramme lancés avec succès et démarrage de la phase d'exécution, - Unité de coordination du programme mise en place, - Réunions du Comité directeur organisées, - Plan de travail du projet mis en œuvre en temps voulu, b) IMAP/MedMPA : Exécution poursuivie avec succès, - Réunions du comité directeur organisées, - Plan de travail du projet mis en œuvre en temps voulu, c) FEM-projet Adriatique : - Exécution poursuivie avec succès, - Réunions de Comité directeur organisées, - Plan de travail du projet mis en œuvre en temps voulu, d) SwitchMed : Exécution poursuivie avec succès, - Réunions du Comité directeur organisées, - Plan de travail du projet mis en œuvre en temps voulu, e) Deux nouvelles propositions de projet en bonne et due forme préparées et soumises.	94.602 €	94.602 €	189.204 €	2.440.500 €	
1.2. Parties contractantes soutenues conformément à la Convention de Barcelone, ses Protocoles, stratégies et plans d'action régionaux.						8.000 €	8.000 €	16.000 €	0 €	50.000 €
1.2.1. Les mécanismes de respect des obligations fonctionnent efficacement et des avis techniques et juridiques sont fournis aux Parties contractantes, ainsi qu'une assistance technique afin de renforcer la mise en œuvre de la Convention et ses Protocoles, y compris le système des rapports.						8.000 €	8.000 €	16.000 €	0 €	50.000 €
1. Fournir une assistance technique et des conseils aux Parties contractantes dans la mise en œuvre de la Convention de Barcelone et de ses Protocoles.	Expertise en interne, lignes directrices, coordination interne	UC, CAR/INFO	Toutes les Composantes du PAM		a) Orientation fournie concernant la mise en œuvre nationale de la Convention de Barcelone et ses Protocoles, b) Auditions informelles organisées par le Comité de respect des obligations, si nécessaire.	5.000 €	5.000 €	10.000 €		0 €
2. Fournir des conseils aux Parties contractantes en vue de faciliter le processus de rédaction de rapports sur la mise en œuvre nationale de la Convention.	Expertise juridique et technique en interne	UC, CAR/INFO	Toutes les Composantes du PAM		a) Document explicatif pour la rédaction de rapports élaboré afin de faciliter le processus national d'établissement de rapports, b) Document de type « questions/réponses » élaboré pour traiter des difficultés/défis principaux en matière d'établissement de rapports, c) Développement d'une base de données compilant les législations nationales mettant en œuvre la Convention de Barcelone et ses Protocoles (informelle).	0 €	0 €	0 €	50.000 €	Financement externe sollicité pour apporter un soutien technique aux Parties contractantes, si nécessaire, aux fins de production de rapports.
3. Évaluer l'état d'avancement de la mise en œuvre de la Convention de Barcelone et de ses Protocoles à travers les rapports soumis par les Parties contractantes pour la période 2018-2019, pour soumission au Comité du respect des obligations et à la COP 22.	Expertise juridique et technique en interne	UC	Toutes les Composantes du PAM		a) Préparation d'une analyse approfondie des rapports nationaux de mise en œuvre de la Convention de Barcelone et de ses Protocoles, b) Évaluation de l'état d'avancement de la mise en œuvre, c) enjeux généraux et spécifiques soulignés et portés à l'attention des points focaux du PAM et des composantes concernés, d) Préparation d'une évaluation de l'analyse des tendances pour 2018-2019.	3.000 €	3.000 €	6.000 €		0 €
1.3. Participation, engagement, synergies et complémentarités renforcés parmi les institutions mondiales et régionales						30.000 €	20.000 €	50.000 €	0 €	155.000 €
1.3.1. Des activités de coopération régionale promouvant le dialogue et un engagement actif des organisations et partenaires régionaux et mondiaux, y compris sur le PAS BIO, les déchets marins, la CPD, la GIZC et la PSM (par ex. conférence régionale, réunions des donateurs).						10.000 €	10.000 €	20.000 €	0 €	50.000 €
1. Encourager les ONG à devenir des partenaires du PAM et faciliter leur contribution aux objectifs du PAM, y compris les discussions annuelles de table ronde, en tandem avec d'autres réunions.	Expertise en interne, conseil, consultation en ligne pour les documents d'orientation, soutien de la participation aux réunions du PAM	UC	Toutes les Composantes du PAM	Partenaires du PAM, Parties contractantes	a) Organisations de la société civile impliquées dans l'élaboration et la mise en œuvre de politiques, conformément aux décisions pertinentes de la COP, contribution des partenaires du PAM fournies à la nouvelle SMT, b) Partenaires du PAM impliqués dans l'élaboration de la nouvelle SMT, c) Développement d'un mécanisme/stratégie d'engagement pour les organisations de la société civile dans la région méditerranéenne, d) Renouvellement de l'accréditation des partenaires du PAM existants, e) Nouveaux partenaires ajoutés à la liste des partenaires du PAM.	5.000 €	5.000 €	10.000 €		
2. Entreprendre des examens périodiques de la coopération bilatérale avec les organisations partenaires afin de renforcer les synergies et l'impact sur le terrain dans des domaines d'intérêt commun.	Expertise en interne, préparation de documents, réunions en parallèle ou séparées.	UC, Composantes du PAM	Composantes du PAM, UC	OMI, LC/UP, BIRSC, FAO/GFCM, ACCOBAMS, Conventions et plans d'action pour les mers régionales, AEE, IAEA, IPECA, IOGP, CEFC, FEDERCHIMICA, MOIG, WWF-MedPo, MEDPAM, COI-UNESCO, PHI UNESCO, GWP-Med, Benguela Current Commission	a) Nouveaux domaines dans lesquels le PAM joue un rôle phare mieux définis (ex : développement durable, ODD, IMAP, déchets marins, GIZC, gouvernance des océans), b) Mise à jour des accords de coopération avec au moins deux partenaires, c) Nouveaux domaines de coopération identifiés et ajoutés aux programmes de coopération bilatérale existants (ex : planification spatiale marine, immersion des munitions), d) Renforcement de la coopération avec l'industrie du pétrole et du gaz ainsi qu'avec l'industrie chimique, e) Synergies renforcées avec les initiatives sous régionales, f) Plan d'action global élaboré comprenant les étapes clés, les budgets et les ressources humaines nécessaires à la mise en œuvre du Protocole « offshore » dans les pays méditerranéens, g) Préparation d'activités communes pour la prévention de la pollution plastique et des substances chimiques toxiques et signature de nouveaux accords entre le CAR/CPD et le Secrétariat BRS (faisant suite au mémorandum d'accord signé entre les Secrétariats de Barcelone et de BRS), h) Programme de travail commun avec ACCOBAMS mis en œuvre et examiné, i) Renforcement supplémentaire de la collaboration avec la FAO/CGPM.			0 €		
3. Co-organiser avec les Co-Présidents les réunions annuelles des sous-groupes pour le renforcement des capacités, le contrôle et l'examen de l'H2020 de l'UpM	Expertise en interne; réunions de travail.	UC, MED POL	CAR/CPD, Plan Bleu, CAR/INFO	UpM, UE, AEE, Ifs including EIB, EBRD, etc.	a) Réunions des sous-groupes d'examen et de suivi et de renforcement des capacités de l'Initiative H2020 de l'UpM organisées avec succès, b) Coopération renforcée avec l'AEE, la BEI et l'UpM dans le cadre de l'Initiative H2020, c) Suivi continu du programme de travail des trois composantes H2020 et renforcement de leurs synergies avec les activités de l'ONU Environnement/PAM-MED POL, activités communes développées et mises en œuvre comme il convient.			0 €		Une nouvelle phase de l'Initiative H2020 devrait commencer en 2020.
4. Coordonner, avec des partenaires clés, le soutien à la mise en œuvre du Plan régional sur les déchets marins : renforcer et étendre la Plateforme régionale de collaboration pour la lutte contre les déchets en Méditerranée établie en septembre 2016 ; améliorer la collaboration avec les mers régionales concernant la lutte contre les déchets marins et d'autres questions d'intérêt commun.	Expertise en interne, coordination, conseil, réunions	MED POL	UC, CAR/CPD, REMPEC, CAR/ASP	Partenaires de la plate-forme de collaboration, Initiative UpM H2020, programmes et conventions sur les mers régionales, PMDN, RFMOs	a) Une campagne de communication sur les actions de prévention destinées à lutter contre les déchets marins organisée conjointement par les membres de la Plateforme de coopération régionale sur les déchets marins; b) Site Internet méditerranéen (Mediterranean Node) mis à jour comme suit : - Des séminaires en ligne relatifs aux déchets marins mis à disposition de la communauté méditerranéenne à travers le site Internet méditerranéen, - Rapports, projets et fichiers d'experts téléchargés, c) Renforcement de la visibilité du travail effectué en matière de déchets marins en Méditerranée et partage au niveau mondial, d) Travail entrepris au niveau régional, y compris par l'ORPC, devant coordonné et lens avec les instruments mondiaux renforcés (y compris les plans d'action G7 et du G20).	5.000 €	5.000 €	10.000 €	50.000 €	Financement externe non assuré en cours de négociation.
	Expertise en interne, participation aux réunions, prises de position, soumission formelle	REMPEC	UC, MEDPOL, CAR/ASP	OMI, FAO	a) Les possibilités de synergies entre le Plan régional de gestion des déchets marins en Méditerranée et le Plan d'action de l'OMI ayant pour but de lutter contre les déchets plastiques provenant des navires, ainsi que d'autres plans ou initiatives pertinents, sont étudiées et mises en place.			0 €		
1.3.2. Participation aux initiatives et dialogues internationaux nouveaux ou existants pertinents (par exemple ZHJM, AMP, Offshore, développement durable) pour mettre en relief les particularités régionales méditerranéennes et développer les synergies.						20.000 €	10.000 €	30.000 €	0 €	30.000 €
1. Promouvoir la Convention de Barcelone, ses Protocoles et la SMDD 2016-2025 en mettant l'accent sur le contrôle et la prévention de la pollution, sur la biodiversité et sur la GIZC, renforcer la collaboration avec les organisations internationales et les mers régionales européennes sur les déchets marins et d'autres questions d'intérêt commun.	Préparer des événements parallèles, des supports de communication et de visibilité, coordination et expertise en interne, suivi / participation aux réunions, prises de position, soumissions formelles, conseil, échanges et réunions de coordination, mise en œuvre des accords, travail en interne	UC	Toutes les composantes	OMI, LDP, CBD, BSR Conventions, EUSAIR, UE MSP/EU/IMP, Initiative Adriatique Ionienne UNGA, UE, FEM, UNESCO, Points focaux thématiques SPA / BD, GFCM, UICN CBD Secretariat	a) Le rôle et la visibilité de la Convention de Barcelone et du PNUJ/PAM sont promus dans les forums internationaux et de nouveaux partenariats sont créés, b) Contribution apportée à l'Assemblée des Nations Unies pour l'Environnement, Programme pour les mers régionales du PNUJ, UNESCO, c) Rapport sur l'état d'avancement des activités du REMPEC soumis à chaque session de l'OMI/MEPC et aux sessions pertinentes du Comité de la coopération technique de l'OMI, d) Les informations relatives au travail du PAM visant à mettre en œuvre la Convention de Barcelone et ses Protocoles sont transmises aux organes directeurs du Protocole de Londres, de la CDB, des Conventions BRS et de la BBNI, e) Participation au Groupe de travail de l'UE sur la PSM et au Groupe de travail mixte de l'UE sur la GIZC et la PSM, à EUSAIR, WESTMED et d'autres stratégies macro régionales pertinentes, f) Collaboration renforcée avec les commissions OSPAR, HELCOM et de la mer noire et mise en place de synergies avec d'autres Programmes pour les mers régionales, g) Synergies créées avec le Plan d'action de l'OMI visant à lutter contre les déchets plastiques provenant des navires (activité liée au point 1.3.1.4.e), h) Documents de prise de position, préparation de matériels de communication dans le domaine de (i) contrôle des eaux de ballast des navires et (ii) promotion des PSSA en mer Méditerranée, i) Événement parallèle sur le PAM/Convention de Barcelone - Protocole ASP/DB organisé dans le cadre de la COP 15 de la CDB (Beijing, 2020), j) Atelier/événement parallèle portant sur la biodiversité en mer Méditerranée au titre du PAM/Convention de Barcelone organisé avec succès dans le cadre du Congrès mondial pour la conservation de l'UICN 2020 (Marseille, 2020), k) Apporter des contributions au Cadre de la biodiversité pour l'après 2020 de la CDB dans une perspective méditerranéenne, l) Suivi du processus en cours de BBNI en vue d'une harmonisation avec les aspects pertinents de l'élaboration du nouveau PAS BIO 2022-2035, m) Promotion du Protocole « GIZC » et du Cadre régional commun pour la GIZC (devenant être adopté par la COP 21), maximisation des synergies comme il convient.	20.000 €	10.000 €	30.000 €	30.000 €	
1.3.3. La mise en œuvre de la SMDD est mise en place par le biais d'actions sur la visibilité et le renforcement des capacités et la préparation de lignes directrices pour aider les pays à adapter la Stratégie à leurs contextes nationaux.						0 €	0 €	0 €	0 €	75.000 €
1. Renforcer et soutenir le SIMPEER (Mécanisme simplifié d'examen par les pairs)	Expertise en interne, coordination et gestion, conseil, réunions, atelier de travail, plate-forme Web	Plan Bleu	UC, Composantes du PAM	Parties contractantes	a) Extension du processus de révision par les pairs pour inclure 2 à 4 Parties contractantes supplémentaires, b) Plateforme Internet actualisée, c) Méthodologie du SIMPEER actualisée, y compris à travers des collaborations et un suivi avec les précédents pays participants, d) Maintien des liens entre le processus de SIMPEER et les examens nationaux volontaires du HLPF.	0 €	0 €	0 €		75.000 €
1.4. Meilleure connaissance et compréhension de l'état de la mer Méditerranée et de son littoral par des évaluations prescrites aux fins de décisions informées.						148.200 €	153.400 €	302.000 €	409.000 €	945.000 €
1.4.1. Des évaluations périodiques basées sur l'approche DPSIR et publiées, abordant entre autre le statut de la qualité du milieu marin et côtier, l'interaction entre l'environnement et le développement ainsi que des scénarios et une analyse prospective du développement sur le long terme. Ces évaluations s'intéressent aussi dans leurs analyses aux changements climatiques – et aux vulnérabilités et risques associés sur les zones marines et côtières, ainsi qu'aux lacunes de connaissances sur la pollution marine, les services des écosystèmes, la dégradation du littoral, les impacts cumulatifs et les impacts de la consommation et de la production.						57.000 €	73.000 €	130.000 €	150.000 €	280.000 €
1. Entreprendre les actions définies dans la feuille de route MED QSR 2023 relative au cluster IMAP sur la pollution en vue d'une évaluation intégrée du BEE.	Expertise en interne, conseil, réunions de travail d'équipes d'experts et composantes du PAM	UC, MED POL	Toutes les composantes du PAM, groupe de travail IMAP	Parties contractantes, partenaires du PAM, FEM	a) Les feuilles d'orientation de l'IMAP sur la pollution et les déchets marins sont régulièrement mises à jour pour examen lors des réunions du Comité sur la pollution et les déchets marins, b) Le concept méthodologique sur lequel s'appuie l'évaluation de l'interaction entre pressions/impacts/états de l'environnement marin, conformément aux approches fournies dans le cadre de l'analyse des questions transversales de l'IMAP pour le Groupe Pollution est développé et proposé, c) Le concept méthodologique permettant de mieux soutenir l'intégration des produits de l'évaluation thématique liés aux indicateurs communs de l'IMAP (pollution et déchets marins), c'est-à-dire l'intégration des objectifs écologiques (au niveau national, sous régional et régional) est approuvé et testé, d) Le Comité directeur pour l'élaboration du processus d'Analyse diagnostique transfrontalière (TDA) 2015 est établi, e) Définition des principaux éléments de la nouvelle TDA.			0 €	50.000 €	

2. Soutenir la préparation du QSR 2023 en capitalisant sur les résultats du RED 2019, du tableau de bord de la SMDD et du rapport d'évaluation MedECC.	Coordination et gestion en interne, expertise et services externes, réunions	Plan Bleu	UC, Composantes du PAM	MedECC	Les contributions, pistes d'informations et leçons tirées découlant de l'EDD et de la SMDD alimentent la préparation du QSR 2023, y compris les contributions et pistes d'informations sur le lien et la coïncidence géographique entre l'état et les pressions ainsi qu'entre les pressions et les enjeux.	0 €	0 €	0 €		30.000 €	
3. Préparer des produits thématiques pour la sensibilisation en s'appuyant sur les conclusions du Rapport 2019 sur l'état de l'environnement et du développement.	Expertise en interne, conseil, services spécialisés	Plan Bleu	UC et autres Composantes	ADEME, AFD, Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse, CHEAM, OMI/World Bank/AE, FAO, UICN, MedECC, OMI, Maison Méditerranéenne des Sciences de l'Homme, Tour du Valet, etc.	Synthèses thématiques de 4 à 16 pages préparées et diffusées.	12.000 €	13.000 €	25.000 €		50.000 €	Financement externe non garanti provenant potentiellement de l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse (contribution pour 2019-2020), d'autres sources de financement à identifier.
4. Développer et mettre en œuvre le deuxième ensemble d'activités incluses dans la Feuille de route Med 2050	Expertise en interne; conseil; Plate-forme Web; mise en réseau	Plan Bleu	UC et autres Composantes	Parties contractantes, IPAMED, CHEAM, UICN, OMI, CMR / Banque mondiale, autres, y compris réseaux régionaux et sous-régionaux, représentants de la société civile, du secteur privé et des gouvernements locaux (à confirmer)	a) Le réseau MED2050 est animé et produit des newsletters. b) Les synthèses thématiques du MED 2050 sont produites. c) Le site Internet du MED2050 est créé et utilisé. d) Etude/ateliers sur les visions contrastées dans la région méditerranéenne organisés avec succès. e) Production du rapport analysant ces visions. f) Diffusion des analyses scientifiques sur les tendances et facteurs de perturbation dans un cadre intégré. g) Finalisation des ateliers et du rapport d'analyse sur les scénarios de transition. h) Rapport sur les activités 2020-2021 préparé pour considération et orientation de la part de la COP 22.	45.000 €	60.000 €	105.000 €	100.000 €	200.000 €	170 000 attendus du MedProgramme du FEM, contribution volontaire en nature de la part des Parties contractantes, contribution en nature de la part des partenaires/rédaction de chapitres/sous-chapitres, etc.). Différentes demandes en cours ou pré-identifiées à confirmer.
1.4.2. L'application de la SMDD est surveillée et évaluée périodiquement selon les besoins par le biais d'un ensemble d'indicateurs convenu, conformément aux ODD et au tableau de bord de la durabilité.						48.000 €	52.000 €	100.000 €	100.000 €	115.000 €	
1. Améliorer les travaux sur les indicateurs du Tableau de bord méditerranéen de la durabilité conformément à la Décision IG.23/4	Expertise en interne; conseil.	Plan Bleu, UC, CAR/CPD, et membres de la CMDD	Autres Composantes	AEE, GFN, NU, SD, UICN-Med, OMI, autres (à confirmer)	a) Indicateurs du tableau de bord alimentés et mis à jour afin de montrer les tendances. b) Construction/amélioration de la série d'indicateurs de base pour le suivi de la mise en œuvre de la SMDD en synergie avec le travail en cours concernant les ODD au niveau mondial. c) Fiches d'information connexes et mise à jour du tableau de bord méditerranéen de la durabilité.	8.000 €	12.000 €	20.000 €		25.000 €	
2. Echange des meilleures pratiques en matière de données et d'indicateurs entre les observatoires nationaux et les réseaux d'observation (en synergie avec le tableau de bord de la SMDD, les indicateurs IMAP, SEIS) et actualisation de l'observatoire régional.	Expertise en interne; conseil, missions dans les pays, ateliers de travail.	Plan Bleu	UC, CAR/INFO et autres Composantes	AEE, centres thématiques européens	a) Ateliers organisés avec la participation d'observatoires nationaux et de réseaux d'observation (afin d'échanger sur les meilleures pratiques concernant les indicateurs ODD, le tableau de bord de la SMDD, les indicateurs IMAP et le SEIS). b) Élaboration des rapports relatifs aux ateliers. c) Production et diffusion de fiches d'information sur les meilleures pratiques. d) Observatoires nationaux des Parties contractantes et observatoires régionaux pertinents référencés sur le site Internet du Plan Bleu.	30.000 €	30.000 €	60.000 €	100.000 €	70.000 €	Financement externe assuré à travers les Child Projects 1.1 et 2.1 du FEM, sur des pays et aspects spécifiques. Ressources externes supplémentaires nécessaires pour assurer une pleine mobilisation régionale, y compris des visites dans les pays participants.
	Expertise en interne, services externes	Plan Bleu	UC et autres Composantes		e) Mise à jour de l'observatoire régional sur le site Internet du Plan Bleu sur la base des dernières conclusions d'évaluation, cartes et infographiques et augmentation de la visibilité.	10.000 €	10.000 €	20.000 €		20.000 €	
1.4.3. L'application du PISE (Programme intégré de surveillance et d'évaluation basé sur l'EcAp) est coordonnée, y compris les fiches d'information des indicateurs communs de BEE, est soutenue par un Centre de données à intégrer à la plateforme Info/PAM.						10.000 €	0 €	10.000 €	0 €	400.000 €	
1. Soutenir la mise en œuvre coordonnée de l'IMAP aux échelles régionale, sous-régionale et nationale.	Expertise et coordination en internes, réunion(s), conseil, organisation de réunions de groupes de travail en ligne, organisation de voyages et services de conférence.	UC	Composantes du PAM, groupe de travail IMAP	ACCOBAMS, GFCM, UICN, AEE	a) Approche coordonnée mise en œuvre pour organiser les réunions du CorMon. b) Fiches d'orientation sur les indicateurs communs de l'IMAP (DE XYZ) mises à jour. c) Élaboration d'indicateurs communs et de fiches d'orientation concernant l'OCIA et l'OCIA. d) Actions de la feuille de route du QSR 2023 relatives aux composantes de l'IMAP, concernant l'échelle de surveillance et d'évaluation; assurance de qualité des données et évaluation intégrée du BEE développées conformément aux délais convenus. e) Politique de partage des données connexes révisée et mise en œuvre.	10.000 €		10.000 €		400.000 €	Financement externe non garanti en cours de négociation.
1.4.4. L'interface entre science et prise de décision est renforcée par une meilleure coopération avec les institutions scientifiques régionales et mondiales, des plateformes de partage des connaissances, des dialogues, des échanges des bonnes pratiques et des publications.						15.700 €	21.300 €	37.000 €	159.000 €	120.000 €	
1. Mettre en œuvre, étendre et renforcer le mécanisme d'assistance à la Convention de Barcelone à l'aide d'institutions scientifiques et promouvoir leur participation aux activités de recherche et de développement et faciliter le transfert de technologie.	Expertise en interne, consultations, atelier de travail, publications.	UC, Plan Bleu	Toutes les Composantes du PAM	CMDD	a) Lignes directrices visant à renforcer le dialogue entre les sphères scientifiques et politiques, y compris le secteur des entreprises et la société civile, fondées sur la Stratégie scientifique du PMUE.			0 €		10.000 €	
	Expertise en interne, consultations, atelier de travail, publications.	Plan Bleu	UC et autres Composantes	European Topic Center - Université de Malaga (ETC UMA), Région métropolitaine de Barcelone (MedCites), CRPM, UNIMED, REC	b) Base de données de la communauté scientifique tenue à jour, recensement des parties prenantes mis à jour et davantage développé. c) Documents politiques élaborés avec les communautés de parties prenantes, notamment les scientifiques, le secteur privé et les gouvernements locaux et plaidoyer auprès des décideurs politiques sur la gestion durable de la biodiversité, le tourisme durable et/ou l'économie bleue. d) Assistance fournie aux parties prenantes pertinentes dans la région méditerranéenne, afin d'assurer des synergies au sein de cette communauté et d'augmenter la visibilité et les impacts des résultats de leurs projets en vue d'atteindre les objectifs stratégiques communs identifiés. e) Le Plan Bleu agit en tant qu'interface science-politique afin de promouvoir l'échange d'expériences et le partage de connaissances et donc de favoriser un changement politique et des comportements dans la région méditerranéenne.	11.000 €	11.000 €	22.000 €	144.000 €	0 €	Financement externe assuré par les projets InterregMED sur la protection de la biodiversité et Croissance bleue phase II.
	Expertise en interne, dialogue entre les parties prenantes avec les PPN et les membres de la CMDD, exercices de consultation, communication, mise en réseau, services externes, réunions nationales de l'interface science-politique.	Plan Bleu		Parties contractantes, membres de la CMDD, Union pour la Méditerranée, MedECC, Université Aix-Marseille, CIESM, MedCoast, MedCIVar, MISTRALS, Institut de recherche pour le développement, ADEME, Monaco	f) Examen, finalisation et diffusion du rapport d'évaluation sur les facteurs et risques associés aux changements climatiques et environnementaux ainsi que du Résumé à l'attention des décideurs politiques.	4.700 €	10.300 €	15.000 €	15.000 €	100.000 €	Financement externe assuré provenant de l'ADEME. Financement externe non garanti à mobiliser, pour couvrir jusqu'à trois axes thématiques et déclinaisons territoriales.
2. Contribuer au renforcement de l'interface science-politique en Méditerranée en ce qui concerne la mise en œuvre de l'IMAP et combler les lacunes en matière de connaissances afin de promouvoir des mesures efficaces permettant de parvenir au BEE.	Expertise en interne, partenaire de mise en œuvre et consultations lors des réunions du PAM.	MED POL	Toutes les Composantes du PAM	Parties contractantes et partenaires du PAM	a) Participation active à des groupes de travail, des comités directeurs de projets, des groupes de plaidoyer, des PAMs scientifiques et implication dans des institutions académiques dans le but de renforcer le rôle du PAM/MED POL et d'échanger les données et informations nécessaires afin de soutenir/promouvoir les activités entreprises par le PAM/MED POL et d'intégrer les priorités du MED POL comme il convient au travail de la communauté scientifique dans la région méditerranéenne.			0 €		0 €	
	Expertise en interne, voyages.	REMPEC		OMI, HELCOM, BONN AGREEMENT, MONGOODS, HCMR, Cedre, ISPIA, ATRAC, AASTMT, etc.	b) Information diffusée sur les activités et programmes de R&D, y compris le partage de données et de projets, en coopération avec d'autres accords régionaux.			0 €		10.000 €	
1.4.5. Des programmes éducatifs, notamment des plateformes d'apprentissage en ligne et des diplômes de niveau universitaire sur la gouvernance et les sujets thématiques en rapport avec le PAM sont organisés en coopération avec les institutions compétentes.						17.500 €	7.500 €	25.000 €	0 €	30.000 €	
1. Élaborer ou étendre davantage les activités éducatives et promouvoir des programmes éducatifs, en mettant l'accent sur les sujets marins et côtiers, en vue de favoriser la formation sur le développement durable.	Expertise en interne, réunion de coordination et de gestion	UC		Institutions académiques, y compris MPELAN / Université PAMteion, Université égéenne et autres universités	a) Développement de cours universitaires communs de troisième cycle sur les questions relatives au PAM.	10.000 €		10.000 €		0 €	
		CAR/PAP	UC	PC et leurs universités	b) Accords préparés et signés avec les institutions académiques pertinentes en vue d'inclure la formation MedOpen dans le programme académique.			0 €			
		CAR/INFO	UC, toutes les Composantes du PAM	Toutes les composantes, PC, institutions académiques	c) Plateforme d'apprentissage en ligne opérationnelle afin de soutenir la formation en ligne. d) Matériel de formation du PAM rassemblé et préparé. e) Cours de formation du PAM intégrés à la plateforme.	7.500 €	7.500 €	15.000 €		30.000 €	
		Plan Bleu	UC et autres Composantes	PC et leurs universités, réseaux universitaires et institutions de gestion des connaissances	f) Accords préparés et signés avec les institutions académiques et de gestion des connaissances pertinentes.	0 €	0 €	0 €			
1.5. Connaissance du PAM et informations sur le système du PAM améliorées et accessibles pour la prise de décision, meilleure sensibilité et une meilleure compréhension						185.000 €	90.000 €	275.000 €	0 €	590.000 €	
1.5.1. Des plateformes pleinement opérationnelles et plus développées (à savoir la plateforme Info/PAM pour la mise en œuvre du PISE), connectées aux systèmes d'information des composantes PAM et autres plateformes régionales de connaissances pertinentes, pour faciliter l'accès à la connaissance des gestionnaires et des décideurs, ainsi que des parties prenantes et du grand public.						170.000 €	75.000 €	245.000 €	0 €	590.000 €	
1. Renover l'infrastructure InfoMAP et entretenir et mettre à jour ses modules	Coordination et expertise en interne, contrat de service	CAR/INFO	UC, toutes les Composantes du PAM	Plateformes de système d'information régional	a) Amélioration des modules existants du système InfoMAP. b) Amélioration des infrastructures technologiques. c) Système d'information du MED POL intégré au système IMAP. d) Intégration des données et métadonnées provenant des organisations régionales. e) Intégration de la base de données et des résultats du PAM. f) Appui technique à x composantes du PAM assuré.	50.000 €	10.000 €	60.000 €		40.000 €	
2. Terminer le développement du système d'information de l'IMAP pour tous les indicateurs communs de l'IMAP et développer davantage les dictionnaires de données, les normes d'information et les contrôles de qualité.	Coordination et expertise en interne, contrat de service	CAR/INFO	UC, toutes les Composantes du PAM	Plateformes de système d'information régional	a) Finalisation du Système d'information de l'IMAP. b) Sélection du flux de données dans le Centre de données pour soutenir l'IMAP. c) Mise en œuvre de l'ensemble des indicateurs de l'IMAP.	20.000 €	15.000 €	35.000 €		200.000 €	Financement externe non garanti en cours de négociation.
		CAR/INFO			d) Amélioration et développement de dictionnaires de données et de normes en matière d'informations. e) Amélioration et développement du contrôle de la qualité des formats de données et de la cohérence des données.	20.000 €	15.000 €	35.000 €		100.000 €	
3. Réaliser l'analyse des données du tableau de bord analytique.	Coordination et expertise en interne, contrat de service	CAR/INFO	UC, toutes les Composantes du PAM		a) Développement du tableau de bord analytique des données. b) Adaptation du tableau de bord analytique des données.	20.000 €	15.000 €	35.000 €		40.000 €	
4. Développer un prototype de plateforme d'adaptation concernant le changement climatique.	Coordination et expertise en interne, contrat de service	CAR/INFO	UC, Plan Bleu, CAR/PAP, autres composantes du PAM		Développement du prototype de la Plateforme pour l'adaptation au changement climatique.			0 €		50.000 €	
5. Maintenir, mettre à niveau et mettre en œuvre les bases de données et plates-formes de données des composantes du PAM	Coordination et expertise en interne, contrat de service, conseil	CAR/INFO MEDPOL	UC, CAR/ASP, CAR/PAP	PC	a) La base de données de suivi historique du MED POL est intégrée avec succès au système d'information de l'IMAP. b) Le nouveau flux de données de suivi du MED POL est pleinement intégré au système d'information de l'IMAP. c) Les protocoles de données pour les interconnexions entre le BCIS, le système d'information sur les NBB/PRTR, l'IMAP et l'InfoMAP/Node sont préparés et testés.			0 €		100.000 €	
		CAR/ASP, CAR/INFO		Parties contractantes, MedPAM, UICN, ACCOBAMS, HCMR, partenaires des plans d'action	a) La Plateforme méditerranéenne de la biodiversité est actualisée, les données sont mises à jour (data-rac-apa.org) et reliées aux autres SD pertinents (Enodnet, InfoMAP). b) Le contenu de la base de données MAMIAS est mis à jour et harmonisé avec l'EASIN et AquaNIS et la collaboration est formalisée. c) L'application en ligne SDF est mise à jour (y compris les données) et est reliée à la Plateforme méditerranéenne de la biodiversité. d) La base de données MAPMED est mise à jour et complétée avec les données existantes.	30.000 €	20.000 €	50.000 €		30.000 €	Financement non garanti en cours de négociation.
		REMPEC, CAR/INFO		Parties contractantes	a) Le système existant d'information et de communication du REMPEC ainsi que les outils d'aide à la décision (c.-à-d. site Internet du REMPEC, Profil de pays, gestion des déchets issus des déversements d'hydrocarbures en Méditerranée, MEDGIS-MAR, système d'information du MEMELAS, version beta du Guide méditerranéen sur la coopération et l'assistance mutuelle pour l'intervention d'urgence en cas d'événement de pollution marine) sont améliorés, mis à jour et interconnectés, comme il convient. b) Les Parties contractantes et les partenaires pertinents sont en mesure de partager les données conformément aux exigences du Protocole « Prévention et situations critiques » de 2002 et de l'IMAP	30.000 €		30.000 €		0 €	
6. Procéder à la refonte du système d'évaluation en ligne des ASPIM.	Coordination et expertise en interne, consultations, services	CAR/ASP	CAR/INFO	Correspondants du CAR / ASP concernés, responsables des ASPIM	Le système d'évaluation en ligne des ASPIM est remanié et opérationnel.			0 €		30.000 €	

1.5.2. Le système de rapport en ligne de la Convention de Barcelone (SRCB) est à jour, opérationnel, amélioré, entretenu, complété et intégré à d'autres exigences relatives aux rapports.					15.000 €	15.000 €	30.000 €	0 €	0 €
1. Assurer le fonctionnement efficace du système de reporting en ligne du PAM (BCRS).					15.000 €	15.000 €	30.000 €	0 €	0 €
1.6. Meilleure sensibilisation et vulgarisation.					105.856 €	46.386 €	152.242 €	175.000 €	680.500 €
1.6.1. La stratégie de communication du PAM/PNUE a été actualisée et mise en œuvre.					105.856 €	46.386 €	152.242 €	175.000 €	680.500 €
1. Mettre en œuvre la stratégie de communication opérationnelle.									
Expertise en interne, conseil, contrats de service, voyages					CAR/INFO, UC	Toutes les Composantes du PAM	PAM COMM TF		
a) Sites internet du PAM et des composantes du PAM mis à jour régulièrement					15.356 €		15.356 €		20.000 €
b) Matériel et campagnes de communication développés :								0 €	150.000 €
- Les opportunités médiatiques sont identifiées,									
- Les campagnes de communication sont conçues et mises en œuvre,									
- Les matériels de communication sont adaptés aux publics cibles du PAM et peuvent inclure des séances d'information destinées aux médias, des programmes de communication sur les médias sociaux, des pages Internet, etc.,									
- Une campagne de communication pour chaque publication du rapport « État de l'environnement en Méditerranée »,									
- Une campagne de communication élaborée sur les principales thématiques identifiées pour l'exercice biennal,									
- Des campagnes de communication élaborées à l'occasion de dates clés telles que les célébrations des Nations Unies pour l'environnement,									
- Représentation du PAM dans les réunions et conférences régionales et internationales,									
c) Programme de communication élaboré pour les publications phares du PAM,							0 €		30.000 €
d) Publication élaborée pour l'exercice biennal concernant les nouvelles questions/menaces et soulignant les lacunes existantes au niveau des connaissances,							0 €		30.000 €
e) Collaboration accrue avec les médias traditionnels et développement de la présence du PAM sur les réseaux sociaux :								0 €	10.000 €
- Une liste mise à jour des contacts au sein des médias est disponible en partenariat avec les Parties contractantes,									
- La collaboration avec les médias est renforcée aussi bien de manière proactive que réactive afin de promouvoir le PAM en tant qu'entité de référence auprès des journalistes pour les questions relatives à l'environnement méditerranéen,									
- Développement de la présence du PAM sur la plateforme de média social Twitter,									
f) Homogénéité et cohérence accrues de l'image du système du PAM :							0 €		60.000 €
- Une série de matériels et modèles de présentation et de communication sont mis à disposition de l'ensemble du personnel du PAM (Power Points, fiches d'information, brochures, roll-up), visant à présenter le PAM comme une entité unique et cohérente, avec une unité dans la communication,									
- Lignes directrices pour l'unité dans la communication concernant les produits et les communications du PAM devant être appliquées par chacune des composantes et chacun des projets du PAM,									
- Des outils pour la visibilité régionale à l'effigie du PAM sont préparés,									
- Une unité dans la présentation graphique des publications du PAM est développée : modèles de séries de publications,									
g) Les multiples systèmes de base de données et d'information du PAM sont optimisés pour accroître la sensibilisation et la compréhension :							0 €		40.000 €
- Cartes et produits de données élaborés en utilisant une interface publique spécifique de virtualisation des données permettant de faire ressortir les données essentielles tirées des multiples bases de données du PAM,									
h) Portée accrue du PAM grâce à une communication commune :							0 €		30.000 €
- L'ensemble des composantes du PAM participe aux campagnes de communication annuelles,									
i) Renforcement de la connaissance du mandat et des actions du PAM :					0 €	5.054 €	5.054 €		50.000 €
- Amélioration de l'accessibilité des informations générales sur le site Internet du PAM, en s'assurant que le contenu soit adapté à chaque public cible,									
- Rapport annuel soulignant les principales avancées du PAM,									
- Campagne de communication pour la COP 22,									
- MED NEWS – Newsletter du PAM,									
- Visibilité accrue du PAM dans des événements de haut niveau,									
- Vidéos, spots, diaporamas, documentaires scientifiques,									
j) Renforcement de la communication interne :							0 €		10.000 €
- Réunions du Groupe de travail sur la communication du PAM organisées régulièrement,									
k) Renforcement de la capacité de communication du PAM :							0 €		30.000 €
- Organisation d'une formation en communication pour le personnel du PAM,									
- Renforcement du réseau interne du PAM et du partage de l'information,									
- Répertoire de la maintenance et de la mise à jour de l'ensemble du réseau du PAM (centre documentaire des désignations des Points focaux nationaux),									
- Calendrier des événements en ligne pour l'ensemble de la maintenance et de la mise à jour des initiatives du réseau du PAM									
- Logiciel de groupe pour l'ensemble du réseau du PAM disponible : Outil de communication pour la gestion du centre documentaire et des groupes d'intérêt,									
- Plateforme d'enquêtes et de questionnaires disponible,									
- Aide et assistance technique pour l'ensemble des composantes du réseau InfoMAP.									
a) Matériel et outils de communication relatifs à la biodiversité marine élaborés et diffusés conformément à la nouvelle stratégie de communication du PAM (produire 2 courts métrages sur les espèces marines et les écosystèmes couverts par les plans d'action du CAR/ASP).					10.000 €	15.000 €	25.000 €		
b) Contribution apportée à l'élaboration d'un programme de communication pour les publications phares du PAM, c.-à-d. SoED 2019,									
c) Production d'objets et de matériel promotionnels sur le CAR/ASP.									
a) Production et diffusion de matériel de sensibilisation et d'information sur la pollution marine provenant des navires,					5.000 €	5.000 €	10.000 €		
b) Organisations d'événements de communication sur les activités du REMPEC.									
Le SoED 2019 est publié et diffusé, à travers les étapes suivantes :					35.500 €	4.500 €	40.000 €	10.000 €	50.000 €
a) Résumé analytique traduit en espagnol et en arabe,									
b) Révision et mise en page du rapport complet en français et en anglais,									
c) Création et mise en ligne d'un site internet consacré au SoED,									
d) Préparation et diffusion de vidéos sous-titrées,									
e) Préparation et diffusion des infographies par le biais de documents très courts (max. 2 pages),									
f) Événements de lancement du SoED organisés dans au moins 2 pays méditerranéens.									
Finalisation et diffusion des principales conclusions du deuxième rapport de mise en œuvre de l'initiative H2020 à travers les étapes suivantes :							0 €		17.500 €
a) Matériel de communication portant sur les chapitres thématiques relatifs aux émissions et déchets industriels fourni en temps voulu,									
b) Conclusions intégrées dans les principaux documents et plateformes de communication.									
a) Développement d'un kit de communication destiné à l'usage des organisations méditerranéennes de la société civile aux fins de leurs propres activités de sensibilisation/plaidoyer sur les questions relatives à l'environnement et à la durabilité (en se concentrant sur les thèmes de la SMT), disponible en au moins deux langues (comprenant l'arabe) et comprenant des posters en haute qualité d'impression, des flyers, des photos accompagnées de légendes et des outils multimédias incluant, le cas échéant, des messages vidéo sous-titrés enregistrés par le PAM,					25.000 €	16.832 €	41.832 €		50.000 €
b) Production d'une version destinée aux enfants de la Convention de Barcelone et de ses Protocoles, expliquant la Convention à un jeune public et identifiant les liens avec des supports similaires développés par les Nations Unies sur l'Agenda 2030 pour le développement durable et les 17 ODD,									
c) Deux (2) événements de sensibilisation du public/des médias organisés,									
d) Campagne de sensibilisation à la question des micro plastiques organisée,									
e) Préparation d'une version en braille de la Convention de Barcelone									
a) Format de communication modernisé : publications courtes, communiqués de presse, infographiques et vidéos produits et diffusés,								0 €	59.000 €
b) Supports de communication modernisés : modernisation du site internet du Plan Bleu, renforcement de l'utilisation des médias sociaux,									
c) Élaboration de sites internet spécifiques consacrés au SoED 2019 et au MED 2050,									
d) Diffusion des activités et produits de communication de l'Unité de coordination et d'autres composantes à travers le site Internet du Plan Bleu,									
e) Diffusion des activités et produits de communication de l'Unité de coordination et d'autres composantes à travers la newsletter du Plan Bleu,									
f) Diffusion des activités et produits de communication de l'Unité de coordination et d'autres composantes à travers les réseaux sociaux du Plan Bleu (Facebook, Twitter et LinkedIn),									
g) Communication sur les activités du Plan Bleu et de l'ONU Environnement/PAM et représentation dans des événements régionaux et internationaux.									
Deux célébrations régionales de la Journée de la côte méditerranéenne organisées.					15.000 €		15.000 €	46.000 €	
Trois célébrations nationales de la Journée de la côte bénéficiant d'un soutien technique et promotionnel et de la participation des représentants du CAR/PAP.							0 €	60.000 €	
Prochaine édition du Prix Istanbul pour les villes respectueuses de l'environnement qui sera remis lors de la COP 22.							0 €		44.000 €
TOTAL THEME 1. GOUVERNANCE.					924.658 €	1.468.215 €	2.392.873 €	3.055.500 €	2.983.500 €
THEME 1. GOUVERNANCE					MTF 2020	MTF 2021	MTF TOTAL 2020-2021	Financement externe sécurisé TOTAL	Financement externe non sécurisé TOTAL
Unité Coor.					387.602 €	807.861 €	1.195.463 €	2.490.500 €	822.000 €
MED POL					5.000 €	55.000 €	60.000 €	0 €	68.929 €
REMPEC					185.000 €	75.000 €	260.000 €	0 €	46.429 €
CAR/PB					159.200 €	192.800 €	352.000 €	459.000 €	710.429 €
CAR/ASP					95.000 €	135.000 €	230.000 €	0 €	211.429 €
CAR/PAP					15.000 €	40.000 €	55.000 €	106.000 €	1.429 €
CAR/Info					157.856 €	117.554 €	275.410 €	0 €	1.171.429 €
CAR/CPD					0 €	45.000 €	45.000 €	0 €	1.429 €
TOTAL					924.658 €	1.468.215 €	2.392.873 €	3.055.500 €	2.983.500 €
Somme des résultats Sous-totaux					924.658 €	1.468.215 €	2.392.873 €	3.055.500 €	2.983.500 €
Somme des sous-totaux des sorties					924.658 €	1.468.215 €	2.392.873 €	3.055.500 €	2.983.500 €

Thème 2 : POLLUTION PROVENANT DE SOURCES SITUÉES À TERRE ET EN MER

Objectifs écologiques :
 1. L'eutrophisation d'origine humaine est évitée, principalement ses effets négatifs tels que les pertes de biodiversité, la dégradation de l'écosystème, les efflorescences algales nuisibles et le manque d'oxygène dans les eaux de fond ;
 2. Les contaminants n'ont aucun impact significatif sur les écosystèmes côtiers et marins et sur la santé ;
 3. Les déchets marins et côtiers n'affectent pas de manière négative les environnements côtiers et marins ;
 4. Le bruit des activités humaines n'a pas d'impact significatif sur les écosystèmes marins et côtiers ;
 5. Les problèmes nouveaux et émergents liés à la pollution tellurique sont identifiés et gérés, le cas échéant.

Objectifs stratégiques :
 1. Éliminer, dans la mesure du possible, prévenir, réduire et contrôler les apports de contaminants sélectionnés/réglementés, rejets et déversements massifs d'hydrocarbures ;
 2. Prévenir, réduire et contrôler la production des déchets marins et leur impact sur le milieu marin et côtier.

Indicateurs 2020-2021: 1. Nombre de politiques et d'instruments réglementaires de contrôle et de prévention de la pollution marine mis à jour et développés; 2. Nombre de lignes directrices nouvelles et mises à jour et autres instruments de mise en œuvre rationalisant les outils de CPD pour les secteurs-clés et les domaines de consommation et de production; 3. Nombre de pays soumettant des rapports sur les charges polluantes et les données de surveillance de la pollution pour les polluants conenus; 4. (a) Nombre de projets identifiés et/ou préparés pour éliminer les points chauds de pollution et répondre à la pollution marine; (b) Quantités de produits chimiques obsolètes et de déchets marins éliminés de manière écologiquement rationnelle / réduites dans des zones sélectionnées; 5. Nombre d'entreprises, d'entrepreneurs, d'agents financiers et d'organisations de la société civile capables pour promouvoir des solutions de CPD alternatives aux POP et aux produits chimiques et réduction des déchets marins	Cibles 2020-2021: 1. 7 instruments / politiques réglementaires régionaux élaborés / mis à jour; 2. 6 lignes directrices nouvelles / mises à jour et autres instruments de mise en œuvre développés / mis à jour; 3. 21 Parties contractantes ; 4. (a) Au moins 7 projets pilotes sur la pollution marine; (b) 500 tonnes de PCB éliminés de manière écologiquement rationnelle dans des zones sélectionnées; 1 400 tonnes de PCB et 30 tonnes de mercure préparées de manière écologiquement rationnelle dans des zones sélectionnées pour préparer au cours du prochain exercice biennal les déchets à éliminer; tendance à la baisse en matière de réduction des déchets de plage en vue d'atteindre l'objectif de réduction de 20% d'ici 2024 dans les zones pilotes; 5. Au moins 100 stagiaires.
--	---

Principales Activités	Moyens de Mise en Œuvre	Direction: UC (Unité de Coordination) ou Composantes	Autre: UC et / ou Composantes	Partenaires	Livrables Attendus	FINANCEMENT DE BASE: MTF			Ressources Externes		Commentaires
						MTF 2020	MTF 2021	MTF TOTAL 2020-2021	Financement externe sécurisé TOTAL 2020-2021	Financement externe non sécurisé TOTAL 2020-2021	

2.1. Renforcer l'application régionale des obligations en vertu de la Convention de Barcelone et des 4 Protocoles portant sur la pollution, et des programmes de mesures dans les stratégies et plans d'action régionaux existants pertinents.

2.1.1. Les mesures ciblées des stratégies/ plans régionaux sont facilitées et appliquées

						76.500 €	51.000 €	127.500 €	50.000 €	160.000 €	
						76.500 €	51.000 €	127.500 €	50.000 €	160.000 €	
1. Évaluer la mise en œuvre des plans / mesures régionaux existants élaborés au titre de l'article 15 du protocole tellurique, y compris une analyse socio-économique.	Expertise en interne, consultants, réunion(s) régionale(s)	MED POL	CAR/CPD	PC, UFM H2020, projet SEIST	a) Révision des rapports soumis par les Parties contractantes pour l'exercice biennal 2018-2019 concernant la mise en œuvre des Plans régionaux existants, b) Évaluation finale de la mise en œuvre des mesures ciblées (au plus tard en 2021) préparée pour les Plans régionaux pour la réduction du mercure, des POP et de la BODS, c) Meilleures pratiques relatives à la mise en œuvre des Plans régionaux et autres mesures communes partagées au niveau régional et identification des lacunes et priorités concernant le développement de l'appui technique et du renforcement des capacités.	11.000 €	0 €	11.000 €		20.000 €	Cette activité sera mise en œuvre conjointement avec l'activité 2.1.1.2.
2. Promouvoir l'utilisation d'instruments et de mesures d'incitation appropriés pour réduire ou interdire l'utilisation unique du plastique, réduire l'utilisation de bouteilles en plastique, etc.	Expertise en interne, consultations, réunion(s) régionale(s), partenaire(s) de mise en œuvre.	MED POL	CAR/CPD	Division de l'économie de l'environnement des Nations Unies, SWITCH MED, FAO, CGPM, Marlice, ACCOBAMS, WWF / MEDPO	a) Meilleures pratiques identifiées et partagées avec les Parties contractantes au niveau régional, b) Renforcement des capacités techniques des Parties contractantes en vue de faciliter la mise en œuvre des mesures juridiquement contraignantes du Plan régional pour la gestion des déchets marins en Méditerranée, c) Identification des lacunes et priorités en matière d'appui technique et de renforcement des capacités,	0 €	30.000 €	30.000 €		40.000 €	Financement externe non garanti en cours de négociation.
	Consultations, atelier(s) de travail / régionale(s) / sous-régionale(s)	CAR/CPD	MED POL		d) Meilleures pratiques partagées au niveau régional concernant les nouvelles mesures, c.-à-d. relatives à la pollution plastique, aux systèmes REP pour les emballages plastiques, à l'ajout intentionnel de microplastiques dans les processus de production et aux produits en plastique à usage unique, afin de faciliter la mise en œuvre du Plan régional pour la gestion des déchets marins, e) Identification des lacunes et priorités en matière d'appui technique et de renforcement des capacités,	0 €	0 €	0 €	0 €	20.000 €	Financement externe non garanti provenant potentiellement du Projet WES (Water and Environment Support) (UE DG NEAR).
	Expertise en interne, conseil	REMPEC	MED POL	PC, IMO, EBRD	f) Appui technique fourni aux Parties contractantes qui le demandent pour la mise en œuvre du Plan d'action de l'OMI pour la lutte contre les déchets plastiques provenant des navires et des dispositions connexes du Plan régional pour la gestion des déchets marins en Méditerranée, comme il convient.			0 €		30.000 €	Financement externe non garanti provenant potentiellement de l'ITCP 2020-2021 : activités du PRF national. s.
3. Promouvoir la réduction des eaux usées municipales des petites agglomérations en utilisant des solutions basées sur la nature; et la prévention de l'entrée dans l'environnement marin des boues d'épuration et des déchets liés aux eaux pluviales à l'aide de BAT / BEP, et en particulier des technologies de valorisation énergétique des déchets (W-ET).	Expertise en interne, réunion(s) régionale(s), partenaire(s) de mise en œuvre	MED POL	CAR/CPD, Plan Bleu	UFM H2020, FEM	a) Meilleures pratiques identifiées et partagées avec les Parties contractantes au niveau régional, b) Renforcement des capacités techniques des Parties contractantes afin de faciliter la mise en œuvre des mesures juridiquement contraignantes du Plan régional de réduction de la BODS provenant des eaux urbaines résiduaires, c) Élaboration des principaux éléments des stratégies et plans.	10.000 €	20.000 €	30.000 €	50.000 €	30.000 €	Financement externe assuré à travers le Child Project 1.2 du MedProgramme de la FEM. Financement externe non garanti en cours de négociation.
4. Promouvoir l'utilisation d'instruments pertinents pour l'identification et la mise en œuvre de solutions de remplacement des POP et du mercure aux niveaux régional et sous-régional.	Expertise en interne, consultations, atelier(s) de travail régional / sous régional	CAR/CPD	MEDPOL	FEM, Service des produits chimiques pour l'environnement des Nations Unies, Secrétariat du BRSC	a) Expériences et meilleures pratiques concernant les stratégies de prévention des nouveaux POP partagées avec les Parties contractantes au niveau régional afin de faciliter la mise en œuvre des Plans régionaux relatifs aux POP, b) Lacunes et priorités identifiées concernant l'appui technique et le renforcement des capacités.	0 €	0 €	0 €	0 €	20.000 €	Financement externe non garanti provenant potentiellement du Projet WES (Water and Environment Support) (UE DG NEAR).
5. Renforcer les capacités de chaque État côtier à répondre efficacement aux événements de pollution marine par la création d'accords et de plans d'urgence sous-régionaux opérationnels et améliorer les niveaux des équipements de première intervention prépositionnés en cas de déversements sous le contrôle direct des États côtiers méditerranéens.	Expertise en interne, réunions, voyages	REMPEC	UC	OMI Accord OSPAR / Bonn, HELCOM, ITOFF, Cedre, ISPRA, etc.	a) Appui technique fourni aux Parties contractantes qui en font la demande afin d'évaluer, de préparer, d'adopter, de mettre à jour et de mettre en œuvre et de tester les plans nationaux d'urgence et les accords/plans d'urgence sous régionaux portant sur la préparation et la réponse en cas de déversements d'hydrocarbures et de SNPD par les navires, les infrastructures portuaires situées en mer, les installations de manutention des hydrocarbures et les installations offshore, b) Mécanisme de mobilisation d'équipement et d'experts en cas d'urgence mis en œuvre dans les pays de Méditerranée occidentale	24.500 €		24.500 €			
	Expertise en interne	REMPEC		ATRAC, Cedre, FEDERCHIMICA, ISPRA, MONGOS, SAF, OMI	c) L'Unité méditerranéenne d'assistance (UMA) est maintenue et, le cas échéant, élargie et le fonds spécial renouvelable de l'UMA est reconstitué.	1.000 €	1.000 €	2.000 €			
6. Améliorer le suivi des événements de pollution, contrôler et surveiller les rejets illicites et améliorer le niveau d'application de la loi et de poursuite des contrevenants.	Réunion, voyages, interprétation, traduction, expertise en interne	REMPEC	UC	OMI, Cedre, INTERPOL, CBSS (ENPRO), OSPAR (NSN), Bonn accord	a) Réunion du MENELAS organisée et recommandations mises en œuvre grâce à l'appui technique fourni aux Parties contractantes qui en font la demande, b) Promotion et soutien des opérations de surveillance aérienne coordonnées visant à détecter les déversements illicites par les navires.	30.000 €		30.000 €			

2.2.Élaboration ou remise à jour de plans d'action nouveaux/existants, programmes et mesures, normes et critères communs, lignes directrices.

2.2.1 Les lignes directrices, les outils d'aide à la prise de décision, les normes et critères communs prévus dans les Protocoles et les Plans régionaux sont élaborés ou actualisés pour les substances ou secteurs prioritaires essentiels.

						62.362 €	42.000 €	104.362 €	152.720 €	140.000 €	
						62.362 €	42.000 €	104.362 €	152.720 €	140.000 €	
1. Mettre à jour les annexes des protocoles relatifs à la pollution.	Expertise en interne, partenaire(s) de mise en œuvre	MED POL	UC, CAR/CPD	BRSC, OMI	a) Groupe(s) de travail établi(s) pas la COP 21 et les annexes des Protocoles « tellurique » et « immersion » mis à jour le cas échéant pour soumission à la COP 22, b) Annexes du Protocole « déchets dangereux » actualisées dans la lignée des efforts continus visant à actualiser les annexes de la Convention de Bâle, comme convenu, pour soumission à la COP 22	15.000 €	30.000 €	45.000 €	25.000 €		Financement externe assuré par le Child Project 1.2 du MedProgramme de la FEM.
		REMPEC	UC, MED POL	OMI	c) Groupe de travail mis en place (DFOG) et annexes du Protocole « offshore » actualisées pour considération à la COP 22.			0 €		60.000 €	
2. Élaborer / mettre à jour des lignes directrices techniques concernant les sources diffuses, (la mise en place de récifs artificiels) et la pollution plastique.	Expertise en interne, partenaire(s) de mise en œuvre	MED POL	CAR/INFO, Plan Bleu	Règlement REACH de l'UE, Convention de Minamata, Directive-cadre de l'UE sur l'eau, E-PRTR	a) Lignes directrices sur les BBN mises à jour concernant : - Les sources diffuses de pollution, - Les apports provenant du secteur de l'aquaculture et des fleuves pour les eaux de transition, - L'écart entre les rapports PRTR et BBN,	10.000 €	10.000 €	20.000 €		30.000 €	
		REMPEC	UC	PC, (DFOG), IOGP	b) Lignes directrices offshore méditerranéennes pour l'évaluation d'impact sur l'environnement (EIE), révisées par le Groupe de travail du pétrole et du gaz en mer (DFOG) de la Convention de Barcelone, finalisées et soumises pour considération à la COP 22.					50.000 €	
		MED POL	CAR/CPD	OMI, Convention de Londres et protocole de Londres, CGPM	c) Rapport mis à jour sur les récifs artificiels préparé pour soumission aux réunions des points focaux du MED Pol, du groupe de coordination de l'EcAp, des points focaux du PAM et de la COP 22.	6.000 €	2.000 €	8.000 €			
		Expertise en interne, consultations	CAR/CPD	MEDPOL	Initiative H2020, organisations européennes, nationales et internationales travaillant sur la prévention des plastiques	d) Élaboration de lignes directrices techniques sur les mesures visant à réduire/prévenir les articles en plastique à usage unique autres que les sacs plastiques.	26.850 €	0 €	26.850 €	0 €	0 €

3. Réviser les recommandations, principes et lignes directrices existantes et en élaborer de nouveaux visant à faciliter la coopération internationale et l'assistance mutuelle dans le cadre du Protocole de 2002 relatif à la prévention et aux situations d'urgence.	Expertise en interne, consultations, contrat de service	REMPEC	UC	OMI, OSPAR/Bonn Agreement, HELCOM, ITOFF, Cedre, ISPRA, etc	a) Élaboration de lignes directrices interrégionales pour la réponse aux déversements de SNPD, b) Mise à jour et amélioration du Système intégré d'information maritime d'aide à la décision (MIDISIS-TROCS), c) Développement d'un manuel et d'outils permettant d'évaluer les capacités de gestion des déversements d'hydrocarbures, d) Amélioration du Système de notification des situations d'urgence (MedERSys), e) Orientation pour le développement d'un mécanisme national pour la mobilisation d'équipements et d'experts en situations d'urgence, f) Élaboration de lignes directrices pour les SNPD spécifiques.	4.512 €		4.512 €	127.720 €		Financement externe assuré de la part du WestMOPOCo.
2.2.2 Les programmes régionaux de mesures sont identifiés et négociés pour les polluants/ catégories (secteurs) montrant des tendances croissantes, notamment la révision des plans régionaux existants et des zones de consommation et de production.						65.000 €	80.000 €	145.000 €	30.000 €	100.000 €	
1. Développer le plan régional de traitement des eaux usées municipales.	Expertise en interne, consultations, réunion(s) régionale(s)	MED POL	CAR/CPD Plan Bleu	UpM, Initiative H2020, partenairesMAP	* Plans régionaux élaborés/améliorés pour soumission aux réunions des points focaux du MED POL, du Groupe de coordination de l'ECAP, des points focaux du PAM et de la COP 22 : a) Plan régional sur le traitement des eaux usées municipales, b) Plan régional (nouveau) sur la gestion des boues d'épuration, c) Amélioration du Plan régional sur les déchets marins ou préparation d'annexes techniques intégrées au Plan régional existant.	45.000 €	0 €	45.000 €	10.000 €	30.000 €	Financement externe assuré par le Child Project 1.2 du MedProgramme du FEM.
2. Développer le plan régional de gestion des boues d'épuration.		MED POL				10.000 €	40.000 €	50.000 €	10.000 €	30.000 €	
3. Améliorer le plan régional des déchets marins / ou élaborer de nouvelles annexes techniques pour incorporer de nouveaux éléments, notamment les microplastiques et les polluants émergents, selon le cas.		MED POL				10.000 €	40.000 €	50.000 €	10.000 €	40.000 €	
2.3 Renforcement et application de la législation et des politiques de prévention et de contrôle de la pollution marine au niveau national, notamment par leur exécution et leur intégration dans les processus sectoriels.						58.856 €	31.856 €	90.712 €	30.000 €	180.000 €	
2.3.1 Les PAN adoptés (art. 15, Protocole "tellurique") sont mis en œuvre et les principaux produits prévus sont livrés en temps voulu.						20.000 €	25.000 €	45.000 €	30.000 €	180.000 €	
1. Soutenir l'intégration des mesures du PAN aux systèmes nationaux de réglementation et leur mise en œuvre	Expertise en interne, conseil, réunions nationales, atelier de travail régional ou sous-régional	MED POL	CAR/CPD	PC, IMPEL, UFM-H2020, BRSC	a) Des modèles présentant les aspects essentiels concernant les réglementations nationales sont préparés pour promouvoir l'utilisation des MTD/NPE ainsi que des standards/BEE pour différents contaminants/polluants s'inscrivant dans les priorités nationales et/ou régionales dans des secteurs industriels clés, y compris la législation en matière d'établissement de rapports par les industries sur les rejets de polluants (PRTR) et les risques d'accidents, b) Meilleures pratiques et informations partagées concernant l'octroi de permis et l'inspection sur la base des lignes directrices techniques du PAM les plus récentes, ainsi que concernant la prévention et la gestion des risques liés aux accidents industriels pour l'environnement marin et côtier, c) Rapport d'évaluation à mi-parcours du Plan d'action national soumis à la réunion des points focaux du MED POL et à d'autres organes du PAM comme il convient,	20.000 €	25.000 €	45.000 €		100.000 €	Financement externe non garanti provenant potentiellement du Projet WES (Water and Environment Support) (UE DG NEAR – H2020).
	Expertise en interne, conseil, réunions nationales	CAR/CPD	MED POL	PC	d) Au moins 3 pays soutenus dans l'élaboration de nouvelles réglementations pour la réduction de la production et de l'utilisation de plastiques à usage unique, y compris les systèmes REP,	0 €	0 €	0 €	0 €	80.000 €	Financement externe non garanti en cours de négociation.
		CAR/CPD		PC, FEM, Division de l'économie de l'environnement des Nations Unies, BRSC, OMS	e) Au moins 3 pays soutenus dans la préparation de réglementation visant à limiter l'importation et l'utilisation de produits contenant du PFO et de l'APFO, des PCCC et du HBCD (Liban, Maroc et Tunisie).			0 €	30.000 €		Financement externe assuré par le MedProgramme du FEM – Child Project 1.1.
2.3.2. Les PAN sont élaborés pour mettre en œuvre la Stratégie régionale pour la prévention et la lutte contre la pollution marine par les navires.						20.000 €	0 €	20.000 €	0 €	0 €	
1. Promouvoir la ratification et la mise en œuvre des conventions maritimes internationales pertinentes relatives à la protection du milieu marin et renforcer l'efficacité des administrations maritimes.	conseil, réunions, voyages, interprétation, traduction, expertise en interne	REMPEC	UC	OMI	Appui technique fourni aux Parties contractantes qui en font la demande : a) Pour préparer, mettre à jour et mettre en œuvre leurs PAN, et b) Pour ratifier et mettre en œuvre les conventions maritimes internationales pertinentes relatives à la protection de l'environnement marin.	20.000 €		20.000 €		0 €	
2.3.3 Plan d'action régional CPD (activités liées à la pollution) intégré dans et mis en œuvre par le biais des PAN et des processus nationaux, tels que les plans d'action nationaux SCP et SNDD.						18.856 €	6.856 €	25.712 €	0 €	0 €	
1. Soutenir la mise en place de mesures réglementaires et économiques liées à la mise en œuvre de la CPD ou de l'économie circulaire.	Expertise en interne, conseil, réunions nationales	CAR/CPD	MED POL, Plan Bleu	Division de l'économie de l'environnement des Nations Unies	Mesures d'économie circulaire développées dans 2 pays pour des secteurs clés du Plan d'action régional CPD, en particulier dans le secteur agroalimentaire, en mettant l'accent sur le rôle des biodéchets.	18.856 €	6.856 €	25.712 €		0 €	
2.4 Surveillance et évaluation de la pollution marine.						313.673 €	208.014 €	521.687 €	0 €	550.000 €	
2.4.1. Les programmes nationaux de surveillance de la pollution et des déchets sont actualisés pour y inclure les indicateurs PISE de pollution et de déchets, appliqués et soutenus par l'assurance et le contrôle de la qualité des données.						220.000 €	194.292 €	414.292 €	0 €	500.000 €	
1. Poursuivre le soutien aux programmes nationaux actualisés de surveillance des déchets marins, des contaminants et de l'eutrophisation conformément à l'IMAP, au Protocole « tellurique » et au Plan régional sur les déchets marins.	Expertise en interne, conseil, partenaire(s) de mise en œuvre, réunions régionale.	MED POL	UC, Groupe de travail IMAP	IAEA, MSFD UE, laboratoires nationaux désignés par MED POL, institutions scientifiques compétentes ACCOBAMS, INDICIT	a) Appui de scientifiques et d'experts fourni pour l'application des règles d'intégration et d'agrégation pour la surveillance et l'établissement de rapports relatifs aux données de surveillance nationale en vue de parvenir à une transmission régulière des rapports de la part des Parties contractantes concernant l'état d'avancement de la mise en œuvre des IMAP nationaux et pour fournir au minimum 3 séries de données sur les indicateurs communs de l'IMAP (OES, OE9, OE10, OE11) en 2019-2020 et en 2021-2022, b) Mise en œuvre des programmes nationaux de surveillance de la pollution marine soutenus en menant des programmes communs spécifiques de surveillance de la biodiversité et de la pollution dans les AMP et dans les zones soumises à d'importantes pressions, notamment en fournissant des données de qualité connexes ainsi que les rapports nationaux respectifs utilisant le Système d'information pilote de l'IMAP.	10.000 €	5.000 €	15.000 €		370.000 €	Financement externe non garanti en cours de négociation.
2. Consolider les dictionnaires et les standards de données pour tous les indicateurs communs de l'IMAP, relatifs à la pollution et appliquer des schémas de contrôle.	Expertise en interne, conseil, partenaire(s) de mise en œuvre, réunions régionale, réunion CorMon sur la pollution	MED POL	UC, Groupe de travail IMAP	EMODnet, UE MSFD, TG DATA	a) Dictionnaires de données et normes en matière de données finalisés au niveau du contenu pour l'ensemble des indicateurs communs de l'IMAP, y compris les indicateurs communs 18, 19 et 20, b) Compatibilité assurée avec les modèles de données nationaux. Tous les résultats ci-dessus seront soumis pour examen lors des réunions respectives du CorMon sur la pollution et les déchets marins.	10.000 €	5.000 €	15.000 €		50.000 €	
3. Entreprendre des programmes coordonnés d'assurance qualité et de formation (eutrophisation, contaminants tant à l'échelle régionale que nationale)	Expertise en interne, conseil, partenaire(s) de mise en œuvre, réunions régionales, réunion CorMon sur la pollution	MED POL	UC, Groupe de travail IMAP	IAEA/ NAEL/ MESL, Quasimeme, Université d'Alessandria, National Laboratoires désignés MED POL, institutions scientifiques compétentes	Laboratoires nationaux MED POL/IMAP soutenus dans l'application de bonnes pratiques pour la surveillance des contaminants dans le biote et les sédiments, de l'eutrophisation (nutriments et chlorophylle a) de l'eau de mer et des déchets marins, y compris les tests de compétence et les protocoles d'analyses QA/QC.	110.000 €	100.000 €	210.000 €	0 €	30.000 €	
4. Harmoniser et normaliser les méthodes de surveillance et d'évaluation de la pollution et des déchets marins conformément à l'IMAP.	Expertise en interne, conseil, partenaire(s) de mise en œuvre, réunions régionale	MED POL	UC, Groupe de travail IMAP	UE MSFD WG GES, TGML, TG DATA, institutions scientifiques compétentes	a) Élaboration de protocoles pour l'application de bonnes pratiques en laboratoire, b) Élaboration/mise à jour et approbation de protocoles de surveillance (maximum 6) relatifs à la pollution (eutrophisation et contaminants), aux déchets marins et à l'échantillonnage et à l'analyse des microplastiques dans les stations de traitement des eaux usées, c) Approbation et mise à jour des échelles de surveillance et des échelles des produits d'évaluation, proposition de critères/seuils/valeurs de référence pour les évaluations, format de rapports ajusté aux échelles convenues de surveillance et de produits d'évaluation, d) Réunions du CorMon sur la pollution et les déchets marins organisées annuellement et création de groupes de travail en ligne. Tous les résultats ci-dessus seront soumis pour examen aux réunions respectives du CorMon sur la pollution et les déchets marins.	90.000 €	84.292 €	174.292 €	0 €	50.000 €	
2.4.2. Les inventaires des charges polluantes (BBN, inventaires des émissions et des transferts de matières polluantes provenant de sources situées à terre et des bases offshore et des navires) sont régulièrement mis à jour, transmis et évalués.						20.000 €	0 €	20.000 €	0 €	0 €	
1. Assurer une rédaction de rapports efficace sur les BBN/RRTP et soutenir jusqu'à 10 Parties contractantes, notamment en matière de contrôle assurance qualité des données	Expertise en interne, réunions régionales / sous-régionales	MED POL	CAR/INFO	PC, UPM H2020	a) Cycle de rapport BBN 2018-2019 analysé au niveau des bassins versants nationaux, sous régionaux et régionaux afin de contribuer à l'évaluation de la mise en œuvre du PAN, b) Évaluation des lacunes en matière de rapports et identification et partage des besoins en matière d'appui technique avec les Parties contractantes.	20.000 €	0 €	20.000 €			
2.4.3. Des outils d'évaluation de la pollution marine (évaluations thématiques approfondies, cartes et fiches d'information sur les indicateurs) sont élaborés et actualisés pour les polluants et secteurs clés dans le cadre de l'ECAP.						73.673 €	13.722 €	87.395 €	0 €	50.000 €	

<p>1. Mettre à jour les produits d'évaluation thématique liés au groupe IMAP sur la pollution et les déchets marins, y compris les secteurs industriels dominants et les polluants prioritaires / secteurs traités dans les plans régionaux; et les sources de pollution marines.</p>	<p>Expertise en interne, conseil, réunions régionales</p>	<p>MED POL</p>	<p>Plan Bleu, CAR/INFO</p>	<p>AEE</p>	<p>a) Fiches techniques d'évaluation mises à jour élaborées avec les nouvelles données provenant de la mise en œuvre de l'IMAP. b) Fiches techniques d'évaluation mises à jour élaborées pour le PAN/H2020/Protocole « tellurique ». c) Évaluation de l'état et des impacts des nutriments, des contaminants, de l'aquaculture et des eaux de ruissellement urbaines sur l'environnement marin préparée en s'appuyant autant que possible sur les informations existantes. d) Évaluation de la mise en œuvre des Plans régionaux en intégrant les données de surveillance des BBN/PRTR au niveau régional/sous régional préparée en s'appuyant autant que possible sur les données existantes. e) Évaluation des principaux produits en plastique à usage unique dans la région méditerranéenne et de leur contribution à la génération et au déversement de microplastiques dans l'environnement marin préparée en s'appuyant autant que possible sur les informations existantes. f) Évaluation et cartographie de la contribution de la pêche et de l'aquaculture à la génération de déchets marins dans la Méditerranée</p>	<p>50.000 €</p>	<p>13.722 €</p>	<p>63.722 €</p>		<p>50.000 €</p>	
	<p>Expertise en interne, conseil</p>	<p>REMPEC</p>	<p>CU, MED POL, Plan Bleu, CAR/INFO</p>	<p>OMI</p>	<p>a) Étude de la pollution marine provenant des navires (pollution accidentelle et opérationnelle, déchets marins, pollution atmosphérique, etc.) et des tendances du trafic maritime en Méditerranée préparée et diffusée.</p>	<p>23.673 €</p>		<p>23.673 €</p>			
<p>2.5 Capacités améliorées aux niveaux national, sous-régional et régional y compris assistance technique et renforcement des capacités.</p>						<p>77.000 €</p>	<p>65.000 €</p>	<p>142.000 €</p>	<p>2.393.820 €</p>	<p>985.000 €</p>	
<p>2.5.1 Des programmes et ateliers de formation se déroulent aux niveaux sous-régional et régional dans des domaines tels que la surveillance de la pollution, les inventaires de polluants, l'application des politiques, les lignes directrices techniques communes, les organes d'autorisation et d'inspection, le respect des législations nationales.</p>						<p>67.000 €</p>	<p>60.000 €</p>	<p>127.000 €</p>	<p>33.820 €</p>	<p>325.000 €</p>	
<p>1. Soutenir les pays dans la mise en œuvre de l'IMAP avec un accent particulier sur l'échelle d'évaluation, la surveillance offshore, l'intégration des indicateurs en vue de parvenir au BEE et la surveillance conjointe.</p>	<p>Expertise en interne, conseil, partenaire(s) de mise en œuvre, réunions, atelier(s) de formation</p>	<p>MED POL</p>	<p>UC, Groupe de travail IMAP</p>	<p>UE, MSFD-WG GES, TGML, ACCOBAMS</p>	<p>a) Appui technique fourni et capacités renforcées afin de soutenir la mise en œuvre de l'IMAP (y compris les Groupes de travail Pollution, Déchets marins et Bruit) en fonction des besoins nationaux, en se concentrant particulièrement sur l'agrégation et l'intégration des données de surveillance et des produits d'évaluation, les échelles de surveillance et d'évaluation, la surveillance offshore, l'intégration des indicateurs pour le BEE et la surveillance conjointe. b) Organisation d'ateliers sous régionaux/régionaux et de formations en lien avec les groupes de travail Pollution et Déchets marins de l'IMAP concernant les besoins en capacités communes et les lacunes au niveau des connaissances (minimum 2 par sous-région).</p>	<p>20.000 €</p>	<p>15.000 €</p>	<p>35.000 €</p>	<p>0 €</p>	<p>135.000 €</p>	<p>Financement externe non garanti en cours de négociation.</p>
<p>2. Partager les meilleures pratiques sur la mise en œuvre des lignes directrices du Protocole Immersion aux niveaux régional / sous-régional / national</p>	<p>Expertise en interne, conseil, partenaire(s) de mise en œuvre, réunions régionales</p>	<p>MED POL</p>	<p>REMPEC, CAR/ASP</p>	<p>OMI, Convention de Londres et protocole de Londres</p>	<p>a) Meilleures pratiques identifiées et partagées avec les Parties contractantes lors des réunions régionales. b) Informations détaillées fournies sur le travail entrepris par le pays pour mettre en œuvre le Protocole « immersion » et ses lignes directrices. c) Optimisation des synergies avec le travail du Protocole de Londres de l'OMI. d) Priorités identifiées concernant le renforcement des capacités et l'appui technique fourni aux Parties contractantes.</p>	<p>15.000 €</p>	<p>45.000 €</p>	<p>60.000 €</p>		<p>20.000 €</p>	
<p>3. Développer des programmes de formation sur les thèmes clés de la CPD et de l'économie circulaire</p>	<p>Expertise en interne, conseil, réunions régionales</p>	<p>CAR/CPD</p>	<p>MED POL, Plan Bleu</p>	<p>Division de l'économie de l'environnement des Nations Unies, ONUDI</p>	<p>Développement d'au moins 5 activités de renforcement des capacités afin de renforcer les connaissances en matière de CPD/économie circulaire (notamment sur l'augmentation de la durée de vie des produits et sur la question des emballages)</p>	<p>0 €</p>	<p>0 €</p>	<p>0 €</p>		<p>80.000 €</p>	<p>Financement non garanti provenant potentiellement du Projet WES (Water and Environment Support) (UE DE NEAR).)</p>
<p>4. Améliorer, autant que possible, le niveau de connaissances dans le domaine de la prévention, de la préparation et de la réaction face à la pollution marine par les hydrocarbures et d'autres substances nocives.</p>	<p>Expertise en interne, conseil, atelier(s) de formation, voyage, interprétation, traduction</p>	<p>REMPEC</p>	<p>UC</p>	<p>OMI, OSPAR/Bonn accord, HELCOM, ITOFF, Cedre, ISpra, etc</p>	<p>Appui technique fourni et des capacités nationales renforcées : a) sur la réponse en cas d'accidents de déversements d'hydrocarbures et/ou de SNPD, et b) sur les conventions maritimes internationales pertinentes relatives à la protection de l'environnement marin.</p>	<p>32.000 €</p>		<p>32.000 €</p>	<p>33.820 €</p>	<p>90.000 €</p>	<p>Financement externe assuré de la part du WestMOPOCO. Financement externe non garanti provenant potentiellement de l'ITCP 2020-2021 de l'OMI : 3 x activités sous régionales.</p>
<p>2.5.2 Des projets pilotes sont mis en œuvre sur les déchets marins, les POP, le mercure et les rejets illicites réduits, y compris moyennant des solutions CPD pour des alternatives aux POP et produits chimiques et la réduction des sources en amont de déchets marins pour les entreprises, les entrepreneurs, les institutions financières et la société civile.</p>						<p>0 €</p>	<p>0 €</p>	<p>0 €</p>	<p>2.360.000 €</p>	<p>660.000 €</p>	
<p>1. Élargir les projets pilotes sur "Fishing for Litter" et « Adopter une plage » et d'autres projets pilotes d'élimination, de réduction et de prévention des déchets marins (CPD) (axés en particulier sur les plastiques et les microplastiques).</p>	<p>Expertise en interne, conseil, partenaire(s) de mise en œuvre, réunion(s)</p>	<p>MED POL</p>	<p>CAR/ASP</p>	<p>PC, CGPM, membres de la plateforme de coopération régionale sur les déchets marins en Méditerranée</p>	<p>a) Projets à petite échelle visant à appliquer les dispositions des lignes directrices de la FAO relatives à la réduction des quantités d'ALDFGS et les lignes directrices « Pêche aux déchets » mis en œuvre dans 7 pays méditerranéens. b) Les objectifs approuvés par la COP 19 en matière de réduction des déchets marins sont atteints sur les sites du projet pilote. c) Lignes directrices de la FAO appliquées en vue de réduire les ALDFG</p>			<p>0 €</p>	<p>0 €</p>	<p>600.000 €</p>	<p>Financement externe non garanti en cours de négociation.</p>
<p>2. Mettre en œuvre un projet pilote sur la réduction et la prévention des PCB et des nouveaux POP, ainsi que sur la décontamination des sites, sur la base des points chauds / zones sensibles des PAN actualisés.</p>	<p>Expertise en interne, conseil, partenaire(s) de mise en œuvre,</p>	<p>MED POL</p>	<p>CAR/CPD</p>	<p>PC, FEM, BRSC, UN Environment (including Chemicals Branch), Economy Division</p>	<p>a) Conception et lancement du projet pilote. b) Élimination d'approximativement 600 tonnes de BPC et de déchets de BPC en Algérie et au Liban. c) Élaboration d'inventaires détaillés des stocks de BPC, principalement en Albanie et en Algérie.</p>			<p>0 €</p>	<p>400.000 €</p>		<p>Financement externe assuré par le Child Project 1.1 du MED Programme du FEM.</p>
<p>3. Mettre en œuvre un projet pilote sur la réduction et la prévention du mercure et la décontamination des sites sur la base des points chauds / zones sensibles des PAN actualisés.</p>	<p>Expertise en interne, conseil, assistance technique, réunion(s) nationale(s)</p>	<p>CAR/CPD</p>	<p>UC, MED POL</p>	<p>PC, FEM, BRSC, ONU Environnement (y compris la Direction des produits chimiques), Division de l'économie, Convention de Minamata, OMS</p>	<p>d) Préparation d'un processus d'échantillonnage et d'analyse des mousses extinctrices, des sols et des eaux souterraines pour les PFO/APFO sur les sites d'incendies, des matériaux en EPS et XPS utilisés par les entreprises et des PCCC et PCCM importés pour la production de PVC dans 3 pays (Liban, Maroc et Tunisie). e) Démonstrations pilotes, substitution des mousses PFOS et du HBCD dans les polystyrènes EPS et XPS à travers des alternatives respectueuses de l'environnement réalisées dans 3 pays. f) Capacités renforcées dans 3 pays concernant la « gestion des nouveaux POP ».</p>			<p>0 €</p>	<p>90.000 €</p>		<p>Financement externe assuré par le Child Project 1.2 du MED Programme du FEM.</p>
<p>3. Mettre en œuvre un projet pilote sur la réduction et la prévention du mercure et la décontamination des sites sur la base des points chauds / zones sensibles des PAN actualisés.</p>	<p>Expertise en interne, conseil, partenaire(s) de mise en œuvre,</p>	<p>MED POL</p>	<p>CAR/CPD</p>	<p>PC, FEM, BRSC, ONU Environnement (y compris la Direction des produits chimiques), Division de l'économie, Convention de Minamata, OMS</p>	<p>a) Travail préparatoire entrepris en vue de l'élimination de 30 tonnes de mercure d'ici 2022 de manière écologiquement rationnelle. b) Élaboration d'inventaires détaillés concernant le mercure.</p>			<p>0 €</p>	<p>1.600.000 €</p>		<p>Financement externe assuré par le Child Project 1.1 du MED Programme du FEM.</p>
<p>1. Contribuer aux nouveaux PAC (Programme d'aménagement côtier) pour envisager des mesures de prévention et de réduction des déchets et de la pollution (y compris des activités extracôtères)</p>	<p>Expertise en interne, conseil, atelier(s) national(aux), réunion(s)</p>	<p>MED POL</p>	<p>CAR/PAP</p>		<p>a) Actions rattachées au MED POL concernant la surveillance et l'évaluation mises en œuvre dans le cadre des projets CAMP planifiés. b) Conclusions d'évaluation basées sur l'IMAP intégrées au sein des projets CAMP transfrontières.</p>	<p>10.000 €</p>	<p>5.000 €</p>	<p>15.000 €</p>	<p>0 €</p>	<p>0 €</p>	<p>CAMP à décider</p>
<p>2.6 Coopération renforcée aux niveaux national, sous-régional et régional pour lutter contre la pollution marine et la prévenir.</p>						<p>0 €</p>	<p>0 €</p>	<p>0 €</p>	<p>276.000 €</p>	<p>30.000 €</p>	
<p>2.6.2 Les réseaux et initiatives entrepreneuriales, les entrepreneurs et la société civile proposant des solutions de CPD contribuant à des alternatives aux POP et aux produits chimiques toxiques et visant à réduire les sources en amont de déchets marins sont soutenus et coordonnés.</p>						<p>0 €</p>	<p>0 €</p>	<p>0 €</p>	<p>276.000 €</p>	<p>30.000 €</p>	
<p>1. Organiser un programme de formation et de soutien pour aider les PME et les Organisations de la société civile à mettre en œuvre des solutions innovantes pour prévenir la production de déchets se transformant en déchets marins et pour le passage à des alternatives sûres aux POP et aux produits chimiques toxiques</p>	<p>Expertise en interne, conseil, manifestation régionale, réunion(s) nationale(s)</p>	<p>CAR/CPD</p>	<p>UC</p>	<p>ONU, ONU Environnement, Division de l'économie</p>	<p>a) Création d'un Prix des entreprises méditerranéennes mettant particulièrement à l'honneur les entreprises dirigées par des femmes. b) Élaboration d'une stratégie pour la durabilité à long terme de ce prix.</p>			<p>0 €</p>	<p>276.000 €</p>		<p>Financement externe assuré par SwitchMed II (EU DG NEAR).</p>
	<p>Expertise en interne, conseil, événement régional, réunion(s) nationale(s), échanges entre homologues, atelier Business to Business (B2B)</p>	<p>CAR/CPD</p>		<p>Au-delà de l'initiative plastique Med (BeMed)</p>	<p>a) Appui technique fourni et renforcement des capacités nationales en matière de solutions innovantes visant à prévenir la pollution plastique, y compris les microplastiques intentionnellement ajoutés aux produits ou aux processus de production.</p>			<p>0 €</p>		<p>30.000 €</p>	<p>Financement externe non garanti provenant potentiellement du Projet WES (Water and Environment Support).</p>

Thème 3: BIODIVERSITÉ ET ÉCOSYSTÈMES

Objectifs écologiques / Impacts ciblés à long terme :
 1. La diversité biologique est maintenue ou renforcée. La qualité et la fréquence des habitats côtiers et marins et l'abondance d'espèces côtières et marines sont conformes aux conditions physiographiques, hydrographiques, géographiques et climatiques qui prévalent ;
 2. Les espèces non indigènes introduites par les activités humaines sont à des niveaux qui n'affectent pas l'écosystème ;
 3. Les populations de poissons et crustacés sélectionnés et exploités commercialement sont à l'intérieur des limites biologiques de sécurité, et affichent une distribution de l'âge et de la taille de la population qui témoigne de la bonne santé du stock ;
 4. Les altérations aux composantes des chaînes alimentaires marines causées par l'extraction de ressources ou des changements environnementaux provoqués par l'homme n'ont pas d'effets négatifs à long terme sur la dynamique de la chaîne alimentaire et la viabilité ;
 5. L'intégrité du sol marin est maintenue, principalement dans les habitats benthiques prioritaires.

Objectifs Stratégiques:
 1. Consolider la gestion, y compris les aspects socio-économiques, et élargir le réseau des Zones Protégées Marines et Côtières, y compris les ASPIM ;
 2. Consolider la mise en œuvre de plans d'action sur les espèces menacées et en danger, les habitats-clés et les Espèces Non Indigènes ;
 3. Promouvoir les Zones Protégées Marines et Côtières, contribuant à l'Economie Bleue ;
 4. Consolider la résilience des systèmes naturels et socio-économiques méditerranéens aux impacts du changement climatique.

Indicateurs 2020-2021:
 1. Nombre de pays qui mettent en œuvre les Plans d'Action pour la conservation d'espèces méditerranéennes menacées et en danger et des habitats-clés, ainsi que le Plan d'Action sur l'Introduction d'Espèces et sur les Espèces Envahissantes;
 2. Nombre des lignes directrices et d'autres outils développés/mis à jour et disséminés;
 3. Nombre de lignes directrices et autres outils élaborés / mis à jour et diffusés;
 4. Nombre de PC pris en charge pour la mise en œuvre du programme de surveillance des espèces en péril et des habitats clés;
 5. Nombre des PAN développés ou mis à jour en ligne avec SAP BIO, EcAp, les Objectifs Aichi et le Protocole Nagoya, y compris la rationalisation du Plan d'Action Régional de la CPD et du changement climatique;
 6. (a) Nombre de mesures réglementaires développées et convenues à l'échelle nationale;
 (b) Nombre d'AMP disposant d'un plan de gestion opérationnelle élaboré avec le soutien du CAR / ASP;
 7. Nombre d'actions liées à la biodiversité mises en œuvre dans les PAC nationaux;
 8. Nombre de réunions scientifiques convoquées sur la biodiversité marine en Méditerranée;
 9. Nombre de stratégies conjointes et/ou de programmes de travail développés avec les Partenaires;
 10. Nombre de formations sur la conservation de la biodiversité marine;
 11. Nombre d'ASPIM examinées pour évaluer l'efficacité de leur gestion;
 12. (a) Nombre de projets pilotes sur les déchets marins dans les AMP / ASPIM;
 (b) Nombre d'AMP / ASPIM ayant un plan de gestion en place concernant les déchets marins.

Cibles 2020-2021 :
 1. 11 pays;
 2. 3 stratégies / plans régionaux élaborés / mis à jour;
 3. 5 Lignes directrices / outils;
 4. 5 Parties Contractantes
 5. 6 PAN;
 6. (a) 6 mesures réglementaires nationales;
 (b) 3 AMP;
 7. 1 action;
 8. 9 réunions;
 9. 1 stratégie commune renforcée;
 10. 10 formations; au moins 100 experts nationaux formés;
 11. 11 ASPIM examinées;
 12. (a) 8 projets pilotes;
 (b) 8 AMP / ASPIM dotées d'un plan de gestion des déchets marins en place.

Principales Activités	Moyens de Mise en Œuvre	Direction: UC (Unité de Coordination) ou Composantes	Autre: UC et / ou Composantes	Partenaires	Livrables Attendus	FINANCEMENT DE BASE: MTF			Ressources Externes		Commentaires
						MTF 2020	MTF 2021	MTF TOTAL 2020-2021	Financement externe sécurisé TOTAL 2020-2021	Financement externe non sécurisé TOTAL 2020-2021	
3.1. Renforcer l'application régionale des obligations en vertu de la Convention de Barcelone, et ses Protocoles pertinents et autres instruments.						30.000 €	5.000 €	35.000 €	60.000 €	500.000 €	
3.1.1. Feuille de route pour un réseau global et cohérent d'AMP bien gérées, y compris ASPIM, pour réaliser les 11 objectifs d'Aichi en Méditerranée.						23.000 €	2.000 €	25.000 €	60.000 €	500.000 €	
1. Élaborer et renforcer une gestion efficace des Aires spécialement protégées d'importance méditerranéenne (ASPIM)	Coordination et expertise en interne, consultations, réunion(s)	CAR/ASP	UC et autres Composantes	ACCOBAMS, CBD, AEE, GFCM, IUCN MedPAN, OCEANA, WWF	a) Groupe ad hoc d'experts pour les AMP (AGEM) opérationnel, (si renouvelé par la 14e réunion des points focaux thématiques ASP/DB), b) Conseil scientifique et technique fourni au CAR/ASP par l'AGEM sur i) les orientations futures dans la planification et la gouvernance des AMP et ii) l'élaboration d'une stratégie régionale pour les AMP de la mer Méditerranée conformément au Cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020 de la CBD (contribution à l'activité 3.2.1.1).			0 €			
	Coordination et expertise en interne, consultations, services, enquêtes sur le terrain, réunions de coordination, ateliers nationaux, visites d'échange	CAR/ASP		Gestionnaires des ASPIM, Points Focaux du CAR / ASP concernés, Parties prenantes nationales et locales, organisations de la société civile nationales et locales	c) Programmes de jumelage développés et mis en œuvre entre les ASPIM partenaires (8 AMP/ASPIM engagées dans le programme de jumelage), expérience partagée concernant les meilleures pratiques et les leçons tirées, d) Activités de gestion, de surveillance et de mise en œuvre harmonisées et améliorées, e) Mise en œuvre d'activités de renforcement des capacités, d'ateliers de formation et de visites d'échange, f) Parties prenantes locales et société civile impliquées dans la gestion des ASPIM, g) Amélioration de la reconnaissance et de la visibilité du label ASPIM.			0 €		480.000 €	Ces résultats s'inscrivent dans la continuité de ceux mis en œuvre au cours de l'exercice biennal 2018-2019 (8 AMP/ASPIM engagées dans le programme de jumelage) avec un soutien fourni à travers l'Accord de coopération avec l'IMELS.
2. Organiser le Forum 2020 sur les aires marines protégées méditerranéennes.	Coordination et expertise en interne, manifestation régionale, consultations, services, réunion du comité d'organisation	CAR/ASP	UC et autres Composantes	MedPAN (coorganisateur), autorités du pays hôte, ACCOBAMS, CBD, GFCM, IUCN, MedWet / Tour du Valat, Plan Bleu, WWF, Fédération Europarc, AFB, Conservatoire du littoral, etc.	a) Organisation du Forum 2020 des Aires marines protégées en Méditerranée, b) Élaboration et diffusion du rapport 2020 sur l'état d'avancement des AMP en Méditerranée au cours du forum, c) Élaboration de la Déclaration du Forum 2020 des AMP d) Mise en ligne des actes du Forum 2020 des AMP. Les recommandations du Forum 2020 des AMP alimenteront le processus d'élaboration d'un document stratégique pour l'après 2020 sur les AMP et d'autres mesures efficaces de conservation par zone en Méditerranée (3.2.1.1).	15.000 €		15.000 €	60.000 €		Financement externe assuré via le projet IMAP/AMP (UE).
3. Rédiger les concepts et les critères de la Journée ASPIM et du Prix ASPIM (diplôme méditerranéen).	Coordination et expertise en interne, conseil	CAR/ASP	UC et autres Composantes	Correspondants CAR / ASP, gestionnaires des ASPIM, partenaires régionaux, donateurs	Les concepts et critères relatifs à la Journée des ASPIM et au Prix des ASPIM (Diplôme méditerranéen) sont élaborés, examinés par les points focaux ASP/DB et soumis à la COP 22.	8.000 €	2.000 €	10.000 €		20.000 €	Financement externe non garanti en cours de négociation.
3.1.2. La plupart des mesures de gestion basées sur les aires sont identifiées et mises en œuvre en coopération avec les organisations mondiales et régionales pertinentes, grâce à des outils régionaux et mondiaux (ASPIM, ZPL, zones maritimes particulièrement sensibles – ZMPS, etc.), y compris pour la conservation des ZHJN, en prenant en considération les informations sur les EBSA méditerranéennes.						7.000 €	3.000 €	10.000 €	0 €	0 €	
1. Soutenir l'identification et la conservation des écosystèmes marins vulnérables des grands fonds marins et des grands fonds marins dans les zones relevant de la juridiction nationale et au-delà, en collaboration avec les pays respectifs et les organismes compétents, et promouvoir leur conservation au moyen d'outils et de mesures appropriés, notamment spatiaux.	Coordination et expertise en interne, conseil, services, réunions de coordination avec la CGPM et la CDB, atelier(s) sous-régional / régional, accord(s) de mise en œuvre appropriés, notamment spatiaux.	CAR/ASP	UC et autres Composantes	PC, FAO, GFCM, CBD, ACCOBAMS, IUCN, OCEANA, AEE	a) un certain nombre d'écosystèmes pélagiques et des fonds marins vulnérables sont identifiés dans des zones ne relevant pas de la juridiction nationale, b) Des documents d'appui sont élaborés, en collaboration avec les Parties contractantes concernées, la CGPM et d'autres organismes pertinents, c) Promotion de leur conservation à travers les outils et les mesures appropriés, notamment les autres mesures efficaces de conservation par zone (OECM), y compris les mesures préventives, et en particulier les mesures spatiales, lors d'événements institutionnels (réunions et ateliers de la FAO, de la CGPM et de la CDB, etc.).	7.000 €	3.000 €	10.000 €		0 €	
3.2. Élaborer de nouveaux plans d'action, programmes et mesures, normes et critères communs, lignes directrices pour la conservation de la diversité biologique et des écosystèmes marins et côtiers.						62.000 €	58.000 €	120.000 €	519.000 €	25.000 €	
3.2.1. Les Plans d'action régionaux pour la conservation des espèces menacées ou en voie de disparition et habitats clés méditerranéens, sur les introductions d'espèces ainsi que la Stratégie méditerranéenne et le Plan d'action sur la gestion des eaux de ballast sont mis à jour afin de parvenir au BEE.						40.000 €	50.000 €	90.000 €	495.000 €	25.000 €	
1. Élaborer un document stratégique pour l'après-2020 sur les aires marines protégées et d'autres mesures de conservation efficaces en Méditerranée, conformément au cadre mondial pour la biodiversité de la CDB pour l'après-2020	Coordination et expertise en interne, conseil, réunion(s) de coordination	CAR/ASP	UC et autres Composantes pertinentes	Points Focaux CAR / ASP, membres AGEM, ACCOBAMS, CBD, CGPM, IUCN, MedPAN, MedWet / Tour du Valat, Plan Bleu, WWF, Fédération Europarc, AFB, Conservatoire du littoral, Participants au Forum MPA 2020	Un document stratégique sur les AMP et les autres mesures efficaces de conservation par zone (OECM) en Méditerranée, conformément au Cadre mondial de la biodiversité pour l'après 2020 de la CDB, au PAS BIO 2021-2035 et à d'autres processus mondiaux et régionaux, est élaboré et soumis à la COP 22 à travers les réunions des points focaux ASP/DB, du Groupe de coordination de l'EcAp et des points focaux du PAM.	10.000 €	10.000 €	20.000 €	80.000 €		Financement externe assuré par le projet IMAP/PAM (UE).

2. Mettre en œuvre ou mettre à jour des Plans d'action régionaux pour la conservation des espèces menacées et en voie d'extinction et des habitats clés en Méditerranée, sur l'introduction d'espèces ainsi que la Stratégie méditerranéenne et le Plan d'action sur la gestion des eaux de ballast des navires pour parvenir au BEE.	Coordination et expertise en interne, expertise externe, travail sur le terrain, atelier de travail, réunion(s) d'experts (expertise externe et réunion d'experts désignés par les pays)	CAR/ASP	UC, REMPEC et autres Composantes pertinentes	partenaireset partenairesdu plan d'action, ACCOBAMS, CGPM, projets UICN-Med, Initiative mondiale du WWF, projets MAVA dans le domaine des tortues marines et des espèces Partenaires, ONG, points focaux du SPA, RAMOGE	a) Mise à jour des plans d'action concernant les cétacés et les habitats sombres; b) Élaboration de documents scientifiques pertinents contribuant à la mise à jour des connaissances et à au renforcement des actions de conservation des espèces menacées ou en danger et des habitats clés en Méditerranée tels que : - identification des sites importants de nidification des tortues marines, - élaboration de la distribution de la mégafaune vulnérable (mammifères marins, oiseaux, élasmobranches et tortues marines), - élaboration de la distribution et de la caractérisation des habitats marins clés (végétation marine, coralligènes et grottes sous-marines); c) Mise en œuvre des Plans d'action régionaux pour la conservation des espèces menacées ou en danger et des habitats clés en Méditerranée soutenue à travers des actions pilotes au niveau national et régional : mise en œuvre des programmes de surveillance nationaux de la biodiversité et des espèces non indigènes (surveillance de l'interaction entre les activités de la pêche et les cétacés ainsi qu'avec les espèces d'oiseaux); d) Évaluation de la mise en œuvre des Plans d'action régionaux pour les habitats sombres et les cétacés; e) Mise en œuvre du Programme commun basé sur la mise à jour du Plan d'action pour la conservation des cétacés (2016-2020) (en cours de préparation) entre le CAR/ASP le Secrétariat de l'ACCOBAMS; f) Identification des premiers éléments en vue de l'élaboration de la liste de références des types d'habitats pélagiques en Méditerranée.	30.000 €	40.000 €	70.000 €	415.000 €	0 €	Financement externe assuré par le MAVA et l'UE.
3. Soutenir la mise en œuvre de la Stratégie Méditerranéenne et du Plan d'action sur la gestion des eaux de ballast des navires et soutenir le contrôle et la gestion de l'encrassement biologique des navires afin de réduire au minimum le transfert d'espèces aquatiques envahissantes.	Expertise interne, conseil, réunion(s), voyage, interprétation, traduction	REMPEC, CAR/ASP	UC	OMI, CU, FEM, PNUD	a) Mise à jour de la Stratégie et du Plan d'action méditerranéens concernant la gestion des eaux de ballast des navires en vue d'atteindre le BEE, b) Appui technique fourni aux Parties contractantes qui le demandent en vue de la ratification et de la mise en œuvre de la Convention AFS et des lignes directrices sur l'encrassement biologique.			0 €	25.000 €	Financement externe non garanti provenant de l'ITCP 2020-2021 de l'OMI.	
3.2.2. Des lignes directrices et autres outils pour la conservation des espèces marines et côtières méditerranéennes menacées ou en voie de disparition, des habitats clés, pour le contrôle et la prévention des espèces non-indigènes ainsi que la gestion des aires marines sont développées/mises à jour et diffusées.						22.000 €	8.000 €	30.000 €	24.000 €	0 €	
1.Élaborer des lignes directrices et des outils techniques pour améliorer la gestion des AMP et la conservation des espèces menacées ou en danger et des habitats clés en Méditerranée	Coordination et expertise interne, conseil, réunion(s) de coordination	CAR/ASP	UC et autres Composantes pertinentes	Plans d'action régionaux Associés et Partenaires, MedPAN, IUCN, WWF	a) Élaboration d'un outil de gestion efficace des AMP dans la région méditerranéenne, mises à disposition des gestionnaires et planificateurs des AMP, b) Élaboration de lignes directrices pour la conservation du phoque moine, des tortues marines, des poissons cartilagineux et de la végétation marine (basées sur les résultats de la mise à jour des Plans d'action régionaux pertinents et de la stratégie), c) Élaboration du « Manuel d'interprétation » de la nouvelle liste de référence des types d'habitats marins benthiques en Méditerranée,	22.000 €	8.000 €	30.000 €	10.000 €	Financement externe assuré à travers le MAVA.	
		CAR/ASP		BirdLife International, GFCM, ACCOBAMS, IUCN, MEDASSET	d) Proposition d'une Stratégie/Plan d'action méditerranéen 2020-2030 pour la réduction des prises accidentelles d'espèces vulnérables élaborée conjointement par les partenairesdes projets « bycatch » et « species », e) Élaboration du « Manuel pour la collecte de données de surveillance standardisées pour les prises accidentelles d'espèces vulnérables en mer Méditerranée et en mer Noire », avec la collaboration du CAR/ASP pour l'alignement avec les besoins de mise en œuvre des Plans d'action régionaux pour les espèces et habitats vulnérables, f) Mise en œuvre du portail de la base de données méditerranéenne en ligne de la CGPM pour la collecte de données relatives aux prises accidentelles, avec la contribution du CAR/ASP pour l'alignement avec les besoins de mise en œuvre des Plans d'action régionaux pour les espèces et habitats vulnérables.			0 €	14.000 €	Financement externe assuré à travers le MAVA.	
3.3. Renforcer l'application au niveau national des politiques de conservation de la diversité biologique, et des mesures stratégiques et législatives.						23.000 €	22.000 €	45.000 €	495.500 €	80.000 €	
3.3.1. Les PAN pour la conservation des espèces et principaux habitats en danger ou menacés en Méditerranée et sur les introductions d'espèces et les espèces envahissantes sont élaborés/ actualisés.						15.000 €	15.000 €	30.000 €	85.500 €	80.000 €	
1. Soutenir les pays dans la mise à jour ou l'élaboration de nouveaux PAN sur le PAS BIO sur la biodiversité, y compris pour la conservation des espèces menacées et en voie d'extinction et des habitats clés en Méditerranée.	Coordination et expertise en interne, expertise externe, conseil, atelier de travail	CAR/ASP	Composantes du PAM, le cas échéant	Experts et organisations nationaux, ONG, Points Focaux SPA, partenairesdes plans d'action	Élaboration de nouveaux Plans d'action nationaux pour la conservation des espèces menacées ou en danger et des habitats clés de la Méditerranée (ou mise à jour des plans existants) (ex : 3 PAN sur les coralligènes pour le Liban, le Maroc et l'Algérie, 2 PAN sur la végétation en Tunisie et au Monténégro, 1 PAN sur les espèces non indigènes à Malte).	10.000 €	10.000 €	20.000 €			
2. Soutenir les Parties contractantes et les partenaires dans la production et la publication d'une documentation scientifique pertinente, contribuant à la mise à jour des connaissances et à la consolidation des actions de conservation entreprises en faveur de la conservation des espèces énumérées à l'annexe II du Protocole ASP/DB	Coordination et expertise en interne, expertise externe, conseil, atelier de travail	CAR/ASP	Composantes du PAM, le cas échéant	Experts et organisations nationales, ONG, Points Focaux SPA, partenairesdes plans d'action;BirdLife International, GFCM, ACCOBAMS, UICN, MEDASSET	a) Appui à la production et à la publication de documents scientifiques pertinents concernant les espèces reprises en Annexe II du Protocole ASP/DB, b) Élaboration de documents scientifiques relatifs aux prises accidentelles d'espèces vulnérables, c) Soutien à la mise en œuvre du programme d'observation multi-espèces visant à collecter des données sur les prises accidentelles d'espèces vulnérables en Tunisie.	5.000 €	5.000 €	10.000 €	85.500 €	80.000 €	Financement externe à travers le MAVA.
3.3.2. Des mesures nationales sont élaborées et appliquées pour renforcer la protection et la gestion des sites marins et côtiers pertinents, en particulier ceux contenant des habitats et espèces sous-représentés (y compris habitats en eaux profondes).						8.000 €	7.000 €	15.000 €	410.000 €	0 €	
1. Fournir un appui au niveau des pays en élaborant des études et des enquêtes ciblées, y compris des plans de gestion pour la déclaration, la création et l'extension des AMP.	Coordination et expertise en interne, expertise externe, conseil, atelier de travail	CAR/ASP	UC et autres Composantes pertinentes	MEER, CNL (Algérie), MoE (Liban), EGA (Libya), Tyre Coast managers	a) 3 études écologiques complémentaires, notamment des cartes basées sur le SIG pour la future AMP Cap de Garde-Edough (Algérie), la réserve naturelle de la côte de Tyr/ASPIM (Liban) et le golfe de Syrte (Libye), b) 3 études socioéconomiques/sur les pêches complémentaires pour la future AMP Cap de Garde-Edough (Algérie), la réserve naturelle de la côte de Tyr/ASPIM (Liban) et le golfe de Syrte (Libye), c) 3 plans de gestion pour la future AMP Cap de Garde-Edough (Algérie), la réserve naturelle de la côte de Tyr/ASPIM (Liban) et le golfe de Syrte (Libye) d) 3 plans opérationnels pour la future AMP Cap de Garde-Edough (Algérie), la réserve naturelle de la côte de Tyr/ASPIM (Liban) et le golfe de Syrte (Libye).			0 €	130.000 €	Financement externe assuré à travers le projet IMAP/AMP (UE).	
		CAR/ASP		Correspondants concernés du CAR / ASP et gestionnaires des AMP, Parties prenantes nationales et locales	e) Mise en œuvre/élaboration d'études diagnostiques écologiques/socioéconomiques visant à soutenir 1 ou 2 pays (ex. : Syrie) dans la déclaration de nouvelles AMP,	8.000 €	7.000 €	15.000 €			
		CAR/ASP		HCEFLCD (Morocco), APAL (Tunisia)	f) Organisation d'ateliers de renforcement des capacités, renforcement des unités locales de gestion et développement des meilleures pratiques, appliquées en vue d'une gestion efficace des futures AMP de Jbel Moussa (Maroc) et des îlots nord-est de l'archipel de Kerkennah (Tunisie),			0 €	180.000 €	Financement externe assuré à travers le projet IMAP/AMP (UE).	
		CAR/ASP		EGA (Libya), IUCN-Med, WWF	g) Élaboration d'un inventaire national des sites marins et côtiers d'intérêt pour la conservation en Libye, h) Élaboration de plans de gestion des AMP, i) Préparation et lancement d'une plateforme participative pour les organisations de la société civile (OSC), j) Cartographie des habitats marins clés et surveillance de la mégafaune marine (mammifères, oiseaux marins, tortues et poissons cartilagineux), k) Personnel national libyen formé à la planification et à la gestion du réseau d'AMP, l) Élaboration et lancement de la mise en œuvre de campagnes et de matériel de sensibilisation et de communication portant sur la valeur et l'importance des AMP.			0 €	100.000 €	Financement externe assuré à travers le MedProgramme du FEM.	
3.3.3. Les actions de protection de la diversité biologique en Méditerranée sont intégrées dans les PAC et autres projets d'application du Protocole GIZC et des évaluations stratégiques d'impact sur l'environnement.						0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
1. Entreprendre la mise en œuvre de la composante biodiversité marine et côtière dans les programmes PAC.	Coordination et expertise en interne, expertise externe, conseil, atelier de travail	CAR/ASP	RAC/PAP, UC et autres Composantes pertinentes	Point focal du CAR / ASP, autorités environnementales de Bosnie-Herzégovine	Mise en œuvre de l'analyse des lacunes et de l'étude rapide d'évaluation nécessaires à l'identification, la caractérisation, la conservation et la gestion de la biodiversité marine en Bosnie-Herzégovine.			0 €			

3.4. Surveillance, inventaire et évaluation de la diversité biologique en mettant l'accent sur les espèces menacées ou en danger, les espèces non indigènes et les habitats clés.						50.000 €	56.000 €	106.000 €	820.000 €	0 €
3.4.1. Des programmes de surveillance des espèces et habitats principaux ainsi que des espèces envahissantes, conformément au PISE sont élaborés et appliqués, y compris sur l'efficacité des zones marines et côtières protégées et sur les impacts du changement climatique.						35.000 €	56.000 €	91.000 €	230.000 €	0 €
1. Soutenir l'élaboration et la mise en œuvre de programmes de surveillance nationaux ou sous-régionaux conformes au groupe de l'IMAP sur la biodiversité.	Expertise et coordination en interne, expertise externe, organisation d'ateliers, travail sur le terrain, conférence, réunion CorMon sur la biodiversité et les NEI	CAR/ASP	UC, Groupe de travail IMAP	Associés et partenaires du plan d'action, ACCOBAMS, CGPM, IUCN-Med, Initiative Med du WWF, projet MAVA sur les tortues marines Partenaires, ONG	Programmes nationaux de surveillance pour les espèces menacées et en danger et les habitats clés menés dans le cadre de la mise en œuvre des Plans d'action régionaux pour la conservation des espèces menacées et en danger et des habitats clés en Méditerranée (c.-à-d. PAN Végétation en Égypte et en Algérie) en tenant compte de l'IMAP, des fiches d'indicateurs et des protocoles de surveillance. Les résultats ci-dessus seront soumis lors de la réunion du CORMON sur la biodiversité et les espèces non indigènes.	5.000 €	10.000 €	15.000 €		
	Expertise et coordination en interne, expertise externe, organisation d'ateliers, conférence, réunion CorMon sur la biodiversité et les NEI	CAR/ASP		Points Focaux CAR / ASP, autorités environnementales des Parties contractantes concernées	a) Appui à la mise en œuvre de l'IMAP au niveau national ; partage des meilleures pratiques, b) Mise en œuvre de l'IMAP par les Parties contractantes dans les AMP et les zones soumises à d'importantes pressions, c) Série de données sur les indicateurs communs de la biodiversité rapportée et téléchargée sur la plateforme InfoMAP du PNUE/PAM et assurance de la qualité réalisée, d) Mise à jour des fiches d'orientation sur les indicateurs communs de l'IMAP de la biodiversité, e) Mise à jour des fiches d'orientation sur les indicateurs communs de l'IMAP relatifs aux pêches, f) Réunion du CorMon sur la biodiversité et les espèces non indigènes organisées annuellement. Les résultats ci-dessus seront soumis à la réunion du CORMON sur la biodiversité et les espèces non indigènes et les conclusions seront ensuite soumises à la réunion du Groupe de coordination de l'Écap.	10.000 €	30.000 €	40.000 €	210.000 €	Secured external funding through IMAP/MPA project (EU).
	Coordination et expertise en interne, consultations, services, enquêtes sur le terrain, réunion(s) de coordination, ateliers(s) national(aux) et régional(aux)	CAR/ASP	UC, CAR/PAP, MEDPOL	Parties contractantes concernées et Points Focaux du CAR / ASP et du FEM pour l'Adriatique Coordinateurs nationaux	Programme sous régional de surveillance sur les indicateurs communs de la biodiversité mis en œuvre au niveau sous régional dans la mer Adriatique, conformément au groupe thématique de l'IMAP sur la biodiversité et les pêches afin de soutenir la PSM et la GIZC.			0 €	20.000 €	Financement externe assuré à travers le projet Adriatique du FEM.
2. Exécuter l'examen périodique ordinaire des ASPIM	Coordination et expertise en interne, conseil (2 experts indépendants par ASPIM), visites sur le terrain, réunions de la commission consultative technique	CAR/ASP		Points Focaux du CAR / ASP concernés, responsables des ASPIM	a) L'examen périodique ordinaire destiné à réaliser une évaluation en profondeur de l'efficacité de la gestion des ASPIM est entrepris pour les 11 ASPIM concernées : 5 ASPIM en 2020 (Lara-Toxetra (CY), Torre Guaceto (IT), Tavolara-Punta Coda Cavallo (IT), Miramare (IT), Plemmirio (IT)) et 6 ASPIM en 2021 (Archipel de Cabrera (ES), falaises de Mara-Cerra Gordo (ES), Bouches de Bonifacio (FR), Capo Caccia-Isola Piana (IT), Punta Campanella (IT), Al Hoceima (MA), b) Soumission du rapport, des principales conclusions et des recommandations à la réunion du point focaux CAR/ASP en 2021.	20.000 €	16.000 €	36.000 €		
3.4.2. Des outils d'évaluation de la conservation de la diversité biologique (évaluation thématique approfondie, cartes et fiches d'information sur les indicateurs) sont élaborés et actualisés pour montrer les tendances aux niveaux national, sous-régional et régional, et mesurer l'efficacité des PAN de PAS BIO et de l'application des Plans d'action régionaux.						15.000 €	0 €	15.000 €	0 €	0 €
1. Elaborer le rapport de situation 2020 sur les AMP méditerranéennes	Coordination et expertise en interne, conseil, services	CAR/ASP	UC	MedPAN, GFCM, ACCOBAMS, IUCN, WWF	a) Rapport 2020 sur l'état d'avancement des AMP en Méditerranée élaboré, diffusé et soumis à la réunion des points focaux CAR/ASP,	15.000 €		15.000 €		
		CAR/ASP			b) Élaboration de l'état des lieux des mesures de conservation dans les AMP et d'autres zones de la Méditerranée.			0 €		
3.4.3. Des indicateurs communs EcAp sur la biodiversité et les espèces non-indigènes sont surveillés au moyen du PISE dans les AMP et ASPIM et les séries de données pertinentes sont établies.						0 €	0 €	0 €	490.000 €	0 €
1. Coopérer à l'échelle sous-régionale pour tester les activités conjointes de surveillance dans une zone ou des zones sélectionnées(s), aidant ainsi les pays à mettre en œuvre des programmes conjoints de surveillance conformes aux recommandations de l'IMAP dans les AMP/ASPIM..	Coordination et expertise en interne, conseil, services, réunion(s) de coordination, ateliers(s) national(aux) et régional(aux), réunions CorMon	CAR/ASP	UC, MEDPOL et autres Composantes pertinentes Groupe de travail IMAP	Points Focaux du CAR / ASP, correspondants du MED POL, autorités responsables de l'environnement des Parties contractantes concernées	a) IMAP mis en œuvre sur une base comparable, b) Série de données sur les indicateurs communs de l'IMAP rapportée à la plateforme Info/PAM du PNUE/MAP. Tous les résultats ci-dessus seront soumis aux réunions du CORMON sur l'ensemble des groupes thématiques de l'IMAP.			0 €	490.000 €	Financement externe assuré à travers le projet IMAP/AMP (UE).
3.4.4. Un inventaire des écosystèmes marins et côtiers fragiles et vulnérables et une évaluation de la sensibilité et des capacités d'adaptation des écosystèmes marins et côtiers aux changements d'état du milieu marin ainsi que le rôle des services qu'ils apportent à la capacité d'adaptation au changement climatique ont été élaborés.						0 €	0 €	0 €	100.000 €	0 €
1. Aide aux Parties Contractantes à l'élaboration des cartes de répartition et de sensibilité des principaux habitats marins.	Coordination et expertise en interne, consultations, services, enquêtes sur le terrain, réunion(s) de coordination, atelier national	CAR/ASP	UC	Points Focaux du CAR / ASP concernés, experts et organisations nationales, ONG, partenaires des plans d'action	Cartes de distribution et de sensibilité des principaux habitats marins, à Malte et en Turquie, et bases de données spécifiques élaborées et mises à disposition sur la Plateforme méditerranéenne de la biodiversité et d'autres plateformes pertinentes.			0 €	100.000 €	Financement externe assuré à travers le projet MAVA.
3.5. Assistance technique et renforcement des capacités aux niveaux régional, sub-régional et national pour renforcer l'application des politiques et le respect des législations nationales relatives à la diversité biologique.						29.922 €	30.000 €	59.922 €	635.000 €	60.000 €
3.5.1. Des programmes de renforcement des capacités en matière de développement et de gestion des zones marines et côtières protégées, de conservation et de surveillance des espèces côtières et marines et d'habitats clés menacés ou en danger en Méditerranée, et le suivi des questions de surveillance portant sur le changement climatique et la diversité biologique sont élaborés et mis en œuvre.						29.922 €	30.000 €	59.922 €	475.000 €	0 €
1. Organiser des formations spécifiques, des ateliers et des symposiums relatifs à la conservation et à la surveillance d'espèces marines et côtières menacées et en voie d'extinction, des habitats clés et des espèces non indigènes en Méditerranée.	Expertise et coordination en interne, services contractuels, consultants, partenaires	CAR/ASP	UC, RAC/INFO et autres Composantes pertinentes	ACCOBAMS, MAVA Marine turtles project partners, MAVA species Project partners, Berne convention, IUCN Marine turtles' specialists Group for the Mediterranean, ONG, universités, points focaux du ASP, partenaires des plans d'action pour la Méditerranée et associés	a) Organisation de la 7e Conférence méditerranéenne sur les tortues marines (Maroc), b) Organisation de la Conférence biennale sur les cétacés pour les pays du sud de la Méditerranée, c) Organisation de la session de formation régionale sur l'identification des habitats marins clés (Indicateurs communs IC-1, OE1 et IC-2, OE1 de l'IMAP) et l'utilisation de l'application Web SDF, d) Organisation d'un atelier sur les zones importantes pour les tortues marines (projet MAVA sur les tortues marines), e) Organisation d'ateliers techniques visant à identifier les zones importantes pour les espèces vulnérables sur la base des données collectées dans le cadre du projet MAVA pour les espèces, f) Organisation de formations sous régionales sur les espèces menacées et en danger, g) Organisation d'une session de formation régionale sur l'utilisation de la Plateforme méditerranéenne de la biodiversité.	20.000 €	25.000 €	45.000 €	70.000 €	0 €
2. Organiser la formation des praticiens pour suivre les observatoires de la Méditerranée liés à la biodiversité et aux activités humaines et les impacts connexes dans les zones marines et côtières	Coordination et expertise en interne, conseil, services, réunion(s) de coordination, atelier régional de formation, accord(s) de mise en œuvre	CAR/ASP	UC et autres Composantes pertinentes	Points Focaux du CAR / ASP concernés, autorités environnementales des Parties contractantes concernées	Élaboration d'événements de renforcement des capacités nationales (c.-à-d. surveillance, évaluation et transmission de données de qualité relatives aux indicateurs communs de l'IMAP) à travers des ateliers de « formation des formateurs » sur la biodiversité et les espèces non indigènes.			0 €	70.000 €	Financement externe assuré à travers le projet IMAP/AMP (UE).
3. Consolider et améliorer les activités de renforcement des capacités en matière de conservation de la biodiversité marine en Méditerranée	Coordination et expertise en interne, conseil, services, réunion(s) de coordination, atelier(s) de formation	CAR/ASP	UC, MEDPOL et autres Composantes pertinentes	Points Focaux du CAR / ASP concernés, Points Focaux du MED POL concernés, autorités responsables de l'environnement des Parties contractantes concernées	a) Création d'une équipe nationale d'experts, b) Organisation d'ateliers de formation sur le BEE et l'évaluation de la vulnérabilité, c) Élaboration d'études complémentaires à la mise en œuvre de l'IMAP (dans les AMP et les zones soumises à d'importantes pressions) afin de garantir la soumission de données de qualité aux plateformes de données régionales.			0 €	70.000 €	Financement externe assuré à travers le projet IMAP/AMP (UE).

Thème 4 : PROCESSUS ET INTERACTION ENTRE LA TERRE ET LA MER													
Objectifs écologiques / Impacts ciblés à long terme: 1. Les dynamiques naturelles des zones côtières sont maintenues et les écosystèmes et paysages côtiers sont préservés; 2. L'altération des conditions hydrographiques n'affecte pas de manière négative les écosystèmes côtiers et marins.													
Objectifs Stratégiques: 1. Réduire la pression anthropique sur les zones marines et côtières pour prévenir ou réduire leur dégradation ; 2. Garantir la préservation de l'intégrité des écosystèmes côtiers ainsi que des paysages côtiers et de la géomorphologie côtière ; 3. Adopter des mesures pour réduire les effets négatifs des aléas naturels et en particulier des changements climatiques ; 4. Faire en sorte que les activités sur les parties terrestre et marine des zones côtières soient compatibles et mutuellement complémentaires.													
Indicateurs 2020-2021: 1. Nombre d'outils et de documents méthodologiques élaborés pour la mise en œuvre par les Parties contractantes et / ou testés / diffusés; 2. Nombre de projets en cours, y compris les CAMP, portant sur les interactions entre la terre et la mer; 3. Réseaux côtiers établis et fonctionnels; 4. Nombre de projets pilotes MSP intégrant LSI développés et mis en œuvre; 5. (a) Nombre de formations sur la mise en œuvre du MSP organisées; (b) Nombre d'experts nationaux formés.					Cibles 2020-2021 : 1. 5 outils / documents méthodologiques; 2. 1 CAMP national mis en œuvre et un CAMP transfrontalier lancé; 3. Fonctionnement du réseau CAMP; 4. Au moins un pilote MSP; 5. (a) 2 formations tenues; (b) 50 experts nationaux formés.								
Principales Activités	Moyens de Mise en Œuvre	Direction: UC (Unité de Coordination) ou Composantes	Autre: UC et / ou Composantes	Partenaires	Livrables Attendus	FINANCEMENT DE BASE: MTF			Ressources Externes		Commentaires		
						MTF 2020	MTF 2021	MTF TOTAL 2020-2021	Financement externe sécurisé TOTAL 2020-2021	Financement externe sécurisé TOTAL 2020-2021			
4.1 Renforcer l'application régionale des obligations en vertu de la Convention de Barcelone et ses Protocoles, et des programmes de mesures dans les stratégies et plans d'action régionaux existants.						8.000 €	0 €	8.000 €	5.000 €	30.000 €			
4.1.1. Les Parties contractantes sont aidées dans l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation des mesures et outils spécifiques visant à réduire les pressions sur les zones marines et côtières (par ex. zones non constructibles, mesures de politiques foncières, zonage, etc.).						8.000 €	0 €	8.000 €	5.000 €	30.000 €			
1. Soutenir l'évaluation socio-économique des mesures dans les stratégies et plans d'action régionaux.	Expertise en interne; Conseil	Plan Bleu	UC et autres Composantes	partenaires du projet MEDREGION, sous la coordination du HCMR	Élaboration de lignes directrices métrologiques visant à soutenir les Parties contractantes et les parties prenantes procédant à des évaluations socioéconomiques des mesures comprises dans les Stratégies et les Plans d'action régionaux, adaptées entre autres aux mesures de réduction et de prévention des déchets plastiques.	8.000 €		8.000 €	5.000 €	30.000 €			
4.2. Élaboration de nouveaux plans d'action, programmes et mesures, normes et critères communs, lignes directrices.						30.000 €	30.000 €	60.000 €	200.000 €	20.000 €			
4.2.2. La Planification de l'espace maritime est définie et appliquée à tous les Plans d'action et Programmes de mesures pertinents, le cas échéant.						30.000 €	30.000 €	60.000 €	200.000 €	20.000 €			
1. Soutenir l'application cohérente de la PSM à l'échelle régionale, y compris ses liens avec la GIZC et les problèmes transfrontaliers, ainsi que la mise en œuvre des projets pilotes de la PSM.	Expertise, coordination et gestion en interne, expertise et services externes, atelier de travail / réunion régional	PAP/RAC	UC et autres Composantes	PC, DG MARE, IOC-UNESCO	a) Meilleures pratiques partagées et capacités renforcées en matière de mise en œuvre de la PSM, à travers des sessions de formation/atelier régional, en se concentrant sur la cartographie de l'ITM et son utilisation dans le cadre des processus de GIZC et de PSM, b) Identification des priorités en matière d'appui technique et de renforcement des capacités, apacity building identified;		30.000 €	30.000 €		20.000 €			
		PAP/RAC		FEM, autorités et institutions nationales et locales du Monténégro	c) Élaboration de la planification spatiale marine pour les eaux marines relevant de la compétence du Monténégro,			0 €	200.000 €		Financement externe assuré à travers le FEM.		
		PAP/RAC		PC, DG MARE, HELCOM, OSPAR, BSC	d) Définition d'une boîte à outils pour la phase analytique du processus de PSM, e) Orientation spécifique fournie quant à son utilisation afin de renforcer les capacités nationales.	30.000 €		30.000 €					
4.3 Renforcement de l'application au niveau national.						80.000 €	94.000 €	174.000 €	0 €	600.000 €			
4.3.1. Une nouvelle génération de PAC est préparée pour promouvoir l'interaction terre-mer, en s'intéressant aussi aux aspects transfrontaliers, selon les nécessités.						80.000 €	94.000 €	174.000 €	0 €	600.000 €			
1. Mettre en œuvre des projets PAC pour un certain nombre de Parties contractantes, y compris, le cas échéant, une dimension transfrontalière / transnationale et des liens entre les zones côtières et les zones de haute mer soumises à des pressions majeures..	Expertise, coordination et gestion en interne, expertise et services externes, réunion(s) nationale(s) / régionale(s)	PAP/RAC	UC et autres Composantes	PC, Autorités et institutions nationales et locales	a) Réunion de lancement du projet CAMP organisée en Bosnie-Herzégovine, b) Création d'équipes de travail, c) Lancement des activités du projet : activités horizontales (renforcement des capacités, infrastructures des données spatiales) et activités spécifiques (habitats marins et zones protégées, surveillance de l'environnement marin et côtier, tourisme durable, prévention des déchets marins),			0 €			Activité partiellement mise en œuvre au cours de l'exercice biennal 2018-2019. Il est proposé de réévaluer les économies de 65 000 euros sur l'exercice biennal 2020-2021.		
		PAP/RAC			d) Accord signé avec les pays hôtes pour un projet CAMP transfrontalière, basé sur les conclusions et recommandations de l'étude de faisabilité préparée pour l'exercice biennal 2018-2019, et lancement des activités du CAMP.	80.000 €	94.000 €	174.000 €		600.000 €	Financement externe non garanti en cours de négociation.		
4.4. Surveillance et évaluation.						30.000 €	40.000 €	70.000 €	140.000 €	218.000 €			
4.4.1. La cartographie des mécanismes d'interactions sur le milieu marin et côtier aux niveaux régional et local est élaborée, y compris l'évaluation des risques de hausse du niveau de la mer et d'érosion côtière et leurs impacts sur l'environnement côtiers et les communautés.						30.000 €	10.000 €	40.000 €	0 €	168.000 €			
1. Tester la méthodologie pour les interactions terre-mer (ITM).	Expertise en interne, coordination, expertise et services externes, réunion(s) nationale(s) / régionale(s)	CAR/PAP	UC	PC	a) Assistance fournie jusqu'à deux Parties contractantes pour tester la méthodologie ITM développée dans le cadre des projets SIMWESTMED et SUPREME. b) Conclusions et leçons tirées partagées avec l'ensemble des Parties contractantes, c) Priorités identifiées pour le travail à venir.	20.000 €		20.000 €		80.000 €			
2. Mise en œuvre de l'ODD 14 en Méditerranée en faisant la promotion de l'économie bleue.	Expertise en interne; Ateliers de travail sectoriels; conseil	Plan Bleu	UC et autres Composantes	PC, CIHEAM, CMI / Banque mondiale, CRPM, Commission européenne, FAO, UpM, WWF; secteur privé, ONG et représentants des gouvernements locaux	a) Identification des transitions clés et des instruments politiques correspondants afin de promouvoir l'économie bleue sur la base des innovations locales, notamment les innovations identifiées par les études de cas dans le cadre du PdT 2018-2019 (dans les domaines de la pêche et de l'aquaculture, du transport maritime et des activités portuaires, de l'énergie éolienne, du tourisme et des activités récréatives et des ressources biologiques), b) Recommandations pour une transition vers l'économie bleue en Méditerranée, y compris à travers le développement d'instruments financiers et économiques et de partenariats innovants.	10.000 €	10.000 €	20.000 €		48.000 €			
3. Mettre au point ou renforcer des outils visant à faciliter l'intégration du changement climatique au processus décisionnel	Expertise en interne, conseil; Publications	Plan Bleu	RAC/PAP, UC	PC, institutions scientifiques, y compris MedECC, MedSEA, Banque mondiale, CMI ou EIB (à confirmer)	Elaboration et diffusion d'outils d'évaluation des enjeux économiques et écologiques de la hausse du niveau de la mer et des risques côtiers, en s'appuyant entre autres sur les résultats de la première utilisation de l'indice de risque côtier.	0 €	0 €	0 €		40.000 €			
4.4.2. Des Programmes nationaux de surveillance des côtes et de l'hydrographie sont élaborés et actualisés pour inclure les indicateurs communs PISE, les interactions et les processus pertinents.						0 €	30.000 €	30.000 €	140.000 €	50.000 €			
1. Consolider les connaissances communes pour utiliser la PSM comme outil d'application de l'EcAp dans la sous-région Adriatique (lien étroit avec le Produit clé 4.2.2).	Coordination et gestion en interne, expertise et services externes, réunions	RAC/PAP	CU et autres Composantes	FEM, autorités nationales et locales et institutions des deux pays du projet (Albanie et Monténégro)	IMAP nationaux finalisés pour l'Albanie et le Monténégro.			0 €	70.000 €		Financement externe assuré à travers le projet Adriatique du FEM.		

Thème 5: GESTION INTEGREE DES ZONES COTIERES

Impacts à Long Terme ciblés:
 1. Le développement durable des zones côtières est facilité si l'on fait en sorte que l'environnement et les paysages soient harmonieusement pris en compte dans le développement économique, social et culturel ;
 2. L'utilisation durable des ressources naturelles est assurée, en particulier eu égard à l'usage de l'eau ;
 3. Une cohérence est mise en place entre les initiatives publiques et privées et entre toutes les décisions prises par les pouvoirs publics, aux niveaux, national, régional et local, dès lors qu'elles affectent l'utilisation de la zone côtière.

Objectifs stratégiques:
 1. Soutenir la mise en œuvre effective du Protocole GIZC à l'échelle locale, nationale et régionale, tel que prévu dans le Plan d'Action 2012-2019;
 2. Consolider les capacités des Parties Contractantes à utiliser, d'une manière effective, les processus, les outils, les instruments et les politiques GIZC.

Indicateurs 2020-2021: 2. (a) Nombre de Cours de Formation MedOpen; (b) Nombre de personnes formées; 3. Nombre de pays rapportant des plans d'action et de politiques nationales nouveaux/mis à jour, qui rationalisent les mesures CPD et l'adaptation du changement climatique; 4. Nombre des mécanismes de coordination GIZC établis; 5. (a) Nombre de formations sur la GIZC; (b) Nombre de personnes formées.	Cibles 2020-2021 : 2. (a) 2 cours; (b) 30 participants; 3. Au moins 3 pays; 4. 3 cadres de coordination interministériels mis en place; 5. (a) 3 formations tenues; (b) 50 personnes formées.
---	--

Principales Activités	Moyens de Mise en Œuvre	Direction: UC (Unité de Coordination) ou Composantes	Autre: UC et / ou Composantes	Partenaires	Livrables Attendus	FINANCEMENT DE BASE: MTF			Ressources Externes		Commentaires
						MTF 2020	MTF 2021	MTF TOTAL 2020-2021	Financement externe sécurisé TOTAL 2020-2021	Financement externe sécurisé TOTAL 2020-2021	
5.2 Élaboration de nouveaux plans d'action, programmes et mesures, normes et critères communs, lignes directrices.						0 €	0 €	0 €	0 €	50.000 €	
5.2.2. Un cadre méthodologique pour les interactions terre-mer, prenant en compte notamment la PEM et la GIZC, est élaboré et appliqué.						0 €	0 €	0 €	0 €	50.000 €	
1. Conceptualiser les liens entre IMAP, ITM et PSM et fournir des conseils pertinents.	Expertise, coordination et gestion en interne, expertise et services externes, réunions	CAR/PAP	UC et autres Composantes	Parties contractantes	Élaboration et explication détaillée d'un cadre reliant l'IMAP, l'ITM et la PSM dans le cadre le GIZC.			0 €		50.000 €	
5.3 Renforcement de l'application au niveau national .						0 €	0 €	0 €	285.000 €	0 €	
5.3.1. Des stratégies nationales de GIZC prenant en compte l'intégration de la pollution, de la diversité biologique, de l'adaptation aux changements climatiques et la CPD, l'interaction terre-mer ainsi que les villes durables, sont préparées et appliquées.						0 €	0 €	0 €	240.000 €	0 €	
1. Mobiliser les ressources et démarrer la préparation des stratégies nationales de GIZC.	Expertise, coordination et gestion en interne, expertise et services externes, réunions nationales	CAR/PAP	UC et autres Composantes	PC, FEM, PNUD	a) Élaboration de stratégies de GIZC pour l'Égypte et le Liban, b) Commentaires transmis concernant la stratégie nationale de GIZC en Tunisie,			0 €	132.000 €		Financement externe assuré à travers les ressources du MedProgramme du FEM devant être utilisées en 2020-2021.
		CAR/PAP		PC, FEM, Fondation MAVA	c) Élaboration de deux plans de GIZC pour des zones côtières sélectionnées au Monténégro et au Maroc, d) Élaboration d'un plan de gestion pour une zone humide en Tunisie (Ghar El Melh).			0 €	108.000 €		Financement externe assuré à travers le MedProgramme du FEM et le MAVA.
5.3.2. Les pays sont aidés pour réaliser des analyses des lacunes sur des cadres juridiques ou institutionnels nationaux pour la GIZC afin d'intégrer le cas échéant les dispositions du Protocole GIZC dans les législations nationales.						0 €	0 €	0 €	45.000 €	0 €	
1. Promouvoir la ratification du Protocole GIZC.	Coordination et gestion en interne, expertise et services externes, réunions nationales	CAR/PAP	UC et autres Composantes	PC, FEM	a) Réalisation d'une analyse des cadres juridiques et institutionnels nationaux dans les domaines pertinents dans le cadre du Protocole « GIZC » (en Algérie et en Tunisie), b) Recommandations fournies sur la base des conclusions de l'analyse, c) Identification des actions prioritaires en vue de faciliter la ratification du Protocole « GIZC », d) Consultations nationales organisées pour soutenir la ratification du Protocole « GIZC », e) Commentaires de la part des parties prenantes nationales participant à la consultation obtenus et utilisés dans le cadre du processus de ratification en Algérie, en Égypte et en Tunisie.			0 €	35.000 €		Financement externe assuré à travers les ressources du MedProgramme du FEM devant être utilisées en 2020-2021.
		CAR/PAP						0 €	10.000 €		Financement externe assuré à travers les ressources du MedProgramme du FEM devant être utilisées en 2020-2021.
5.4. Surveillance et évaluation.						0 €	0 €	0 €	0 €	30.000 €	
5.4.1. Des fiches d'information pour les indicateurs GIZC ont été élaborées pour évaluer l'efficacité des mesures de gestion des ressources côtières et marines.						0 €	0 €	0 €	0 €	30.000 €	
1. Mettre à jour le groupe d'indicateurs communs de l'IMAP sur les zones côtières et l'hydrologie.	Coordination et gestion en interne, expertise et services externes	CAR/PAP	UC, Groupe de travail IMAP	PC, AEE, PNUD / GRID	Indicateurs communs de l'IMAP du groupe thématique « Côtier » mis à jour sur la base des nouvelles données et informations pertinentes concernant la hausse du niveau de la mer.			0 €		30.000 €	
5.5. Capacités améliorées aux niveaux national, sous-régional et régional y compris assistance technique et renforcement des capacités.						10.896 €	0 €	10.896 €	135.000 €	0 €	
5.5.1. Le Programme de formation MedOpen sur la GIZC est régulièrement actualisé et mis en œuvre, en coordination avec les PFN concernés.						10.896 €	0 €	10.896 €	135.000 €	0 €	
1. Organiser des formations avancées sur la GIZC.	Expertise, coordination et gestion en interne, expertise et services externes	CAR/PAP	RAC/INFO	PC et FEM	a) Mise à jour de MedOpen afin d'inclure du matériel d'apprentissage récent, b) Une session de formation avancée en anglais et une autre en français organisées.	10.896 €		10.896 €	56.000 €		Financement externe assuré à travers le MedProgramme du FEM et le MAVA.
2. Soutenir la mise en œuvre du Protocole de la GIZC au niveau sous-régional.	Coordination et gestion en interne, expertise et services externes	CAR/PAP	UC	PC éligibles au FEM	a) Trois formations sous régionales organisées pour les pays éligibles au FEM, b) Assistance technique fournie et capacités renforcées afin de soutenir la mise en œuvre du Protocole « GIZC » de façon cohérente au niveau sous régional.			0 €	79.000 €		Financement externe assuré à travers les ressources du MedProgramme du FEM devant être utilisées en 2020-2021.
5.6. Meilleure coopération aux niveaux nationaux sous régional et régional.						10.000 €	0 €	10.000 €	30.000 €	0 €	
5.6.1. La coordination de la GIZC est améliorée par: i) la Plateforme GIZC méditerranéenne; ii) les organes nationaux de coordination de la GIZC.						10.000 €	0 €	10.000 €	30.000 €	0 €	
1. Assurer et maintenir le fonctionnement de la Plate-forme méditerranéenne de la GIZC.	Expertise, coordination et gestion en interne, expertise et services externes, réunions	CAR/PAP	UC et RAC/INFO	PC et toutes les autres Parties prenantes concernées	a) Travail de la Plateforme GIZC coordonné et facilité à travers les informations et connaissances récentes, b) Soutien apporté aux organismes de coordination nationaux responsables de la mise en œuvre du Protocole « GIZC ».	10.000 €		10.000 €			
2. Établir et / ou améliorer les cadres de coordination interministérielle (GIZC).	Expertise, coordination et gestion en interne, expertise et services externes, réunions	CAR/PAP	UC	PC éligibles au FEM	Consultations nationales organisées et propositions pour la GIZC formulées pour la Bosnie-Herzégovine, le Liban et la Tunisie.			0 €	30.000 €		Financement externe assuré à travers les ressources du MedProgramme du FEM devant être utilisées en 2020-2021.
TOTAL Thème 5: GESTION INTEGREE DES ZONES COTIERES						20.896 €	0 €	20.896 €	450.000 €	80.000 €	

Thème 5: GESTION INTEGREE DES ZONES COTIERES	MTF 2020	MTF 2021	MTF TOTAL 2020-2021	Financement externe sécurisé TOTAL 2020-2021	Financement externe sécurisé TOTAL 2020-2021
Unité Cord.			0 €		
MED POL			0 €		
REMPEC			0 €		
CAR/PB			0 €		
CAR/ASP			0 €		
CAR/PAP	20.896 €	0 €	20.896 €	450.000 €	80.000 €
CAR/INFO			0 €		
CAR/CPD			0 €		
TOTAL	20.896 €	0 €	20.896 €	450.000 €	80.000 €

Somme des résultats Sous-totaux					
Somme des sous-totaux des sorties					

Thème 6 : CONSOMMATION ET PRODUCTION DURABLES (CPD)

Impacts à long terme ciblés:
 1. Une région méditerranéenne prospère est établie, et dotée d'économies non polluantes, circulaires, socialement inclusives fondées sur des modèles de consommation et de production durables, préservant les ressources naturelles et l'énergie, assurant le bien-être des sociétés et contribuant à un environnement propre et des écosystèmes sains qui fournissent des biens et des services aux générations présentes et futures ;
 2. Soutenir l'application effective du Plan d'action régional pour la CPD et sa Feuille de route ;
 3. Renforcer les capacités techniques et faciliter l'accès au financement pour les entreprises, les entrepreneurs, les acteurs financiers et la société civile afin de mettre en œuvre des solutions CPD ;
 4. Promouvoir la CPD dans les secteurs économiques et modes de vie clés constituant des moteurs en amont des produits chimiques et des déchets marins ;
 5. Renforcer les capacités techniques des entreprises, des entrepreneurs, des agents de financement et de la société civile afin de mettre en œuvre des solutions CPD réduisant les produits chimiques et les déchets marins ;
 6. Fournir des services et des produits innovants contribuant à la conservation et à la gestion durable de la biodiversité et des écosystèmes ;
 7. Renforcer les capacités techniques des entreprises, des entrepreneurs, des agents de financement et de la société civile afin de mettre en œuvre des solutions CPD contribuant à la conservation de la biodiversité et des écosystèmes ;
 8. Réduire la pression des activités humaines dans les zones côtières et marines au moyen de la mise en œuvre d'outils CPD.

Indicateurs 2020-2021 :	Cibles 2020-2021 :
1. Nombre de nouvelles lignes directrices / mises à jour et d'autres outils de mise en œuvre portant sur les outils de CPD pour les secteurs et les zones de consommation et de production clés ;	1. 4 outils / lignes directrices / documents de politique ;
2. Nombre de formation et de renforcement des capacités dans l'application du Plan d'action SCP ;	2. 5 activités ;
3. Nombre d'entreprises, entrepreneurs, agents financiers et des organisations de la société civile formés pour fournir des solutions CPD et de rejoindre le Réseau d'action méditerranéen CPD, la plate-forme de commutation et le Réseau Vert d'investissement d'impact ;	3. 800 stagiaires ;
4. Nombre de projets de mise en œuvre le Plan d'Action de la CPD engageant différentes parties prenantes identifiées par les facilitateurs ;	4. 3 projets ;
5. Nombre de PNA de la CPD élaborés ;	5. 2 PAN de la CPD ;
6. (a) Nombre de partenariats nationaux créés pour le soutien des donneurs d'ordre ;	6. (a) 8 partenariats ;
(b) Nombre de partenariats prêts à l'investissement liés aux acteurs financiers ;	(b) 80 partenariats prêts à l'investissement liés aux acteurs financiers ;
7. Nombre d'activités visant à stimuler la demande de produits et services durables.	7. 10 activités.

Principales Activités	Moyens de Mise en Œuvre	Direction: UC (Unité de Coordination) ou Composantes	Autre: UC et / ou Composantes	Partenaires	Livrables Attendus	FINANCEMENT DE BASE: MTF			Ressources Externes		Commentaires
						MTF 2020	MTF 2021	MTF TOTAL 2020-2021	Financement externe sécurisé TOTAL 2020-2021	Financement externe sécurisé TOTAL 2020-2021	
6.1.Élaboration de nouveaux plans d'action, programmes et mesures, normes et critères communs, lignes directrices et application des textes actuels.						20.000 €	10.000 €	30.000 €	157.000 €	590.000 €	
6.1.1.Des mesures sélectionnées dans le Plan d'action pour la CPD et contribuant directement à la prévention, la réduction et l'élimination de la pollution marine, protégeant/ renforçant la biodiversité et les écosystèmes et abordant le changement climatique dans les zones marines et côtières de la Méditerranée sont identifiées et mises en œuvre.						20.000 €	10.000 €	30.000 €	157.000 €	60.000 €	
1. Soutenir le développement des plans d'action nationaux de la CPD / économie circulaire.	Expertise en interne, conseil, réunion(s) nationale(s) / régionale(s)	CAR/CPD	UC, MED POL	PC	a) Au moins 2 pays soutenus dans l'élaboration de plans de CPD/économie bleue identifiant les chaînes de valeur prioritaires et proposant des actions relatives au renforcement des capacités, aux instruments politiques et aux partenariats, b) Au moins 1 pays soutenu dans le développement d'actions visant à encourager la consommation durable, l'étiquetage écologique et/ou les marchés publics durables c) Au moins 1 pays soutenu dans la décentralisation des initiatives relatives à l'économie circulaire.	20.000 €	10.000 €	30.000 €	0 €	60.000 €	
2. Procéder à une évaluation à mi-parcours du plan d'action régional sur la CPD.		CAR/CPD	UC, Plan Bleu	PC, partenairesSwitchMed	Évaluation à mi-parcours du Plan d'action CPD, venant alimenter le processus d'élaboration de la nouvelle SMT, préparée et soumise à la réunion des points focaux CAR/CPD.	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	Les fonds pour l'évaluation à mi-parcours du Plan d'action CPD sont inclus dans l'activité 1.1.2.5. Cette activité comprend aussi bien les évaluations à mi-parcours de la SMDD et du Plan d'action CPD et les deux processus seront développés en synergie afin d'utiliser efficacement les ressources disponibles.
3. Évaluer le rôle des entreprises et de l'emploi verts pour la protection de l'environnement méditerranéen.		CAR/CPD	UC	ONUUDI, Division de l'économie de l'environnement des Nations Unies	Élaboration d'un document de base et des principales mesures politiques visant à intégrer et à soutenir le développement d'entreprises vertes et circulaires identifiées, examinées par les principales parties prenantes et soumises à la réunion des points focaux CAR/CPD.	0 €	0 €	0 €	157.000 €	0 €	Financement externe assuré à travers SwitchMed II (UE DG NEAR).
6.1.3. Des outils méthodologiques pour l'intégration de la CPD dans les domaines prioritaires de consommation et de production du Plan d'action régional pour la CPD - tourisme, alimentation, logement et fabrication des marchandises - sont mis en œuvre et de nouveaux sont élaborés pour d'autres secteurs.						0 €	0 €	0 €	0 €	530.000 €	
1. Développer des activités pilotes pour l'identification des opportunités d'économie circulaire dans les secteurs clés du plan d'action sur la CPD.	Expertise interne, conseil, atelier de travail national	CAR/CPD	UC	ONUUDI, Division de l'économie de l'environnement des Nations Unies	a) Élaboration d'un outil pour l'identification des opportunités en matière d'économie circulaire au sein des chaînes de valeur des secteurs de l'alimentation et du textile, b) 1 test pilote réalisé avec un groupement d'entreprises du secteur textile, c) 1 test pilote réalisé avec un groupement d'entreprises du secteur alimentaire,			0 €	0 €	500.000 €	
		CAR/CPD			d) Élaboration d'instruments politiques et de procédures pilotes à la fois informatifs et volontaires, au niveau régional et national avec deux pays régionaux et nationaux (engagement volontaire des Switchers)			0 €	0 €	30.000 €	
6.2. Surveillance et évaluation.						0 €	0 €	0 €	113.000 €	0 €	
6.2.1. Les indicateurs des Plans d'action CPD alignés avec le travail pertinent de la SMDD sont identifiés, sélectionnés et des fiches d'information sont élaborées.						0 €	0 €	0 €	113.000 €	0 €	
1. Suivi des indicateurs de CPD dans le cadre du Plan d'action sur la CPD et mise en œuvre de la SMDD	Expertise en interne, conseil	CAR/CPD	UC, Plan Bleu	ONUUDI, Division de l'économie de l'environnement des Nations Unies	Les 25 indicateurs CPD sont complétés afin de fournir une meilleure vision de la situation et des progrès réalisés dans la région.			0 €	83.000 €	0 €	Financement externe assuré à travers SwitchMed II (UE DG NEAR).
2. Évaluer les performances environnementales, sociales et économiques des entrepreneurs verts et des entreprises de l'économie circulaire contribuant à la mise en œuvre du plan d'action sur la CPD.		CAR/CPD			1 système MEAL (suivi, évaluation, redevabilité et apprentissage) visant à évaluer la performance environnementale, sociale et économique des entrepreneurs verts et des entreprises circulaires consolidées.			0 €	30.000 €	0 €	Financement externe assuré à travers SwitchMed II (UE DG NEAR).
6.3. Capacités améliorées aux niveaux national, sous-régional et régional y compris assistance technique et renforcement des capacités.						18.000 €	15.000 €	33.000 €	1.852.500 €	0 €	
6.3.1. Le programme de formation et d'appui pour les entrepreneurs verts et la société civile comme catalyseur de la CPD.						18.000 €	15.000 €	33.000 €	1.852.500 €	0 €	
1. Entreprendre un programme de formation de soutien pour les entrepreneurs verts, start-ups et les PME..	Expertise en interne, conseil, atelier national, formation, coaching, mentoring	CAR/CPD	UC	ONUUDI, Division de l'économie de l'environnement des Nations Unies	a) Élaboration d'une Plateforme en ligne des outils et méthodologies pour le développement d'entreprises vertes, b) Partenariats nationaux de soutien aux Switchers, rassemblant des prestataires de service de développement aux entreprises soutenant les entrepreneurs verts, mis en place dans 8 pays méditerranéens (Maroc, Algérie, Tunisie, Égypte, Jordanie, Palestine, Israël et Liban), c) Transfert des capacités, méthodologies et outils de développement des entreprises vertes vers les prestataires de service de développement des entreprises, d) Programmes de formation et de soutien pour les entrepreneurs verts mis en œuvre par les Partenariats nationaux conçus et facilités, ; e) Mentorat et soutien apportés aux Switchers pour la réplique, f) Promotion d'accords financiers entre les entrepreneurs verts et les acteurs financiers.	18.000 €	15.000 €	33.000 €	1.852.500 €	0 €	Financement externe assuré à travers SwitchMed II (UE DG NEAR).
6.4. Meilleure coopération aux niveaux national, sous-régional et régional pour prévenir et maîtriser la pollution marine.						40.000 €	56.000 €	96.000 €	1.256.331 €	0 €	
6.4.1. La mise en place de réseaux et initiatives d'entreprises, d'entrepreneurs et de la société civile proposant des solutions de CPD est soutenue.						0 €	0 €	0 €	517.121 €	0 €	
1. Mettre en place le Réseau d'investissement méditerranéen à impact vert (Switchers Fund).	Expertise en interne, conseil, réunion sous-régionale et nationale	CAR/ASP	UC	ONUUDI, Division des Nations Unies pour l'Économie de l'Environnement, Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE)	Accès au financement pour les entrepreneurs dans les premières phases de conception de leur projet assuré à travers le Fonds Switchers, en particulier via des rencontres avec les institutions financières régionales et nationales, les organismes de subvention, etc. tables rondes dirigées par des experts avec les institutions de financement vert.	0 €	0 €	0 €	124.654 €	0 €	Financement externe assuré à travers le GIMED (ENI CBC Med).

Thème 7: ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE											
Impacts à long terme ciblés: 1. Renforcer la résilience des systèmes naturels et socioéconomiques marins et côtiers méditerranéens au changement climatique, en promouvant des approches d'adaptation intégrées et une meilleure compréhension des impacts ; 2. Réduire la pression anthropique sur le milieu côtier et marin afin de maintenir sa contribution à l'adaptation au changement climatique.											
Indicateurs 2020-2021: 1. Nombre de stratégies régionales et des plans d'action existants rationalisant les perspectives d'adaptation au changement climatique; 2. Nombre de nouveaux plans d'action, programmes et mesures, des normes et des critères communs, des lignes directrices intégrant l'adaptation au changement climatique; 3. Nombre de pays adoptant/mettant à jour leur stratégie nationale pour l'adaptation au changement climatique et leur plan d'action en prenant en considération les questions liées à l'environnement côtier et marin; 4. Nombre de pays améliorant leur capacité aux niveaux régional, sous régional et national, y compris l'assistance technique et le renforcement des capacités sur les questions d'adaptation au changement climatique.					Cibles 2020-2021 : 1. 1 stratégie régionale/Plans d'Actions mis à jour; 2. 5 instruments; 3. 1 pays; 4. 4 pays.						
Principales Activités	Moyens de Mise en Œuvre	Direction: UC (Unité de Coordination) ou Composantes	Autre: UC et / ou Composantes	Partenaires	Livrables Attendus	FINANCEMENT DE BASE: MTF			Ressources Externes		Commentaires
						MTF 2020	MTF 2021	MTF TOTAL 2020-2021	Financement externe sécurisé TOTAL 2020-2021	Financement externe sécurisé TOTAL 2020-2021	
7.1. Renforcement de l'application régionale des obligations en vertu de la Convention de Barcelone et ses Protocoles, et des programmes de mesures prescrites par les stratégies et plans d'action régionaux existants.						0 €	0 €	0 €	0 €	80.000 €	
7.1.1. Les principales activités de l'adaptation au changement climatique sont identifiées et intégrées dans l'application des stratégies, mesures et plans d'action régionaux existants.						0 €	0 €	0 €	0 €	80.000 €	
1. Promouvoir la fiscalité environnementale, en particulier pour les émissions de combustibles fossiles	Expertise en interne, consultation	Plan Bleu	UC et autres Composantes	PC, OCDE	Élaboration du rapport sur la taxation environnementale dans les pays méditerranéens.	0 €	0 €	0 €		40.000 €	
2. Promouvoir l'utilisation de sources d'énergie alternatives renouvelables en Méditerranée.	Expertise en interne, conseil, réunion(s) régionale(s)	Plan Bleu	UC	CP, IRENA	a) Élaboration de l'état des lieux de la production et de l'utilisation des énergies marines renouvelables (énergie éolienne, marémotrice, etc.) en Méditerranée, b) Partage des meilleures pratiques, y compris les MTD et MPE, c) Identification des priorités en matière d'assistance technique et de renforcement des capacités.	0 €	0 €	0 €		40.000 €	
7.2 Élaboration de nouveaux plans d'action, programmes et mesures, normes et critères communs, lignes directrices.						12.600 €	0 €	12.600 €	20.000 €	55.000 €	
7.2.1. L'adaptation aux changements climatiques, y compris les vulnérabilités et les risques et les principales activités, est intégrée dans l'élaboration de nouveaux plans d'action régionaux, stratégies régionales et mesures abordant la biodiversité, la pollution et l'interaction terre-mer.						0 €	0 €	0 €	20.000 €	0 €	
1. Adapter les lignes directrices du CAR/PAP pour l'adaptation au changement climatique et à la variabilité dans le bassin de l'Adriatique.	Expertise, coordination et gestion en interne, expertise et services externes, réunion(s)	CAR/PAP	CU	partenairesdu projet AdriAdapt: CMCC (Italie), DHMZ (Croatie), IUAV Venezia (Italie), Union des communes du Val du Savio (Italie), ARPA Émilie-Romagne (Italie), commune de Cervia (Italie), comté de Šibenik-Knin (Croatie), Ville de Vodice (Croatie)	a) Production de lignes directrices en croate et en italien sur l'intégration de l'adaptation dans la gestion côtière le long de la côte Adriatique, b) Production de lignes directrices en croate, en anglais et en italien sur le renforcement de la résilience côtière.			0 €	20.000 €		Financement externe assuré à travers AdriAdapt (Interreg Italie-Croatie).
7.2.3. Promotion de l'intégration des réponses fondées sur l'écosystème dans les Stratégies nationales d'adaptation au changement climatique.						12.600 €	0 €	12.600 €	0 €	55.000 €	
1. Soutenir les Parties contractantes à renforcer la composante biodiversité marine dans leurs contributions nationales déterminées actualisées (CND), conformément à l'Accord de Paris de la COP21 de la CCNUCC.	Coordination et expertise en interne, consultations, coordination avec la CDB et la CCNUCC	CAR/CPD	UC, Plan Bleu et Composantes pertinentes	Secrétariat de la CCNUCC, Secrétariat de la CDB	Lignes directrices pour le renforcement de la composante biodiversité marine des CDN mises à jour des pays en vue d'accroître l'alignement et l'intégration des préoccupations en matière de biodiversité marine et de l'ODD 14, harmonisée et coordonnée avec les outils connexes et les initiatives de la CCNUCC et de la CDB en vue d'optimiser les synergies.	7.000 €		7.000 €		0 €	
2. Promouvoir l'intégration des solutions basées sur la nature dans les stratégies d'adaptation au changement climatique.	Expertise en interne, atelier de travail, conseil, services contractuels, événement(s) parallèle(s)	Plan Bleu	MED POL, CAR/ASP	CP, AFD, Conservatoire du Littoral, UICN, Tour du Valat, MedWET, MAVA	a) Identification des bonnes pratiques en matière de solutions fondées sur la nature, y compris les instruments politiques innovants, b) Solutions fondées sur la nature promues et diffusées, y compris les événements potentiels parallèles à l'UICN 2020; c) Analyses démontrant l'intérêt des SFN, y compris à travers la valorisation économique des services écosystémiques identifiées/développées et diffusées, d) Élaboration d'un document politique révisé/enrichi pour considération par les gouvernements nationaux et régionaux.	5.600 €	0 €	5.600 €		55.000 €	Toutes les activités, à l'exception de la participation à l'UICN 2020, sont dépendantes de financements externes.
7.3 Renforcement de l'application au niveau national.						0 €	0 €	0 €	304.000 €	0 €	
7.3.1. Les domaines prioritaires d'adaptation au changement climatique sont définis et intégrés aux politiques PAM pertinentes, selon les besoins.						0 €	0 €	0 €	304.000 €	0 €	
1. Intégrer l'adaptation au changement climatique dans les plans locaux de GIZC.	Expertise, coordination et gestion en interne, expertise et services externes, réunion(s)	CAR/PAP	CU, Plan Bleu	PC, FEM, GWP-Med	Recommandations fournies pour les mesures d'adaptation à intégrer dans les plans locaux de GIZC au Maroc et au Monténégro élaborées dans le cadre du MedProgramme du FEM.			0 €	15.000 €		Financement externe assuré à travers le projet du FSCC du FEM
2. Créer un catalogue de mesures d'adaptation au changement climatique et de politiques d'atténuation.	Expertise, coordination et gestion en interne, expertise et services externes, réunion(s)	CAR/PAP	CAR/INFO	partenairesdu projet AdriAdapt: CMCC (Italie), DHMZ (Croatie), IUAV Venezia (Italie), Union des communes du Val du Savio (Italie), ARPA Émilie-Romagne (Italie), commune de Cervia (Italie), comté de Šibenik-Knin (Croatie), Ville de Vodice (Croatie)	Description consultable des mesures et meilleures pratiques (en donnant la priorité aux expériences de l'Adriatique et européennes) créées et incluses dans la Plateforme européenne d'adaptation au changement climatique Climate-Adapt (en prévision de sa possible extension future à l'ensemble du bassin méditerranéen).			0 €	24.000 €		Financement externe assuré à travers

3. Soutenir la préparation de stratégies d'adaptation au changement climatique.	Coordination et gestion en interne, expertise et services externes, réunion(s)	CAR/PAP	UC	partenairesdu projet AdriAdapt: CMCC (Italie), DHMZ (Croatie), IUAV Venezia (Italie), Union des communes du Val du Savio (Italie), ARPA Émilie-Romagne (Italie), commune de Cervia (Italie), comté de Šibenik-Knin (Croatie), Ville de Vodice (Croatie)	Élaboration de deux stratégies pour l'adaptation aux changements climatiques pour les municipalités de Šibenik et de Vodice en Croatie.			0 €	265.000 €		le projet AdriAdapt (Interreg Italie-Croatie).
7.4 Surveillance et évaluation.						0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
7.4.1. Les questions de vulnérabilité au changement climatique sont prises en compte dans les programmes de surveillance existants.						0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
1. Élaborer des indicateurs de vulnérabilité et d'impact du changement climatique sur la biodiversité et les ressources naturelles en tenant compte également des tendances socioéconomiques	Ateliers, expertise en interne, services contractuels	Plan Bleu	UC et autres Composantes	CP, MedECC, AE RMC, IME	a) Identification d'indicateurs de vulnérabilité et d'impacts du changement climatique sur les ressources naturelles, traitant également les tendances socioéconomiques, b) Observatoire du Plan Bleu enrichi par les informations relatives aux impacts et aux risques liés au changement climatique, y compris les conclusions du MedECC, c) Élaborations de fiches d'informations et d'études de cas connexes, d) Document politique élaboré.	0 €	0 €	0 €			
7.5 Capacités améliorées aux niveaux national, sous-régional et régional notamment l'assistance technique et le renforcement des capacités.						25.000 €	5.000 €	30.000 €	100.000 €	0 €	
7.5.1. La sensibilisation et l'engagement des principales parties prenantes eu égard à l'adaptation aux changements climatiques et à leurs liens avec les thèmes centraux sont renforcés.						25.000 €	5.000 €	30.000 €	100.000 €	0 €	
1. Améliorer l'adaptation des outils existants tels que <i>Imagine</i> pour impliquer les parties prenantes sur les stratégies d'adaptation au changement climatique.	Ateliers, expertise en interne, services contractuels	Plan Bleu	CAR/PAP	FEM, GWP Med (Tunisie)	a) Méthode Climagine (intégrant les questions relatives au changement climatique dans l'approche participative « Imagine ») élaborée et mise en œuvre dans différents sites côtiers, b) Études de cas publiées et diffusées, c) Élaboration et diffusion d'un guide de mise en œuvre de Climagine.	5.000 €	5.000 €	10.000 €	100.000 €	0 €	Financement extérieur assuré à travers le programme du FEM.
2. Promouvoir le dialogue régional sur les impacts du changement climatique et les stratégies d'adaptation.	Expertise en interne, conseil, mise en réseau avec des institutions scientifiques et des praticiens, atelier de travail régional	Plan Bleu	UC, CAR/PAP et autres Composantes	CP, MedECC, UpM, AE RMC, ADEME	a) Acteurs régionaux mieux informés concernant les impacts du changement climatique, b) Partage des résultats scientifiques, des leçons tirées et des meilleures pratiques relatives aux stratégies d'adaptation.	20.000 €		20.000 €			
TOTAL Thème 7: ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE						37.600 €	5.000 €	42.600 €	424.000 €	135.000 €	

Thème 7: ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE	MTF 2020	MTF 2021	MTF TOTAL 2020-2021	2021	2020-2021
Unité Cord.			0 €		
MED POL			0 €		
REMPEC			0 €		
CAR/PB	30.600 €	5.000 €	35.600 €	100.000 €	135.000 €
CAR/ASP	7.000 €	0 €	7.000 €	0 €	0 €
CAR/PAP	0 €	0 €	0 €	324.000 €	0 €
CAR/INFO			0 €		
CAR/CPD			0 €		
TOTAL	37.600 €	5.000 €	42.600 €	424.000 €	135.000 €

Somme des résultats Sous-totaux						37.600 €	5.000 €	42.600 €	424.000 €	135.000 €
Somme des sous-totaux des sorties						37.600 €	5.000 €	42.600 €	424.000 €	135.000 €

Appendice

Note relative au budget opérationnel des CAR

NOTE RELATIVE AU BUDGET OPÉRATIONNEL DES CAR

Cette note est fondée sur les informations rassemblées à partir des décisions de la Réunion des Parties contractantes et des contributions des CAR. Elle présente des arguments en faveur d'une **augmentation de 5 % du budget opérationnel des CAR**. Toutes les données sont présentées par exercice biennal conformément au financement du MTF et aux décisions de la CdP.

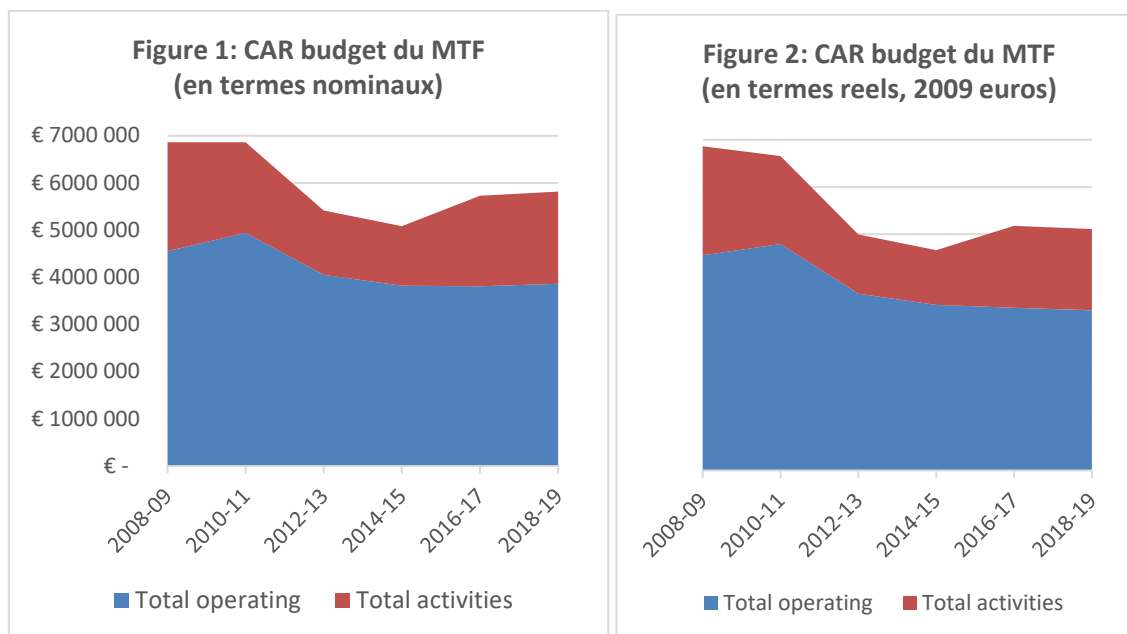
Le budget opérationnel ne comprend pas les budgets spécifiques alloués aux activités dans le cadre du Programme de travail. Le budget opérationnel comprend donc le personnel, les frais de voyages et autres frais de fonctionnement.

Les structures actuelles des CAR sont présentées en Annexe.

1. Évolution du budget des CAR ⁶

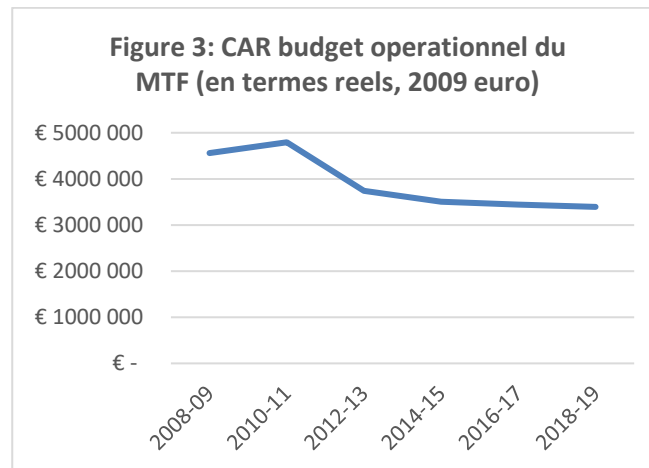
En termes nominaux, le budget total des CAR a diminué de 21 % entre 2010-2011 et 2012-2013 en raison d'économies budgétaires nécessaires. Depuis 2014-2015, le budget total des CAR a diminué pour atteindre en 2018-2019 un niveau 15 % inférieur au budget 2010-2011 en termes nominaux (Figure 1).

Avec une inflation cumulée de 13,8 % dans la zone euro depuis 2009, les variations réelles diffèrent des données nominales et **le budget total des CAR pour 2018-2019 se révèle être 26 % inférieur au niveau de 2008-2009 en termes réels** (Figure 2).

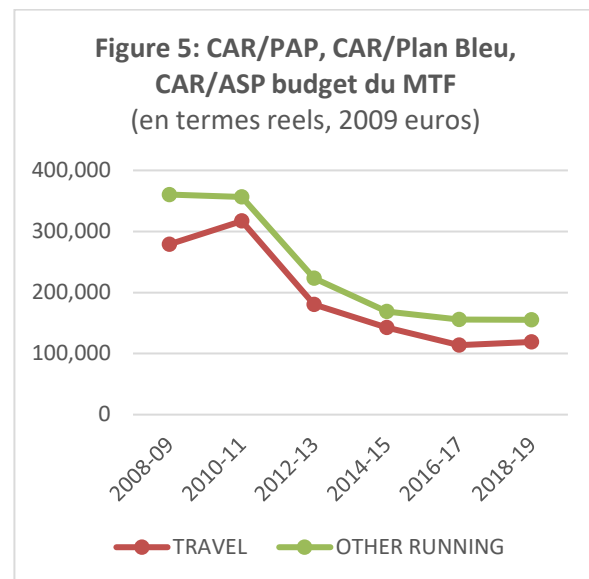
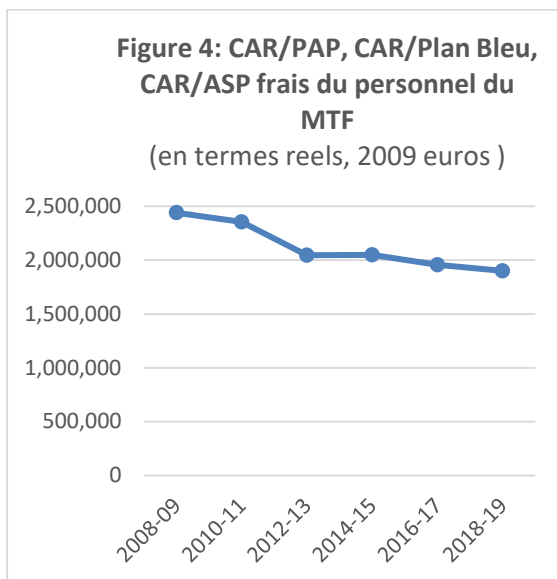


⁶ Le budget opérationnel des CAR et le budget alloué aux activités d'après les données du MTF sont basés sur les décisions de la CdP. Des données plus détaillées sont fondées sur les rapports des CAR.

Le **budget opérationnel** total des CAR en termes réels a encore diminué, avec une diminution totale de plus de 29 % en termes réels depuis 2010-2011. Des coupes importantes ont été réalisées en 2012-2013 (- 2 % en termes réels), en raison de la nécessité de réaliser des économies budgétaires. Toutefois, **alors que le budget alloué aux activités des CAR a augmenté au cours des deux derniers exercices biennaux, le budget opérationnel total des RAC a encore diminué de 7,3 % en termes réels depuis 2012-2013** (Figure 3).



Des informations détaillées disponibles pour le CAR/PAP, le CAR/Plan Bleu et le CAR/ASP montrent une diminution globale de 22 % en termes réels pour les frais de personnel depuis 2008-2009, de 62 % pour les frais de voyages et de 56 % pour les autres frais de fonctionnement depuis 2010-2011 (Figures 4 et 5).



Les compressions du budget opérationnel provenant du MTF viennent s'ajouter aux difficultés ou incertitudes croissantes concernant la mobilisation des détachements de la part des gouvernements et des institutions partenaires (CAR/INFO, CAR/Plan Bleu, CAR/CPD), même si de nouvelles opportunités pourraient toutefois se présenter (REMPEC).

2. Nécessité d'augmenter le budget opérationnel des CAR

Divers besoins pressants justifient une augmentation du budget opérationnel des CAR :

Exercer un mandat continu et souvent de plus en plus ambitieux. Les mandats des CAR ont été réaffirmés au fil des années par les Parties contractantes à la Convention de Barcelone et l'ensemble des CAR est mandaté pour mettre en œuvre de nouvelles activités ambitieuses. Un certain nombre de CAR déclarent qu'ils vont devoir réduire leur activité en raison du manque d'effectif.

Couvrir le paiement des salaires et des factures. En conséquence des coupes importantes effectuées au niveau des budgets opérationnels, certains CAR déclarent avoir des difficultés à payer les salaires ainsi qu'à couvrir des dépenses nécessaires telles que les factures de téléphone, internet, les applications SIG et l'hébergement de leur site internet, ou encore des équipements et du matériel d'entretien et les coûts de matériels consommables. Des postes importants ne sont pourvus que temporairement sur une base ad hoc ou ne sont pas pourvus du tout.

Permettre la progression du personnel. Les CAR doivent offrir des opportunités professionnelles aux membres de leur personnel pour qu'ils puissent progresser dans leurs carrières à mesure qu'ils développent leurs qualifications et leur niveau de compétence et d'expérience. Pour pouvoir continuer à travailler dans un contexte évoluant rapidement, les membres du personnel ont également besoin de participer à des formations visant à améliorer et à développer leurs compétences et leurs capacités.

Répondre aux demandes des pays. Avec un budget réduit alloué aux voyages, les CAR sont limités dans leur capacité à répondre aux demandes d'appui local des pays. Ils sont également limités dans leur capacité à diffuser, en participant aux événements importants, des conclusions et recommandations pertinentes pour la prise de décision politique dans la région.

Mobiliser et gérer le financement externe. Le financement externe a en partie compensé la diminution du financement global du MTF. Toutefois, si la mobilisation de financements pour les activités est parfois possible, la mobilisation de financements pour des fonctions administratives ou pour couvrir d'autres frais de fonctionnement s'avère souvent difficile. L'élaboration et la demande de financement des propositions de projets, la gestion, le suivi et l'élaboration de rapports nécessitent des ressources internes ainsi que des capacités de cofinancement. **Certains CAR font face à des difficultés s'agissant de lever des financements externes pour les activités prévues dans le PdT et ce en raison de leur capacité administrative limitée. D'autres, qui sont parvenus à mobiliser ces financements, disposent d'une capacité limitée pour les gérer.**

3. Autres besoins spécifiques des CAR

En plus de la demande commune d'une augmentation de 5 % des budgets opérationnels justifiée dans les points 1 et 2 (qui ne permettra que partiellement de couvrir les besoins des CAR énumérés ci-dessus en vue de remplir leurs mandats et de répondre aux demandes des Parties contractantes), certains CAR ont mentionné les besoins spécifiques suivants :

- L'INFO/CAR mentionne le besoin en ressources humaines et financières supplémentaires en vue de la finalisation du système d'information de l'IMAP d'ici 2020 et de la pleine mise en œuvre de la Stratégie de communication opérationnelle du PAM, comme proposé dans le programme de travail 2020-2021. Ce besoin n'est pas appuyé par une augmentation du soutien financier apporté à sa structure centrale. De fait, le temps consacré au Centre INFO/CAR par le personnel qui y est affecté n'est qu'en partie payé par la structure centrale, l'INFO/CAR doit donc, afin d'accomplir ses missions, se tourner de plus en plus vers du personnel temporaire ces dernières années. Comme il est mieux précisé en annexe, un agent temporaire dépend du financement du MTF et un autre agent temporaire est financé par les fonds du projet. Seul un assistant administratif financé au titre du projet se charge de l'assistance administrative pour l'ensemble du personnel.
- Le CAR/PAP mentionne le besoin d'un poste supplémentaire afin de couvrir l'augmentation de la charge de travail suite à l'introduction du PEM et de l'adaptation au changement climatique à travers le Protocole GIZC, tel que détaillé dans le Cadre régionale commun pour la GIZC, ainsi que le besoin urgent de créer un poste administratif supplémentaire dans la mesure où une seule personne assure la fonction de secrétaire pour l'ensemble du personnel et se charge de l'ensemble de la logistique des réunions, des contrats et des paiements.
- Le CAR/Plan Bleu mentionne le besoin de sécuriser les postes actuels de courte durée impliquant des compétences essentielles (données d'évaluation, analyse GIS et statistique) et de pourvoir un poste nécessaire de socio-économiste pour les questions relatives au développement durable, afin de mettre en œuvre le SIMPEER, les activités liées à l'économie bleue et le tourisme durable. Un poste administratif (temps partiel ?) est également nécessaire pour permettre de lever plus efficacement des financements externes et de gérer le bureau. L'ensemble des besoins ne peut pas reposer sur le budget du MTF.
- Le REMPEC fait état de ses efforts continus en vue de mobiliser des ressources externes afin de garantir la mise en œuvre durable du Plan d'action offshore avec les ressources humaines et l'expertise requises.
- Le CAR/CPD mentionne le besoin urgent de recruter un agent administratif afin de renforcer sa structure administrative permanente qui se limite actuellement à trois membres du personnel : Directeur, Vice-directeur et secrétaire de direction, alors que les besoins en matière de gestion augmentent et s'accompagnent d'une nette progression du budget total grâce à un important financement externe et à l'augmentation des activités financées par le MTF et l'IMELS. Actuellement, seul un assistant administratif financé au titre du projet assure l'assistance administrative pour l'ensemble du personnel.
- Le CAR/ASP mentionne le besoin de pourvoir le poste important de directeur scientifique, actuellement vacant en raison de coupes budgétaires.

Annexe : postes actuels au sein des CAR (par ordre alphabétique)

CAR/INFO

- Directeur (**50 % ETP détaché par le pays hôte**)
- Directeur adjoint (**50 % ETP détaché par le pays hôte**)
- 1 Chargé du programme d'information (**70 % ETP détaché par le pays hôte**)
- 1 Chargé du programme de formation (**70 % ETP détaché par le pays hôte**)
- 1 Chargé du programme de communication (**70 % ETP détaché par le pays hôte**)
- 1 Chargé du programme InfoMAP (**financé par le MTF**)
- 1 Chargé de projet (**50 % ETP détaché par le pays hôte**) pour l'InfoMAP et SUPREME
- 1 Chargé de projet (**financé par le projet**) pour l'ENI-SEIS II Sud
- 4 Chargés de l'ITC (**35 % ETP détachés par le pays hôte**) pour l'InfoMAP et l'appui technique
- 4 Chargés de communication (**35 % ETP détachés par le pays hôte**)
- 1 Assistant administratif (**financé au titre du projet**) fournissant une assistance administrative pour tous les projets et activités gérés par le CAR/INFO.
- 1 Expert du PRTR (**20 % ETP détaché par le pays hôte**)

CAR/PAP

L'ensemble du personnel travaille à la mise en œuvre du Protocole « GIZC ». Les missions peuvent changer en fonction des priorités et des pressions du moment.

- Directeur
- Vice-directeur (EcAP et CAMP, mais pas exclusivement)
- Administrateur de programme senior (CC et FEM, mais pas exclusivement)
- Administrateur de programme (GIZC, mais pas exclusivement)
- Administrateur de programme (MedOpen et site internet, mais pas exclusivement)
- Administrateur de programme (MSP et FEM, mais pas exclusivement)
- Administrateur de programme (communication et rédaction, mais pas exclusivement)
- Administrateur financier/administratif (comptabilité, planification et rapports financiers)
- Administrateur administratif (secrétariat, logistique, contrats, paiements)
- Administrateur de programme EcAp (poste temporaire, financé au titre du projet)
- Consultant CAR/PAP (fonction externe, financé au titre du projet)
- Assistant général –agent d'entretien (non financé par le MTF)

CAR/Plan Bleu

Aucun membre du personnel n'est exclusivement financé par les ressources du MTF. La plupart du personnel est cofinancé avec des subventions françaises et ou des fonds alloués au projet. Le MTF participe pour moins de la moitié du financement du personnel. Certains membres du personnel sont engagés pour un projet ou une activité à court-terme.

- Directeur
- Secrétaire général délégué - Chargé de programme Indicateurs et systèmes d'information
- Chargé de programme Gestion intégrée des zones côtières (GIZC)
- Chargé de programme Eau et changement climatique
- Chargé de programme Ecosystèmes forestiers, biodiversité (à durée limitée)
- Chargée de programme Prospective et économie de l'environnement (en charge de l'état de l'environnement et du développement)
- Comptable et contrôleur de gestion
- Chargée de mission Information-Communication-Web

- Secrétaire bilingue (secrétariat, contrats, traduction, réunions, logistique)
- Chargé de mission environnement et développement (collecte de données – courte durée)
- Expert – statistique et système d'information géographique (courte durée)
- Expert en économie bleue (courte durée)

REMPEC

- Chef de Bureau (MTF)
- Administrateur de Programme (OPRC) (MTF)
- Administrateur de Programme (Prévention) (MTF)
- Administrateur professionnel adjoint (JPO) (détaché)
- Administrateur adjoint de programme (VIS) (détaché)
- Assistant administrative et financier (MTF – ce poste est partiellement financé par la contribution de l'OMI versée au titre de la part de l'OMI dans les dépenses d'appui au projet).
- Assistant du Chef de Bureau (MTF)
- Secrétaire/assistant administrative (MTF)
- Assistant de projet (financé au titre du projet)

CAR/CPD

Les postes de Directeur, de Directeur adjoint et de Secrétaire de direction sont détachés par le pays hôte. Il n'y a pas d'administrateur de programme ou d'administrateur technique détaché par le pays ou financé par le MTF. L'ensemble du personnel technique est financé au titre du projet. Les fonds du MTF couvrent 5 % du coût de financement total du personnel.

- Directeur
- Directeur adjoint
- Secrétaire de direction
- Chef d'équipe du volet Entrepreneuriat vert et société civile de SwitchMed, financé au titre du projet (SwitchMed, mais pas exclusivement)
- Chef d'équipe du volet politique de SwitchMed, financé au titre du projet (SwitchMed, mais pas exclusivement)
- Chef d'équipe du réseau SwitchMed (SwitchMed, mais pas exclusivement)
- Expert senior, ingénieur chimiste, financé au titre du projet (SwitchMed, mais pas exclusivement)
- Chargé de projet, financé au titre du projet (SwitchMed, mais pas exclusivement)
-
- Chargé de projet, financé au titre du projet (SwitchMed, mais pas exclusivement)
- Chargé de projet, financé au titre du projet (SwitchMed, mais pas exclusivement)
- Chargé de projet, financé au titre du projet (SwitchMed, mais pas exclusivement)
- Chargé de projet, financé au titre du projet (SwitchMed)
- Chargé de projet, financé au titre du projet (SwitchMed)
- Chargé de projet, financé au titre du projet (SwitchMed)
- Administrateur technique du Réseau, financé au titre du projet (SwitchMed)
- Assistant administrative, financé au titre du projet (SwitchMed mais pas exclusivement)
- Chargé de projet, financé au titre du projet (IMELS mais pas exclusivement)
- Chargé de projet, financé au titre du projet (H2020)
- Chargé de projet, financé au titre du projet (ACT4LITTER)

- Assistant de communication, financé par le MTF (assistance fournie aux activités de communication de l'ensemble des centres)

CAR/ASP

- Directeur
- Chargé de programme – conservation des habitats et écosystèmes
- Chargé de programme – PAS BIO
- Administrateur de programme – Aires spécialement protégées
- Chargé de programme – conservation des espèces
- Chargé de programme – gestion des données et informatique
- Chargé de projet - EcAp MED (financé au titre du projet)
- Chargé de projet adjoint - MedMPA Network (financé au titre du projet)
- Assistant administratif et financier de projet - MedMPA Network (financé au titre du projet)
- Chargé de projet (financé au titre du projet)
- Assistant Communication (financé au titre du projet)
- Chargé de projet adjoint – Habitats/Espèces (financé au titre du projet)
- Chargé de projet – Habitats/Mer profonde (financé au titre du projet)
- Chargé de projet adjoint - EcAp MED (financé au titre du projet)
- Chargé de Projet – Prises accessoires / EcAp-Adria (financé au titre du projet)
- Chargé de projet – Espèces et coordinateur de projet – Tortues marines (financé au titre du projet)
- Chargé de projet – projet de jumelage ASPIM (financé au titre du projet)
- Assistant de l'unité scientifique
- Assistant administratif
- Assistant financier
- Commis principal/assistant du directeur
- Chauffeur